TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9225 · 40 PAGES · JEUDI 12 SEPTEMBRE 1974

Inquiétude à Marseille

Renault renoncerait à reprendre Titan-Coder

LIRE PAGE 37
L'ARTICLE DE GUY PORTE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.
Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

« Kermesse » sanglante au Mozambique

Au moment où l'on transportait dans les hôpitaux les dizaines d'Africains et d'Européens blessés pendant les troubles qui ont marqué mardi 10 septembre les dernières heures de la « kermesse héroïque » organisée par les activistes, l'éphémère radio « Mozambique libre » retransmettait le discours prononcé à Lisbonne par le général Spinola à l'occasion de l'accession de la Guinée-Bissau à l'indépendance. Tout en exprimant à demi-mot des appréhensions sur l'avenir de la « démocratie » dans les territoires d'outre-mer émancipés, le chef de l'Etat portugais confirmait que la métropole ne ferait rien pour s'opposer au courant de l'histoire en Afrique noire.

C'est cependant aux premières déclarations du général Spinola sur l'autodétermination des anciennes colonies que les rebelles de Lourenço-Marques se référaient pour justifier leur refus de « livrer » le Mozambique au seul FRELIMO. L'entreprise brouillonne des « pieds-noirs » était née, semble-t-il, d'un double espoir : celui que certains chefs militaires portugais s'opposeraient aux accords de Lusaka, jugés trop favorables aux anciens adversaires, et celui que la République Sud-Africaine ainsi que la Rhodésie les soutiendraient.

Le ministre portugais des affaires étrangères, M. Mario Soares, avait brûlé l'étape, considérée jusqu'alors comme « préalable », du référendum d'autodétermination quand il avait reconnu à Lusaka la vocation du FRELIMO à gouverner l'ancienne « province » d'Afrique orientale. En contrepartie, il avait obtenu des nationalistes la participation de représentants de Lisbonne au gouvernement provisoire, dont les autorités portugaises viennent de confirmer la formation dès la semaine prochaine.

Pragmatique, le général Spinola a apparemment jugé ce compromis satisfaisant, en dernière analyse. Paradoxalement, la révolte des Blancs a permis aux autorités de Lisbonne de constater que le FRELIMO, dont le chef avait lancé à ses hommes un appel au calme, était un partenaire « réaliste » avec lequel il était possible de « coopérer étroitement ».

C'est aussi par « réalisme » que la République Sud-Africaine et la Rhodésie se sont gardées de soutenir un mouvement pour lequel elles pouvaient avoir une secrète sympathie, mais qu'elles avaient condamné tôt ou tard à l'échec en raison du rapport des forces. Après avoir investi au Mozambique, les Sud-Africains n'ont pas perdu tout espoir de sauver une partie de la mise en recherchant un « modus vivendi » avec le futur gouvernement de ce pays.

La Rhodésie elle-même, tout en décidant d'accélérer les travaux de raccordement de son réseau ferroviaire à celui de la République Sud-Africaine, n'a pas répondu aux appels des insurgés, sachant que toute initiative dans ce domaine aurait aggravé son isolement.

Les morts déplorées à Lourenço-Marques au terme du « baroud d'honneur » des petits Blancs et des Africains les plus engagés dans la lutte contre les nationalistes auront-elles « servi » quand même à quelque chose ? Le gouvernement portugais et le FRELIMO ne pourront plus oublier — s'ils l'avaient jamais fait — les douloureux problèmes humains posés par la réadaptation de Blancs *qui n'étaient pas tous des* exploiteurs et d'Africains qui ont été les victimes autant que les agents de l'ancien ordre colonial. Surtout, la preuve semble aujourd'hui faite que les autorités portugaises ont non seulement la volonté de décoloniser mais la capacité et les moyens d'imposer leur volonté. *En laissant « pourrir » la situation à Lourenço-Marques*, les militaires ont quand même évité que le mouvement d'avril, commencé par des embrassades avec la population sur les trottoirs de Lisbonne, ne se poursuive par une réédition des drames dont l'Algérie a été le théâtre il y a douze ans.

(Lire nos informations page 3.)

Tandis que se prépare la succession de M. Chou En-lai

Le P.C. chinois s'efforce d'éliminer les idées de Lin Piao encore répandues dans l'armée

Les dernières nouvelles parvenues de Pékin sur la santé de M. Chou En-lai conduisent les observateurs à s'interroger sur l'éventualité d'une retraite progressive mais définitive du premier ministre chinois, qui n'a pas été vu en public depuis le 31 juillet.

La presse chinoise a plusieurs fois fait allusion à son état de santé en citant les souhaits de prompt rétablissement de visiteurs étrangers. D'aucuns y voient une manière de préparer l'opinion à une retraite qui serait officialisée par la suite.

Parallèlement se poursuit un intense travail idéologique destiné à liquider les vestiges de l'influence de Lin Piao. Alain Bouc rend compte ci-dessous de la manière dont se développe cette campagne dans l'armée. Enfin l'affectation aux négociations sur Chypre de M. Ilytchev, représentant de Moscou aux discussions frontalières sino-soviétiques, confirme que celles-ci sont dans l'impasse complète.

De notre correspondant

Pekin. — Un grand procès d'histoire militaire se déroule depuis quelques semaines, et *le Drapeau rouge* de septembre se compose, pour une large part, de pièces à charge à verser au dossier de dénonciation de Lin Piao. L'affaire n'aurait qu'un intérêt limité, d'ordre scientifique, s'il ne fallait — comme d'ailleurs les directives officielles le demandent — lier la dénonciation des « crimes » passés du ministre de la défense à la critique des erreurs d'aujourd'hui. La campagne de rectification lancée après la mort de Lin Piao, et qui s'est intensifiée en début d'année, vient ainsi de prendre un tour nouveau en s'étendant au domaine militaire.

Dans ce débat sur la stratégie et la tactique d'une armée révolutionnaire, on traverse allègrement les *décennies, des craintes irraisonnées* du chef de guerre de vingt ans (en 1927) au complot militaire qui échoua il y a juste trois ans. Mais l'essentiel de la dispute concerne la guerre contre le Kuomintang, de 1946 à 1949.

Trois grandes batailles ont donné aux communistes la victoire décisive sur les nationalistes. Dans les trois *cas, le stratège suprême* était Mao Tse-toung, mais dans les deux batailles dites du Liaosi-Chenyang et de Pékin-Tientsin, Lin Piao avait la responsabilité des opérations sur place. On ne saurait contester que la 4e armée, sous son commandement, remporta entre septembre 1948 et janvier 1949 une série de victoires écrasantes qui renversèrent l'équili*bre des forces en faveur des com*munistes, leur ouvrirent la capitale et annoncèrent l'effondrement, l'année suivante, des forces nationalistes.

C'est sur les succès remportés dans la Chine du Nord-Est que Lin Piao avait établi l'essentiel de son *prestige* : il était le général invincible, celui qui avait appliqué non *seulement « fidèlement »* mais encore *« de la manière la plus créative »* les conceptions stratégiques du président Mao. C'était du moins ce qu'on lisait ici et là, surtout depuis qu'en 1959 il avait pris en main le ministère de la défense et qu'il réorganisait l'armée en étroite liaison avec le chef du parti.

En vérité, sa réputation de stratège sans défaite remonte à bien plus loin dans le temps, et Edgar Snow célébrait déjà son génie militaire en 1937.

Or voici qu'on nous présente un homme de guerre indécis, souvent *en* désaccord avec Mao Tse-toung, et coupable d'erreurs de jugement graves. Qui plus est, plusieurs des écrits militaires du président (tome IV) ont précisément pour objet de redresser des erreurs de Lin Piao. Il *faudrait étudier, carte en main*, les articles du *Drapeau rouge*, ceux que Mao Tse-toung a rédigés à l'époque et ceux des laudateurs de Lin Piao. On se bornera ici à préciser l'essence du débat.

Les deux batailles ont permis chacune la mise hors de combat de cinq cent mille hommes environ. Dans un cas comme dans l'autre, *nous dit-on, il fallait choisir entre* deux conceptions de la guerre : l'une, bourgeoise, consistait à provoquer la déroute de l'ennemi ; l'autre, marxiste-léniniste, consistait à anéantir ce dernier. Lin Piao cherchait à mettre en fuite ; Mao Tse-toung cherchait à exterminer les troupes adverses.

ALAIN BOUC.

(Lire la suite page 9.)

RÉUNI A LA PRÉFECTURE DU RHONE

Le gouvernement décide de soumettre au Parlement la généralisation par étapes de la Sécurité sociale

La plupart des membres du gouvernement qui ont assisté mercredi matin 11 septembre au conseil des ministres exceptionnellement réuni à Lyon, devaient regagner Paris dans la soirée. Avant de quitter la capitale de la région Rhône-Alpes, plusieurs d'entre eux devaient prendre contact avec leurs administrations régionales respectives et visiter diverses réalisations à caractère économique ou social de l'agglomération lyonnaise. Le président de la République, arrivé à 18 h. 25 mardi à Lyon, était attendu dans la capitale dans le milieu de l'après-midi de mercredi pour s'entretenir avec M. Colombo, ministre italien du Trésor.

Après les travaux du conseil des ministres et le déjeuner qui réunissait autour de lui les membres du gouvernement, M. Valéry Giscard d'Estaing devait aller fleurir, au cimetière de Loyasse, à Fourvières, la tombe d'Edouard Herriot, ancien maire de Lyon, ancien président de l'Assemblée nationale, décédé en mars 1957. Il devait ensuite visiter, en compagnie de Mme Simone Veil, ministre de la santé, la cité de l'enfance de Bron-Parilly, prévue pour recevoir trois cent quatre-vingt-six enfants brusquement séparés de leurs parents.

MM. Rossi, porte-parole du gouvernement, et Durafour, ministre du travail, devaient commenter la réunion du conseil, consacrée pour l'essentiel à l'examen de deux projets de loi relatifs à la Sécurité sociale : l'un établit une compensation financière entre les différents régimes d'assurances et l'autre étend, par étapes, la Sécurité sociale au million de Français environ qui en étaient encore exclus.

Des ministres en promenade dans une ville presque indifférente

De nos envoyés spéciaux

Lyon. — Le Tout-Paris était un peu à Lyon, mardi soir, avec ses ministres, ses journalistes, ses acteurs de cinéma et même quelques-unes de ses élégantes. Mais il y était finalement assez confiné dans quelques grands hôtels, dans les salons de la préfecture et dans quelques bâtiments officiels. En effet l'arrivée du président de la République, des ministres et de cinq secrétaires d'Etat n'a guère troublé le calme des Lyonnais. *« Les gens n'en parlent pas. Vous savez, que cela se passe ici ou ailleurs... »*, confiaient-ils, étonnés du fait même qu'on les interrogeât.

La seule animation que l'on pouvait remarquer en ville mardi après-midi était créée par un autobus affrété par des jeunes giscardiens. Ceux-ci tentaient auprès de quelques rares badauds, place Bellecour, de vendre des tee-shirts au nom du président de la République et de proclamer que *« les jeunes sont avec Giscard »*.

Arrivés en ordre dispersé avec les avions des lignes régulières, les ministres n'ont guère eu d'activité « administrative » dans la soirée. Seuls, M. Rossi est allé visiter l'émetteur de l'O.R.T.F. du mont Pilat et Mme Simone Veil, ministre de la santé publique, a présidé une réunion aux hospices civils de la ville. MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Poniatowski ont manifesté leur intérêt pour les affaires rhône-alpines en conviant à dîner, à la préfecture, des personnalités régionales : M. Antoine Pinay, bien sûr, mais aussi MM. Paul Ribeyre, président du conseil régional ; Charles Montreuil, président du comité économique et social ; Benoit Carteron, président du conseil général du Rhône ; Louis Chaine, président de la commission départementale de ce conseil général, et M. André Tapernoux, premier adjoint au maire. (M. Pradel, maire de Lyon, est en convalescence à la suite d'une intervention chirurgical ; M. Giscard d'Estaing a demandé à M. Pierre Doueil, préfet de région, de lui transmettre ses vœux personnels de complet rétablissement.) Après avoir évoqué les questions d'ordre local, le président de la République s'est surtout enquis du sentiment de ses hôtes sur sa politique générale. Ainsi, il a demandé à M. Antoine Pinay ce que lui-même ferait à sa place. L'ancien président du conseil a estimé que le gouvernement devait *« avant tout rétablir la confiance en luttant contre la hausse des prix et qu'il devait lui-même donner l'exemple en évitant d'augmenter les tarifs publics et en restreignant ses propres dépenses »*.

M. Pinay a eu le sentiment que le *chef de l'Etat était soucieux* de l'effet de sa politique anti-inflationniste et qu'il s'interrogeait encore sur l'efficacité des mesures prises récemment. En sortant de la préfecture, le maire de Saint-Chamond affirmait néanmoins devant les journalistes : *« Ce gouvernement me parait fermement décidé à lutter contre les difficultés actuelles. »*

ANDRÉ PASSERON et JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

VU DE L'ÉLYSÉE

Profitant de l'absence du président de la République, un citoyen français a passé clandestinement une nuit à l'Elysée.

M. Lheureux, c'est son nom, a pu ainsi éprouver les plaisirs d'un confort sans partage, alors que nos ministres étaient confrontés aux réalités de la crise du logement en cherchant une chambre libre sur les bords du Rhône.

Et surtout, mieux que les Lyonnais, envahis par le gouvernement et submergés par les embouteillages qui caractérisent une capitale, M. Lheureux a pu se faire, dans le silence du palais présidentiel déserté, une idée précise de la décentralisation.

BERNARD CHAPUIS.

Le « nouveau matin » des militaires chiliens

Une grande manifestation, la première depuis une année, devait marquer, le 11 septembre à Santiago, le premier anniversaire de la prise du pouvoir par les forces armées chiliennes et du renversement de Salvador Allende. Dans un message aux troupes, le général Pinochet, chef suprême de la nation, n'a pas craint d'assurer que le Chili « n'est pas et ne sera jamais un peuple d'esclaves soumis à une tyrannie militaire ».

Un ancien ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire, M. Orlando Letelier, et l'ancien conseiller juridique du président Allende, M. Oswaldo Puccio, ont été libérés et expulsés du Chili le 10 septembre.

Des manifestations et des prises de position hostiles à la junte ont marqué un peu partout dans le monde ce premier anniversaire.

Notre collaborateur Jean-Pierre Clerc, qui s'est récemment rendu au Chili, présente ci-dessous un bilan d'une année de régime militaire.

I. — Cet ordre qui règne à Santiago

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Santiago-du-Chili. — Premier interlocuteur du journaliste qui débarque dans un pays, le chauffeur de taxi, n'est pas, cette fois, du genre bavard. Il conduit une très longue automobile, qui doit consommer beaucoup. L'essence est chère. La vie est chère : tout a augmenté beaucoup ces derniers mois. *« Que voulez-vous, nous sommes en train de payer les fêtes de M. Allende »*, soupire-t-il. Mais alors, si la vie est chère, les gens doivent être mécontents ? *« Non, monsieur, maintenant les gens sont heureux. Car ils vivent en paix, il y a de l'ordre. »*

Dans l'ensemble, c'est vrai, l'ordre règne au Chili, mais cet ordre est bien loin de la paix civile. Les contrôles de véhicules sont incessants, particulièrement à Santiago, de jour et de nuit. Ils affectent aussi bien les voitures que les « micros », ces petits autobus des transports en commun urbains. Sur la route principale reliant la capitale à la cordillère des Andes puis à l'Argentine, nous avons été contrôlés à deux reprises dans la même journée par de jeunes soldats des « forces spéciales » ; l'un d'eux vérifiait si les noms des passagers du véhicule figuraient dans un *« registre des personnes recherchées »* qu'il maniait très ostensiblement.

A Santiago même, le grand hôtel qui s'élève en bordure de la place de la Constitution est généralement gardé, le soir, par un soldat casqué et armé d'une mitraillette : l'établissement, il est vrai, appartient à une filiale de la compagnie américaine I.T.T.

(Suite page 7.)

M. FORD ENVISAGE D'AMNISTIER TOUS LES ACCUSÉS DU SCANDALE DU WATERGATE

(Lire page 9.)

UN « FANTOME SURRÉALISTE »

La « liberté » de Buñuel

Deux ans après « le Charme discret de la bourgeoisie », voici de retour sur les écrans le plus jeune et le plus libre, le plus gai et le plus grave des cinéastes, Luis Buñuel, soixante-quatorze ans.

Sa jeunesse : lieu commun inévitable, quand on parle de Buñuel. Une trentaine de films, parmi lesquels quelques chefs-d'œuvre, et toujours la même verdeur, la même pétulance, un culot de débutant. On a l'impression que Buñuel n'en aura jamais fini de découvrir le cinéma et de se découvrir lui-même. Immuable, il ne cesse de changer. A l'apogée du succès, il ne cesse de surprendre. Sédentaire et aspirant (dit-il) à la retraite, il demeure le grand casseur de vitres *du cinéma mondial.*

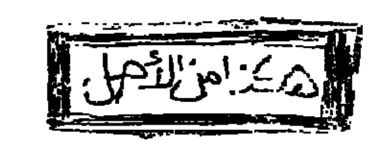
La liberté ? Elle s'est toujours située pour lui au-delà des contingences. Aux pires moments de sa vie professionnelle, il en a préservé l'essentiel. Elle est comme le poumon de son inspiration. Aujourd'hui qu'il est délivré des contraintes qui ont longtemps pesé sur sa carrière, et que toutes les escapades, toutes les incartades lui sont permises, il prend la clé des champs et s'en donne à cœur joie.

A cœur joie, c'est le mot. Car si Buñuel est pessimiste, il n'est jamais amer. Insolent, turbulent, chahuteur, il a le goût des plaisanteries fracassantes. Sur ce point il a même évolué. Jadis il chargeait ses films de violence. Depuis que la violence est partout, il lui préfère la facétie corrosive et l'incongruité ravageuse. Dans son arsenal de « dinamitero » l'humour (noir) est devenu l'arme absolue.

Et puis la gravité. Quand le rire s'arrête et que tombe le masque de la raillerie ou du sarcasme, aussitôt affleurent ce sens du tragique, cette obsession de la mort, que Buñuel doit à ses origines et qu'on retrouve en filigrane dans tous ses films.

Stupeur, jubilation, fascination, voilà ce qui attend le spectateur du nouveau film de Luis Buñuel : « le Fantôme de la liberté. »

(Lire page 17 l'article de JEAN DE BARONCELLI.)



EUROPE

Grande-Bretagne

Une fuite oblige les conservateurs à publier prématurément leur manifeste électoral

Londres. — Une fuite, qui a permis à certains journaux londoniens de publier prématurément, mardi 10 septembre, le manifeste électoral du parti conservateur, jette de nouveau le désarroi dans le camp des Tories, déjà secoué par des querelles intestines.

De notre correspondant

A l'ouverture d'une campagne électorale, le « manifeste » est pour chaque parti politique anglais l'équivalent de l'artillerie lourde qui doit bombarder les rangs de l'adversaire avant que l'infanterie des militants ne sorte des tranchées. Aussi, les stratèges s'efforcent-ils toujours de choisir avec soin le jour et l'heure où cette *manœuvre* peut produire le plus d'effets.

Cet avantage vient d'être refusé à M. Heath. Le chef des conservateurs, qui était reçu le même jour à Washington par le président Ford, a, en effet, appris outre-Atlantique que les points les plus importants de son manifeste avaient été imprimés textuellement dans plusieurs journaux. *Dès lors, il ne lui restait plus qu'à* ordonner la diffusion sans délai de ce programme qui ne devait être révélé qu'après que M. Wilson aurait annoncé officiellement la date des élections.

Le nouveau programme, qui propose de donner « *la première place à la Grande-Bretagne* » (putting Britain first), diffère des précédents en ce qu'il n'accorde qu'une place assez modeste aux promesses électorales. Une exception est faite toutefois en faveur des nationalistes écossais et gallois, dont le vote pourrait bien peser de façon décisive sur l'issue des élections. L'Écosse se voit donc offrir non seulement un « *fonds de développement* », mais aussi une assemblée élue ayant pouvoir de décider comment doit être répartie « *la part écossaise du budget du Royaume-Uni* ». Le Pays de Galles est un peu moins favorisé en se voyant promettre un simple « conseil ».

Pour l'ensemble du pays, les conservateurs reconnaissent franchement la gravité d'une crise économique qui ne permet pas de compter sur une amélioration prochaine du niveau de vie, dont le simple maintien sera déjà très difficile. Néanmoins, les améliorations envisagées dans les domaines du logement, des retraites et de la production agricole, supposent donc que des économies substantielles soient réalisées dans d'autres secteurs. Fait tout à fait nouveau pour les tories, leur manifeste va jusqu'à envisager un accroissement des impôts.

Chômage partiel mais pas de milices civiles

Si la lutte contre l'inflation est considérée comme le problème majeur, le parti de M. Heath s'efforce, cette fois-ci, d'éviter tout ce qui pourrait annoncer une nouvelle confrontation avec les syndicats. *Encore est-il précisé* qu'en dernier ressort il pourrait quand même être nécessaire de rétablir un système de contrôle des salaires. Dans ce chapitre toutefois le manifeste fait aussi une place assez large aux thèses de Sir Keith Joseph, l'ancien ministre des affaires sociales (1), qui vient de ruer dans les brancards en prônant la restriction progressive du *crédit*, même si cette politique doit conduire à une augmentation — provisoire selon lui — du chômage. Qu'une conduite beaucoup plus *rigoureuse des finances* du pays soit ainsi acceptée par l'ensemble des dirigeants conservateurs prouve que ceux-ci ne sont pas divisés aussi profondément qu'on aurait pu le croire après les remous soulevés par Sir Keith Joseph. En fait, le programme parait accorder une importance égale à l'austérité financière d'une part, au contrôle des prix et des salaires de l'autre, en précisant qu'une telle action devra s'étendre sur plusieurs années avant que l'inflation puisse être sérieusement jugulée et que la stabilité de la livre sterling soit rétablie.

Il est vrai qu'une seconde querelle n'est pas tranchée. Alors que certains dirigeants, comme M. Geoffrey Rippon (2), sont partisans de créer une « *réserve civile de volontaires* » pour maintenir l'ordre et la loi (*le Monde* des 10 et 11 septembre), le manifeste se contente sur ce point de souhaiter un renforcement de la police officielle et de ses services auxiliaires.

L'objectif essentiel des conservateurs, toutefois, est de reconquérir les électeurs centristes dont la déviation vers le camp libéral avait provoqué leur défaite au mois de février. L'accent est donc mis sur l'« *union nationale* ». M. Heath promet qu'au lendemain des élections il consultera les *chefs des autres partis*. Dans une interview télévisée, retransmise de New-York, il a réaffirmé encore plus nettement cette intention d'examiner, avec *les autres dirigeants politiques*, s'il ne serait pas possible de parvenir à un accord sur les mesures nécessaires pour surmonter la crise économique. Certes, il reste à savoir s'il s'agit là de quelque chose de plus que d'une simple démarche électorale. Pour l'instant, toutefois, le manifeste conservateur laisse la porte ouverte assez largement à un *futur gouvernement de coalition*. Les libéraux se voient d'ailleurs offrir dès maintenant l'appât d'une réforme électorale qui ne manquerait pas *de les favoriser* si une place devait être faite à la représentation proportionnelle.

JEAN WETZ.

(1) Appartenant aux « colombes » du parti conservateur. Sir Keith Joseph figure dans le cabinet fantôme sans attributions précises.

(2) Qui assiste dans le cabinet fantôme Sir Alec Douglas-Home pour les affaires étrangères, le Commonwealth et l'Europe.

LE CHANCELIER DE L'ÉCHIQUIER ÉVOQUE LE RISQUE DE CRISE ÉCONOMIQUE GRAVE

Londres (*A.F.P.*). — Au cours d'un colloque monétaire organisé le 10 septembre à Londres, le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, a déclaré que le monde risquait d'être plongé, d'ici deux ans, dans une crise économique *aussi grave que celle de 1929* à 1939, si tous les pays cherchent à éliminer rapidement le déséquilibre de leurs balances des paiements provoqué par la hausse du pétrole. « *Il faut admettre*, a-t-il dit, *que des déficits massifs sont inévitables pendant quelques années.* »

Face à ce danger, M. Healey a préconisé que de nouvelles initiatives soient prises *en vue du* recyclage des « pétrodollars » et du renforcement du marché des eurodevises. Pour la Grande-Bretagne, il a indiqué que le taux d'inflation, actuellement de plus de 20 %, serait ramené à 10 % *avant la fin de 1975*, et encore plus bas en 1976, à condition que soit respecté le « *contrat social* », visant à freiner la hausse des salaires et des prix. Le *déficit* non pétrolier de la balance des paiements pourrait être éliminé d'ici la fin de l'an prochain, a ajouté M. Healey.

Le congrès de Brighton

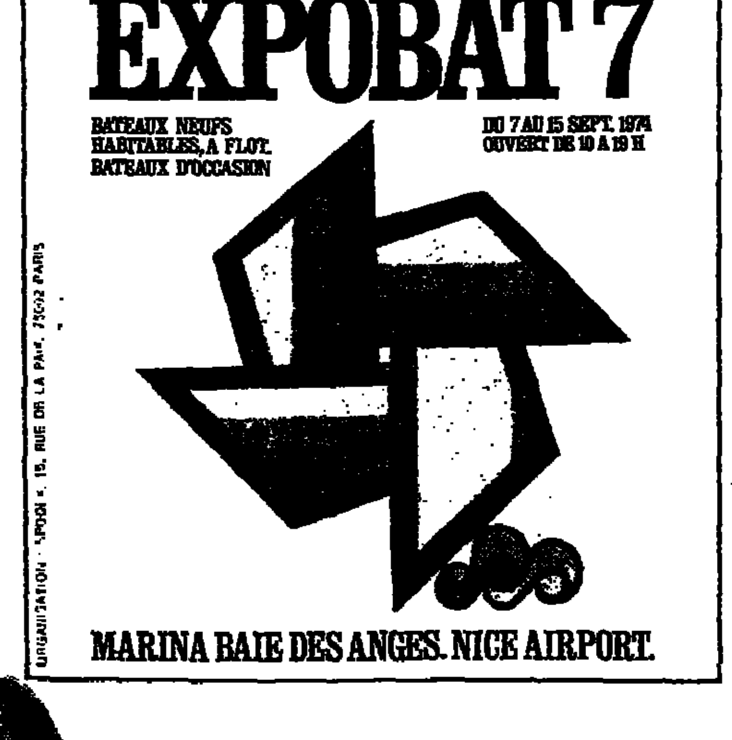
LES LIBÉRAUX DÉCIDERONT APRÈS LES ÉLECTIONS DE LEUR ÉVENTUELLE PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

De notre correspondant

Londres. — Chaque parti aborde les prochaines élections générales avec des divisions intérieures plus ou moins évidentes, et les libéraux, qui ont inauguré mardi 10 septembre *leur congrès annuel à Brighton*, ne font pas exception à la règle. La grande question pour eux est de savoir si, au lendemain de la bataille, ils accepteront d'entrer dans un gouvernement de coalition ou s'ils maintiendront jalousement leur indépendance.

Un écart très net apparait sur ce point entre la base et le groupe parlementaire. Les jeunes libéraux surtout soutiennent qu'en s'engageant dans une alliance avec les travaillistes — solution assez improbable — ou avec les conservateurs, le troisième parti ne manquerait pas, très vite, d'être « *absorbé* » *par ses* rivaux et menacé à nouveau de disparition. Une déclaration des jeunes *libéraux a été jusqu'à qualifier de* « traître » M. Thorpe, parce qu'il n'excluait pas un accord éventuel avec d'autres partis. Il est vrai qu'à Brighton, le chef libéral s'est montré magnanime en pardonnant de tels « excès de langage ».

Les dirigeants estiment, en revanche, que les électeurs ont été déçus par les tories comme par le Labour et que beaucoup d'entre eux seraient fascinés par la perspective d'une coalition ou d'un gouvernement d'union. *En entretenant cet* état d'esprit, les libéraux pourraient consolider leur position. A l'heure *actuelle, en effet, un scrutin* renforçant la représentation libérale à Westminster représente le meilleur ou même le seul moyen de favoriser la naissance d'un gouvernement qui déborderait les limites d'un seul parti. A Brighton, M. Thorpe et ses collègues s'efforcent donc, avant tout, de garder les mains libres jusqu'au lendemain des élections. Le *dirigeant libéral a déjà promis que*, une fois les résultats connus, les cadres du parti se réuniront en conseil *pour* définir leur attitude. Mais il a rappelé aussi que l'« ultime décision » sur ce point appartiendrait néanmoins aux députés libéraux. — J. W.



Espagne

M. Arias Navarro entend poursuivre une politique de démocratisation progressiv[e]

Le premier ministre espagnol, M. Carlos Arias Navarro, a accordé, le mardi 10 septembre, une interview à l'agence de presse officielle EFE, dans laquelle il réaffirme l'autorité de son gouvernement et sa détermination à appliquer son programme d'ouverture politique. Le même jour, le parti socialiste ouvrier espagnol tenait une réunion clandestine à Madrid pour préciser sa position face aux regroupements politiques intervenus récemment dans les milieux d'opposition au régime franquiste.

En acceptant de se prêter, initiative sans précédent dans le *régime* franquiste, à une interview par une agence de presse, fût-elle officielle, M. Arias Navarro a visiblement tenu à administrer la preuve que son *gouvernement* tient la situation bien en main et que lui-même reste et restera dans les mois à venir l'ordonnateur de la politique d'ouverture annoncée le 12 février dernier, lors de la formation de son gouvernement.

La maladie du général Franco, l'intérim du prince Juan Carlos et le retour à la normale après le rétablissement du chef de l'État avaient pu donner l'impression que le pouvoir, à Madrid, était davantage *jouet* du destin que maître des événements. La création, annoncée le 30 août à Paris, d'une « junte démocratique », à la tête de laquelle on trouve notamment MM. Santiago Carillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, et Calvo Serer, monarchiste, suivie de près par la mise en chantier d'un « congrès démocratique » d'orientation centre-gauche, auquel participeraient des démocrates-chrétiens et des socialistes, à titre individuel, avait accentué le sentiment que le régime avait perdu l'initiative. L'arrestation, le dimanche 8 septembre, de soixante-sept personnes, *qui participaient* au couvent des religieuses de Sabadell à une réunion de l'« Assemblée de Catalogne », est apparue comme la répétition mécanique de vieilles méthodes, qui avaient déjà entraîné l'arrestation de cent treize *membres* du même mouvement l'année dernière, dans des circonstances semblables.

Il fallait bien l'apparence d'un dialogue avec le public par l'intermédiaire de la presse pour tenter d'effacer les effets de cette nou*velle mesure. Mais, de façon* symptomatique, c'est contre la droite ultra du régime que M. Arias Navarro s'est défendu dans son interview. Affectant de considérer comme mineurs les regroupements intervenus ces derniers temps parmi les groupes d'opposition, le premier ministre a insisté sur « *certaines ambitions personnelles* » qui souhaiteraient mettre à *profit* les circonstances pour modifier en leur faveur la composition du gouvernement, et sur « *l'incompréhension et la résistance de certains secteurs disposés à s'ancrer dans la nostalgie* ». Allusion transparente aux milieux ultra, parmi lesquels M. Antonio Giron, ancien ministre du travail, ou le marquis de Villaverde, beau-frère du chirurgien du général Franco, qui étaient ces derniers jours aux premiers rangs de ceux qui poussaient à un remaniement ministériel dont *M. Navarro aurait pu* pâtir.

Les propos du premier ministre montrent qu'il parait sûr au contraire de pouvoir développer l'action de son gouvernement au cours des mois qui viennent. L'histoire récente, a-t-il dit, « *a mis à l'épreuve les institutions avec succès et renforcé le crédit politique du régime* ». Il entend bien poursuivre ce qu'il considère comme un programme de démocratisation progressive de la vie politique, compte tenu de ce qu'il appelle l'« *enracinement* » de la monarchie. Et il s'est même mis dans la position avantageuse de décerner au prince Juan Carlos un brevet de bonne conduite, comme un observateur serein qui est assuré de sa pérennité dans une phase de profonds changements. Le prince Juan Carlos, a-t-il dit, a fait preuve, en assurant l'intérim du général Franco, « *de prudence, de dignité et du sens du service de l'État* », prouvant ainsi qu'il est « *le meilleur garant de l'avenir* », mais il a *ajouté que le retour au pouvoir* du Caudillo assure « *la sécurité du régime en raison de sa vaste expérience et de sa stature exceptionnelle* ».

Le programme du parti socialiste

Dans l'opposition, on juge tout au contraire que « *la vie du régime touche à sa fin* », selon les *premiers mots* d'une déclaration remise mardi à la presse au cours d'une réunion clandestine à Madrid, par le parti socialiste ouvrier espagnol. Relativement discret ces derniers temps, le P.S.O.E. a maintenant défini sa position dans l'actuelle période de transition et sa réaction devant la création de la junte démocratique et d'un congrès démocratique. A Madrid *et à Paris, ou une réunion* semblable a eu lieu, les représentants du P.S.O.E. ont démenti catégoriquement les informations selon lesquelles le P.S.O.E. serait membre, en tant que parti, de l'une [ou] l'autre de ces deux formatio[ns]. Dans la déclaration écrite qu'[il a] publié, le P.S.O.E. explique [que] « *bien que coïncidant avec d'[au]tres secteurs de la société es[pa]gnoles, les finalités poursuivies [par] le parti ouvrier espagnol et [les] motivations qui lui communiqu[ent] son élan l'obligent aujourd'hu[i à] avoir une politique indépendant[e]* ». L'expérience de la junte démoc[ra]tique paraît prématurée aux [res]ponsables du P.S.O.E. et, surt[out], ils regrettent qu'elle ait été lan[cée] sans consultation préalable e[ntre] les forces démocratiques re[pré]sentatives. Tout en se déclar[ant] décidé « *à lutter pour la con[ver]gence des mouvements sociali[stes] ibériques* », le P.S.O.E. estime [que], pour l'instant, les conditions [ne] permettent pas une large allia[nce] entre les différents groupes p[oli]tiques. Il se refuse, en outr[e, de] *donner a priori des cadres* et [des] structures à l'activité qu'a[uront] les formations politiques apr[ès la] disparition du Caudillo. C'est d'ailleurs, le premier point du programme politique, qui [de]mande :

La constitution d'un gouve[rne]ment provisoire sans signe [insti]tutionnel. — Celui-ci adopter[ait les] mesures suivantes : 1) li[berté] pour tous les prisonniers [poli]tiques et syndicaux ; 2) liqu[ida]tion des responsabilités politi[ques] et syndicales et reconnais[sance] des droits que ces motifs su[ppri]mèrent ; 3) disolution des ins[titu]tions répressives ; 4) recon[nais]sance et protection des lib[ertés] démocratiques ; 5) restitution [aux] organisations politiques et [syn]dicales *supprimées par la d[icta]ture*, du patrimoine sp[olié] ; 6) convocation d'élections [libres] dans un délai ne dépassant [pas] un an ; 7) reconnaissance [de] leurs droits aux nationalités [histo]riques comme base du proc[essus] constitutionnel ; 8) amélior[ation] des salaires ; 9) contrôle [des] richesses du pays pour emp[êcher] la fuite des capitaux.

En outre, le parti soci[aliste] ouvrier espagnol retient c[es] principes constitutionnels : [la] laïcité de l'État ; l'indépen[dance] de la justice et l'abolition [de la] peine de mort ; la non-ing[érence] de l'armée dans le développ[ement] politique du pays ; le co[ntrôle] démocratique de l'entrepris[e pu]blique et des organisme[s de] sécurité sociale ; un systèm[e fis]cal et une réforme agraire c[onçus] comme instruments de dis[tribu]tion de la richesse, correcti[on des] inégalités ; la garantie d'un[e so]ciété éliminant la notion de [profit] comme moteur de son dévelo[ppe]ment et la conception de la [fonc]tion publique et de l'admini[stra]tion comme étant au servic[e du] peuple et non comme organ[ismes] parasitaires. — A.-M. C.

A TRAVERS

Vice-ministre soviétique des affaires étrangères

M. ILYITCHEV SE REND A ATHÈNES ANKARA ET NICOSIE

Moscou (*A.F.P.*). — Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Leonid Ilyitchev, devait quitter Moscou ce mercredi 11 septembre pour une série de visites à Athènes, Ankara et *Nicosie, apprend-on* de source diplomatique dans la capitale soviétique.

Selon les observateurs, ce voyage marque la volonté de l'U.R.S.S. de chercher de nouvelles possibilités de parvenir à un règlement de la crise chypriote selon les modalités souhaitées par Moscou. On sait que les Soviétiques, à la différence des Britanniques, préféreraient voir le problème traité par une conférence internationale élargie, dans le *cadre des Nations* unies.

[La désignation de M. Ilyitchev pour une mission dans la crise chypriote est assez surprenante. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères est en effet à l'heure actuelle le chef de la délégation de *l'U.R.S.S. à Pékin chargé des négociations* frontalières avec la Chine. Le 18 août dernier, l'agence Tass annonçait qu'il quittait ce poste « provisoirement et pour affaires de service ». Il est vrai que les négociations de Pékin ont commencé à l'automne 1969 et n'ont apparemment guère progressé depuis cette époque. M. Ilyitchev, a d'ailleurs été absent de la capitale chinoise pendant près *d'un an, de juillet 1973 à juin 1974.* Il avait alors repris en partie ses anciennes fonctions au ministère soviétique des affaires étrangères où il est plus particulièrement chargé des questions du tiers-monde. A moins qu'il ne soit prochainement *remplacé à Pékin, sa mission chy*priote laisse en tout cas supposer que l'on ne s'attend guère à Moscou à une évolution rapide des négociations avec la Chine.]

A Bruxelles

M. Mavros estime que la Grèce pourrait adhérer à la C.E.E. dans trois ou quatre ans

Bruxelles. — Poursuivant son voyage en Europe, le ministre grec des affaires étrangères, M. Georges Mavros, est arrivé mardi 10 septembre, en fin d'après-midi, à Bruxelles, après deux jours passés à Bonn. Reçu aussitôt par M. Ortoli, président de la commission exécutive du Marché commun, il lui a fait part de la *décision de son gouvernement de* soumettre bientôt à la C.E.E. une demande « *visant à accélérer l'intégration de la Grèce dans la Communauté en vue de rendre possible son adhésion à cette dernière dans un délai rapproché* ».

En arrivant à Bruxelles, M. Mavros avait déclaré que la Grèce pourrait devenir le dixième membre du Marché commun dans trois ou quatre ans, son niveau de développement étant aujourd'hui comparable à celui de l'Irlande. A sa sortie du siège de la commission européenne, M. Mavros a précisé que son entretien avec M. Ortoli avait été une conversation préliminaire, consacrée essentiellement à la réactivation de l'association. Celle-ci était entrée en vigueur le 1er novembre 1962, et avait été mise en sommeil par la C.E.E. à la suite du coup d'État militaire du 21 avril 1967. Il a ajouté *que ces entretiens, qui portent* sur les aspects techniques, financiers et agricoles de l'association au Marché commun, se poursuivraient mercredi et que le gouvernement grec prendrait, sans doute à son retour à Athènes, la décision formelle de demander l'adhésion à la C.E.E.

Avant de quitter Bonn, mardi en début d'après-midi, M. Mavros avait affirmé devant la presse *que le retrait de son pays de* l'organisation militaire de l'OTAN était définitif et qu'un retour en arrière était exclu. En revanche, a-t-il réaffirmé, « *nous continuerons, comme la France, à appartenir politiquement à l'alliance atlantique.* — (*A.F.P.-A.P.*)

Suisse

● *Le conseil d'État du canton de Genève* a fait savoir, lundi 9 septembre, qu'il avait autorisé *le* Conseil mondial de la paix à ouvrir un bureau à Genève, qui lui permettra d'avoir des contacts avec l'Office européen de Genève. Il a ajouté que le bureau ne jouirait d'aucune immunité fiscale et ne pourrait probablement pas employer de personnel étranger, compte tenu de la réglementation suisse en la matière. — (*A.F.P.*)

Allemagne fédér[ale]

● LE PROCES D'ULRIKE M[EIN]HOF, fondatrice de « la b[ande] à Baader », s'est ouvert [mardi] 10 septembre à Berlin. [En] compagnie de deux co[incul]pés, elle est accusée de t[enta]tive de meurtre *dans* l'a[ffaire] de l'évasion de prison [d'An]dreas Baader, le 14 mai [1970] (*un gardien avait été gr[ave]ment blessé*). — (*U.P.I.*)

● DEUX ESPIONS ALLEMA[NDS] ont été condamnés, l'u[n à] trente mois et l'autre à [...] mois de prison pour es[pion]nage industriel au profi[t de] l'U.R.S.S. par un tri[bunal] de Francfort. M. B[...] Buechner et sa femme G[...] « travaillaient » respectiv[ement] dans les firmes Degussa [...] nage de métaux précieu[x] [et] A.E.G. — (*A.F.P.*)

LES DIRIGEANTS EUROPÉENS MULTIPLIENT LES CONTACTS « AU SOMMET »

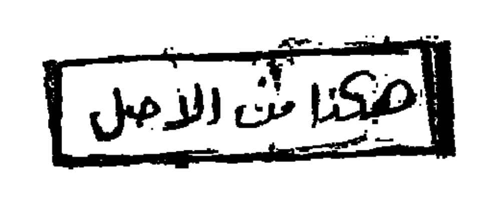
Outre le dîner « privé » des Neuf, le samedi 14 septembre à l'Elysée, les dirigeants européens multiplient les contacts « au sommet ». Le premier ministre belge, M. Tindemans, ira jeudi en visite à Rome. Les trois premiers ministres du Benelux se réuniront le 18 à La Haye. M. Thorn, premier ministre du Luxembourg, sera le *23 septembre l'invité* du chancelier Schmidt à Bonn.

Les ministres des affaires étrangères des Neuf (qui n'assisteront pas au dîner de l'Elysée) se réuniront le lundi 16 à Paris en [ses]sion ordinaire de coopération [poli]tique et, le lendemain, à Bru[xelles] en conseil des ministres [de la] Communauté. Le secrétaire [du] Foreign Office, M. Callag[han], n'assistera pas à la réunion [de] Paris, et se fera représenter [par] M. Roy Hattersley, ministre d[...]

D'autre part, à Washington, [le] président Ford a reçu [...] M. Heath, ancien premier mi[nis]tre britannique, et lui a dit [qu'il] était « *résolu à maintenir [une] étroite coopération avec l'Euro[pe]* ».

● *M. Georges Spénale*, député du Tarn, a été élu mardi 10 septembre, président du groupe socialiste du Parlement européen, qui tient actuellement une réunion de travail près de l'étang de Biguglia, sur la côte orientale de la Corse. Il remplace M. François Vals, député socialiste de l'Aude, décédé. Le nouveau président, qui est âgé de soixante et un ans, est né à Carcassonne. Il est maire de Saint-Sulpice, conseiller général et membre du conseil régional Midi-Pyrénées. — (*A.F.P.*).

● *L'organisation du trai[té de] l'Atlantique nord* se trouve [affai]blie de l'intérieur par d'in[fluents] personnages publics qui s'[effor]cent à minimiser la me[nace] militaire soviétique, a déc[laré] mardi à Ottawa le général A[ndrew] Goodspater, chef des forces [de] l'OTAN en Europe. Le géné[ral] Goodspater, qui doit bientôt p[ren]dre sa retraite en tant que co[m]mandant en chef des forces a[lliées] en Europe, s'adressait aux [...] cents délégués à la vingtième [con]férence annuelle de l'Associ[ation] du traité atlantique. — (*A.F.P.*)



EUROPE

Union soviétique

Pour faciliter le commerce avec les États-Unis

Les dirigeants feraient des concessions à la communauté juive

De notre correspondant

Moscou. — Le mardi 10 septembre 1974 a été une journée exceptionnelle pour la communauté des juifs dissidents. Ce jour-là, Mme Silva Zalmanson, condamnée en 1970 à Leningrad à dix ans de prison pour une affaire de tentative de détournement d'avion, a quitté définitivement l'U.R.S.S. pour Israël. C'est la première fois qu'une activiste juive fait l'objet d'une telle mansuétude de la part des autorités soviétiques.

Le départ de Mme Zalmanson a été accueilli bien sûr avec grande satisfaction dans les milieux juifs dissidents. Plusieurs dirigeants juifs de Moscou, habituellement pourtant peu portés à l'optimisme, y voient la preuve d'un prochain changement de la politique soviétique à l'égard de la communauté juive. Ils s'appuient pour expliquer leur certitude sur des informations que leur ont fait parvenir des juifs américains avec lesquels ils ont pu rester en contact.

Selon ces informations, les dirigeants soviétiques auraient décidé de faire un certain nombre de concessions pour faciliter le départ des juifs qui veulent quitter l'U.R.S.S. en échange de l'obtention du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée et de crédits gouvernementaux américains. L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée, promis par M. Nixon en 1972, est bloqué au Congrès américain par les efforts du sénateur Henry Jackson. On estime à trente-cinq mille environ le nombre des juifs qui ont quitté l'U.R.S.S. en 1973, mais les départs se sont poursuivis en 1974 à un rythme bien inférieur : deux fois moins de juifs qu'en 1973 ont quitté le pays pendant les huit premiers mois de cette année. Cinq cents familles (intellectuels, activistes pour la plupart) attendent d'autre part depuis un ou même deux ans, l'autorisation de quitter le pays. Les chefs de familles ont très souvent été privés de leur travail, et ils vivent ainsi que leurs proches dans des conditions matérielles, mais surtout psychologiques, très difficiles : téléphone coupé, surveillance chronique de leur appartement, etc.

On estime peu probable que l'U.R.S.S. s'engage à modifier sa politique d'immigration par un accord en bonne et due forme. Ce serait, en effet, reconnaître aux Etats-Unis un droit de regard sur la législation intérieure soviétique. La solution la plus plausible pourrait être un échange de lettres personnelles entre dirigeants soviétiques et américains. Personne ici ne prétend savoir avec exactitude quelle serait l'ampleur des concessions soviétiques. On estime cependant qu'elles porteront sur trois points :

— Un quota annuel qui ne serait pas inférieur à celui atteint en 1973 et qui pourrait même être supérieur ;

— Le règlement des cas les plus délicats, cités plus haut, et auxquels il faut ajouter celui des trente et un juifs activistes encore emprisonnés, comme l'était Silva Zalmanson ;

— La fin des tracasseries dont sont l'objet de nombreux candidats au départ qui attendent leur visa.

Un tel changement de politique serait tout à l'avantage de l'Union soviétique, qui verrait ainsi s'améliorer son image de marque à l'étranger et pourrait accéder à la technologie américaine. Les dirigeants juifs soviétiques ne pensent pas qu'un assouplissement de la politique d'immigration entraîne forcément un exode massif des deux millions et demi de juifs d'U.R.S.S. On commence en effet à savoir dans la communauté juive soviétique que les conditions d'installation en Israël ne sont pas toujours faciles.

JACQUES AMALRIC.

● *L'historien soviétique Valentin Moroz est toujours en vie* après soixante-douze jours de grève de la faim dans une prison soviétique, annonce le *Pen Club international*. Le sénateur américain Henry Jackson a demandé à M. Brejnev « *une intercession humanitaire immédiate* ».

D'autre part, l'écrivain soviétique Mikhail Heifitz a été traduit lundi 9 septembre devant un tribunal de Leningrad sous l'accusation de propagande et d'agitation antisoviétiques, a annoncé mardi M. André Sakharov. Il est reproché à M. Heifitz d'avoir écrit une préface à un recueil de vers publié clandestinement par le poète Josef Brodsky, et d'avoir fait circuler sous le manteau un pamphlet écrit par l'écrivain emprisonné André Amalrik.

Après l'arrestation de M. Heifitz, un autre écrivain, Vladimir Maramzine, revendiquant la responsabilité des faits reprochés à son ami, fut arrêté en juillet et inculpé (*le Monde* du 29 août). Mais, sans doute pour éviter un procès « trop important », il sera jugé séparément.

Yougoslavie

DES COMMUNISTES QUI VOULAIENT CONSTITUER UN PARTI PRO-SOVIÉTIQUE AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

Belgrade (A. F. P.). — Au cours des dernières semaines, une quarantaine de personnes ont été arrêtées au Monténégro, apprend-on de source yougoslave. Elles avaient participé à Bar, sur la côte adriatique, à une réunion illégale. Les personnes arrêtées tentaient de créer une organisation prosoviétique. Les dirigeants de ce groupe, dont les noms ne sont pas connus, auraient été en contact avec les ambassades de l'U. R. S. S. et de plusieurs pays de l'Est. Ils seraient liés aussi au colonel yougoslave Vlado Dapcevitch, qui, après la rupture Staline-Tito de 1948, fut condamné à une peine de prison.

Les dirigeants yougoslaves auraient mis en garde l'U. R. S. S. et d'autres Etats socialistes contre toute immixtion dans les affaires de leur pays. On remarque aussi que M. Kardelj, l'un des plus proches collaborateurs du maréchal Tito, est allé en Union soviétique au début de septembre.

Les milieux officiels yougoslaves se refusent à confirmer ces informations.

● *M. Vladimir Novikov*, vice-président du conseil soviétique, est arrivé le mardi 10 septembre à Belgrade pour une visite de dix jours au cours de laquelle il aura des discussions économiques avec les responsables de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et de la Croatie. — *(Reuter.)*

Finlande

Le premier ministre remanie son gouvernement

De notre correspondant

Helsinki. — Le premier ministre finlandais, M. Kalevi Sorsa (social-démocrate), a remanié son gouvernement pour assurer la succession de M. Jan-Magnus Jansson (parti suédois), ministre du commerce et de l'industrie, qui va prendre la direction du quotidien d'Helsinki de langue suédoise *Hufvudstadsbladet*.

M. Sorsa a refusé la candidature de M. Ingvar S. Melin, troisième vice-président du parti suédois, qui occupe d'importantes fonctions dans la Confédération des employeurs. S'il faisait entrer au gouvernement l'un des partenaires des accords sur les revenus conclus en avril dernier, il aurait dû aussi y faire entrer un représentant de la centrale ouvrière. Le groupe parlementaire du parti suédois a finalement accepté, à l'unanimité, la nomination de M. C.O. Holmen comme ministre de la défense, le titulaire actuel de ce poste, M. Christian Gestrin (parti suédois), passant au ministère du commerce et de l'industrie.

[M. Carl Olaf Holmen, né en 1936, juriste de formation, a travaillé à la Confédération finlandaise des employeurs ; puis, devenu conseiller juridique du Syndicat patronal de l'industrie du bois, il occupa un poste de directeur à la société de bois et de pâte à papier Wilhelm Schauman. Il est aussi secrétaire général du comité olympique finlandais.]

A TRAVERS LE MONDE

Éthiopie

● LES QUATRE AMÉRICAINS que les rebelles du Front de libération de l'Erythrée détenaient depuis six mois ont été libérés par leurs ravisseurs le mardi 10 septembre. D'autre part, le patriarche de l'Eglise orthodoxe éthiopienne, prononçant le même jour une allocution radiodiffusée à l'occasion du nouvel an éthiopien (le 11 septembre dans le calendrier julien), a invité les fidèles à ne pas s'opposer au mouvement de réforme en cours, et a omis de citer l'empereur. — *(U.P.I., Reuter.)*

Irlande du Nord

● LES CATHOLIQUES partageront le pouvoir avec les protestants dans le gouvernement de la province lorsque cessera l'administration directe de Londres, a assuré, mardi 10 septembre, le premier ministre britannique, M. Harold Wilson, à une délégation du parti social-démocrate et travailliste (S.D.L.P.), formation d'Irlande du Nord représentant les intérêts des catholiques. — *(Reuter.)*

Madagascar

● M. TSIRANANA, ancien président de la République malgache, est arrivé à Paris le mardi 10 septembre pour une visite d'une quinzaine de jours. L'ancien chef d'Etat a indiqué qu'il venait en France pour se soumettre à un contrôle médical « *de routine* », et qu'il souhaitait aussi rencontrer ses « *amis* » du parti socialiste français.

Syrie

● M. DAVID MURPHY, premier ambassadeur des Etats-Unis à Damas depuis 1967, a présenté, le lundi 9 septembre, ses lettres de créance au président Assad. — *(A.F.P.)*

Tunisie

● M. CHADLY ZOUITEN, un homme d'affaires tunisien de quarante ans, président de la Jeune Chambre économique de Tunisie et de la Confédération africaine de volley-ball, a fait part mardi 10 septembre, à Tunis, de son intention de présenter sa candidature face à M. Bourguiba, à l'élection présidentielle qui aura lieu le 3 novembre. M. Zouiten entend « *secouer la vie politique* » en Tunisie, et faire entendre « *la voix de la jeunesse* ». Les journaux tunisiens soulignent ce mercredi « *l'esprit farfelu* » de ce candidat inattendu. — *(Corresp.)*

Union soviétique

● TROIS MILLE CINQ CITOYENS SOVIETIQUES DE SOUCHE ALLEMANDE, voulant émigrer en R.F.A., ont demandé, dans une lettre au chancelier Helmut Schmidt, qui doit se rendre en U.R.S.S. en octobre prochain, d'intervenir en leur faveur auprès des dirigeants soviétiques. — *(A. P.)*

AFRIQUE

LA FIN DE LA RÉVOLTE DES BLANCS AU MOZAMBIQUE

Les troubles à Lourenço-Marques ont fait une centaine de victimes

La situation paraissait relativement calme dans la matinée de mercredi 11 septembre à Lourenço-Marques, après plus de vingt-quatre heures de troubles sanglants. Les incidents ont fait une centaine de victimes — Africains et Blancs — a annoncé, sans préciser le nombre des morts et des blessés, un communiqué des forces armées portugaises diffusé par « Radio-Clube » maintenant aux mains des Portugais après avoir été pendant trois jours occupés par des rebelles blancs hostiles à l'« abandon du Mozambique ». Avant de quitter Lisbonne pour Lourenço-Marques, le contre-amiral Victor Crespo, qui vient d'être nommé haut commissaire du Portugal au Mozambique, a déclaré que les responsables des événements de ces derniers jours seraient jugés. La plupart d'entre eux auraient cependant pris la fuite.

Des renforts militaires ont commencé à arriver à Lourenço-Marques mercredi matin par air et par route.

La grande kermesse du Mozambique libre aura duré quatre jours et quatre nuits, rapporte l'envoyé spécial de l'A.F.P. Quelques policiers pénétrant mardi à la nuit tombante dans l'immeuble du « *Radio-Clube* » en ont chassé les derniers irréductibles qui s'y étaient attardés tout au long de l'après-midi, après même que Radio-Mozambique libre fut redevenue simplement *Radio-Mozambique* et eut diffusé des appels au calme — dont certains émanaient du FRELIMO — destinés aux Noirs comme aux Blancs.

Il ne reste plus, devant le bâtiment qui symbolisa, depuis l'assaut-surprise de vendredi soir, les espoirs des adversaires du « *pouvoir noir* » du FRELIMO, que des débris de verre, des cartons à demi-calcinés, des écorces d'oranges et des drapeaux à demi déchirés que les partisans déçus du mouvement viennent chercher pour les rapporter tristement chez eux.

Ces incidents ont été suffisamment graves pour amener, dans l'après-midi, la troupe à boucler toutes les sorties de la ville, et notamment celles menant vers l'aéroport. Mais le bouclage jouait dans les deux sens. Le FRELIMO, de son côté, interdisant aux commerçants et aux paysans noirs de pénétrer dans les quartiers « *blancs* », ont stoppé en pratique tous les approvisionnements, et rendu ainsi urgente une solution.

Sur le plan politique, le bilan, pour les instigateurs de ce défi désespéré, paraît nettement négatif : sauf dans l'après-midi de lundi, à l'occasion de la venue dans la capitale du Mozambique des émissaires de Lisbonne, ils n'ont même pas réussi à mobiliser véritablement l'ensemble de leurs propres partisans. A aucun moment, ils n'ont été acceptés ni par Lisbonne ni à plus forte raison par le FRELIMO en tant qu'« *interlocuteurs valables* », et les représentants du général Spinola ont refusé de venir les rencontrer dans leur forteresse. La foule des supporters n'était, quant à elle, constituée que de « *petits blancs* », les milieux d'affaires et la quasi-totalité des cadres de l'armée n'ayant jamais pris au sérieux le « *mouvement* ».

LA RHODÉSIE ET L'AFRIQUE DU SUD SEMBLENT S'ACCOMMODER DE LA CRÉATION DU NOUVEL ÉTAT

En Rhodésie comme en Afrique du Sud, on ne paraît pas redouter pour le moment l'indépendance du Mozambique. Le cabinet rhodésien a exprimé le souhait que le futur Etat dispose rapidement d'un gouvernement stable et responsable afin que de « bonnes relations puissent être maintenues entre les deux pays ». Au Cap, le ministre sud-africain des affaires étrangères a indiqué que son pays avait l'intention de poursuivre et même éventuellement d'accroître sa participation à la construction du barrage hydro-électrique de Cabora-Bassa (Nord-Mozambique). Enfin, dans une interview à l'hebdomadaire américain « Newsweek », le premier ministre sud-africain, M. Vorster, a déclaré que son pays « ne redoute nullement la présence d'un gouvernement noir au Mozambique ».

La décolonisation ne sera accomplie que lorsque fonctionneront les institutions démocratiques

déclare le général Spinola

Lisbonne (*A.F.P., Reuter*). — Dans un discours radio-télévisé prononcé le mardi 10 septembre à l'occasion de la reconnaissance de la Guinée-Bissau, le général Spinola a laissé percer ses inquiétudes sur l'avenir de la démocratie dans les territoires portugais et ex-portugais d'Afrique, ainsi qu'au Portugal même. Le chef de l'Etat, qui a toujours été partisan d'une évolution par étapes des territoires d'outre-mer et d'une solution fondée sur un référendum d'autodétermination, a ainsi implicitement admis que c'est à son corps défendant qu'il avait accepté de cautionner une évolution différente, plus rapide, de la politique portugaise de décolonisation.

Le général Spinola a ainsi précisé sa pensée : « *Il faut savoir distinguer entre une véritable décolonisation et l'abandon des populations africaines à la domination de nouvelles dictatures.* » Pour le chef de l'Etat, ces « *nouvelles dictatures* » sont les régimes de parti unique qui, si la métropole n'y veille, risquent de s'installer durablement dans ses anciennes colonies. « *La décolonisation ne sera pleinement accomplie que lorsque fonctionneront des institutions démocratiques sauvegardant les intérêts de tous les citoyens* », a souligné le général Spinola.

S'adressant à l'opinion intérieure, il a invité la « majorité silencieuse » à rester vigilante face aux « extrémistes de droite et de gauche qui manœuvrent dans l'ombre ». Le chef de l'Etat a brossé un portrait assez sombre de la situation du Portugal : accroissement du chômage, hausse du coût de la vie, insécurité sociale et civile, cas de violation de la liberté du travail et, plus généralement, discrédit qui commence à frapper les institutions. « *Ou bien nous sommes capables d'achever le processus de démocratisation du pays, ou bien nous devons nous attendre à un avenir de pauvreté, de sang et d'esclavage* », a poursuivi le général Spinola.

« *Les transformations doivent se faire sans convulsions, car elles portent en elles le germe de nouvelles dictatures de droite ou de gauche* », a-t-il déclaré encore, précisant que si on laissait s'installer au Portugal un climat anarchique de revendications incontrôlées, le pays sombrerait dans le chaos économique et social, dont seuls des secteurs minoritaires pourraient profiter.

D'autre part, le parti socialiste a accusé le parti communiste, dans un communiqué publié le 10 septembre, d'avoir révélé, et « *de manière déformée* », la teneur d'un débat qui avait récemment eu lieu en conseil des ministres sur le droit de grève et de lock-out. Le communiqué affirme qu'une telle attitude est « *contraire à toute éthique et surtout à l'éthique politique* ».

Guinée-Bissau

Le P.A.I.G.C. affirme que le problème des Africains ayant servi dans l'armée portugaise a été réglé humainement

Bissau (*A.F.P.*). — Depuis le mardi 10 septembre, le dernier des gouverneurs portugais de Bissau, le général Carlos Fabiaco, a cessé ses fonctions pour devenir le délégué du Portugal auprès du gouvernement de Guinée-Bissau.

Aucune cérémonie n'avait été prévue pour marquer la passation complète des pouvoirs. En ville, les soldats portugais ont cependant manifesté leur joie de rentrer en métropole. Ils affluent à Bissau, venant de tous les camps militaires du pays. Ils s'entassent dans les hôtels et se ruent dans les magasins avant de prendre place sur les navires et dans les avions qui doivent les ramener vers Lisbonne.

Dans les administrations, beaucoup de bureaux étaient vides, les employés ayant été réunis pour entendre leurs supérieurs leur expliquer les conséquences de la passation de pouvoirs.

Les nouvelles autorités ont fait savoir que les festivités marquant l'indépendance auront lieu le 24 septembre, date anniversaire de la proclamation de la République de Guinée-Bissau dans les zones libérées en 1973.

M. Juvencio Gomes, qui était jusqu'à lundi soir délégué du P.A.I.G.C. auprès des autorités portugaises, avant de devenir mardi maire de Bissau, a déclaré, en réponse aux questions de l'Agence France Presse, que le problème des soldats des commandos africains ayant servi dans l'armée portugaise était réglé.

Les commandos, a-t-il dit, ont quitté le camp qu'ils occupaient près de l'aéroport de Bissau. Ils ont remis leurs armes, et ceux d'entre eux qui ont une instruction générale élémentaire suffisante suivent des cours professionnels, donnés par des Portugais. Ceux qui ont un niveau d'instruction trop bas, et qui sont généralement d'origine rurale, sont renvoyés dans les villages pour cultiver la terre.

A une question sur les anciens agents de la police politique portugaise, la D.G.S. M. Gomes a répondu : « *Nous laisserons notre peuple juger de ce qu'il convient de faire en ce qui concerne les individus qui ont réellement commis de grands crimes.* »

On apprend, d'autre part, dans les milieux économiques de Bissau, que le P.A.I.G.C. aurait décidé que l'escudo portugais d'outre-mer restera pendant trois ans la monnaie utilisée en Guinée-Bissau.

Algérie

M. Marchais se prononce pour des « rapports nouveaux » entre la C.E.E. et les Arabes

Invité par le Front de libération nationale (F.L.N.), M. Georges M. Marchais déclare : « Non credi 11 septembre à Alger pour une visite officielle qui se prolongera jusqu'au 15 septembre. C'est le premier voyage en Algérie du secrétaire général du parti communiste.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *El Moudjahid*, M. aMrchais déclare : « *Non seulement nous entendons dialoguer avec les forces progressistes arabes, mais nous croyons que nous avons la responsabilité devant nos peuples frères de renforcer la lutte pour l'établissement de rapports nouveaux entre les pays du Marché commun et les pays arabes. Cela est particulièrement vrai pour les rapports entre l'Algérie et la France.* »

Le secrétaire général du P.C.F. « *salue le rôle constructif du président Boumediène* » à l'occasion de l'Assemblée générale extraordinaire sur les matières premières et ajoute : « *Nous disons qu'il faut en finir décidément avec toute pratique de caractère colonialiste et néo-colonialiste. Nous luttons pour la reconnaissance du principe que chaque Etat a la maîtrise de ses richesses naturelles. C'est vrai pour le pétrole comme pour l'uranium, comme pour toutes les autres matières premières.* »

« *Nous considérons*, poursuit M. Marchais, *que ce sont les réalités de notre temps, le nouveau rapport des forces à l'échelle internationale, l'offensive victorieuse des pays producteurs de pétrole, la prise de conscience de l'opinion publique qui contraignent maintenant les pays capitalistes d'Europe à envisager un dialogue.*

» *En même temps, nous ne perdons pas de vue les impérialistes des gouvernements de la Petite Europe, ni les pressions et ingérences — particulièrement grossières en la matière — du chef de file américain qui ne manque pas de leur rappeler la nécessité, par delà les rivalités d'intérêt, de « serrer les coudes » sur l'essentiel. Et l'essentiel pour l'impérialisme, c'est de faire face au renforcement des forces de progrès, de libération et du socialisme.* »

[La visite de M. Marchais à Alger marque une nouvelle étape dans les relations entre le P. C. F. et l'Algérie, qui ont connu des phases diverses depuis l'accession de ce pays à l'indépendance. Les deux premières années, elle furent affectées par le « contentieux » issu de la guerre, notamment le refus du P. C. algérien de s'intégrer dans le F. L. N. et le vote par les communistes des pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet. Cependant, le P.C.F. soutint l'expérience socialiste au lendemain de l'indépendance, et les rapports s'améliorèrent. En octobre 1964, une délégation du P. C. F. conduite par son secrétaire général, M. Waldeck Rochet, fit une visite à Alger. Les relations s'aigrirent à nouveau, et pour plusieurs années, après l'accession au pouvoir du président Boumediène, mal accueillie par le P. C. F. En juillet 1972, une délégation du P. C. F. conduite par M. Guyot effectua à Alger une « mission de contact », suivie au début de 1974 d'un voyage d'études d'une autre mission du parti.]

AFRIQUE

LA TUNISIE A L'HEURE DE LA REPRISE EN MAIN

II. — Le retour du pendule

Le neuvième congrès du parti socialiste destourien devrait consacrer la reprise en main du parti unique par M. Bourguiba après la tentative avortée de libéralisation lors des précédentes assises, en 1971 (« le Monde » du 11 septembre). Le redressement économique du pays depuis quatre ans constitue, en la circonstance, un atout majeur pour le régime.

De notre envoyé spécial PHILIPPE HERREMAN

Tunis. — « *Nous avons rétabli la confiance, à l'intérieur et à l'extérieur, c'est cela qui est important* », se plaît à constater le premier ministre, M. Nouira, qui préside aux destinées économiques du pays. Il est indéniable que depuis la volte-face de 1970, après des années de collectivisation intensive, et excessive, la Tunisie connaît une période de relative prospérité, quand bien même les fruits en seraient très inégalement répartis. N'ayant plus rien à craindre d'un régime qui a banni les nationalisations, les capitaux étrangers continuent d'affluer, encouragés, il est vrai, par des garanties substantielles et par un système fiscal exceptionnellement libéral (1).

M. Nouira s'est employé récemment encore à rassurer les investisseurs étrangers en leur affirmant qu'ils n'avaient pas à craindre en Tunisie le « *socialisme révolutionnaire* » qui existe chez ses voisins algérien et libyen. Quant à l'épargne privée, « *elle se manifeste*, selon M. Nouira, *de façon spectaculaire* », bien qu'elle ne trouve pas toujours à s'investir en raison de ce que le premier ministre appelait dans une récente déclaration l'« *insuffisance des structures de réalisation* ».

Le taux de croissance annuel, selon les statistiques officielles (dont on admet à Tunis qu'elles sont un peu approximatives...), est actuellement de 9 %, ce qui est très honorable. Mais la grande *fierté du jeune ministre de l'économie*, M. Ayari, est de parvenir cette année à équilibrer la balance commerciale, « *pour la première fois depuis l'indépendance !* ». Ce *succès tient essentiellement* à la hausse importante des prix des principaux produits d'exportation : le pétrole, les phosphates et l'huile d'olive. Bien que la Tunisie n'en exporte guère plus de 3 millions de tonnes, le pétrole est devenu le premier poste, devant les phosphates et le tourisme.

Dans ce dernier secteur, on craignait cet été une baisse sensible de revenus, après une année record en 1973. En fait — à quelque chose malheur est bon, — la crise de Chypre a eu pour conséquence un afflux inattendu de touristes sur les plages tunisiennes.

La Tunisie, pour la première fois, engrange aussi des devises. Selon M. Nouira, la balance des paiements est excédentaire de 1,7 milliard de francs. Quant aux *investissements, qui avaient été* de 12,5 milliards de francs au cours de la décennie précédente, ils atteindront, pendant les seules quatre années du plan 1973-1976, *13 milliards*, dont 24 % proviendront de l'aide extérieure.

L'inflation et l'emploi

Les Tunisiens s'enorgueillissent aussi de maintenir l'inflation dans des limites raisonnables : moins de 16 % depuis trois ans, disent-ils, 7 % cette année. Ces chiffres laissent d'autant plus rêveurs qu'à la suite d'une politique de rattrapage qui s'imposait, la masse salariale s'est accrue ces trois dernières années de 20 % par an, sans parler des récriminations des ménagères auxquelles les statistiques officielles inspirent le plus grand scepticisme... M. Nouira admet, il est vrai, que les indices sont assez anciens... Mais il ajoute aussitôt que, pour juguler l'inflation, son gouvernement mène, avec efficacité, une double action : il exerce un contrôle strict des prix ; et pour lutter contre l'augmentation des marchandises importées, il a créé une caisse de compensation qui subventionne les produits essentiels (sucre, céréales, corps gras, café, thé, etc.), une telle opération coûtant cette année à l'Etat quelque 400 millions de francs.

Il y a cependant des ombres au tableau : la principale demeure l'emploi. « *Ma grande préoccupation* », reconnaît M. Nouira. Et pourtant, à en croire le premier ministre, des progrès ont été aussi réalisés dans ce domaine. Pendant la dernière décennie, 15 000 emplois seulement ont été créés chaque année. Or le quatrième plan (1973-1976) en prévoit 30 000, c'est-à-dire le double, pour environ 50 000 demandes, et le gou*vernement espère même atteindre* le chiffre de 40 000 en 1974. Mais certains économistes pensent que le déficit sera beaucoup plus important.

On assure à Tunis que la suspension provisoire de l'immigration en France des travailleurs étrangers ne constitue pas pour l'instant une gêne sérieuse. C'est vraisemblable puisqu'une partie des émigrés tunisiens sont des travailleurs saisonniers, et que les contrats signés ont été honorés. *Mais il ne faudrait* évidemment pas que la mesure soit reconduite à l'automne...

Pourquoi des grèves ?

Si les salaires ont augmenté ces dernières années plus que le coût de la vie, comme on l'assure à Tunis, si les prestations sociales se développent, comment expliquer ce malaise dans le monde du travail, qui semble avoir pris de l'ampleur ces derniers mois ? Un certain nombre de grèves — à propos desquelles la presse locale est plutôt discrète — ont éclaté depuis quelques semaines dans plusieurs entreprises.

Il est difficile de savoir si elles étaient spontanées, ou organisées. La grande centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) a, sur ce point, une position un peu équivoque. En juillet dernier, son conseil national a réaffirmé son « *solide attachement* » au droit de grève, mais a recommandé en même temps d'en user « *avec modération* ». La position de M. Bourguiba a l'avantage d'être claire : les grèves, affirmait-il il y a quelques jours devant les étudiants du parti, « *sont un crime contre la patrie... contre l'économie nationale, contre le développement, contre la marche en avant de la nation, contre l'unité de la nation...* »

Le premier ministre, pour sa part, ne conteste pas qu'il y ait une certaine effervescence sociale, mais il en minimise la portée : « *Pendant dix ans*, dit-il (c'est-à-dire pendant le « règne » de M. Ben Salah), *les salaires étaient gelés, mais les syndicats ne bougeaient pas. Maintenant, les syndicats ont plus de liberté, et ils font de la surenchère. Chacun, n'est-ce pas, veut se montrer plus contestataire que l'autre. En fait, ces grèves ne perturbent pas beaucoup l'économie.* »

Si l'économie connaît un certain essor, cela tient à plusieurs raisons : plusieurs bonnes récoltes sucessives, la hausse des prix des produits d'exportation, enfin la « place de choix » réservée au capital étranger. Mais au sein même du parti certains commencent à se demander ce qu'il reste du « *socialisme* » destourien. Le gouvernement se réfère toujours aux trois secteurs — public, privé, coopératif — définis au congrès de Bizerte en 1964. En fait, le secteur public aurait plutôt tendance à diminuer, les coopératives — un mauvais souvenir — tendent à disparaître, alors que le secteur privé est en plein essor. Le libéralisme triomphe sur les ruines d'une collectivisation dont l'échec a sans doute discrédité pour longtemps l'idée même du socialisme en Tunisie.

Une « oligarchie affairiste »

Les opposants ne se privent pas de dénoncer la nouvelle « *oligarchie affairiste* » et l'emprise croissante qu'elle exerce sur l'économie du pays. Malgré les « freins » prévus par le gouvernement, la Tunisie est devenue un petit paradis du « business ». Cette évolution était prévisible : après avoir subi le traumatisme d'une collectivisation outrancière, les Tunisiens *étaient d'autant* plus *enclins* à cautionner le retour au libéralisme qu'ils attribuent à celui-ci le mérite du redressement actuel. Mais certains responsables du parti tirent déjà la sonnette d'alarme. Car si l'ancien ministre de l'économie, M. Ben Salah, a été trop vite et a agi trop brutalement dans la voie du socialisme, il serait aussi risqué d'aller aujourd'hui trop loin dans l'autre sens : il faut donc freiner le retour du pendule, qui, pour l'instant, oscille nettement vers la droite. On comprend aisément que les classes moyennes et la nouvelle minorité de privilégiés, principaux bénéficiaires de la prospérité actuelle, n'aspirent guère à ce « changement » que réclament en revanche d'autres couches de la population, notamment les jeunes.

« *La société tunisienne est en train de muer à tous égards, sur les plans politique, économique, social, et il faut que cela se fasse sans heurt* », nous disait le chef du gouvernement. Les progrès réalisés par la Tunisie ces dernières années sont incontestables. Mais précisément, parce que ce pays a su, mieux que d'autres, s'adapter à la vie moderne et réaliser dans divers domaines des réformes audacieuses, plusieurs aspects du régime paraissent d'autant plus anachroniques : une certaine sclérose des institutions, le refus de toute opposition, enfin l'autocratisme d'un chef, certes prestigieux, mais entouré d'intrigues et objet d'un culte parfois déroutant.

FIN

(1) Voir l'article de Philippe Simonnot dans *le Monde* du 4 septembre 1973.

PROCHE-ORIENT

Selon les autonomistes kurdes

DES PILOTES SOVIÉTIQUES PARTICIPERAIENT AUX COMBATS DANS LE NORD DE L'IRAK

Des pilotes soviétiques aux commandes de bombardiers supersoniques Tupolev-22 participent à des missions de combat dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes, affirme un communiqué publié mardi 10 septembre par le bureau londonien du Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.).

Un pilote irakien, dont l'appareil a été abattu par les partisans du général Barzani, a « *confirmé les informations selon lesquelles des pilotes soviétiques participent aux bombardements sur le Kurdistan* », précise le communiqué.

Le P.D.K. affirme, d'autre part, que la deuxième division irakienne, stationnée dans les environs de Kirkouk, a « *commencé à former une compagnie en vue d'utiliser des gaz de combat contre les Kurdes* ».

Le communiqué déclare par ailleurs que les peshmergas (maquisards) ont tué une centaine de soldats irakiens et mis hors de combat « *quelques tanks* » au cours d'une attaque de l'armée régulière, le 30 août, contre le mont Makouk. Le communiqué fait enfin état de récentes offensives des rebelles dans les régions de Ranya et de Rovanduz.

A Beyrouth, un bulletin d'analyses politiques, *The Arab World*, citant une source proche des autorités kurdes, affirmait, samedi, que des armes soviétiques étaient récemment arrivées à Bagdad, « *le gouvernement soviétique ayant décidé d'appuyer à fond le régime irakien* ». Le nouveau matériel militaire comprendrait des Mig-23 et des Sukhoi-20. — (*Reuter, A.F.P.*)

● *M. Chirac se rendra* en octobre en Irak pour répondre à l'invitation adressée à son prédécesseur par le gouvernement de Bagdad. Un peu plus tard il ira en Irlande, en hommage au plus petit Etat de l'Europe des Neuf qui va prendre en janvier la présidence de la Communauté, et au début de 1975 en Iran.

Une mise au point des armées

PAS DE PILOTES ÉGYPTIENS A LA BASE DE DIJON

Dijon. — Un porte-parole des armées a démenti mardi 10 septembre l'information publiée par le correspondant à Paris du journal israélien *Yedioth Aharonoth*, selon laquelle une quarantaine de pilotes égyptiens, portant l'uniforme saoudien, suivraient actuellement des séances d'entraînement à la base aérienne 102 de Dijon-Longvic. Le colonel Théodore Mahlberg, commandant la B. A. 102, a déclaré : « *Nous avons effectivement sur la base des pilotes saoudiens. A ma connaissance, ils sont réellement saoudiens, ainsi que le prouvent leurs papiers d'identité. En ce qui concerne la possibilité de faux passeports, je pense que nous avons enquêté suffisamment pour être certains qu'ils sont de nationalité saoudienne. C'est leur gouvernement qui me les envoie, donc, en tant que représentant du gouvernement français, je les accepte comme tels.* »

Le colonel Théodore Mahlberg a indiqué, en outre, que le nombre des pilotes actuellement formés à Dijon — que le journaliste israélien estimait à une quarantaine — était « *inférieur au chiffre cité* ». Il a enfin déclaré que l'annonce de l'arrivée prochaine de techniciens égyptiens qui viennent s'initier à Dijon au pilotage du Mirage F 1 était « *dénuée de tout fondement* ». « *Je peux préciser également que les pilotes et les techniciens saoudiens qui sont actuellement sur la base s'entraînent exclusivement sur Mirage III. Il n'est pas question d'hélicoptères ou de Mirage F 1* », a conclu le commandant de la B.A. 102.

Mgr CAPUCCI FERAIT LA GRÈVE DE LA FAIM

Mgr Hilarion Capucci, vicaire patriarcal de Jérusalem, accusé de transport et de détention d'armes pour le compte des fedayin, a commencé samedi 7 septembre une grève de la faim dans la prison où il se trouve détenu, croit savoir l'A. F. P. citant une source israélienne bien informée. La décision de l'archevêque a été motivée par le refus du tribunal de Jérusalem de le transférer en un autre lieu. Placé aux arrêts sous bonne garde, le prélat se plaint également que les gardiens de la prison et les autres détenus ne lui marqueraient pas le respect qui lui est dû.

La visite du premier ministre israélien à Washington coïncide avec une nouvelle tension

Le président Gerald Ford a accueilli, mardi 10 septembre, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, en affirmant que les Etats-Unis poursuivraient leur aide à Israël. « *Nous avons pris des engagements en ce qui concerne la survie et la sécurité d'Israël* », a déclaré le chef de l'exécutif américain, sous les applaudissements de quelques centaines de personnes massées sur les pelouses de la Maison Blanche pour saluer le chef du gouvernement israélien, qui commençait une visite officielle de trois jours à Washington. M. Rabin, pour sa part, a affirmé que « *seul un Israël fort, en mesure de décourager une agression et de se défendre, peut assurer le maintien de la paix au Proche-Orient* ».

Des manœuvres sur le Golan

La visite du premier ministre israélien à Washington a coïncidé avec l'annonce que l'armée israélienne effectuait sur les hauteurs du Golan des manœuvres qualifiées de « *très importantes* » par les milieux militaires de Tel-Aviv. Un porte-parole de l'armée a cependant précisé que *les forces de l'ONU* avaient été averties de ces manœuvres, de manière qu'elles puissent prévenir les autorités syriennes, afin d'éviter toute erreur d'interprétation à Damas. Tel-Aviv souligne qu'il ne s'agit pas d'exercices mettant à l'épreuve de nouvelles méthodes de combat en terrain difficile ».

A Damas, cependant, les autorités prennent au sérieux les « *manœuvres israéliennes* ». *Al Thawra*, l'organe officiel du Baas, écrit ce matin que « *la guerre peut éclater à tout instant* » et invite les Arabes à « *prendre leurs responsabilités* ». « *Une éventuelle défaite arabe sur l'un des deux fronts, égyptien ou syrien, signifierait la défaite sur les deux fronts* », poursuit le journal, qui estime qu' « *Israël ne pourra atteindre ses objectifs si les deux fronts sont prêts à faire face aux Israéliens avec la même détermination* ».

« *Israël*, écrit encore *Al Thawra*, *se trouve devant un choix difficile : aller à Genève ou non, ou bien aller à Genève après avoir frappé un grand coup, ou encore jouer le jeu des règlements locaux et partiels.* » *Al Tahwra*, qui considère qu'Israël choisira d'aller à Genève « *après avoir déclenché une offensive contre les Arabes* », conclut : « *Nous devons devancer le choix de l'ennemi.* »

Le président Sadate, pour sa part, semble être moins pessimiste. Il a déclaré mardi à Port-Saïd qu'il existait bel et bien un espoir pour un règlement pacifique du conflit. Il a même ajouté que le prochain pas dans cette voie serait « *l'évacuation par Israël des territoires arabes occupés conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité et l'application immédiate de cette résolution avec la garantie des deux Super-Grands* ». Le chef de l'Etat égyptien, qui entamait à Port-Saïd une tournée dans la région du canal pour examiner sur place les travaux de reconstruction des villes de la région, a toutefois adressé une mise en garde à Israël. « *Si Tel-Aviv*, a-t-il dit, *ne met pas en application la résolution 242, nous ferons une nouvelle fois la guerre.* » Il a encore ajouté : « *Les villes du canal de Suez font maintenant partie de l'intérieur du pays, et à toute agression contre elles, nous riposterons en portant des coups en profondeur en Israël.* »

A ce propos, le journal *Al Nahar*, de Beyrouth, croit savoir qu'une intervention américaine a évité récemment de justesse une nouvelle guerre entre Israël et l'Egypte. Le journal, dans une correspondance du Caire, indique qu'à la suite d'informations sur la possibilité d'une attaque militaire israélienne, « *toutes les forces égyptiennes avaient été mises en état d'alerte et que certaines unités ont effectivement traversé le canal et se trouvent toujours sur la rive orientale* ». Des contacts égypto-américains auraient eu pour résultat l'annulation de l'opération israélienne projetée. — (*A.F.P.*)

● *M. François Mitterrand* s'est vu renouveler l'invitation du parti socialiste israélien à se rendre en Israël. M. Daniel Rosalio, secrétaire général des kibboutzim israéliens et représentant personnel de M. Ygal Allon, ministre des affaires étrangères d'Israël, a transmis cette invitation à M. Robert Pontillon, secrétaire national du parti socialiste, chargé des relations internationales.

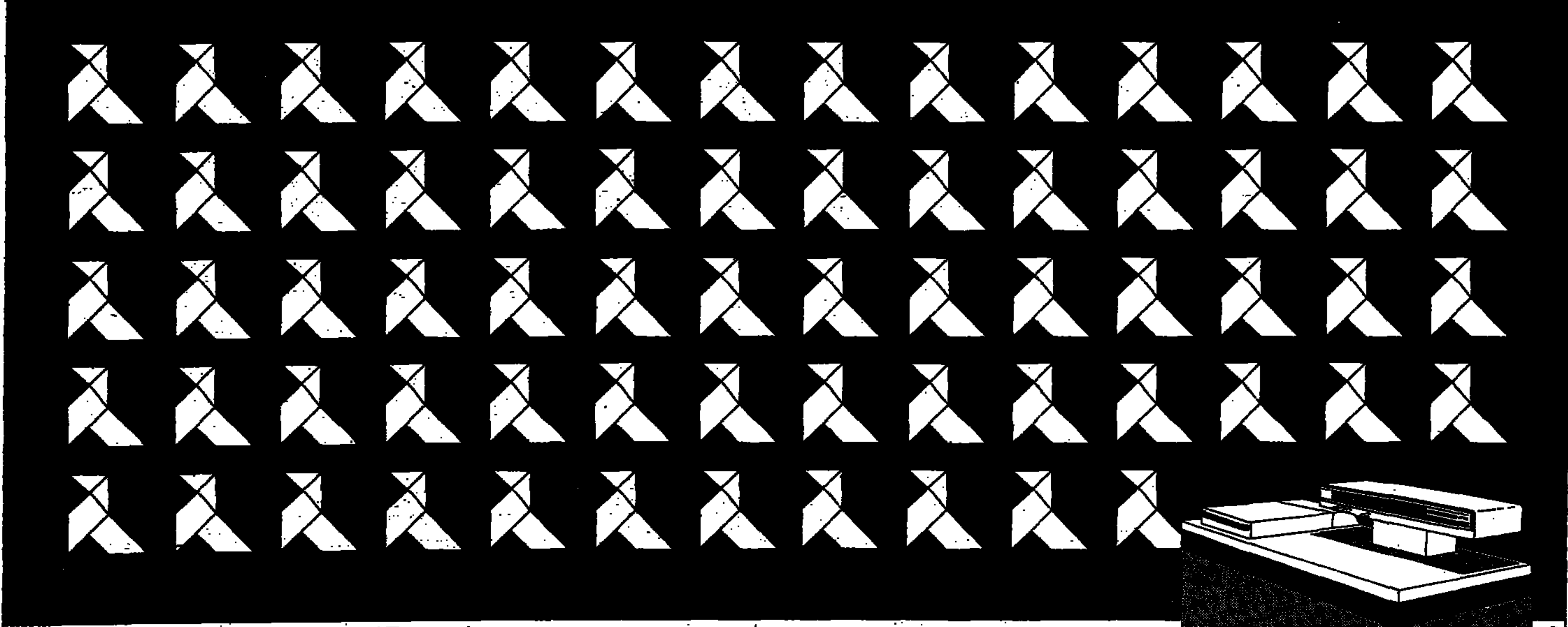
LA JORDANIE DÉMENT AVOIR REVENDU DES ARMES A L'AFRIQUE DU SUD ET A LA RHODÉSIE

Amman (*U.P.I.*). — Le premier ministre jordanien, M. Zeid Rifai, a démenti, mardi 10 septembre, l'information du quotidien britannique *Guardian*, selon laquelle la Jordanie aurait revendu secrètement des missiles et des chars de fabrication anglaise à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie.

Il a rappelé que le *Guardian* avait déjà prétendu que la Jordanie avait vendu à l'Afrique du Sud trente et un avions Hawker, ajoutant que, « *maintenant, le journal affirme que ces avions sont destinés à la Rhodésie, en dépit des démentis officiels que nous avions formulés à l'époque et du démenti publié par l'ambassade de Jordanie à Londres* ».

● SELON LE « FINANCIAL TIMES » de Londres, l'armée du sultan Qabous d'Oman serait prochainement dotée de bombardiers Phantom iraniens, afin de combattre les insurgés du F.P.L.O.G.A. (Front populaire pour la libération de l'Oman et du golfe Arabique) dans la province du Dhofar.

Le *Financial Times* croit savoir que les forces iraniennes qui sont retranchées dans des positions défensives près de Thamrit, point stratégique reliant le Dhofar à Mascate, construisent actuellement une piste permettant l'atterrissage des Phantom.



IL Y A UN AN

POINT DE VUE

Pourquoi nous avons échoué

Par JAIME FAIVOVICH

M. Jaime Faivovich, sous-secrétaire d'Etat aux transports dans le gouvernement Allende, considéré comme l'un des dirigeants les plus durs du parti socialiste chilien, analyse ci-dessous les raisons de l'échec de l'Unité populaire. M. Faivovich avait dirigé, en 1971 et 1972, la Corporation du cuivre (CODELCO), organisme d'Etat, dans la période difficile qui avait suivi la nationalisation. Il fut également préfet de la province de Santiago. Au moment de la seconde grève des camionneurs, en juillet-août 1973, il était sous-secrétaire d'Etat aux transports. Son comportement énergique lui valut à ce moment l'hostilité profonde de la bourgeoisie chilienne. Il fut, après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, l'un des dirigeants le plus activement recherchés par la junte, qui avait mis sa tête à prix.

IL n'existe pas de formule universelle pour arriver au socialisme. Il faut savoir profiter des circonstances historiques. Mais, de toute façon, viendra le moment de l'affrontement décisif avec la classe dominante, qui refusera toujours avec acharnement de lâcher les rênes du pouvoir.

Au Chili, en 1970, la voie chilienne vers le socialisme est partie de la victoire électorale de la coalition de l'Unité populaire, qui comprenait des partis marxistes, social-démocrate, radical et chrétien. C'était une expérience sans précédent qui commençait. Pour la première fois, un mouvement révolutionnaire qui ne cachait pas ses objectifs s'emparait légalement du gouvernement grâce à des élections démocratiques.

Dès le début, ce gouvernement entreprit de libérer le Chili de la dépendance de l'impérialisme américain et de combattre le pouvoir économique et financier de la bourgeoisie industrielle et rurale. Le Chili vit du cuivre, qui lui fournit l'essentiel de ses devises, mais trois grandes compagnies nord-américaines contrôlaient ce cuivre : l'Anaconda, le Kennecott et le Cerro Corporation. Leurs bénéfices étaient fabuleux. Nous avons nationalisé le cuivre et nous avons refusé de payer des indemnisations aux sociétés américaines parce que nous avons établi que les bénéfices illicites tirés du Chili depuis plus d'un demi-siècle dépassaient largement le montant d'une éventuelle indemnisation. Cette « doctrine Allende » était un coup de fouet sur la chair vive de l'impérialisme et un exemple pour les autres pays du tiers-monde se trouvant dans une situation analogue à la nôtre.

De la même manière nous avons nationalisé le fer, le salpêtre, le charbon, et aussi les monopoles industriels et les banques. Les grandes propriétés foncières furent également expropriées, et le tiers de leur superficie distribué aux paysans qui en retrouvèrent une dignité nouvelle. Le pouvoir d'achat des masses augmenta considérablement. Le rôle des organisations syndicales fut transformé, et les travailleurs commencèrent à participer aux principales décisions du gouvernement, qui mettait un soin jaloux à respecter — comme aucun gouvernement ne l'avait fait avant lui — les libertés publiques, les droits individuels et tous les principes de la Déclaration des droits de l'homme. Notre politique internationale cessa d'être soumise aux pressions de l'extérieur, et redevint libre.

Si l'on tient compte du temps de réalisation très court de ces mesures, elles furent gigantesques. Pourtant, à partir du jour même de la victoire de Salvador Allende, les Etats-Unis, sans envahir notre territoire, commencèrent à préparer le coup d'Etat. Il a été révélé récemment que la C.I.A. avait envoyé au moins 8 millions de dollars pour aider la réaction chilienne à renverser Allende. L'impérialisme commença à nous asphyxier économiquement.

L'échec n'était pas inévitable

A l'intérieur, la bourgeoisie, les industriels et les grands propriétaires terriens freinaient la production. Les commerçants dissimulaient leurs stocks, spéculaient, organisaient et aidaient le marché noir. Quant au gouvernement, il se heurtait constamment aux limites du système institutionnel bourgeois. Le Parlement, où l'opposition était majoritaire, repoussa ou édulcora systématiquement tous les projets de l'exécutif et refusa de voter le budget. Il lança une série d'accusations constitutionnelles contre des ministres et des hauts fonctionnaires et il essaya, mais sans succès cette fois, d'en faire de même à l'égard du président de la République lui-même.

Le pouvoir judiciaire, profondément bourgeois d'inspiration et de comportement, donna satisfaction à toutes les requêtes des propriétaires contre le gouvernement et refusa à ce dernier tout appui légal. Les organisations professionnelles, alliées aux partis politiques de la bourgeoisie et de l'opposition, organisèrent et décrétèrent grève sur grève, de manière à paralyser dramatiquement l'activité économique du pays. Des groupes fascistes — organisations paramilitaires de la bourgeoisie — entreprirent des actions terroristes de sabotage.

Enfin, devant l'échec des tentatives politiques pour renverser le gouvernement populaire, ce fut le coup d'Etat, l'assassinat du président Allende, la répression brutale et sans merci de milliers de patriotes, la transformation du Chili entier en un immense camp de concentration.

Pourtant, l'échec n'était pas inévitable. Nous avons été défaits par la conspiration ourdie entre l'impérialisme et la bourgeoisie chiliennes, mais nous avons également été vaincus par nos propres erreurs. La bourgeoisie allait contre-attaquer, c'était inéluctable. Mais nous étions beaucoup trop absorbés par le souci d'aller de l'avant et d'appliquer le programme de gouvernement. Nous avons avancé, et même conquis des positions, sans cependant démanteler ni affaiblir réellement nos adversaires qui se sont repliés prudemment avant de se regrouper et de passer à l'offensive.

Après la victoire d'Allende, la bourgeoisie était démoralisée et désunie. Combien de ses membres n'ont-ils pas fui le pays, abandonnant biens et usines ! L'Unité populaire avait alors l'appui de la majorité des travailleurs et des classes moyennes. Les premières élections, celles du 4 avril 1971, nous donnèrent plus de 50 % de suffrages alors que nous n'avions obtenu que moins de 37 % des voix à l'élection présidentielle de 1970. C'est donc à ce moment-là que nous aurions pu opérer les transformations institutionnelles qui nous auraient permis d'appliquer sans dommage notre programme. La vérité est que nous ne l'avons pas fait.

La même situation s'est reproduite en octobre 1972, au moment de l'échec de la première « grève des patrons », et ensuite en mars 1973, quand, en dépit de tous les problèmes économiques et politiques, l'Unité populaire obtint encore 44 % des voix aux élections législatives. Autre erreur : nous n'avons pas su tirer parti des moyens de communication de masse dont nous disposions pour créer une nouvelle mentalité, et aussi pour faire connaître nos réalisations. Et puis, surtout, nous avons été d'une indulgence excessive envers la bourgeoisie. Nous lui avons laissé l'usage de la majorité des moyens de communication, qu'elle a utilisés avec une extrême habileté pour mentir, diffamer et détruire l'image du gouvernement.

Au lieu de stimuler et d'aiguiser la lutte des classes, nous l'avons freinée, partant de l'hypothèse fausse qu'il ne fallait pas provoquer l'adversaire ni lui donner des prétextes de durcir son attitude à notre égard. Nous aurions dû, au contraire, laisser le peuple affronter la bourgeoisie et faire taire lui-même les premières manifestations des secteurs fascistes. La modération des forces populaires fut jugée comme un signe de faiblesse par la réaction.

Quant aux forces armées, il est clair qu'elles n'étaient pas monolithiques. La troupe et les sous-officiers sont en majorité d'origine prolétaire, car ce sont les travailleurs qui font le service militaire. Même parmi les officiers de l'état-major, il y avait des éléments perméables aux transformations préconisées par le gouvernement populaire ou, à tout le moins, qui acceptaient un régime respectant les normes démocratiques. Longtemps, les secteurs putschistes furent neutralisés par les militaires loyalistes. Jusqu'au dernier moment, une partie de l'armée s'opposa aux plans séditieux. Beaucoup d'officiers ont été, depuis, arrêtés ou fusillés.

« Notre peuple vaincra »

Les préparatifs séditieux n'étaient pas inconnus du gouvernement. Le foyer de rébellion aurait dû être écrasé implacablement dès qu'il a été détecté.

En 1970, ce fut l'unité des travailleurs et de leur parti qui permit la victoire. Mais, après cette victoire, les attaques de la bourgeoisie eurent pour effet d'entamer cette unité.

Il devint chaque fois plus difficile de se mettre d'accord sur la tactique à suivre pour combattre la réaction et mobiliser les masses. Ces désaccords interdirent au gouvernement de prendre les mesures adéquates avec suffisamment de promptitude pour modifier le rapport de forces. Pendant toute la période où la stabilité institutionnelle était compromise, l'Etat ne mit en place aucun organisme légal — judiciaire, législatif, militaire, policier — pour faire face à des situations difficiles.

Aucun régime révolutionnaire ne peut ignorer que l'affrontement devient inévitable lorsque s'exacerbent les luttes de classe. Or, nous ne nous sommes pas préparés sérieusement à cet affrontement et notre tactique à l'égard de l'armée a été fatale. Au lieu de veiller à l'unité des forces armées, nous aurions dû encourager les éléments loyalistes et progressistes et même les encourager à se renforcer et à isoler les militaires fascisants.

En réalité, nous avons manqué de décision, de fermeté et de conviction pour passer de la conquête du gouvernement à la prise du pouvoir. Nous n'avions ni la capacité ni l'habileté suffisante pour user opportunément de tous les instruments que nous donnait le gouvernement afin d'annihiler nos ennemis, d'éviter l'hostilité des forces armées et de réaliser l'unité entre le peuple et les militaires loyalistes.

Toutes les révolutions commettent des erreurs. Les nôtres n'enlèvent rien à l'importance de nos réalisations qui, maintenant qu'elles sont détruites par la dictature, prennent un relief nouveau. Notre échec ne signifie pas que d'autres peuples ne peuvent emprunter la même voie que nous pour parvenir au socialisme, mais il leur faudra analyser nos erreurs pour les éviter. Nous, Chiliens, nous n'avons renoncé ni à la révolution ni au socialisme, et la tâche essentielle est, évidemment, aujourd'hui, de renverser le fascisme et la junte. Il nous faut pour cela refaire l'unité de tous ceux qui veulent rétablir la liberté au Chili. La lutte est dure, mais encouragé par la solidarité internationale, notre peuple vaincra.

EXPOSITION

Septembre rouge en noir et blanc

« CHILI : 11 septembre 1974, une année de lutte antifasciste, c'est aussi votre lutte ! » Placé en regard du portrait d'un Allende au visage grave, *cet appel à une solidarité active* des « peuples du monde entier » ouvre l'exposition de photographies organisée par le Collectif de la résistance chilienne. Consacrée à retracer les moments forts et le climat de trois années d'Unité populaire, de sa sanglante mise à mort et d'une année de dictature, en une centaine d'images données par l'agence Gamma et signées collectivement David Burnett, Raymond Depardon et Chas Gerretsen, *cette rétrospective nerveuse et sensible* a été réalisée par Louis Porrot, ancien photographe du président assassiné.

Riche d'inédits découverts dans les archives de l'agence française par le photographe chilien, l'exposition est *montée à la façon d'un récit, d'une bande de film d'actualités en images fixes*, avec quelques phrases de commentaires insérées dans la continuité à la façon d'un *texte « off » qui n'intervient pas* sur la lecture propre des photographies. Tirages dépourvus de légendes, sans la contrainte, les limitations, la dictature du mot écrit, photos libérées, leur étonnant « accrochage » constitue le premier exemple montré en France du travail de réflexion mené par certains photographes chiliens pendant l'Unité populaire. Il s'agissait, partout, de tout changer : changer l'homme, c'est changer l'art. Il *semble que la photographie, aussi,* commençait à être nettoyée de ses scories.

YVES BOURDE.

★ Galerie Delpire, 13, rue de l'Abbaye, de 13 h. à 20 h., dimanche inclus, jusqu'au 18 septembre.

ENTRETIEN

« Le bulletin de vote ne suffit pas pour parvenir au socialisme »

nous déclare Mme Allende

EN apparence, Hortensia Bussi de Allende n'a guère changé, physiquement du moins, depuis cette journée dramatique du 11 septembre 1973 où Salvador Allende est mort dans les décombres du palais de La Moneda. Depuis sa sortie du Chili, par l'intermédiaire de l'ambassade du Mexique, où elle s'était réfugiée peu après le coup d'Etat, elle a beaucoup voyagé à travers le monde, défendant avec passion la mémoire du disparu et luttant pour dénoncer sans relâche les crimes de la junte chilienne.

Entre deux déplacements à l'étranger, elle réside à Mexico. Elle paraît grandie. Si la voix est restée fragile, presque fluette, le regard est plus ferme, plus assuré. Mûrie par l'épreuve, elle est, pour les Mexicains, comme elle était pour les Chiliens, « Dona Tencha », la veuve du président, la voix d'un Chili écrasé et provisoirement réduit au silence. « *Le bulletin de vote,* dit-elle d'une voix douce, *ne suffit pas pour parvenir au socialisme. Il faut aussi disposer d'une armée au service du peuple. Le coup d'Etat nous a montré qu'en Amérique latine tout au moins, il est illusoire de miser sur la voie constitutionnelle et pluraliste.* »

Cette remarque aurait fait bondir en 1973 tout un secteur de l'Unité populaire, convaincu qu'il est possible d'aller très loin dans le cadre du système bourgeois. « Dona Tencha » ajoute avec sérénité : « *Arriver au gouvernement ne signifie pas nécessairement contrôler le pouvoir politique. Or nous n'avons jamais réussi à contrôler l'appareil de l'Etat. Nous ne disposions ni de l'appareil législatif, car la majorité des parlementaires appartenaient à l'opposition, ni de l'appareil judiciaire, qui était systématiquement favorable aux grands propriétaires et aux comploteurs, ni, hélas ! de l'appareil militaire, comme on a pu le voir le 11 septembre. Et pourtant je persiste à dire et à penser que le processus qui a été amorcé par la victoire électorale de l'Unité populaire en 1970 était un processus révolutionnaire et non pas réformiste.*

— L'échec de l'expérience chilienne ne peut donc pas être mis uniquement, ou en partie, sur le compte des intrigues de l'impérialisme américain ?

— *Le blocus économique des Etats-Unis contre le Chili a certes joué un rôle considérable. C'était un blocus invisible. Il y a eu également le sabotage économique organisé et entretenu par la bourgeoisie chilienne. Il y a eu l'extraordinaire campagne d'intoxication psychologique de la part de la réaction chilienne. Mais il y a eu aussi, il faut le reconnaître, une responsabilité de notre part, qui tient avant tout au fait que nous n'avons jamais pu mettre en pratique une politique réellement unitaire. Le manque d'unité nous a été fatal.*

— Que faire aujourd'hui ?

— *C'est dans la résistance au fascisme que doit se refaire cette unité profonde qui nous a manqué. J'y crois beaucoup, car le plus urgent désormais est de renverser la junte fasciste. Cette résistance existe et commence à s'organiser à l'intérieur du pays. La CUT (Centrale unique des travailleurs), qui a été démantelée, se réorganise et se restructure peu à peu dans la clandestinité. Mais nous avons plus que jamais besoin de la solidarité internationale. J'ai déjà parcouru le monde entier, les Etats-Unis, le Canada, l'Europe, le Proche-Orient, le Japon, appelée partout par les paysans, les étudiants, les travailleurs qui ont fait du Chili un symbole. Je continuerai.* »

Mme Allende a quitté, le dimanche 8 septembre, Mexico pour une longue tournée, qui doit commencer par Berlin-Est, où elle sera le 11, et qui la mènera dans plusieurs capitales européennes, mais non pas à Paris. « *Partout, je dirai : Aidez-nous, ne vendez pas d'armes à la junte.* »

TÉLÉVISION

Le camarade-président

C'ETAIT le 11 septembre 1973. Bonne occasion pour Bernard Pivot de centrer lundi « Ouvrez les guillemets » autour d'un « spécial Chili » particulièrement fourni. On a beaucoup écrit sur la tentative de Salvadore Allende. Presque trop. L'équilibre de l'émission s'en est ressenti. Tous ces livres largement étalés à notre vue — il fallait bien nous donner le temps d'en noter le titre — bloquaient l'attention, la coupaient de l'écran. Et puis, comment évoquer sous des biais si différents un drame aussi complexe sans papillonner, sans survoler, sans faire confiance à notre mémoire et à notre connaissance de ce qui s'est passé avant, après et pendant le putsch du général Pinochet.

Et hier encore — cela tombait bien — la découverte par la presse américaine des efforts de la C.I.A. et des sommes dépensées pour torpiller l'expérience du camarade-président. On n'a pas manqué de rapprocher le témoignage accablant de M. Colby des révélations de M. Armando Uribe, ancien ambassadeur à Washington et à Pékin.

Il y avait là Olivier Duhamel et Ugné Karvelis, excellents l'un et l'autre, sachant dépasser le cadre de leur propre ouvrage pour aérer, situer et alimenter le débat. Pour l'illustrer, on s'est servi d'un « album Chili », fixant avec une [illegible] cruelle et tranquille les instantanés d'un crime : cadavres amoncelés, livres brûlés, ces livres de poche vendus pour le prix d'un paquet de cigarettes. Accablant. Et puis, en guise de conclusion, cette note d'espoir, la couverture du Rebelle, le journal clandestin du MIR, tiré à vingt mille exemplaires, vendu sous le manteau, organe de la résistance à la junte de Santiago.

Sans doute notre télévision, si prompte à s'apitoyer sur les malheurs d'autrui, va-t-elle profiter de cette date anniversaire pour rouvrir, [illegible] le dossier Chili, un grand magazine d'information. Faute de quoi ces « Guillemets », trop tôt refermés, nous laisseraient sur notre faim.

CLAUDE SARRAUTE.

« Le Monde des livres » publiera le jeudi 12 septembre une page consacrée aux ouvrages récemment publiés sur le Chili, notamment « Chili : le dossier noir » (Gallimard), « le Chili sous Allende », dans la collection Archives, et « Chili ou la tentative », d'Olivier Duhamel (Gallimard).

CHRONOLOGIE

1973

11 SEPTEMBRE. — Coup d'Etat militaire. Le président Allende meurt au cours de l'assaut donné contre le palais de La Moneda. La junte qui prend le pouvoir est dirigée par le général Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre, l'amiral Torribio Merino, le général d'aviation Gustavo Leigh et le général Cesar Mendoza, directeur des carabiniers.

12 SEPTEMBRE. — La junte, dont le premier geste a été de rompre les relations dipolmatiques avec Cuba, forme, « sous son autorité », un gouvernement de treize militaires et de deux civils. La presse « liée à l'Unité populaire » qui soutenait le gouvernement Allende est interdite. La radio et la télévision passent sous contrôle militaire. Les noyaux de résistance au coup d'Etat sont neutralisés par les armes. On signale des exécutions sommaires, des arrestations massives, et les premières déportations.

15 SEPTEMBRE. — Déclaration de M. Messmer, premier ministre français : « Le gouvernement français ne prononce pas d'appréciation sur ce qui s'est passé dans un pays étranger en matière de politique intérieure. »

17 SEPTEMBRE. — Le « Mercurio », porte-parole de la droite et des milieux d'affaires, autorisé à reparaître par un décret spécial pris le 13, publie des listes de personnes à rechercher et à dénoncer. Le même jour, la junte annonce que cinq mille personnes passeront en cour martiale et confirme qu'elle est résolue à poursuivre « impitoyablement tous les extrémistes et tous les étrangers ».

18 SEPTEMBRE. — Le cardinal Raul Silva Henriquez, archevêque de Santiago, refuse de chanter le traditionnel « Te Deum » dans la cathédrale à l'occasion de la fête nationale.

19 SEPTEMBRE. — La junte autorise la publication du journal de la démocratie chrétienne, « la Prensa ».

21 SEPTEMBRE. — L'U.R.S.S. et la R.D.A. rompent leurs relations diplomatiques avec le Chili. La junte décrète la mise hors la loi de toutes les formations politiques qui appartenaient à la coalition gouvernementale. M. Patricio Aylwyn, président de la démocratie chrétienne, conteste toute autorité à la junte pour la mise au point d'une nouvelle Constitution.

22 SEPTEMBRE. — La Grande-Bretagne reconnaît le nouveau gouvernement.

23 SEPTEMBRE. — Pablo Neruda meurt à Santiago d'un cancer de la prostate.

25 SEPTEMBRE. — La junte dissout la C.U.T. (Confédération unique des travailleurs) et limoge tous les maires et conseillers municipaux.

26 SEPTEMBRE. — M. Brandt, à l'ONU, juge « inadmissible » le coup d'Etat. La junte lance un appel aux capitaux étrangers et propose d'engager des négociations pour indemniser les sociétés cuprifères américaines.

27 SEPTEMBRE. — La junte dissout ou suspend tous les partis politiques.

28 SEPTEMBRE. — La junte met à prix la tête des dirigeants de l'Unité populaire qu'elle n'a pu encore arrêter. Le même jour, M. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C., est appréhendé.

30 SEPTEMBRE. — La junte bloque les salaires et nomme des officiers généraux comme « recteurs délégués » dans toutes les universités. Les exécutions sommaires se poursuivent.

2 OCTOBRE. — Le Sénat américain vote un amendement au projet de budget interdisant toute aide au Chili « tant que les droits de la personne humaine n'y seront pas rétablis ».

3 OCTOBRE. — La junte annonce que M. Corvalan est passible de la peine de mort. M. Kurt Waldheim intervient en sa faveur.

4 OCTOBRE. — Une délégation de l'Internationale socialiste n'est pas autorisée à fleurir la tombe de Salvador Allende.

12 OCTOBRE. — Les grèves sont déclarées illégales.

15 OCTOBRE. — Une circulaire précise que la presse ne doit publier que des « informations officielles ».

17 OCTOBRE. — Un décret interdit toute activité politique aux individus, aux partis et aux groupes organisés.

21 OCTOBRE. — La junte décide d'expulser la plupart des correspondants de la presse étrangère.

3 NOVEMBRE. — Le cardinal Silva Henriquez est reçu par Paul VI. Il laisse entendre en privé qu'il n'y a aucune connivence entre lui et la junte. Trois jours plus tard, la presse chilienne critique ouvertement le cardinal.

30 NOVEMBRE. — Selon le « Washington Post », les autorités chiliennes ont refusé d'accepter la nomination d'un diplomate noir dans la mission américaine au Chili.

10 DECEMBRE. — L'ambassadeur de Suède expulsé estime que quinze mille personnes ont été tuées depuis le coup d'Etat.

20 DECEMBRE. — Deux anciens ministres de M. Allende, M. Briones et M. Barazza, sont libérés.

FIN DECEMBRE. — Mgr Ovieda Cavada est démis de ses fonctions de secrétaire exécutif de la conférence épiscopale. Il avait fait distribuer à l'étranger un rapport secret approuvant la junte.

1974

26 JANVIER. — Amnesty International, dans une lettre à la junte, dénonce les tortures infligées aux prisonniers politiques avec la collaboration d'experts brésiliens.

22 JANVIER. — Le journal « Mercurio » proteste, dans son édition de Valparaiso, contre la rigueur de la censure.

28 JANVIER. — Le général Pinochet lance un appel à la population, lui demandant d'affronter avec sérénité la grave situation économique.

19 FEVRIER. — Le président Pompidou reçoit M. Fernando Duran Villareal, nouvel ambassadeur du Chili, qui succède à Pablo Neruda. On apprend que la France honore les commandes chiliennes de missiles et de roquettes.

21 FEVRIER. — Dernier jour de parution de « la Prensa », organe de la démocratie chrétienne. La décision de suspendre la publication semble avoir été prise par l'ancien président, M. Eduardo Frei.

23 FEVRIER. — Le Chili conclut un accord de principe avec ses princi-

Douze mois de

LE COUP D'ÉTAT AU CHILI

REPORTAGE

Le « nouveau matin » des militaires

(Suite de la première page.)

Des étages les plus élevés de l'édifice, le regard plonge sur les toits de la Moneda — l'ancien palais présidentiel, — crevés par les bombes le 11 septembre 1973. Sur la façade aux fenêtres aveuglées du bâtiment, l'écu du Chili et sa devise : « *Par la raison et par la force* » surmontent une affiche apposée par le ministère des travaux publics : « *Restauration du palais de la Moneda* ». Un peu plus loin, les grilles du palais du Congrès demeurent cadenassées.

Pour le reste, les rues de Santiago et de Valparaiso reflètent, dans la journée, la même activité, la même animation que jadis, et plus rien de l'agitation, parfois violente, qui les avait souvent saisies du temps de l'Unité populaire. Les queues interminables qui se formaient, en 1973 notamment, devant les magasins ont disparu : les boutiques sont à nouveau régulièrement approvisionnées. Le marché noir n'est plus qu'un souvenir, pas mauvais pour tout le monde d'ailleurs. En revanche, c'est la bousculade dès que, quelque part, une entreprise fait une offre d'emploi : à Santiago, une file s'allongeait sur quatre « blocs » pour répondre à une offre portant sur quatre postes de standardistes. Le chômage atteint en effet des proportions alarmantes.

Le chômage mais aussi la diminution de moitié environ du niveau de vie et des salaires ces douze derniers mois, expliquent sans doute l'importance du nombre des mendiants, des musiciens et des chanteurs de rue. On voit aussi dans les quartiers centraux de la capitale une foule d'enfants en loques qui tirent la manche des passants ou écrasent leur nez contre les vitrines des restaurants.

Respirer un peu

A partir de minuit, Santiago — qui n'a jamais été une ville de noctambules — devient presque désert. Le couvre-feu ne débute qu'à une heure du matin mais il faut prendre quelques précautions : des patrouilles s'amusent parfois à retenir longuement les passants dont elles contrôlent l'identité, de sorte que ceux-ci, malgré eux, n'ont plus le temps de regagner leur domicile avant l'heure fatidique. Or, il en coûte au moins, en ce cas, un long interrogatoire et une amende, et souvent même la détention.

Dans le silence qui tombe alors sur la ville jusqu'à 5 h. 30, il n'est pas rare d'entendre des coups de feu isolés. Patrouilles tirant sur des fuyards ? Agression de soldats isolés ? Les journaux restent habituellement discrets sur ces sujets qui tiennent pourtant une grande place dans les conversations privées.

La brutalité de la répression depuis le 11 septembre et aussi le climat de délation dans lequel vit le pays ont considérablement changé la mentalité de nombreux Chiliens. La tolérance, le goût de la discussion, une certaine insouciance aussi, de naguère sont bien oubliés.

Bernardo L... tient un commerce d'objets artisanaux dans une des galeries marchandes du centre de Santiago. Dès l'élection de Salvador Allende, il avait prédit la catastrophe : « *Je ne m'étais pas trompé* », dit-il aujourd'hui. Il y a même quelque peu aidé, reconnaît-il. Il a été, en effet, dans son secteur, un des militants les plus actifs du *gremio* (syndicat professionnel), qu'il a lui-même entraîné dans la grève d'octobre 1972. « *L'Unité populaire, ce fut : manifestations, violences physiques exercées contre les gens qui n'étaient pas de gauche, inflation, marché noir et, pour tout dire, misère. Des gens qui se sont servis du socialisme à des fins personnelles.* » Pourtant, les affaires marchaient bien ? « *C'est vrai, beaucoup d'argent circulait. Des gens ont fait des fortunes en anticipant sur les hausses de prix et en achetant des dollars au bon moment. Mais on manquait des produits les plus essentiels.* » A-t-il eu faim lui-même ? « *Non, car je savais où m'adresser. Mais ce fut une époque épouvantable pour les plus pauvres. Des gens étaient obligés parfois de faire la queue une nuit entière pour avoir des pâtes ou du café.* » Mais qui donc organisait le marché noir ? « *Le gouvernement, bien sûr. C'est lui qui avait toute l'économie entre ses mains...* »

Et à présent ? « *A présent, on sait où l'on va. Je ne vends presque plus rien, c'est vrai. J'avais un atelier de fabrication où travaillaient trente personnes : j'ai dû le fermer en janvier. Mais n'est-ce pas la preuve qu'on peut être pour la junte et pourtant désintéressé !* » Mais, alors, au fond, pourquoi cet attachement ? « *Voyez-vous, du temps de l'Unité populaire, je me sentais écrasé, profondément attaqué dans ma manière d'être et de vivre. Des gens qui, jusqu'alors, m'avaient manifesté du respect en venaient à m'insulter. Maintenant les choses sont en ordre...* »

Il n'y a pas place pour une nuance dans cette vision manichéenne. Si, peut-être... Bernardo L... était ami de Victor Jara, ce chanteur assassiné dans des conditions atroces peu après le 11 septembre. « *Oui, c'est vrai, j'ai eu beaucoup de peine. Mais c'était un extrémiste. Ceux qui marchent toujours au premier rang doivent fatalement mourir un jour au premier rang.* »

A gauche, c'est peut-être l'incrédulité qui est le sentiment dominant. « *Comment ont-ils pu faire cela ?* » Cela : non pas tant, finalement, la prise du pouvoir par la junte — « *on y pensait tous les jours* » — que la manière de le prendre : le bombardement de La Moneda, les morts ; mais plus encore les tortures et les disparitions. « *Ils ont sali la patrie* », murmure ce militant — marxiste — d'un mouvement paysan à propos des tortionnaires. « *Ce sont des fous, des malades.* »

Certains surmontent très mal l'épreuve, désespèrent. C'est vrai qu'il se consomme plus d'alcool que jamais au Chili. C'est vrai que certains n'ont qu'une hâte : partir, « *aller respirer un peu* » en Argentine, en Europe. C'est vrai aussi — mais qui leur lancerait la pierre ? — que certains sont demeurés figés à l'heure de l'arrestation et des tortures : « *Je suis une veuve de guerre dont le mari est vivant* », dit, avec une sorte de tendresse désespérée, cette femme dont le conjoint — qui a passé plusieurs mois en prison dans l'incertitude de son destin — vit désormais comme prostré.

Mais chacun a aussi des histoires pleines de dévouement et de solidarité à raconter. Quant à ceux qui se sont lancés, ou reconvertis, dans l'action politique clandestine, ils ne le clament évidemment pas sur les toits. Et puis il y a toutes les attitudes intermédiaires : ceux qui attendent ; ceux qui ont « retourné leur veste » après le 11 septembre ; ceux qui avaient voté, en 1970, pour le candidat conservateur et qui se sont, comme l'on dit là-bas, « *radicalisés* », participant, plus ou moins activement, à la résistance contre la junte, ou simplement offrant l'asile à des militants pourchassés.

Car la répression demeure une réalité quotidienne au Chili, une année après la prise du pouvoir par la junte. Elle a connu plusieurs étapes. La période la plus terrible, naturellement, a été celle qui a immédiatement suivi le 11 septembre : exécutions sommaires, emprisonnements massifs pour les motifs les plus incroyables (une des charges fréquemment relevées sur les listes mentionnant les noms des quelque 7 000 prisonniers du Stade national, à Santiago, était : « étranger »), tortures, etc.

Personne, et surtout pas les militants de gauche, ne s'avise de donner un chiffre précis des morts : « *Nous savons seulement que ce n'est pas 5 000* (chiffre donné par l'un des membres de la junte à la télévision allemande) *ni 50 000* » (un des chiffres les plus élevés jamais avancés). Les Chiliens trouvent parfois un peu indécentes les affirmations fantaisistes avancées en ce domaine : « *Vous trouvez que 5 000 morts, cela n'est pas suffisant pour condamner la junte devant l'histoire ?* » Et Jaime Gazmuri, secrétaire général, dans la clandestinité, du Mouvement d'action populaire unifié — ouvriers et paysans (MAPU-OC) — nous a assuré : « *Ce n'est que lorsque la libération sera venue que l'on pourra vraiment connaître tout cela exactement.* »

Des précisions commencent pourtant à arriver, ici et là. Ainsi, telle personne qui se trouvait dans le sud du pays peu après le 11 septembre confirme ce que l'on murmurait déjà : il y a eu de véritables massacres parmi les Indiens Mapuches, dont plusieurs *reducciones* (villages) ont été froidement bombardés en représailles de certaines occupations de grands domaines fonciers. Une certitude en outre : rien que pour le grand Santiago, 650 personnes ont disparu en une année.

Les attentions spéciales

Environ 40 000 personnes se sont trouvées prisonnières au même moment dans l'ensemble du pays, en septembre, dont la moitié dans la capitale. A cette époque, et jusqu'au début de 1974, c'est essentiellement la troupe qui a procédé aux arrestations. Dès la fin de novembre pourtant — alors que 18 000 personnes environ demeuraient emprisonnées — la conduite des interrogatoires avait été retirée à l'armée pour être confiée exclusivement aux services de renseignements, policier et militaire. Le 3 janvier dernier, le décret-loi 228 prévoyait que personne ne pourrait arrêter quiconque, sinon à la demande du ministre de l'intérieur. Mais toutes les actions menées avant cette date ont été déclarées légales.

Un certain processus de normalisation paraissait donc en cours au début de 1974. Pourtant c'est à cette époque qu'était créée la DINA (Direction nationale des renseignements), dont le but était de coordonner les services de renseignements des quatre armes (marine, aviation, armée de terre, carabiniers). Nul ne sait exactement qui dirige cet organisme.

De nouvelles méthodes d'arrestations étaient mises au point, qui ont encore cours aujourd'hui : d'un véhicule sans immatriculation descendent trois ou quatre personnages en civil. Sans aucun mandat de détention, ils emmènent la personne recherchée. Celle-ci disparaît de une à six semaines — en moyenne trois semaines — sans que quiconque sache, durant cette période, où elle se trouve. Elle est soumise à deux ou trois séances de tortures prolongées. Au-delà de six semaines, elle ne reparaît pratiquement jamais.

Les lieux de détention et de torture les plus utilisés à un moment ou l'autre, depuis le début de l'année, ont été : la caserne Tejas-Verdes ; une maison particulière 38, rue de Londres ; l'académie de guerre des forces aériennes, à Las-Condes ; la caserne du régiment Tacna ; la base aérienne El-Bosque ; le 632 de la rue Agustinas — où ont été détenus de nombreux médecins — et le souterrain de la place de la Constitution — en face de La Moneda et de l'hôtel Carrera.

Les mauvais traitements les plus constamment appliqués sont le maintien — jusqu'à quarante jours — de la personne la tête complètement encapuchonnée ; les simulacres de mise à mort par fusillade, pendaison, ou défenestration ; et la présence dans les lieux où d'autres personnes sont torturées. Certains ont ensuite droit à ce que l'humour noir des Chiliens a dénommé « *les attentions spéciales* » : application d'électrodes, immersion dans l'eau, le trop fameux *pau de ara* des Brésiliens, ongles arrachés, sévices sexuels — dont les femmes sont évidemment les victimes privilégiées, mais pas exclusives. Nous avons aussi recueilli le témoignage d'une femme dont une très proche parente avait, entre autres, vu son enfant de trois ans battu sous ses yeux.

Durant le premier semestre, de nombreuses libérations ont eu lieu, dont près de huit mille en janvier et février. Seules six mille personnes demeuraient emprisonnées au début de juillet.

Parmi les prisonniers, on peut distinguer plusieurs catégories : ceux qui sont en cours d'interrogatoire ; ceux contre lesquels un procès est en cours d'instruction — deux mille cinq cents environ en juillet ; les condamnés — environ mille cinq cents, toujours en vertu de sentences des tribunaux militaires, puisque l'état de guerre interne continue à être en vigueur au Chili. Dans la zone de Santiago, où les juges sont considérés comme cléments en comparaison de ceux de Temuco, d'Antofagasta et surtout de San-Felipe, 40 % environ des prisonniers sont condamnés à des peines allant de cinq à vingt ans de prison. Aucun nombre de condamnations à mort ne peut être donné pour les deux premiers mois, au cours desquels on a souvent appelé « *condamnations à mort* » des régularisations d'exécutions sommaires. Une trentaine de personnes ont, depuis lors, été condamnées à la peine capitale.

Aucune exécution n'a pourtant, officiellement, eu lieu depuis février. Cela n'exclut naturellement pas les morts sans jugement : cinq ou six personnes sont décédées, ainsi, en juillet et août, torturées ou exécutées. Les cas les plus connus sont ceux du docteur Garcia, radiologue de l'hôpital de Buin, à 35 kilomètres de Santiago, fusillé ; d'Alfonso Carreño, arrêté en même temps que le sénateur Jorge Montes et rendu à sa famille au début d'août dans un cercueil (explication officielle : « *diabète* »), et de Victor Serega, membre du comité central du parti socialiste, retrouvé mort sur la route de Santiago à Valparaiso, après deux mois de disparition (explication officielle : « *rixe d'homosexuels* »).

Parmi les lieux de détention de longue durée, le plus connu est Chacabuco, à l'extrême nord du pays, que plusieurs missions internationales et personnalités nationales, dont le cardinal-archevêque de Santiago, ont pu visiter. Il s'agit d'une ancienne bourgade de mineurs abandonnée depuis la récession qui a frappé l'extraction du salpêtre, au Chili, entre les deux guerres mondiales. Dans cette ville-fantôme, entourée de barbelés, où les autorités ont amené l'eau et la lumière, vivent actuellement environ cinq cents prisonniers. Leur situation est, de loin, meilleure que celle de tous les autres détenus du pays. Ils sont à six par maison de 30 mètres carrés environ, soumis au couvre-feu mais libres de leurs mouvements. Ils peuvent jouer au football, se livrer à de menus travaux, et reçoivent la même nourriture que les soldats qui les gardent.

Des « razzias de délinquants »

D'autres lieux de détention de longue durée sont nettement moins « agréables ». Le plus connu est sans doute la glaciale île Dawson, près du détroit de Magellan, où sont longtemps demeurées certaines des plus hautes personnalités de l'Unité populaire. Il y a aussi l'île de Quiriquina, non loin de Concepcion, Isla Riesco, Malinko, non loin de Valparaiso, et Pisagua, entre Iquique et Avica, etc.

La répression, qui avait tendu à diminuer progressivement au cours du premier semestre, a brusquement augmenté de nouveau depuis le début de juillet, approximativement à partir du changement de gouvernement et du remplacement du général Bonilla par le général Benavides au ministère de l'intérieur. La nouvelle technique employée est la suivante : des effectifs de l'armée cernent une cité entière aux premières heures du couvre-feu. A partir de 6 heures du matin, les policiers entrent dans les maisons, les fouillent une à une et font sortir toutes les personnes du sexe masculin, âgées de plus de quinze ou de dix-huit ans, selon les cas. Elles sont rassemblées sous bonne garde, en général sur le terrain de football de l'endroit. Puis l'identité de chacune d'entre elles est contrôlée. Au début cela prenait la journée entière. Selon les journaux chiliens, qui relatent en long et en large et avec une sorte de jubilation ces « *razzias de délinquants* », les opérations sont désormais considérablement améliorées par l'usage d'un fichier électronique.

Deux vastes opérations de ce genre ont eu lieu à la mi-juillet, conduisant à l'arrestation de plus de onze mille personnes. Depuis la mi-août, ces grandes manœuvres sont devenues quasi quotidiennes. Il nous a été donné d'assister, le 3 septembre, à l'une de ces opérations en plein centre de Santiago, au cours de laquelle quarante-cinq personnes ont été arrêtées. Vingt mille personnes ont été maintenues en détention un temps plus ou moins long à l'issue de ces « ratissages ». Un millier d'entre elles seraient actuellement soumises à des interrogatoires prolongés.

Le motif officiel de ces actions massives est la « *lutte contre la délinquance* » qui, étant donnée la détresse d'une partie de la population, est effectivement devenue alarmante. Ce n'est certes pas là leur seul but. Selon les journaux, chacune de ces opérations rapporte, régulièrement, trois sortes de butins : des objets volés, de la propagande marxiste et des armes.

La confusion est ainsi aisée à entretenir entre militantisme de gauche et délinquance : le fait que les marxistes aient toujours manifesté une extraordinaire méfiance à l'égard du *lumpen prolétariat* n'est apparemment pas pris en considération. Mais il est vrai que ces « *coups de filets* », comme on dit là-bas, permettent souvent de pêcher du menu fretin politique, voire de très belles pièces, comme le sénateur communiste Jorge Montes, arrêté dans l'une de ces opérations, il y a deux mois, et disparu depuis lors.

Prochain article :
LE MODÈLE DE LA JUNTE

Pour le comité coordinateur de la gauche chilienne

Une « phase nouvelle » de la résistance a commencé

Le comité coordinateur de la gauche chilienne (extérieur) a donné une conférence de presse lundi soir 9 septembre, à Paris. Le débat était présidé par M. Rafael Gumucio, ancien sénateur et fondateur du parti de la gauche chrétienne. Le parti communiste, le parti socialiste, le MIR, le MAPU et le MAPU-OC étaient également représentés.

Le comité coordinateur entendait tout d'abord encourager les mouvements de solidarité qui se sont développés dans le monde, au moment où, un an après le coup d'État du 11 septembre, la répression au Chili semble prendre un nouveau départ. Le représentant du MAPU a clairement indiqué qu'une forme essentielle des manifestations de solidarité devait consister à exiger qu'il soit mis fin à l'aide financière et aux ventes d'armes que certains pays occidentaux consentent au Chili. Le représentant du MIR a estimé que les mouvements de solidarité qui encouragent « *les formes de lutte les plus décidées* » sont légitimes.

Le représentant du parti communiste a lancé un appel au renforcement de l'unité de la gauche chilienne. Il a été suivi sur ce point par les autres orateurs, mais le représentant du parti socialiste a vivement insisté sur la nécessité pour chaque formation de conserver sa personnalité et de pouvoir l'exprimer librement. L'idée d'une ouverture aux éléments de gauche de la démocratie chrétienne n'a pas été écartée.

Les orateurs sont tombés d'accord pour affirmer qu'une « *phase nouvelle* » de la résistance s'est ouverte au Chili. La recrudescence des arrestations est, selon eux, l'illustration de ce phénomène. Les journaux clandestins (miniaturisés) circulent de plus en plus largement, ainsi qu'un manifeste du parti communiste, qui détaille le contenu des revendications sociales, secteur par secteur. Des membres des jeunesses communistes n'hésitent plus à inscrire sur les murs le résumé de ce manifeste. Le représentant du parti communiste a enfin salué le refus des autorités religieuses chiliennes de célébrer l'anniversaire du coup d'Etat. « *Nous pensons que cela reflète d'une certaine manière le sentiment des masses* », a-t-il déclaré.

«retour à l'ordre»

paux créanciers du Club de Paris, prévoyant notamment l'indemnisation des sociétés cuprifères.

24 FEVRIER. — Les patrons camionneurs, dont les grèves avaient affaibli le régime Allende, dénoncent, dans une lettre ouverte parue dans « el Mercurio » ,le projet de soumettre de nouveau le transport routier au monopole de l'Etat.

11 MARS. — Le général Pinochet lit une « déclaration de principe », qui condamne en particulier la démocratie chrétienne et expose les objectifs de l'entreprise de « reconstruction nationale ». M. Frei, invité, refuse d'assister à la cérémonie.

15 MARS. — José Toha, ministre de l'intérieur du gouvernement Allende, meurt à son retour du camp de l'île Dawson, où il était interné.

20 MARS. — A la rentrée scolaire, une discipline quasi militaire est instaurée. Les manuels sont épurés.

10 AVRIL. — M. James Callaghan, ministre britannique des affaires étrangères, annonce que Londres livrera au Chili des navires commandés en 1969.

14 AVRIL. — Le jour de Pâques, le cardinal Silva Henriquez « prie pour ceux qui sont persécutés, pour ceux qui souffrent en prison, pour ceux qui ont dû quitter le pays ».

24 AVRIL. — Une déclaration de l'épiscopat, approuvée par vingt évêques sur vingt-quatre, dénonce les pratiques arbitraires de la justice militaire ainsi que la politique économique du gouvernement et la réforme de l'éducation.

1er MAI. — La Fête du travail est célébrée dans la cathédrale de Santiago.

DEBUT MAI. — Le rapport sur les violations des droits de l'homme au Chili, examiné à la réunion des évêques du mois d'avril, est publié par le journal mexicain « Excelsior ». Mgr Fernando Ariztia Ruiz, président du Comité de coopération pour la paix, évêque auxiliaire de Santiago, est confronté à propos de cette affaire par le général Bonilla, ministre de l'intérieur, avec les représentants de la presse de droite.

FIN MAI. — Réaction des évêques de droite. Mgr Tagle, archevêque de Valparaiso, compare, pour justifier la répression, le Chili à un malade auquel il faut amputer une jambe.

4 JUIN. — Au retour d'une seconde tournée à l'étranger, le cardinal Silva Henriquez répète presque textuellement, à la cathédrale, son sermon de Pâques.

11 JUIN. — La junte annonce le licenciement d'ici à la fin de 1975 de cent mille fonctionnaires.

26 JUIN. — Le général Pinochet devient le « chef suprême de la nation », chargé du pouvoir exécutif, pour une durée indéterminée.

6 JUILLET. — Les registres électoraux sont détruits.

7 JUILLET. — Le gouvernement décide de vendre aux enchères la plupart des entreprises amenées au secteur public par l'Unité populaire.

16 JUILLET. — Un nouveau gouvernement est formé. Le général Bonilla devient ministre de la défense.

5 AOUT. — Deux hommes politiques, M. Bernardo Leighton, de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, et M. Gumucio, sénateur appartenant à la gauche chrétienne, dénoncent à Rome la « junte illégitime et fasciste ».

19 AOUT. — Le général Pinochet déclare : « 1974 sera l'année la plus dure de notre histoire. »

23 AOUT. — Selon « l'Humanité », Alphonso Carreno, un dirigeant du parti communiste, est mort sous la torture.

29 AOUT. — Les autorités religieuses demandent, dans une lettre à la junte, de mettre fin à l'« état de guerre ».

4 SEPTEMBRE. — La Commission internationale des juristes dénonce le caractère sommaire de l'appareil judiciaire. Le même jour, dans une conférence de presse, le général Pinochet assure que l'armée « n'a pas l'intention de rester éternellement au pouvoir ». « Cela irait à l'encontre de tous les principes du peuple chilien », ajoute-t-il.

Membre FDIC.



A droite, Robert V. Lindsay, Senior Vice President et Directeur Général de Morgan Guaranty Londres, étudie un plan de financement en Euro-devises, en compagnie de Leighton Coleman, Vice President, Jean-Louis Masurel, Vice President et Directeur Général Adjoint de Morgan Guaranty Paris et John Lapsley, Vice President.

Pour bâtir vos financements en Euro-devises, judicieusement et avec rapidité, songez à Morgan Guaranty

Les grandes sociétés internationales demandent que leurs emprunts en Euro-devises soient montés avec discrétion et rapidité. Elles apprécient également de n'avoir à faire qu'à un seul prêteur capable d'assumer la totalité ou la plus grande partie de leurs besoins de financement. Morgan Guaranty répond à ces deux exigences ; elle y ajoute simplement en plus, l'expérience.

Ces dernières années, l'équipe d'experts en Euro-devises de Morgan a mis en place près de 10 milliards de dollars de prêts pour des clients internationaux. Soit seuls, soit en tant que chefs de file de pools bancaires destinés à satisfaire les besoins des plus gros emprunteurs, nous avons mis sur pied plusieurs modèles de financements - crédits à court terme couvrant des besoins de fonds de roulements – crédits "revolving" à moyen terme, et financements à plus long terme d'investissements importants et complexes.

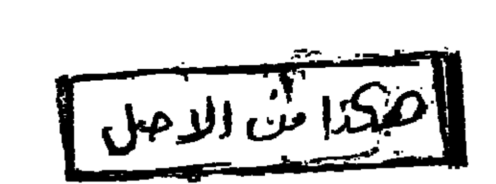


Un exemple : le rôle prépondérant joué par Morgan dans la mise en place d'un des plus importants financements jamais réalisés par des banques privées – près d'un milliard de dollars pour l'exploitation du pétrole en Mer du Nord. Un autre exemple : l'acquisition d'une chaîne de grands magasins américains par une société britannique, pour la somme de 200 millions de dollars, que nous avons organisée en un week-end. Ou encore : la façon dont nous avons conçu pour un armateur européen, un plan de financement à long terme de plus de 100 millions de dollars pour l'achat de navires construits au Japon.

Les spécialistes en Euro-devises que vous trouverez dans chacun de nos bureaux maintiennent entre eux un contact permanent et sont prêts à répondre avec célérité et discrétion à vos besoins de financement. Quels que soient vos problèmes financiers internationaux, songez à Morgan Guaranty. Vous y serez d'ailleurs en bonne compagnie. Nous apportons déjà notre concours à 96 des 100 plus grandes sociétés mondiales, et à un grand nombre de plus petites aussi.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, Place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Francfort, Düsseldorf, Munich, Zurich, Milan et Rome (Banca Morgan Vonwiller), Tokyo, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong-Kong, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 31 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES AUX ETATS-UNIS : San Francisco, Houston.

Morgan Guaranty Trust Company



AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Ford envisage d'accorder l'amnistie à toutes les personnes impliquées dans l'affaire du Watergate

De notre correspondant

Washington. — « *La fièvre de Watergate* » a monté d'un nouveau degré avec l'annonce, par la Maison Blanche, que le président Ford étudiait d'éventuelles mesures de grâce pour toutes les personnes impliquées dans l'affaire, qu'elles soient inculpées ou déjà condamnées. M. Hushen, le porte-parole intérimaire de la Maison Blanche, a cependant précisé que le président n'était pas encore arrivé au stade des conclusions. La nouvelle a surpris les milieux politiques qui s'interrogent sur le sens de cette démarche.

En tout cas, les réactions du Congrès sont encore plus négatives qu'au lendemain du pardon décidé en faveur de M. Nixon. « *Un abus de pouvoir présidentiel* », a déclaré le speaker de la Chambre, M. Carl Albert (démocrate). Et même des sénateurs républicains, notamment MM. Tast, Javits, Buckley, ont critiqué l'idée d'un pardon généralisé, estimant que le procès des adjoints de M. Nixon doit avoir lieu, ne serait-ce que pour établir les faits.

Du côté du procureur spécial Jaworski, l'opposition est encore plus nette. Accorder des grâces avant le procès serait se moquer de la justice, aurait dit en privé le procureur, qui n'a pas été plus consulté à ce sujet que pour la grâce en faveur de M. Nixon. Les initiatives du président, dit-on dans l'entourage de M. Jaworski, ne peuvent qu'affaiblir la confiance du public dans le système judiciaire américain et, dans l'immédiat, renforcer les arguments des avocats des autres accusés ; ceux-ci affirment qu'il est impossible de tenir un procès équitable, étant donnée la publicité défavorable que fait à leurs clients la récente controverse.

Apparemment, les réactions du Congrès et du public devraient dissuader le président, mais les observateurs politiques n'en sont pas coinvaincus. Ils notent qu'au cours de ces derniers jours, M. Ford a agi sans consulter son entourage, qui, dit-on, était hostile, à l'exception du général Haig, ancien conseiller personnel de M. Nixon, aux mesures de grâce envisagées pour l'ex-président et ses collaborateurs. Et cela parce que, de l'aveu même de M. Buchen, nouveau conseiller juridique de la Maison Blanche, M. Richard Nixon, au cours des sondages préliminaires à la mesure de grâce, refusa catégoriquement de faire une déclaration reconnaissant sa culpabilité. Pour M. Buchen, l'acceptation par M. Nixon du pardon du président Ford « *implique un aveu de culpabilité...* »

M. Buchen a également indiqué que la grâce était un *act of mercy* (un acte de pitié), n'exigeant pas une reconnaissance spécifique de culpabilité, et qu'elle avait été décidée sans connaître à l'avance les réactions du bénéficiaire. Néanmoins, il a admis que M. Nixon avait été informé qu'une déclaration de sa part serait « *très utile...* » En fait, les propos de M. Buchen ont soulevé plus de questions qu'ils n'en ont résolu sur les contacts et les tractations préalables. Pendant ce temps, la Maison Blanche continue à prétendre que le pardon n'a pas été négocié.

De même, les rapports les plus contradictoires continuent de circuler sur l'état de santé de l'ancien président. A-t-il ou non fait une grave dépression ? Apparemment, il était assez maître de lui pour adopter une attitude intransigeante concernant l'aveu de culpabilité qu'on lui demandait. Selon les commentateurs Evans et Novak, l'entourage de l'ancien chef de l'Etat exerça une pression directe auprès de M. Ford en présentant la condition physique et mentale de M. Nixon sous un jour artificiellement noirci.

Mais surtout, le président Ford aurait cédé à l'insistance de Julie Nixon, pour laquelle il a beaucoup de sympathie. La fille de M. Richard Nixon aurait convaincu le président que son père était dans une condition précaire et qu' « *il ne pourrait survivre s'il était menacé de poursuites* ». Le plaidoyer de Julie Nixon aurait bouleversé le président et provoqué un surprenant revirement.

M. Ford aurait ainsi agi par compassion. Si personne ne conteste les motifs de sa décision, ni son émotion sincère, beaucoup s'interrogent maintenant sur la qualité de son jugement politique.

HENRI PIERRE.

● *M. Ford pourrait se rendre en Corée du Sud* peu après son voyage au Japon au mois de novembre. De son côté, le secrétaire d'Etat, M. Kissinger, envisagerait de se rendre à Moscou en octobre prochain pour rechercher, dans le cadre des négociations SALT, un accord sur la limitation des armes défensives. M. Kissinger pourrait également se rendre à Pékin au mois de décembre et faire une tournée en Asie. — *(A.F.P., A.P.)*



ASIE

Chine

Le P.C. s'efforce d'éliminer les idées de Lin Piao encore répandues dans l'armée

(Suite de la première page.)

L'un opérait par coups de boutoirs, le second voulait des encerclements bien préparés qui ne laissaient à l'ennemi aucune chance.

Finalement, dira-t-on, l'armée de libération remporta la victoire dans le Nord-Est et par conséquent la direction militaire de Lin Piao ne fut pas aussi catastrophique que certains des articles d'aujourd'hui veulent le laisser croire. Certes, répondent les militaires qui ont participé à ces campagnes, dans leurs multiples articles du *Quotidien du peuple*, et leurs interventions à la radio, mais c'est parce que Lin Piao dut s'incliner devant les télégrammes répétés de Mao Tse-toung. Il n'empêche qu'au lieu de se porter sur la côte pour empêcher l'ennemi de s'enfuir par la mer, Lin Piao a laissé piétiner longtemps ses troupes entre Chenyang et Changchun, et que les nationalistes ont pu embarquer ainsi un corps d'armée, une division et trois régiments.

Cette dispute n'a rien d'académique. On sait quels débats passionnés suscite chez nous tel ou tel épisode de la Résistance. La guérilla chinoise était d'une tout autre ampleur que les maquis français et, en outre, la plupart de ses grands dirigeants sont maintenant au pouvoir. Le débat sur la conduite des opérations dans le Nord-Est est donc l'occasion d'une mise au point historique pour ainsi dire « à chaud ». Elle permet aussi d'associer dans la même réprobation du révisionnisme Lin Piao, le chef militaire, Peng Chen et Kao Kang, les responsables du parti dans la même région avant la libération, écartés l'un au début de la révolution culturelle, le second dès 1954, alors qu'ils occupaient de très hautes places dans la hiérarchie du régime. La référence à Kao Kang sert d'ailleurs à étayer l'accusation de bonapartisme ou de militarisme portée contre Lin Piao. Ces deux vocables ne sont pas utilisés car ils choqueraient les oreilles chinoises mais enfin c'est bien de cela qu'il s'agit lorsqu'on dit que, selon Lin Piao, le fusil commandait au parti et lorsqu'on critique la tendance à « *étendre l'autorité de l'état-major aux activités extérieures de l'armée* » ou encore à considérer que « *les affaires militaires commandent la politique* ».

On notera dans ce dossier, la référence à l'article que Lin Piao rédigea à Moscou en juillet 1940, article sur lequel les biographes officiels se taisaient et dans lequel, dit-on, il défend des positions du Kuomintang et rompt avec les thèses de Mao Tsé-toung sur la guerre populaire antijaponaise. Enfin, pour la période récente, la critique d'aujourd'hui rejette comme confucéenne, apolitique et droitière le modèle des compagnies dites « *aux quatre perfections* » que Lin Piao propageait dans l'armée populaire après sa venue au ministère. Parmi les quatre perfections, à côté de l'entraînement militaire et de la bonne organisation de la vie quotidienne, figure encore l'idéologie politique correcte. Mais, en fait, Lin Piao substituait aux discussions sur la ligne politique des considérations idéalistes sur l'égoïsme et l'esprit de sacrifice qui vidaient le mot d'ordre de son contenu. Pour apprécier la portée de cette critique, il faut savoir d'une part, que Lin Piao estimait qu'une « idéologie politique correcte » entraînait les trois autres perfections, y compris l'aptitude au combat, et, d'autre part, que sous son impulsion, des secteurs de la vie civile, y compris des usines, avaient commencé à s'organiser en « *compagnies aux quatre perfections* ».

La critique systématique d'un homme choisi par le comité central et le neuvième congrès comme successeur du président a de quoi surprendre, surtout si l'on oublie que le dixième congrès a procédé, dans les documents qu'il a adoptés, à une assez large autocritique. Mais il apparaît aussi que Lin Piao avait rassemblé autour de lui un groupe de laudateurs fascinés peut-être par sa personnalité tranchante et qui avaient décidé de faire équipe avec lui. Les membres de ce groupe ont publié un grand nombre d'articles entre 1959 et 1971 pour glorifier le ministre ; ils ont disparu pour la plupart avec lui de la scène politique. Citons notamment parmi les thuriféraires les plus ardents au sein du neuvième congrès Li Tso-peng, participant direct du complot de 1971 et commissaire politique de la marine ; Cheng Shi-sing, premier secrétaire du parti au Kiangsi ; Chou Chi-ping, deuxième secrétaire au Fukien, auteur d'une célèbre brochure largement distribuée quelques mois avant le complot ; Yen Chong-chuan, chef d'état-major général adjoint ; Li Tien-you, qui avait le même titre et mourut en 1970. A ce groupe, il faut encore ajouter Liu Ya-lu, un fidèle de Lin Piao, qui commandait l'armée de l'air jusqu'à sa mort, en 1965, date à laquelle il fut remplacé par Wu Fah-sien, un des principaux acteurs du complot de septembre 1971.

Pendant dix ans à l'école de Lin Piao

Trois autres des laudateurs les plus bruyants de Lin Piao ont connu des sorts divers : Hsiao Hua, commissaire politique de l'armée, fut écarté fin 1967 comme membre d'une organisation contre-révolutionnaire, dite « 516 » ; Tseng Si-yu est resté au pouvoir et dirige maintenant la petite région militaire du Shantong, mais il fut vivement critiqué sur des affiches récentes ; enfin Yang Cheng-wu, ancien chef d'état-major général, est réapparu, à la surprise générale, le 1er août 1974. Il est vrai que Yang, l'un des dirigeants de l'armée communiste en Chine du Nord avant la libération, avait été écarté et dénoncé par Lin Piao lui-même en mars 1968 dans des conditions encore peu claires (*le Monde* du 3 août 1974).

Tous ces dossiers, évidemment, suscitent des remous dans l'opinion et, en particulier, dans l'armée. Le parti félicite celle-ci pour le rôle qu'elle a joué dans la révolution culturelle, pour l'encadrement indispensable qu'elle a fourni dans la la lutte contre l'équipe de Liu Shao-chi. Mais cela, ajoute-t-on, n'a rien à voir avec l'idée que le militaire l'emporte, en définitive, sur le politique. A vrai dire, l'armée que Mao Tse-toung et Lin Piao avait soustrait à l'influence de Liu Shao-chi dès le début des années 60, et qui devait permettre d'entreprendre sans trop de risque la grande remise en cause des années 1966-1969, n'est plus le corps politique d'avant-garde d'autrefois. Elle n'a pas connu en son sein la révolution culturelle. Elle fut pendant dix ans à l'école de Lin Piao ; enfin, la tension aux frontières empêcha les tentatives de rénovation radicale.

La défense nationale, à présent, s'est renforcée : des millions de miliciens secondent l'armée, une attaque nucléaire soviétique parait exclue. C'est sans doute pourquoi l'on peut maintenant mettre sur le tapis la question des militaires et supprimer dans leurs rangs l'influence des conceptions de Lin Piao, influence dont on ne cache pas qu'elle est encore assez profonde et assez répandue.

ALAIN BOUC.

● LE CHEF DE L'ETAT DU NIGERIA, le général Yakubu Gowon, actuellement en visite officielle en Chine, a été reçu le mardi 10 septembre par le président Mao Tse-toung. Le vice-premier ministre chinois, M. Li Hsien-nien, assistait à l'entretien. *(A.F.P.)*

Philippines

● CINQ DETENUS POLITIQUES ont été libérés ce mercredi 11 septembre par le président Marcos, parmi lesquels M. José W. Diokno, sénateur de l'opposition, et M. Eleutorio Adevoso, ancien ministre, dirigeant du parti communiste. Les cinq détenus libérés avaient été arrêtés il y a deux ans, peu après la proclamation de la loi martiale aux Philippines. *(Reuter, A.F.P.)*

POINT DE VUE

L'UNION DE LA GAUCHE ET LE P.S.

Avec la confiance des masses

Par PIERRE JOXE ET ANDRÉ LAIGNEL (*)

LE 20 mai dernier, dès l'aube, une campagne était lancée pour tenter d'écarter les travailleurs du grand espoir issu du progrès de l'union de la gauche. C'est cette union elle-même qui était visée, mais aussi l'une de ses composantes et peut-être avant tout son leader.

C'est l'union de la gauche elle-même qui était visée ; par les bons apôtres empressés d'expliquer l'élection du candidat de la droite par les « insuffisances » du programme commun.

C'est l'une des composantes de cette union qui était visée — le parti socialiste, notre parti — lorsque ses vrais ennemis, ses faux amis, mais aussi quelques ouvriers de la onzième heure s'évertuaient à montrer que le parti né à Epinay en 1971 compromettait ses chances en s'enfermant dans une alliance trop rigide.

C'est enfin son leader, François Mitterrand, qu'une minutieuse campagne de presse engagée sans délai présentait comme usé, abattu, décidé à passer la main. Paradoxalement, certaines prises de position de François Mitterrand lui-même ont pu contribuer, pendant quelques semaines, à alimenter des rumeurs, à faire bâtir un jeu d'hypothèses, et à enfiévrer les tacticiens de tous bords.

Pourtant, en affirmant, avec bon sens, que les nouvelles générations devaient se préparer, François Mitterrand jouait son rôle de dirigeant. Une organisation de masse doit toujours — et à tous les niveaux — préparer l'avenir. Mais certains ouvrirent tout bonnement sa succession. Et d'autres y pourvurent. Cet empressement suspect n'avait qu'un but : diffuser insidieusement dans l'opinion l'idée démobilisatrice que la gauche a perdu son leader.

De même, en appelant avec raison à un élargissement du parti socialiste, François Mitterrand jouait précisément ce rôle de leader, cherchant à poursuivre, peut-être à parfaire, l'unité des socialistes entreprise à Epinay. Mais certains s'affolèrent alors : n'allait-on pas voir entrer dans notre parti, le parti de l'unité, le parti de l'union, des éléments diviseurs, des éléments hostiles à l'union de la gauche ?

Ici, il faut reconnaître que plusieurs prises de position publiques venant de quelques militants connus du P.S.U. ou de la C.F.D.T. ont pu contribuer un moment à créer l'ambiguïté.

Clair-obscur

Ainsi, lorsque J.-P. Oppenheim, ex-secrétaire confédéral de la C.F.D.T., décrivait, dans une interview à *Libération*, la position politique « *qui représente à peu près la confédération autour d'Edmond Maire* », il ne pouvait ignorer que ce propos serait examiné de près.

Or que disait-il ? Il affirmait : « *La C.F.D.T. a un rôle central dans cette affaire ; et si la gauche venait au gouvernement, la C.F.D.T. garderait un rôle central, et on pourrait influer* fondamentalement *sur le type de politique qui serait suivi...* (1) »

Lors du choix, dans un passé récent, la C.F.D.T., loin de jouer un rôle central dans l'union de la gauche, a préféré demeurer périphérique. Par conséquent, une telle volonté d'influer *fondamentalement*, dans l'avenir, sur le type de politique qui serait suivie par un gouvernement de gauche pourrait justifier à elle seule certaines craintes. D'autant plus que Michel Rocard avait tenu, quelques jours plus tôt, en usant de la même tribune, on s'en souvient, ces propos stupéfiants :

« *Dans la gauche aujourd'hui, il y a quatre composantes :*

» *1) Les communistes, P.C. et C.G.T., etc.* » (2).

Pour les nombreux socialistes syndiqués à la C.G.T., une telle phrase est inacceptable.

Mais pour ceux qui, encore plus nombreux, sont syndiqués à la C.G.T. sans appartenir à aucun parti, cette phrase est incompréhensible.

Faut-il rappeler que la C.G.T. compte ses adhérents par millions, alors que le parti communiste les compte par centaines de milliers, et qu'il est par conséquent établi, par une arithmétique enfantine, qu'on ne peut assimiler, comme le font trop d'analystes bourgeois, la C.G.T. au parti communiste.

Faut-il rappeler que toutes les études, tous les sondages et toutes les expériences démontrent que, d'un point de vue purement électoral, il y a beaucoup plus d'électeurs socialistes à la C.G.T. qu'à la C.F.D.T. ?

Mais, surtout, faut-il penser qu'une telle affirmation (« P.C. = C.G.T. »), venant d'un tel homme (Rocard), à un tel moment (cinq semaines après le 19 mai 1974) était purement fortuite ? Nous ne le pensons pas.

Se souvenir

Les socialistes qui, comme nous, fondent leur action sur le matérialisme historique, inscrivent leur action dans la durée et n'oublient jamais les choix, les paroles et les actes publics de ceux qui représentent ou dirigent les forces sociales avec lesquelles ils sont appelés à agir.

— 1972 : la délégation du P.S.U., reçue au printemps à la cité Malesherbes, refuse d'entrer même dans les préliminaires de l'étude d'un programme commun ;

— 1973 : la C.F.D.T. exprime au printemps dans son « soutien critique » souvent plus de critiques que de soutien à l'égard du programme commun ;

— 1974 : après le printemps de l'élection présidentielle, les fruits de l'union commencent à mûrir. Rocard et Maire souhaitent élargir l'union que nous avons commencé de bâtir il y a trois ans. Réjouissons-nous de la récolte qui s'annonce, et souvenons-nous qu'il aura fallu trois printemps...

Souvenons-nous en d'autant plus que le 11 juin dernier un appel a été publié et signé par de nombreux responsables de la C.F.D.T., dont Chereque et Detraz, et (ce sont parfois les mêmes) par plusieurs militants connus du P.S.U., en réponse à l'offre lancée par François Mitterrand.

Dans cet appel, où l'on trouve soigneusement énumérés les fondements d'un projet socialiste, on ne trouve nulle référence à l'une des bases idéologiques mêmes du socialisme : l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange.

Une telle omission n'est pas, ne peut pas être fortuite. Encore une fois, ceux qui fondent leur action sur le matérialisme historique ne peuvent manquer de la relever.

C'est ce que nous faisons ici. Nous comprenons aussi que, de son côté, André Berteloot, secrétaire confédéral de la C.G.T. (et qui n'est, à notre connaissance, membre d'aucun parti) ait exprimé la crainte que cet appel ne « *vise à mettre en cause le programme commun* », dans son rapport d'ouverture au comité confédéral national de la C.G.T., qui se réunissait le lendemain de la publication de cet appel (3).

Mais plusieurs faits récents nous persuadent, là encore, que ni cette crainte ni celle évoquée plus haut ne sont fondées.

Être optimiste

Au contraire, on peut trouver les raisons d'un grand optimisme en examinant la volonté qui se manifeste dans les masses, dans les grandes organisations, chez plusieurs responsables importants.

Dans les masses d'abord : plusieurs dizaines de milliers de Françaises et de Français ont adhéré récemment et continuent d'adhérer au parti socialiste.

Un mouvement profond existe. Il entraîne toute la gauche socialiste à se reconnaître dans le parti né à Epinay, à se retrouver dans l'union de la gauche, à la renforcer. Dans ce mouvement on trouve de nombreux militants de la C.G.T. mais aussi de la C.F.D.T. qui n'ont pas attendu d'entendre des « appels » pour adhérer au P.S. comme le relevait Gilbert Declerq dans une lettre à l'hebdomadaire du parti socialiste (4).

Dans les grandes organisations ouvrières, ce même élan vers l'unité s'est manifesté. Il a poussé la C.G.T. et la C.F.D.T. à conclure, le 26 juin 1974, un important accord sur la pratique syndicale. Lors de la présentation de cet accord, Georges Séguy disait : « *Il fera date dans l'histoire du mouvement syndical en France* ». Il y voit « *le reflet des aspirations unitaires des travailleurs* ». Edmond Maire, lui, l'analyse comme marquant « *la continuité d'un effort de rapprochement* », cet accord n'étant « *pas une fin mais une étape* » (5).

Être unitaire

On peut, on doit rapprocher cette volonté marquée par Edmond Maire d'aller encore plus loin dans l'unité, de celle que manifestait André Berteloot, lors du comité confédéral national de la C.G.T. quand il souhaitait que de plus en plus, afin de « *préfigurer ce que pourra être demain une grande centrale syndicale unique des travailleurs français* » (6).

Edmond Maire ne peut que souhaiter, à terme, une telle unification. Gageons qu'il ne peut donc faire sienne l'analyse de Michel Rocard assimilant P.C. et C.G.T.

Enfin, diverses prises de position de responsables importants vont dans le même sens. Claude Germon, socialiste et membre de la commission exécutive de la C.G.T., écrit dans *l'Unité* du 12 juillet (7), après avoir énoncé les mêmes ambiguïtés à lever, qu'il ne faut pas que soit substituée « *à l'unité des socialistes, des communistes et de la C.G.T. sur le programme commun, une division artificielle entre P.S.-P.S.U.-C.F.D.T. et P.C.-C.G.T.* ». Le programme commun doit rester « *l'axe de la stratégie du P.S.* » et c'est dans cet esprit que « *les socialistes qui adhèrent à la C.G.T. participeront au débat au même titre que les autres et sans esprit de tendance* ».

Il est vrai que le même jour, et dans le même journal, un article de Jacques Chérèque, responsable de la Fédération des métaux de la C.F.D.T. et signataire de l' « appel » pour les assises du socialisme, est d'une tonalité bien différente. Il procède à un curieux amalgame entre syndicalisme et politique.

Appréciation que corrige, heureusement, dans l'*Unité* de la semaine suivante (8), un autre responsable de la C.F.D.T., Gilbert Declercq. Il rappelle son attachement à l'autonomie syndicale et précise : « *Je n'apprécie guère les intrusions des partis dans les syndicats, et la conséquence morale en est le refus de m'immiscer en tant que syndicaliste dans la vie et la « restructuration » éventuelle des partis politiques.* » Il ajoute, à propos de l'élargissement du parti socialiste, qu'il ne saurait « *se limiter à une centrale syndicale* ».

Dans *le Nouvel Observateur* du 29 juillet, il reprend, pour l'essentiel, la même analyse.

On le voit, de ce côté, les choses se clarifient. Pourtant, au même instant, des soupçons se réveillent : à partir d'un autre aspect de l'élargissement du parti socialiste, la situation politique nouvelle de notre pays pousse inéluctablement de nombreux gaullistes, devant l'implacable alternative droite-gauche, à refuser la droite, à choisir la gauche, à rejoindre son camp. C'est ainsi, et c'est tant mieux. Mais de nouveaux censeurs sourcilleux — ou parfois les mêmes — commencent à tendre l'index. La presse diffuse quelques échos. L'écho ne naît jamais sans bruit. Le bruit court...

La ténacité

Restons-en là pour le moment. Ecoutons les rumeurs et sourions des manœuvres. Réjouissons-nous de voir gauchistes et gaullistes reconnaître, et le patriotisme et l'internationalisme du parti socialiste. Constatons que le vaste mouvement qui rassemble patiemment la gauche socialiste s'appuie, depuis dix ans, de façon permanente et durable sur une stratégie, un objectif et une volonté. Stratégie d'union de la gauche. Objectif d'un parti pour les socialistes. Volonté tenace d'un homme. Ce ne sont pas les cent jours de M. Giscard d'Estaing qui peuvent interrompre la montée de ce mouvement ni toucher à la volonté de réaliser stratégie et objectif.

L'union doit s'élargir. Notre parti va croître. La ténacité de François Mitterrand va pouvoir s'exercer. Il bénéficie déjà, il bénéficiera encore de la confiance des masses.

Cette confiance semble parfois moins visible que les remous, moins audible que les rumeurs, moins sensible que les remontrances circulant çà et là en surface. Mais c'est la confiance des masses ; des masses qui font l'histoire.

Occasionnellement, les masses accordent un rôle majeur à ceux qui ont su à la fois comprendre le sens des luttes de classes, exprimer leur portée et contribuer à les organiser.

Ce fut le cas, dans le passé, à certains moments, d'un petit nombre d'hommes : Jaurès, Cachin, Thorez et Blum. C'est aujourd'hui le cas de Mitterrand.

(*) Membres du comité directeur du parti socialiste.

(1) *Libération*, 28 juin 1974.
(2) *Libération*, 25 juin 1974.
(3) *Le Peuple*, n° 946, p. 9.
(4) *L'Unité*, 19 juillet 1974, p. 11.
(5) *Le Peuple*, n° 947, 16 juillet 1974, pp. 4 et 5.
(6) *Le Peuple*, n° 946, p. 12.
(7) *L'Unité*, 12 juillet 1974, p. 6.
(8) *L'Unité*, 19 juillet 1974, p. 11.

LANÇANT UN NOUVEL APPEL AUX « PATRIOTES GAULLISTES »

Le P.C.F. fera tout pour « gagner à l'idée du socialisme des consciences nouvelles »

L'Humanité du mercredi 11 septembre publie le projet de résolution adopté le vendredi 6 septembre par le comité central du P.C.F., et qui sera soumis, du 24 au 27 octobre, au congrès extraordinaire du parti.

La première partie de ce document, qui servira de base, à l'intérieur du P.C.F., aux discussions préparatoires, affirme qu'une « situation nouvelle a été créée » par les résultats obtenus par la gauche unie lors de l'élection présidentielle du mois de mai, résultats qui constituaient par eux-mêmes « un événement sans précédent, d'une portée considérable ».

La résolution fait ensuite état de l'aggravation de la « crise du capitalisme monopoliste d'État » et présente comme incapable de dominer une telle situation le « pouvoir giscardien », qui « *accentue tous les traits négatifs d'une politique qui a plongé le pays dans la crise, et qu'il adapte afin de prolonger la domination du grand capital* ».

Ainsi les équipes en place sont-elles notamment accusées par le P.C.F. de favoriser la « domination des grandes sociétés multinationales », d'apporter un « appui sans précédent à un nombre restreint de grandes sociétés capitalistes à vocation multinationale », d'organiser la « relance de la concentration industrielle, commerciale et agraire » en favorisant la disparition des petites et moyennes exploitations agricoles et entreprises commerciales, et d'adopter, dans le domaine de la politique internationale, des « positions qui relèvent d'orientations dangereuses pour l'indépendance française et contraires à l'esprit de notre temps ». En conclusion, « *tant que l'aristocratie de l'argent pourra imposer sa loi impitoyable à la nation, la crise de la société française ne pourra que s'approfondir avec son cortège d'injustices et de privilèges de plus en plus insupportables* ».

Pour mettre fin à une telle situation, la résolution préconise la mise en œuvre rapide du programme commun de gouvernement de la gauche, à propos duquel elle indique :

« *Naturellement, son texte comporte des dispositions conjoncturelles qui devront être revues, le moment venu ; il pourra s'enrichir de convergences nouvelles dégagées par les partis signataires, des idées positives soumises par les forces qui s'associeront à l'union.*

» *Mais ses orientations fondamentales reposent sur l'analyse de la crise et des moyens d'en sortir le pays. Loin de les mettre en cause, l'aggravation récente de celle-ci confirme leur nécessité et leur urgence. Elles définissent une grande politique populaire et nationale, une politique profondément nouvelle, capable de permettre à notre peuple de vivre mieux, de vivre libre, une politique assurant à la France son indépendance et son rayonnement.*

L'« union du peuple de France »

» *Pour mettre en œuvre cette politique nouvelle, il faut à la France un gouvernement de large union démocratique auquel participeront, à égalité de droits et de devoirs, les formations résolues à l'appliquer. La réaction a prétendu et prétend qu'elle entraînerait un véritable chaos au moment ; même où sa politique enfonce plus profondément le pays dans la crise. Les Français peuvent juger.* »

Reprenant ensuite le mot d'ordre d'« union du peuple de France », le comité central du P.C.F. lance, comme à plusieurs reprises déjà depuis l'élection présidentielle, un appel aux gaullistes :

« *Les communistes ont combattu bien des aspects de la politique soutenue par les gaullistes. Mais les uns et les autres se sont retrouvés côte à côte dans des combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est de cela qu'il s'agit à nouveau. C'est pourquoi ils peuvent ensemble se retrouver dans une large alliance qui se donne pour but d'assurer l'unité, la prospérité, la grandeur et le rayonnement de la communauté nationale.*

Pour un congrès « portes ouvertes »

» *Le parti communiste considère le rapprochement avec les démocrates et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de la réalisation de l'union du peuple de France.* »

La dernière partie de la résolution affirme que le P.C.F. « n'est animé d'aucune volonté dominatrice », et précise : « *Il fonde toute sa démarche sur la conviction que* [la société nouvelle] *ne peut être l'œuvre que d'un mouvement démocratique majoritaire de la nation. C'est pourquoi, à toutes les étapes de la lutte, il s'attache à gagner à l'idée du socialisme des consciences nouvelles.* »

Tous les thèmes essentiels de la résolution avaient été abordés par M. Georges Marchais, secrétaire général, qui a notamment déclaré devant le comité central :

« *Tout en procédant aux reculs, aux changements de façade, aux adaptations que lui imposent l'aggravation de la crise du capitalisme monopoliste d'État et la réalité du rapport des forces politiques, le pouvoir de Giscard d'Estaing poursuit, sur le fond, une politique visant à faire supporter aux travailleurs, à la masse des Français, les conséquences de la crise, à préserver et à consolider la domination de quelques sociétés capitalistes à vocation multinationale.*

» *La situation du pays appelle une politique nouvelle, capable d'alléger les difficultés du plus grand nombre, de faire de la liberté le bien de tous, de donner à la France la prospérité, la force, le rayonnement qu'elle peut et doit avoir, en bref, d'assurer son renouveau. Voilà ce que nous proposons. Cette grande politique populaire et nationale est nouvelle. Elle correspond aux besoins de notre temps. Elle ne vise pas, toutefois, à l'instauration du socialisme.*

» *Cela ne signifie nullement, nous l'avons dit, que nous renonçons à la lutte pour le socialisme. Nous pensons même que le progrès vers la démocratie économique et politique devrait créer des conditions plus favorables à ce changement de société dans des conditions originales conformes à nos conditions nationales. Mais c'est notre peuple, et lui seul, qui en fixera l'échéance.* »

Au sujet d'un éventuel rapprochement avec les électeurs gaullistes, le secrétaire général a indiqué :

« *Communistes et gaullistes ont eu et ont encore entre eux des divergences incontestables. Mais ils se sont le plus souvent retrouvés côte à côte dans les combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est ce combat qui est de nouveau à l'ordre du jour au moment où il faut défendre la souveraineté de notre pays face aux ambitions dominatrices des États-Unis et aux renoncements des partisans de la limitation de la souveraineté française au profit d'un bloc ouest-européen dominé par les trusts et par la réaction. Et ce rapprochement nécessaire est d'autant plus actuel que les dirigeants de l'U.D.R. ont décidé de rallier le camp de la droite réactionnaire et antinationale au pouvoir. Des voix — et non des moindres — se font entendre à l'intérieur même de ce parti pour envisager l'avenir avec la gauche, considérant que là se trouvent les meilleures chances de préserver les idées auxquelles ils tiennent.* »

Dans la dernière partie de son intervention, M. Marchais a souligné que, d'une part, la stratégie de l'« union du peuple de France » ne comporte pas « *le moindre risque pour le rôle d'avant-garde, pour le caractère révolutionnaire de notre parti* » et que, d'autre part, « *ce rôle d'avant-garde de notre parti ne porte en lui aucun exclusivisme* ». « *Nous voulons être un parti puissant, oui, mais pas un parti seul, un parti d'avant-garde, oui, mais non un parti dominateur. Voilà notre conception.* »

En conclusion M. Georges Marchais a souhaité que les assises du mois d'octobre bénéficient d'une large publicité à l'extérieur du parti : « *Nous voulons faire du vingt et unième congrès extraordinaire de notre parti un congrès « portes ouvertes » au peuple français.* »

M. JOBERT ENTREPREND UN TOUR DE FRANCE POLITIQUE

M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, sera l'invité à Lyon, le 4 octobre 1974, du mouvement Renouveau politique et social. Cette organisation, qui représente dans la région lyonnaise une tendance de la précédente majorité présidentielle très réservée à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé que « *cette journée sera axée sur la question de la décentralisation* ». Le mouvement qui invite M. Jobert ajoute : « *À cette occasion, les participants feront connaître leurs points de vue, et le cas échéant leurs contre-propositions en ce qui concerne les résultats du conseil des ministres du 11 septembre, occasionnellement « déménagé » à Lyon.* »

● *Les cent quarante-huit électeurs de la commune de Laneuvelotte (Meurthe-et-Moselle)* étaient appelés aux urnes dimanche 8 septembre. Il s'agissait de remplacer le conseil municipal, démissionnaire le 20 juillet dernier, l'administration ayant refusé à la commune le droit de construire près d'une route nationale. Trois électeurs seulement se sont présentés devant les urnes ; deux y ont déposé des bulletins nuls.

● *M. Dominique Gallet*, secrétaire politique du Front progressiste (gaullistes de gauche), estime dans le dernier numéro du mensuel de ce mouvement, *le Sursaut populaire*, que « *l'ère nouvelle giscardienne constitue un acte de rupture avec le gaullisme* » dans la mesure où elle est « *une négation de la volonté de démocratie directe, de révolution sociale et d'indépendance nationale du général de Gaulle* ».

Le P.S.U. demande à la gauche d'apporter « des réponses précises » face au « laisser-faire » du chef de l'État

Une question (« *Quel est le bilan des quatre premiers mois de l'action du nouveau régime ?* ») et un rendez-vous (celui des assises nationales du socialisme qui doivent se tenir à Paris les 12 et 13 octobre) étaient à l'ordre du jour de la conférence de presse donnée le mardi 10 septembre au siège du parti socialiste unifié. M. Robert Chapuis, secrétaire national, qui était entouré de MM. Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint, François Soulage, membre du bureau national, et Michel Rocard, ancien secrétaire national, a tout d'abord estimé qu'il ne fallait accorder « *ni trop ni trop peu d'attention et d'importance à l'action du chef de l'État* ».

Refusant de se laisser entraîner sur le terrain « *des exercices de style de celui qui se fait appeler V.G.E.* », M. Chapuis a cherché à analyser « *la nature de ce changement tant annoncé* ». Pour lui, « *M. Giscard d'Estaing n'est pas une sorte de hasard historique ; il traduit une transformation importante à l'intérieur du système capitaliste* ». Ainsi, le chef de l'État « *pose un problème de type nouveau à la gauche* ».

« Subventions et gros bâton »

Pour le P.S.U., M. Giscard d'Estaing est en quelque sorte un « *révélateur de problèmes* » auxquels l'opposition se doit d'apporter des réponses précises. D'où le lien établi par M. Chapuis entre le rendez-vous fixé à la gauche et le bilan de l'action présidentielle.

« *Le chef de l'État*, a-t-il déclaré, *a tout d'abord pris un certain nombre de mesures essentiellement formelles (la loi sur la majorité civile, par exemple) qui n'engagent ni remise en cause fondamentale du pouvoir ni, pour le moment, des sacrifices financiers.* »

Sont typiques à cet égard, estime M. Chapuis, « *le démantèlement de l'O.R.T.F., l'abandon du Plan en faveur d'une navigation au jugé, une politique sociale de charité envers les secteurs archaïques ou marginaux, enfin, le rôle de plus en plus important laissé au secteur privé et le retour progressif dans le giron atlantique* ».

« *La politique giscardienne*, a conclu M. Chapuis, *est celle « des » subventions et du gros bâton.* » Mais « *cette habileté n'est pas exempte de contradictions* » et « *les intérêts de la nouvelle classe dirigeante heurtent de front la clientèle électorale du régime* ».

« *Face à un gouvernement qui*, a estimé M. Chapuis, *n'a ni politique « anti-inflationniste » ni politique pour l'emploi, « les responsabilités de la gauche sont immenses.* » Il lui faut cependant éviter deux erreurs : « *Devenir l'opposition parlementaire d'un régime présidentiel à l'américaine ou faire assaut de « réformisme » avec le chef de l'État.* »

« *Quand la droite se pare des plumes de la réforme*, a précisé ensuite le secrétaire national, *elle oblige la gauche à redevenir sérieusement révolutionnaire. C'est l'un des enjeux des assises nationales du socialisme qui permettront d'élaborer un projet de société qui offre une alternative à la politique de M. Giscard d'Estaing.* » Pour le secrétaire national du P.S.U., c'est ce projet qui a fait défaut au candidat commun de la gauche en mai dernier. « *Un projet*, a-t-il précisé, *qui doit s'accompagner des moyens concrets pour y parvenir et qui doit être en prise directe avec les luttes sociales.* » « *Aujourd'hui*, a ajouté M. Chapuis, *on ne gouverne plus à coup d'alliances parlementaires.* » « *Le parti communiste ne se préoccupant que d'accéder et de participer au pouvoir*, a-t-il encore dit, *l'essentiel des responsabilités retombe sur le courant socialiste autogestionnaire.* » « *Dans cette situation*, a-t-il poursuivi, *la gauche ne doit pas accumuler les refus. Il est nécessaire, non seulement d'ouvrir le débat, mais aussi, dans les six mois qui viennent, d'apporter des réponses précises.* »

Pour le responsable du P.S.U. : « *C'est une chance pour la gauche que de devoir affronter le président à la fois le plus habile et le plus libéral* (économiquement parlant) *que la droite ait su se donner depuis l'entre-deux-guerres. Face à sa politique de laisser-faire les grandes sociétés, surtout multinationales, les exigences du socialisme autogestionnaire deviennent la seule réponse possible aux contradictions du giscardienne.* »

« *Aux assises du socialisme, il s'agira donc de s'entendre sur un projet de société* », a noté le secrétaire national. « *Des propositions seront soumises aux représentants du P.S., du P.S.U. et de la « troisième composante »* (les signataires de l'appel pour les assises) ; *si la confrontation se révèle positive, il sera normal d'envisager la constitution d'une organisation politique de type nouveau.* » Un sujet qui sera l'objet des délibérations du conseil national du P.S.U., les 5 et 6 octobre.

POLITIQUE

LE PREMIER

UN VISITEUR A L'ÉLYSÉE

On a confirmé, mercredi matin 11 septembre, dans l'entourage du président de la République, qu'un jeune homme, M. Bernard Lheureux avait réussi à escalader les grilles du palais de l'Elysée, à s'introduire dans un salon, et à y passer la nuit sur un canapé, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 septembre.

L'intrus, qui a été appréhendé dimanche et libéré mercredi matin s'était copieusement restauré en vidant en partie le contenu d'un réfrigérateur.

On affirme à l'Elysée qu'« il s'agit là certes d'un incident, mais seulement d'un incident ». On reconnaît aussi les étonnantes qualités athlétiques de ce personnage, qui a réussi à franchir la grille du palais présidentiel qui longe l'avenue Gabriel. « En tout cas — relève-t-on — cela prouve que le dispositif de surveillance a été réellement allégé mais qu'il n'est plus assez efficace.

● *La nomination de M. Dieudonné Mandelkern*, maître des requêtes au Conseil d'Etat, comme directeur au secrétariat général du gouvernement (*le Monde* du 23 août) est publiée au *Journal officiel* du 10 septembre.

Pourquoi le gouvernement serait-il immobile dans l'espace français ?

déclare M. Giscard d'Estaing au « Progrès ».

Voici le texte de la déclaration faite au quotidien *le Progrès* par M. Valéry Giscard d'Estaing avant son départ pour Lyon :

« *Je suis particulièrement heureux de venir présider un conseil des ministres dans la ville de Lyon, qui a la dimension d'une capitale économique, intellectuelle et politique.*

» *Cette initiative ne surprendra pas les lecteurs du* Progrès, *puisque votre journal avait présenté, voici quelques mois, cette suggestion. Les réactions qui ont accompagné cette initiative, loin de me la faire regretter, m'en confirment l'utilité. Chacun observe que, dans le monde actuel, les grandes organisations internationales tiennent successivement leurs instances dans les différents pays du monde. Chacun constate que les réunions des ministres des affaires étrangères d'Europe se déroulent à leur tour dans les diverses capitales. Pourquoi le gouvernement serait-il immobile dans l'espace français ? Nous devons cesser de considérer notre pays comme constitué par un grand centre attractif, unique, avec une zone grise tout autour. Nous devons désormais apercevoir l'ensemble de l'espace français.*

» *Quand, voici quelques années, le Brésil a créé sa nouvelle capitale, l'opinion brésilienne a découvert que ce pays n'était pas seulement une bande côtière comme elle le croyait mais un immense espace continental. De même, je souhaite que la venue du conseil des ministres en province, pour la première fois dans des conditions pacifiques, permette à chacun de saisir que la France doit aménager et organiser son avenir à partir de l'ensemble de son territoire.*

» *D'un seul coup, nous découvrirons ainsi les possibilités d'un urbanisme plus aéré, de conditions de vie moins éloignées de la nature, de communautés humaines plus solides et plus fraternelles. Je demande aux Français de découvrir l'espace français.*

» *A cette occasion, on le sait, chacun des ministres aura des contacts directs avec son administration. Rien ne remplace à mes yeux la vision directe des hommes et des problèmes. Cette rencontre lyonnaise permettra aux ministres, au gouvernement et au président de la République d'être ainsi plus directement informés des conditions dans lesquelles se posent aujourd'hui les problèmes qui préoccupent les Français.* »

Les réactions de la presse régionale

NORD-ECLAIR : le pouvoir central en chair et en os.

« *Le pouvoir central paraît une abstraction si lointaine aux yeux de l'opinion qu'il n'est peut-être pas mauvais qu'il apparaisse en chair et en os dans les métropoles régionales. (...) Mais croire que l'on aura ainsi fait tomber les barrières et les écrans, ou que des mesures annoncées à tel ou tel endroit auront eu plus d'impact, c'est sans doute nourrir des illusions. (...) Une chose est de venir exercer le pouvoir en province, une autre d'en déléguer une partie aux responsables régionaux élus et disposant d'un minimum de moyens pour l'exercer.* »

(JULES CLAUWAERT.)

LA CHARENTE LIBRE : prendre le pouls de la région.

« *Si le déplacement du gouvernement ne devait se solder que par une délibération ministérielle en tous points semblable à celle qui se serait tenue à l'Elysée, cela ne vaudrait certainement pas le dérangement. Mais on veut croire que la venue du conseil à Lyon permettra à tous les membres du gouvernement, depuis le chef de l'Etat jusqu'au plus modeste secrétaire d'Etat, de prendre véritablement le pouls de la région dont ils sont les hôtes à l'occasion de contacts qui se produiront avant et après le conseil. C'est là, à vrai dire, la véritable justification d'un conseil tenu hors de la capitale.* »

(ANDRÉ MAZIERES.)

L'EST-ECLAIR : l'art pour l'art.

« *En mai, M. Giscard d'Estaing a été élu en se présentant comme l'homme du changement. Il ne serait pas sérieux de contester qu'à sa politique de mutation il n'a pas déjà donné un contenu appréciable et un style souvent apprécié. Mais il n'est pas niable non plus que certains aspects de son entreprise de changement semblent n'avoir d'autres motivations que celles de ne pas faire comme auparavant. L'art pour l'art en quelque sorte...* »

(BERNARD FLUY.)

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST : plus de discours, des actes.

« *Nourri des sèches théories des technocrates et des statisticiens, le pouvoir dit « central » avait sans doute besoin d'aller s'abreuver aux sources du concret et du bon sens (...). Que la réunion du conseil des ministres à Lyon marque, à plus d'un titre, une date ne fait pas de doute. La régionalisation y fut tour à tour prônée par le général de Gaulle et Pompidou. Maintenant, il ne s'agit plus de discours mais d'actes. Cependant, il ne suffirait pas que le gouvernement se déplace d'une grande ville à l'autre, d'une préfecture à l'autre, pour que nos institutions soient décentralisées et régionalisées.* »

(MICHEL GUERIN.)

LE BIEN PUBLIC : frapper les esprits.

« *Le président de la République a voulu (...) frapper les esprits en raccourcissant les courroies de transmission qui existent entre la capitale de la France et celles des régions. Ce rapprochement devrait, tout au moins dans un premier temps, faire prendre conscience à chacun du fait que, sans les provinces, Paris ne serait qu'une belle et prestigieuse ville des bords de Seine.* »

(HENRI DELMOTTE.)

A Fort-de-France

M. STIRN ÉVOQUE L'AVENIR DU TOURISME AUX ANTILLES

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et aux territoires d'outre-mer, le 9 septembre, a évoqué « *la politique touristique que la France entend conduire dans les Antilles françaises* », devant l'assemblée générale de la Carribean Travel Association, réunie à Fort-de-France (Martinique).

M. Stirn a notamment déclaré : « *Je suis absolument persuadé que ce sont précisément les atouts naturels des Antilles françaises qui font au gouvernement un devoir impérieux de définir et d'appliquer sur le terrain une politique du tourisme globale et cohérente, parce que le tourisme représente, ici, une chance économique et humaine de première grandeur qu'on n'a pas le droit de livrer aux caprices du hasard ou aux seules initiatives de ceux qui mettent en place des équipements, sans toujours pouvoir ou vouloir préserver au premier chef les intérêts profonds et complémentaires des populations locales ou des touristes.* »

Pour le secrétaire d'Etat : « *L'objectif d'une politique touristique digne de ce nom doit être d'embrasser ou de promouvoir toutes les activités directement ou indirectement liées à son développement. (...) A cet égard, nous avons fait des efforts considérables déjà pour infléchir la politique d'équipement hôtelier en faveur de la petite et moyenne hôtellerie, grâce à l'action des comités paritaires d'aide, ou pour développer les infrastructures liées au tourisme telles que sports de plaisance, équipements sportifs ou culturels, animations diverses. C'est cet objectif-là aussi que vise l'aménagement des parcs naturels régionaux.* » M. Olivier Stirn a insisté sur la nécessité d'associer la population au développement du tourisme, qui, s'il provoquait « *ici une cassure entre la clientèle des hôtels et la population, entre les visiteurs et leurs hôtes, serait très rapidement un tourisme de tension et d'échec. Il faut tout faire pour l'éviter et tenter, par ailleurs, d'imposer aussi cette intégration pour d'évidentes raisons intellectuelles et morales* ».

L'extension de la Sécurité sociale à tous les Français serait réalisée par étapes

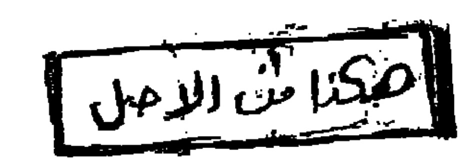
Outre le projet de loi sur la compensation financière, dite démographique, entre les différents régimes d'assurances (*le Monde* du 11 septembre), le conseil des ministres devait examiner ce mercredi, à Lyon, un deuxième projet de loi ayant pour objectif d'étendre à tous les Français le bénéfice de la Sécurité sociale (*le Monde* du 29 août). Depuis la création, en 1966, d'un régime obligatoire d'assurance-maladie chez les travailleurs indépendants et l'amélioration de l'assurance volontaire, la quasi-totalité de la population française bénéficie de systèmes de couverture contre les risques de la santé. Près de 2 % de Français, soit environ un million de personnes, ont encore à supporter les frais d'une maladie, à moins que l'aide sociale ne vienne à leur secours. L'objet du texte de loi est d'étendre automatiquement la sécurité sociale à ces derniers exclus.

Les principaux bénéficiaires de cette extension sont les suivants : les jeunes qui ne sont plus couverts par l'assurance de leurs parents et qui sont à la recherche d'un premier emploi, ainsi que ceux qui ont accompli leur service militaire et qui recherchent un nouvel emploi, à condition, dans les deux cas, qu'ils soient inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi; l'épouse et les enfants des jeunes gens qui accomplissent leur service militaire et qui ne relèvent pas d'un régime d'assurance-maladie maternité; les femmes séparées de corps et les femmes divorcées; le conjoint survivant titulaire d'une pension de réversion dans le régime des travailleurs indépendants.

L'admission de ces nouveaux bénéficiaires au régime d'assurance-maladie sera progressive. Des étapes sont en effet nécessaires, non seulement en raison du coût financier non négligeable de l'opération, mais aussi en fonction des adaptations complexes à prévoir entre le nouveau système et les régimes d'aide sociale existants.

Une série d'autres mesures devaient concerner l'humanisation et la simplification des administrations de la Sécurité sociale. Après consultation des différentes caisses, des décrets ou arrêtés seront pris pour alléger certaines procédures. L'envoi d'un certificat de scolarité pour obtenir certaines prestations serait définitivement supprimé. Les divers contrôles auprès de certaines personnes âgées pour vérifier si leurs ressources sont inférieures à celles fixées par le gouvernement pour obtenir les allocations municipales seraient moins fréquents. La tutelle exercée par les pouvoirs publics sur les institutions sociales serait également assouplie. D'autres décisions tenues secrètes jusqu'au dernier moment devaient, au dire des services mêmes du ministère, provoquer quelques surprises.

● *Le mouvement Génération sociale et libérale*, rassemblant les jeunes giscardiens (et qui a succédé au Mouvement des jeunes républicains indépendants), tiendra son premier congrès le 28 septembre à Paris. L'ordre du jour prévoit l'adoption d'une charte, la mise au point d'une organisation interne, l'élection d'un bureau politique et le lancement d'un programme d'action.



CONSEIL DES MINISTRES EN PROVINCE

Des ministres en promenade dans une ville presque indifférente

(Suite de la première page.)

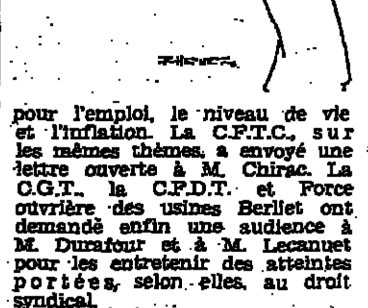
M. René Haby, ministre de l'éducation nationale, profitant de l'occasion qui lui était offerte, est allé assister à la projection, en avant-première dans un grand cinéma de la ville, du film de Buñuel *le Fantôme de la liberté*. Il devait être rejoint par MM. Chirac et Poniatowski. Ces deux derniers, en effet, à peine achevé le dîner de la préfecture, sont partis se promener dans les rues de la ville. Mais dans les artères, déjà depuis longtemps désertes, seuls les journalistes et les photographes devaient leur faire escorte jusqu'à un restaurant réputé, près de la place Bellecour où, au comptoir, le patron leur a offert une « tassée » de chiroubles 1973. Après cette première tournée, M. Chirac, à son tour, entendit offrir la sienne que personne, en définitive, ne régla. Mais le patron en a été largement dédommagé par les multiples photos prises de lui en compagnie du premier ministre et du ministre de l'intérieur et par la fierté, selon ses propres termes, d'avoir pu « *honorer des hommes de la République* ».

Poursuivant leur chemin, les deux membres du gouvernement ont attiré à eux quelques passants attardés. Ainsi, M. Poniatowski fut accosté par un père de famille indigné, qui tenait à lui dire que sa fille de dix-huit ans — donc majeure, précisait-il, — avait été interpellée récemment sur la plage de Palavas et malmenée par des policiers qui la considéraient comme une mineure. Le ministre a invité la victime à lui écrire personnellement. Un peu plus loin, M. Chirac confiait aux journalistes qu'il ferait aussi quelques voyages à l'étranger. La marche nocturne des ministres les a donc conduits au cinéma où ils ont assisté aux dernières séquences du film de Buñuel : « *De très belles images* », s'est contenté de dire prudemment M. Chirac à la fin de la projection avant d'entrer dans un autre restaurant où il a pu féliciter certains interprètes du film, dont Jean-Claude Brialy, venus à Lyon pour la circonstance.

Des réactions diverses

Si la population lyonnaise a semblé préférer attendre les résultats du conseil pour juger de l'importance de cet hommage exceptionnel rendu à sa ville, les organisations politiques, syndicales et professionnelles ont profité de l'occasion pour rappeler leurs demandes, leurs revendications et renouveler aussi leurs inquiétudes, voire leurs réserves ou leur ironie. Ainsi, M. André Vianès, membre du comité directeur national du parti socialiste, a estimé, dans un communiqué, que M. Giscard d'Estaing « *prouvait l'immobilisme politique en marchant* », ajoutant : « *Avec le nomadisme présidentiel et ministériel, voici maintenant la continuité rétablie avec les pratiques de l'ancien régime féodal et monarchique... En fait, ce déplacement est la preuve par l'absurde de la nocivité du système hypercentralisateur : qu'un ministre parisien vienne prendre ses décisions sur place montre simplement l'absence de maîtrise des Rhône-Alpins sur leurs problèmes régionaux.* » De leur côté, les autres formations de gauche, parti communiste, radicaux de gauche, en accord avec la Fédération de l'éducation nationale, le CID-UNATI, l'Union des femmes françaises, les commerçants non sédentaires, le MODEF et la C.G.T., ont envisagé de demander une audience au chef de l'État. Les unions départementales de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont manifesté leurs inquiétudes pour l'emploi, le niveau de vie et l'inflation. La C.F.T.C., sur les mêmes thèmes, a envoyé une lettre ouverte à M. Chirac. La C.G.T., la C.F.D.T. et Force ouvrière des usines Berliet ont demandé enfin une audience à M. Durafour et à M. Lecanuet pour les entretenir des atteintes portées, selon elles, au droit syndical.

En revanche, aucune manifestation publique n'a été organisée, aucun appel à la grève n'a été lancé. Un membre du parti socialiste, ancien candidat aux élections législatives contre M. Caille (député U.D.R.), M. Amiral, avait bien proposé d'envoyer aux ministres réunis à Lyon des... cocottes en papier. Sa proposition n'a pas été jugée assez sérieuse pour être suivie. La satisfaction des Lyonnais de voir le gouvernement siéger dans leur ville pour un jour est donc, en définitive, assez nuancée. C'est un peu ce qu'explique le directeur du *Progrès de Lyon*, M. Charles Blondeau, en écrivant dans son éditorial de mercredi sous le titre, toutefois, de « Bravo, monsieur le président » : « *Nous savons bien, certes, et l'opposition n'a pas manqué de le rappeler, que nos problèmes ne seront pas résolus parce que le conseil des ministres aura décidé de déployer parfois en province — comme vous dites à Paris — les fastes de son grand chapiteau. Du moins avons-nous bien conscience que vous venez de marquer là, vous, président de tous les Français, votre volonté de rompre avec une tradition abusive et que, pour le moins, vous ouvrez, vous forcez, par ce geste spectaculaire, les possibilités, qui restent à définir dans la loi, d'une décentralisation véritable.* »



(Dessin de CHENEZ.)

Les problèmes de la décentralisation, s'ils n'ont pas été abordés directement au cours de la réunion gouvernementale, auront tout de même été évoqués par les différents ministres. Ceux-ci ont consacré leurs heures libres à visiter leurs administrations régionales. Si M. Galley, le plus matinal d'entre eux, a, comme ministre de l'équipement, parcouru les chantiers avant l'ouverture du conseil, c'est après celui-ci que tous les autres se sont dispersés dans l'agglomération et ses environs. M. Chirac, à la préfecture, devait cependant avoir des préoccupations plus politiques en recevant les parlementaires de la majorité. M. Giscard d'Estaing, enfin, avait conservé secrètes jusqu'au dernier moment ses intentions. Il demeurait douteux, toutefois, dans l'esprit des Lyonnais, que l'ancien maire de Chamalières ne visitât pas impromptu quelques réalisations de la métropole régionale...

ANDRÉ PASSERON
et JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LES MANES DE SADI CARNOT

Ce n'est pas sans hésitation que les responsables de la préfecture du Rhône, qui avaient carte blanche pour la préparation du conseil des ministres, ont finalement choisi de faire siéger le président de la République et les membres du gouvernement dans la pièce du premier étage de la préfecture appelée le « salon jaune », de la couleur des soieries qui en recouvrent les murs. C'est dans cette pièce, en effet, qu'expira en juin 1894 Sadi Carnot, président de la IIIe République, et polytechnicien comme M. Giscard d'Estaing, mortellement blessé par l'anarchiste Giovanni Caserio, alors qu'il était en visite officielle dans la ville. Ce souvenir reste perpétué par une petite photographie accrochée aux murs du salon, à la gauche de la cheminée de stuc blanche et or.

Fallait-il, par tact, retirer ce portrait ? On se posa la question. Mais finalement on estima que ce serait là une autre faute de goût. Aussi bien, pour que M. Giscard d'Estaing n'éprouve ni surprise ni désagrément, le préfet de région, M. Pierre Doueil, prit-il le soin de faire savoir à l'Elysée ce qu'il en était du passé de la pièce choisie, et l'Elysée apaisa aussitôt tous ses honorables scrupules. Les mânes de Sadi Carnot ne troubleront pas la délibération gouvernementale de septembre 1974. — J.-M. TH.

M. JEAN-PIERRE COT S'ÉTONNE

Dans une question écrite adressée au premier ministre, M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, lui demande de « *donner les raisons pour lesquelles il a invité les seuls parlementaires de la majorité, à l'issue du conseil des ministres tenu le 11 septembre à Lyon* ». Il « demande si cette initiative, qui *témoigne d'un certain mépris à l'égard de millions de citoyens de la région Rhône-Alpes qui sont représentés par des députés et sénateurs n'appartenant pas à la majorité, annonce le nouveau statut de l'opposition* ».

● *M. Charles-Emile Loo*, vice-président de l'Assemblée nationale, député socialiste des Bouches-du-Rhône, adresse à M. Jacques Chirac une question écrite dans laquelle il lui demande « *quel est le montant exact des dépenses occasionnées par le déplacement du gouvernement à Lyon pour le conseil des ministres, compte tenu : 1) de tout l'environnement administratif nécessité par cette opération ; 2) de la mobilisation de forces de police considérables ; 3) de toutes les dépenses inhérentes à ce voyage particulier* ».

● *Les comités régionalistes du pays d'Oc « Volem Viure Al Païs »*, réunis le 9 septembre à Valence, déclarent que « *la réunion à Lyon d'un conseil des ministres est le contraire d'une décentralisation* ».

« *Le pouvoir central autoritaire, au lieu de déléguer certaines de ses compétences à une instance régionale, va siéger à l'endroit même où celle-ci devrait être compétente.* »

Ces comités estiment que « *seul un projet d'autonomie socialiste peut assurer l'avenir des populations régionales* ».

ÉDUCATION

EN LIAISON AVEC LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un diplôme universitaire de premier cycle d'éducation physique sera créé

Un diplôme universitaire de premier cycle en éducation physique et sportive sera prochainement créé. Cette décision a été annoncée au cours d'une conférence de presse réunie, mardi 10 septembre, par M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, et M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Elle doit permettre d'apporter un début de solution à l'épineuse question des débouchés des études actuelles dans cette discipline. La date de cette réforme, qui est liée à la réorganisation d'ensemble des études supérieures, n'a pas été précisée.

L'absurdité du régime actuel des études d'éducation physique et sportive conduisant au professorat a bien souvent été dénoncée, et les divers secrétaires d'Etat qui se sont succédé à la jeunesse et aux sports l'ont toujours reconnue. Mais rien n'avait été tenté jusqu'à présent pour y remédier. Les nouveaux bacheliers désirant se préparer au professorat sont tout d'abord sélectionnés à l'entrée des classes préparatoires (P 1) fonctionnant dans certains lycées ou par des années préparatoires dans des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) d'éducation physique et sportive. A l'issue de cette première année, ils passent la première partie du certificat d'aptitude au professorat en éducation physique et sportive (CAPEPS), dont les épreuves sont très sélectives. S'ils sont admis, ils continuent pendant trois années leurs études dans une U.E.R., bénéficiant tous d'une bourse. Ils se présentent alors à la seconde partie du CAPEPS ; le nombre d'admis définitif dépend évidemment du nombre de postes mis au concours, donc des choix budgétaires du gouvernement.

L'objectif du gouvernement est donc double. D'une part, tenter de dissuader les étudiants qui s'engagent dans cette voie de poursuivre jusqu'au concours de recrutement, la politique suivie actuellement par M. Mazeaud étant de réduire à trois heures, au lieu de cinq, l'éducation physique dans le premier cycle du second degré, et à deux heures dans le second cycle, donc de limiter le nombre des professeurs recrutés. Le secrétaire d'Etat veut d'autre part donner à ces étudiants, à une étape intermédiaire, un diplôme d'un niveau supérieur au baccalauréat, leur permettant soit de continuer vers le professorat, soit (par équivalence) de s'orienter vers d'autres études supérieures, soit encore de trouver plus facilement des débouchés dans la vie active.

Désormais, — si ce projet est définitivement accepté après consultation des instances universitaires — les étudiants pourront faire, après le nouveau baccalauréat (à la fin de la classe de première dans le projet de réforme du ministre de l'éducation nationale, M. René Haby), une année préparatoire, partiellement spécialisée dans cette option. Une partie d'entre eux pourront entrer, après sélection, dans les U.E.R. d'éducation physique. Après deux années de premier cycle, ils passeront le nouveau diplôme, qui, dans la terminologie actuelle, serait un diplôme d'études universitaires générales (DEUG). S'ils sont admis, ils pourront continuer des études de second cycle et se présenter au bout de deux ans au concours de recrutement de professeurs. Les classes préparatoires des lycées (P1) seraient supprimées, ainsi que la première partie du CAPEPS, le nouveau diplôme faisant office de palier de sélection.

M. Pierre Mazeaud a également annoncé la création de section « *sport-études* » dans l'enseignement supérieur. Comme ce qui est fait dans une soixantaine de classes du secondaire (*le Monde* du 10 août), les études universitaires se combineront avec une pratique sportive de haut niveau. La première de ces sections ouvrira à l'U.E.R. médicale de Cochin-Port-Royal (Paris-V) et groupera une dizaine de candidats, qui choisiront la discipline sportive que leur convient. La seconde s'ouvrira à Orléans; elle ne concernera que le judo et sera suivie par une quinzaine d'étudiants de toutes les disciplines universitaires.

Enfin, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a indiqué qu'un crédit de 2 millions de francs sera destiné à la réfection de l'U.E.R. d'éducation physique de Paris (ancien Institut régional de la rue Lacretelle), dont la modernisation s'imposait depuis plusieurs années.

A QUI SE FIER ?

Au cours de la conférence de presse commune de MM. Soisson et Mazeaud, ce dernier a annoncé que les frais de scolarité de tous les étudiants seraient relevés de 10 francs. Cela permettrait aux universités de faire fonctionner des installations actuellement sous-employées faute de crédits pour l'animation et l'entretien. Cette décision apparaissait tout à fait officielle, un document du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports venant compléter les déclarations de M. Mazeaud.

Quelques heures plus tard, les services de M. Soisson téléphonaient aux journalistes présents à cette conférence de presse pour démentir catégoriquement l'information. M. Mazeaud, précisait-on, avait « mal interprété » *un courrier de son collègue, indiquant seulement qu'une partie des frais de scolarité actuellement versés par les étudiants aux universités pourrait être utilisée par celles-ci pour le fonctionnement des installations sportives. Il ne s'agirait donc pas de 10 francs supplémentaires... Erreur de transmission ou désaccord ?*

A TITRE EXPÉRIMENTAL

Les écoles maternelles pourraient être ouvertes de 7 h 30 à 20 h

Mme Annie Lesur, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation, chargée de l'enseignement pré-scolaire, *réunira le 16 septembre* à Sainte-Maxime (Var) — où elle inaugurera une école maternelle — une conférence de presse au cours de laquelle elle précisera ses projets concernant les écoles maternelles. Au cours de la conférence de presse de M. René Haby, ministre de l'éducation, le lundi 9 septembre à Paris (*le Monde* du 11 septembre), elle a rapidement indiqué ses intentions à ce sujet. Mme Lesur compte développer les classes maternelles dans les zones rurales. En milieu urbain et suburbain, où sont affectées prioritairement les institutrices nouvellement recrutées, elle projette d'instituer un système de garderie avec l'aide des collectivités locales. Les écoles seraient ainsi ouvertes de 7 h. 30 du matin à 20 heures. Certains établissements pourront fonctionner, dès cette année, suivant ces horaires, à titre expérimental. Un personnel spécial serait formé à l'avenir pour assurer les garderies.

D'autre part, Mme Lesur a prévu de faire diffuser, le matin, des émissions de télévision et de radio scolaires destinées aux enseignantes et aux parents d'enfants âgés de moins de six ans. Ce système permettrait de toucher notamment des parents qui habitent dans des régions où les communications sont difficiles en raison des conditions climatiques, et dont les enfants ne peuvent pas fréquenter l'école maternelle.

La situation des enseignants non titulaires

Deux poids, deux mesures

Deux poids, deux mesures. Au cours de sa conférence de presse et de l'émission télévisée « Actuel 2 », M. René Haby, ministre de l'éducation, a confirmé la politique suivie par le gouvernement à l'égard des enseignants non titulaires. D'un côté, essayer d'amadouer ceux de l'enseignement primaire, qui sont « titularisables » lorsqu'ils ont passé l'examen du certificat d'aptitude professionnelle, de l'autre, tenter de décourager les auxiliaires de l'enseignement secondaire et technique.

Dans l'enseignement primaire, près de 31 700 instituteurs (soit un peu moins de 11 %) ne sont pas titulaires. 7 000 d'entre eux tiennent une classe en permanence, et la plupart remplissent toutes les conditions nécessaires pour être titularisés. 15 000 remplacent des instituteurs en congé de maladie, et 8 000 d'autres enseignants absents de leur classe (par exemple directeurs d'école déchargés de service, maîtres en stage de spécialisation, etc.). Outre la création de 2 000 postes au budget de l'Etat pour régulariser la situation d'une partie des auxiliaires permanents, le gouvernement a accepté d'augmenter progressivement le nombre de « *titulaires mobiles* » : ceux-ci, actuellement 3 700, servent uniquement à remplacer les maîtres titulaires suivant des stages de formation continue.

Mais M. Haby n'a rien dit des 12 500 instituteurs non titulaires des classes de transition et pratiques (soit près de 48 % de l'effectif), dont le sort est incertain dans la réforme du premier cycle.

En ce qui concerne les 41 200 maîtres auxiliaires du second degré et de l'enseignement technique (près d'un cinquième des enseignants), le ministre de l'éducation a seulement indiqué que le gouvernement étudiait le moyen d'aider à se « reconvertir » les maîtres auxiliaires (M.A.) qui ne retrouveraient pas d'emploi à cette rentrée, en utilisant notamment les dispositions de la loi de 1971 sur la formation continue. On compte, d'autre part, sur la résorption de l'auxiliariat par les concours de recrutement : 2 000 M.A. ont été reçus à l'agrégation ou au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire en 1974 ; 750 ont été titularisés comme adjoints d'enseignement. Selon le ministère, ceux-ci représentaient le quart des maîtres auxiliaires ayant les diplômes nécessaires pour se présenter aux concours.

Ces « remèdes » sont-ils à la mesure du problème, en particulier dans les collèges d'enseignement technique, où 29 % des professeurs ne sont pas titulaires ? En fait, au ministère de l'éducation, on continue à considérer que l'enseignement n'est pour les maîtres auxiliaires qu'un emploi provisoire : entraînement au métier pour les hommes, situation d'attente pour les femmes avant le mariage ou la naissance des enfants, a répété M. Haby. Mais cette description est de moins en moins vraie : depuis la rentrée 1972, sauf dans les disciplines professionnelles, on n'a fait que réemployer des auxiliaires déjà en fonctions.

GUY HERZLICH.

SOCIÉTÉ

Contraception et avortement

LE MOUVEMENT « CHOISIR » A PRÉSENTÉ SES REVENDICATIONS A Mmes FRANÇOISE GIROUD ET SIMONE VEIL

A la veille des débats parlementaires sur la contraception au Sénat et sur l'avortement à l'Assemblée nationale, Mme Simone Veil, ministre de la santé, et Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, ont reçu Mmes Gisèle Halimi, coprésidente, et Rita Thalmann, secrétaire nationale du mouvement Choisir.

Les représentantes de Choisir ont notamment demandé à leurs interlocutrices que soit accordé en priorité aux femmes le droit de donner ou non la vie, « *préalable d'égalité réelle des chances avec les hommes dans tous les domaines* ».

A ce propos, elles ont insisté :

1) Pour que les moyens d'information populaires (radio, télévision, débats dans les entreprises et écoles) permettent la connaissance et la libre pratique de la contraception ;

2) Pour qu'une loi reconnaisse aux femmes le droit à l'avortement comme ultime recours, dans les meilleures conditions psychologiques et médicales ;

3) Pour que soient agréés et subventionnés les centres d'information sexuelle et d'orthogénie que Choisir met en place.

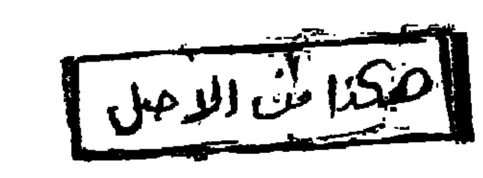
Comme les médecins à Bichat

LES JURISTES AURONT LEURS « ENTRETIENS »

Au cours d'une conférence de presse organisée par l'Association nationale des avocats de France, son président, M. Jean Corneloup, a présenté, le 10 septembre, les prochains Entretiens de Nanterre (les 12, 13 et 14 septembre à l'université de Paris-X) comme « *une occasion de réunir le monde du droit, un peu comme les Entretiens de Bichat rassemblent le monde médical* ».

L'objectif poursuivi est double : « *Apporter aux juristes un certain perfectionnement rendu indispensable du fait de l'évolution très rapide des techniques de pointe* » et « *proposer une réflexion commune et approfondie du rôle effectif du droit dans la vie quotidienne* ». On parlera des otages, de l'euthanasie, de l'avortement, des accidents de la circulation et du travail, des pollutions et nuisances de toutes sortes. « *Il s'agit,* a déclaré M. Corneloup, *que le droit pense davantage à la victime potentielle et ne se contente plus de réprimer et d'indemniser.* »

Les Entretiens de Nanterre vont réunir non seulement des avocats mais aussi des magistrats, professeurs, conseils juridiques, commissaires aux comptes, juristes d'entreprises et des notaires. Ils s'achèveront le 14 septembre avec un débat sur le rôle de l'avocat après le prononcé de la peine et des propositions de réforme d'ensemble du système pénitentiaire. « *Il faut aboutir à des solutions concrètes sur un plan quotidien* », a conclu M. Corneloup.



ARMÉE

A DRAGUIGNAN

Deux cents militaires du contingent manifestent dans les rues pendant plus de deux heures

Deux cents appelés, environ, du 19e régiment d'artillerie de Draguignan, commandé par le lieutenant-colonel Boyer, ont manifesté, mardi 10 septembre, de 13 h. 30 à 16 heures, dans les rues de la ville.

Ils protestaient contre les sanctions dont étaient menacés plusieurs soldats, à la suite d'une distribution, la veille et le matin même à la caserne du régiment, de tracts revendicatifs s'inspirant de « l'appel des cent ». Cette manifestation, qui inquiète vivement les autorités militaires, s'est terminée sans incident.

De notre correspondant.

Draguignan. — 13 h. 30. C'est l'heure d'affluence aux terrasses des cafés. Les clients attendent paisiblement la reprise du travail. Soudain, deux cents soldats incorporés au 19e régiment d'artillerie déferlent sur le boulevard Clemenceau en scandant des slogans. Il ne s'agit pas d'un exercice, d'une préparation à une manœuvre ou d'un parcours du combattant, mais bel et bien d'une sortie en force pour exposer sur la voie publique les problèmes de la vie militaire. La surprise est totale. Une manifestation spontanée qui laisse encore pantoises les autorités. D'ordinaire, on prévient, et le service d'ordre se met en place.

Les appelés en uniforme, quelques caporaux sont parmi eux, et une trentaine d'Antillais qui se plaignent amèrement des brimades raciales, contestent à tue-tête à travers la villes les conditions matérielles et morales qui sont faites au contingent. Une première halte devant la préfecture, où les manifestants font un « sit-in ». Puis le cortège, encadré par des voitures de la gendarmerie, poursuit sa progression en prenant tout son temps. Des officiers le suivent, s'efforçant de convaincre les manifestants de regagner leur quartier. Deux d'entre eux sont accueillis par des sifflets. *« La solde à 1 000 francs », « Quartier libre en civil », « On est des hommes, pas des chiens », « Pas d'obus, des sous », « Non au racisme », « Les civils avec nous »,* crient le soldats, dont certains ont le poing levé.

Lundi, et le matin même, une distribution de tracts avait eu lieu au quartier Chabran. Deux textes ont été diffusés. L'un s'inspire de l' « appel des cent ». Il réclame notamment la liberté d'information et d'expression politique, la suppression de la sécurité militaire, des tribunaux militaires, la gratuité des transports. Un autre tract est signé par des Antillais, nombreux au 19e R.A. Il dénonce les propos « racistes » tenus à leur égard par des gradés. *« On se retrouve boy de caserne, les poubelles doivent être tenues par les Noirs. Vraiment, notre rancœur est immense, on n'est tout de même pas des bêtes. »* Eux aussi réclamaient une libéralisation du service militaire.

Selon les manifestants, les autorités militaires avaient réagi à la diffusion de ces tracts par des menaces de sanctions, provoquant la sortie en masse des soldats. L'intervention du colonel Paccard, délégué militaire départemental, du lieutenant-colonel Boyer, commandant le régiment, ne réussit pas à calmer les esprits et à ramener les soldats à la caserne. Ils refusèrent une proposition de recevoir des délégués, estimant que des sanctions s'ensuivraient. Ils proposèrent une assemblée générale qui leur fut refusée. Ce n'est que plus de deux heures après le début de la manifestation que les deux cents militaires regagnèrent leur cantonnement, en appelant leurs camarades à les soutenir. Peu de temps après, le général Morrens, commandant la 71e division militaire, se rendait à Draguignan pour s'informer sur place. Le général Morrens s'est adressé directement aux manifestants dans une des salles du réfectoire, pour s'informer de leurs revendications et rappeler les devoirs du soldat.

JEAN-PAUL GIRAUD.

Un deuxième avertissement

La manifestation de Draguignan de mardi est, le plus souvent, passée sous silence dans la presse. Cette « descente dans la rue » de deux cents jeunes soldats touche-t-elle l'institution militaire assez gravement pour provoquer une sorte de recul ou d'autocensure et la crainte de susciter des réactions identiques dans d'autres casernes ?

Elle a, en tout cas, fort embarrassé les autorités militaires qui, avec sagesse, ont évité de mettre le feu aux poudres en tentant, pour le moment, une impossible répression. Du moins peut-on espérer que, venant après l' « appel des cent », ce deuxième et plus grave avertissement sera compris.

L' « appel » a remporté un succès que personne n'ose plus contester. Ce texte n'est pas dans la ligne de l'antimilitarisme et du pacifisme classiques. Il admet l'existence de la conscription. Mais il réclame justement l'aménagement et la libéralisation du service.

Qu'il ait été signé par des soldats et de jeunes sous-officiers qui voulaient se situer sur un terrain qu'ils estimaient « non politique », la compréhension avec laquelle, dans un premier temps, et pour des raisons qui n'étaient pas seulement tactiques, certains cadres l'avaient accueilli, montrait l'ampleur du mécontentement ou de la lassitude dans les armées, et particulièrement dans l'armée de terre.

L'héritage que M. Soufflet a recueilli lorsqu'il a pris ses fonctions rue Saint-Dominique est lourd. De « réformette » en « réformette », on avait au fil des ans évité cette « réforme intellectuelle et morale » que réclament depuis longtemps quelques officiers lucides : une adaptation à des tâches qu'il fallait redéfinir et à une société profondément bouleversée. Le président de la République, au mois d'août, s'est déclaré prêt à étudier une politique de défense plus précise. Ce qui revient en fait à réexaminer la politique étrangère de la France et, dans une certaine mesure, sa politique économique. Tâche indispensable, mais de longue haleine. Pour faire prendre patience à une armée et à une jeunesse inquiètes, le ministre de la défense a cru pouvoir, le 28 août dernier, donner quelques signes d'un désir de libéralisation. Au lendemain du discours-bilan de M. Giscard d'Estaing, il entendait démontrer que, dans le domaine militaire aussi, le changement était possible.

Malheureusement, entre les intentions, si modeste qu'en ait été la portée immédiate, et leur réalisation dans un corps aux structures fondamentalement conservatrices, la marge est grande. Les améliorations de détail annoncées par M. Soufflet n'ont pas encore été officiellement étendues à l'ensemble des armées. Dans les casernes, les promesses sont tenues pour des engagements immédiats. Annoncer des permissions de week-end et ne pas les accorder aussitôt, ni les moyens d'en profiter, c'est refermer les grilles après les avoir entrouvertes et accroître le sentiment de frustration. Mettre, en outre, les chefs de corps dans la situation d'avoir à négliger des règlements toujours en vigueur plaçait dans une situation délicate non seulement les plus pusillanimes, mais aussi les plus attachés à la discipline.

Le sens de la manifestation de Draguignan est clair. Il n'est que temps de mettre en route de profondes réformes, à commencer par le réexamen du principe même de la conscription. Il n'est que temps aussi de former les hommes qui auront à encadrer une armée rénovée. Plusieurs générations de chefs militaires ont lutté pour sauvegarder les apparences et les faire passer pour des réalités aux yeux des responsables politiques comme à ceux de l'opinion. Au risque de voir, sous un faible choc, disparaître les empires et s'abattre les institutions.

Plutôt que d'avoir, en pleine période de difficultés économiques, à ramasser les débris d'une armée écroulée, le pouvoir a intérêt à stimuler l'imagination de ses généraux et l'autorité de ses ministres.

JEAN PLANCHAIS.

SCIENCES

M. JACQUES THEODOR ET Mme MARIE-ODILE SOYER REÇOIVENT LES PRIX DE BIOLOGIE CELLULAIRE DE LA FONDATION WINTREBERT

Deux prix de biologie cellulaire d'une valeur de 7 000 francs ont été attribués par la Fondation Wintrebert à M. Jacques Theodor et à Mme Marie-Odile Soyer, chargés de recherches au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), pour des travaux effectués au laboratoire Arago de Banyuls-sur-Mer (faculté des sciences de Paris).

M. Theodor s'est attaché à étudier les systèmes de reconnaissance des gorgones, invertébrés primitifs apparentés aux coraux. Pour se défendre contre les agressions extérieures (virus, bactéries, greffons), les animaux supérieurs disposent d'un appareil immuno-génétique complexe. Les gorgones, au contraire, sont seulement capables de se reconnaître elles-mêmes et se bornent à lutter contre toute cellule non semblable aux leurs. Une gorgone peut, par exemple, détruire les cellules des autres gorgones, mais pas les siennes. Deux gènes suffisent à assurer ce fonctionnement élémentaire. Il s'agit du seul système immunitaire non classique qui permette, avec une économie génétique évidente, la distinction entre le « soi » et le « non-soi ».

Mme Soyer pour sa part a étudié le noyau et les chromosomes de dinoflagellés et de péridiniens, qui présentent la particularité de posséder à la fois certaines caractéristiques de l'appareil nucléaire des bactéries (procaryotes) et du noyau *« vrai »* des cellules eucaryotes. Or si l'on connaît bien le code génétique et le métabolisme de la cellule bactérienne, on connaît mal l'organisation des cellules eucaryotes des organismes supérieurs, dont le fonctionnement est beaucoup plus complexe. Mme Soyer a observé pour la première fois au microscope électronique le chromosome d'un dinoflagellé et expliqué son mode de division.

La restructuration du secteur « service informatique »

Le rachat de la SIA par la CISI aboutit à la formation d'une société de huit cent soixante-dix personnes

Au cours d'un déjeuner de presse le mardi 10 septembre, M. Patrick Nollet, le président de la CISI (Compagnie internationale de services informatiques), a exposé la politique qu'elle va mener après le rachat, en avril dernier (« le Monde » du 13 avril 1974), de la société SIA (Société d'informatique appliquée).

La CISI est une société de droit privé mais à capitaux publics puisque c'est la filiale spécialisée en informatique du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Le groupe Paribas, qui contrôlait la SIA, depuis longtemps en difficulté, doit prochainement céder au C.E.A. la part du capital qu'il détient encore. Le seul actionnaire de la CISI reste aussi son principal client, puisque, en 1974, il lui permettra de faire un chiffre d'affaires d'environ 125 millions de francs, les autres clients ne comptant que pour 14 millions.

Aux quatre cent quatre-vingt-dix personnes de la CISI sont venues s'adjoindre les deux cent trente personnes de la société SIA en France et les cent cinquante personnes de la SIA en Grande-Bretagne, au total huit cent soixante-dix personnes. La CISI estime que son chiffre d'affaires sera de 139 millions de francs cette année, celui de la SIA de 58 millions (35 millions en France et 23 millions en Grande-Bretagne), au total 197 millions de francs. La CISI devient ainsi, après cette fusion, l'une des plus grandes sociétés européennes de services informatiques, d'autant qu'elle s'est récemment liée à une autre société, la Sogeti, dont elle détient 34 % du capital.

De par ses origines, la CISI est surtout compétente dans le calcul scientifique, tandis que la SIA lui apporte ses compétences en matière de gestion, de programmation, et dans divers domaines d'application (exploitation et production de pétrole, calculs de structure, commande numérique de machines-outils). La direction de la CISI souhaite profiter de l'apport de la SIA pour poursuivre la diversification des services qu'elle offre vers des applications assez complexes et de nouvelles tâches de gestion.

Pour cela, il faut d'abord relier entre eux les deux réseaux d'ordinateurs dont elle hérite, étendre ensuite le réseau commercial qui lui vient de la SIA. La CISI dispose même d'un luxe de moyens qu'il lui faut rationaliser. Le parc du C.E.A. comprend, en effet, les plus puissants ordinateurs existant à ce jour, des I.B.M. 360/91, 370/168 et 370/158, des Control Data 7600 et Cyber, ainsi que plusieurs machines de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.). La SIA dispose, de son côté, d'ordinateurs Control Data 6600, 6400 et 6200. Le Control Data 7600 du C.E.A. étant encore plus puissant que le 6600 de la SIA, ce dernier sera rendu à son constructeur en juillet 1975, tandis qu'un des deux Cyber du C.E.A. sera aussi rendu à Control Data. Les deux autres ordinateurs 6200 et 6400 de la SIA seront remplacés par un Control Data, qui sera installé non plus à Paris au siège de la SIA, mais avec les autres grands ordinateurs de Saclay.

A partir de janvier 1975, l'ancien réseau de la CISI et celui de la SIA seront reliés, ce qui permettra aux clients de la CISI d'avoir accès à tout le parc.

Quant au réseau commercial futur, il sera constitué des centres SIA à Paris, Lille, Strasbourg, Belfort, Lyon, Marseille, Nîmes, Bordeaux, Toulouse, Tarbes, et des centres C.E.A. malheureusement souvent éloignés des villes : Saclay, Fontenay-aux-Roses, Cadarache, Grenoble. La CISI a ouvert trois centres, à Nice, Marseille et Limoges, et se propose maintenant de faire porter ses efforts vers l'ouest et le nord-ouest de la France et les pays limitrophes.

SOIXANTE-DIX TRAVAILLEURS VONT ÊTRE LICENCIÉS AU CENTRE NUCLÉAIRE DE CADARACHE

Les organisations syndicales du centre nucléaire de Cadarache ont entrepris une action auprès de la direction du centre pour obtenir le reclassement de soixante-dix travailleurs qui doivent être licenciés d'ici à la fin de l'année. Ces travailleurs n'appartiennent pas au personnel du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), mais sont des agents d'entreprises extérieures travaillant pour le compte du C.E.A.

Le mécontentement syndical est d'autant plus vif que les licenciements interviennent au département de propulsion nucléaire (D.P.N.) de Cadarache, qui a été, en juin dernier, détaché du C.E.A. pour être rattaché à la filiale de droit privé du C.E.A., Technicatome. Les syndicats avaient alors protesté contre cette « privatisation » d'un nouveau secteur d'activités du C.E.A. et avaient tenté d'obtenir des assurances sur le maintien de l'emploi et le statut du personnel.

Les organisations syndicales imputent ces licenciements au ralentissement des études et des essais menés au D.P.N. sur les réacteurs à eau légère aujourd'hui construits en France. Les essais des éléments combustibles qui se font avec le prototype à terre de réacteur de sous-marins nucléaires seraient provisoirement suspendus. Pour la direction de Technicatome, ces licenciements sont dus à l'achèvement des travaux de génie civil de la chaudière avancée prototype, la CAP, et au retard du début des opérations de montage mécanique. Cette chaudière est un petit réacteur à eau légère, prototype d'une installation de propulsion nucléaire qui permet aussi l'essai d'éléments combustibles. On devrait en faire dériver un petit réacteur qui serait réalisé sur l'île de Tahiti. La direction de Technicatome affirme que les études sur les réacteurs à eau continueront, malgré les difficultés budgétaires de cette année. Les activités du D.P.N. seront, comme dans le passé, financées sur le budget militaire du C.E.A.

MÉDECINE

Les responsables des Services d'aide médicale urgente réclament une planification interrégionale

La France compte actuellement une vingtaine de Services d'aide médicale urgente (SAMU), dont une dizaine datent de moins d'un an. Une vingtaine d'autres devraient entrer en fonction, mais on est encore loin de l'objectif final, permettant de quadriller complètement le territoire français : un SAMU par département, un super-SAMU par région.

Lors d'un entretien avec les journalistes, le mardi 10 septembre, les professeurs Cara, directeur du SAMU de Paris, Larong (Toulouse), Serre (Montpellier), Huguenard (Créteil), ont fait le bilan de l'urgence médicale sur le plan national et défini la place privilégiée des anesthésiologistes dans cette organisation nécessairement polyvalente, lourde et coûteuse. Les SAMU, qui ont tous été réalisés au niveau des hôpitaux publics, permettent seuls d'assurer un trait d'union convenable entre l'hospitalisation et la médicalisation des premiers secours. Ceux-ci peuvent être des plus variés, selon les cas.

Parmi les appels auxquels répondent les SAMU, 25 % concernent des détresses néo-natales, 25 % des urgences médicales (maladies cardiaques et autres), 25 % des intoxications et des crises relevant de la psychiatrie d'urgence, 25 %, enfin, des accidents du travail et de la route.

La conception originale des SAMU impose une structure très particulière qui ne peut être un service hospitalier de type classique. Il en résulte de grandes difficultés administratives, en l'absence d'un statut défini. Créés par le décret du 2 décembre 1965, les SAMU, pour être plus efficaces, auraient besoin de la promulgation d'une loi portant organisation de l'aide médicale urgente en France, loi préparée l'an dernier alors que M. Poniatowski était ministre de la santé, dont il faut espérer l'examen au Parlement en fin d'année ou, au plus tard, au printemps prochain.

Le but visé est d'assurer de bout en bout, dans l'urgence, la présence d'un médecin, si possible du même médecin, du lieu de détresse à l'hôpital et même, quand cela s'impose, à l'intérieur de la salle d'opération. En quelque sorte une chaîne ininterrompue de secours et de soins de qualité.

Articulés et coordonnés avec tous les services d'urgence existants au préalable, publics et privés, les premiers SAMU ont fait la démonstration de leur efficacité, mais l'expérience a montré qu'ils dépendaient trop étroitement des instances municipales ou départementales, alors que leur action déborde constamment le cadre du département et même de la région. Aussi, les responsables des SAMU souhaitent qu'un organisme national facilite la planification interrégionale.

M. ALLAIN-REGNAULT.

RADIO-TÉLÉVISION

R.T.L. change ses « après-midi »

Plus de « R.T.L. non stop », plus de « Super Club » (pour les moins de seize ans), un journal parlé avancé d'une demi-heure (à 18 h. 30) : Radio-Luxembourg veut élargir l'audience de ses « après-midi ».

« Détecteur de mensonge cherche cobayes. » R.T.L. pourrait faire passer cette petite annonce : depuis plusieurs semaines, cette station périphérique est propriétaire d'un bel appareil tout neuf, directement venu des Etats-Unis. Elle a même un technicien fraîchement diplômé pour le faire marcher : le journaliste Jean Carlier, qui a suivi des cours dans une université américaine.

Elle n'est pas encore parvenue à trouver des volontaires pour l'essayer. Mais, dès le jeudi 19, et ensuite régulièrement toutes les semaines, vers 16 heures, une émission d'un quart d'heure devrait être consacrée au nouveau gadget. C'est ce qu'a annoncé, au cours d'une conférence de presse, mardi matin, le directeur de la station Jean Farran.

Le détecteur de mensonge n'est pas la seule innovation de R.T.L. Celle-ci fait peau neuve et inaugure une nouvelle grille. Seule ou presque, Anne-Marie Peysson reste et continue son émission du matin. « R.T.L. non-stop » disparaît, en revanche; peu de personnes regretteront cette émission créée il y a sept ans et qui occupait le milieu de l'après-midi. A sa place, nous pourrons entendre un transfuge de la télévision : Michel Drucker. Celui-ci a pour mission de « créer le contact avec l'auditeur ». « Sautant de ma voiture sur une moto, j'irai, sans prévenir, voir une vedette, mais surtout j'interviewerai le passant dans la rue, le charcutier ou le boulanger », *explique le nouvel animateur.*

Autre grande innovation, le journal parlé de Jacques Paoli ne sera plus diffusé à 19 heures, mais à 18 h. 30. « Une décision périlleuse », *a souligné Jean Farran. En fait, une décision calculée : d'après les sondages, il semblerait que le pourcentage d'écoute soit aussi fort à 18 h. 30 qu'à 19 heures. Ce serait là, selon Jacques Paoli, un moyen de retrouver un public qui, après 7 heures du soir, préfère attendre les informations à la télévision. Deux personnes, « prises au hasard », apporteront en quelques phrases brèves — d'autant plus brèves qu'il y a beaucoup d'informations et que le journal n'est pas extensible — le pour et le contre des nouvelles données par Jacques Paoli.*

Il est également question que Philippe Bouvard fasse prochainement, de 13 heures à 14 heures, son retour à l'information avec un journal parlé.

Enfin, R.T.L. se décentralise. La décision d'ouvrir un bureau à Lyon avait été prise avant que l'Elysée n'annonce le transfert, pour une semaine, du conseil des ministres entre Saône et Rhône : « Il était prévu depuis trois mois que toute la station irait à Lyon du 12 au 18 octobre ; nous avons été court-circuités », *dit Jean Farran, qui a été battu sur son propre terrain — la promotion — par plus fort que lui.*

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du vingt-sixième anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, M. Ri Mong Ho, représentant commercial, a donné une réception mardi dans les nouveaux salons Potel-Elysée.

Naissances

— M. et Mme Bertrand Djian ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,
Joachim-Bertrand.
Le 2 septembre 1974.
14, avenue Théophile-Gautier, Paris-16ᵉ.

— M. François-Michel Fay et Mme, née Christine Sournia, sont heureux d'annoncer la naissance
d'Olivier.
24, rue du Cotentin, 75015 Paris.

— M. et Mme H.-M. Marty sont heureux d'annoncer la naissance de leur dixième petit-enfant,
Stéphanie,
chez Jacques et Elisabeth.
Saint-Germain-en-Laye, 8 septembre 1974.

— Le docteur François Mouquin et Mme, née Anne Houdart, laissent à Delphine la joie d'annoncer la naissance de
Sophie.
Le 30 août 1974.
Le Clos Mareuil, 37230 Fondettes.

— M. Thaon d'Arnoldi et Mme, née Christine de Cossette, ont la joie de faire part de la naissance de
Caroline,
à Paris, le 28 août 1974.

Fiançailles

— Le docteur et Mme Robert Umdenstock,
M. et Mme Olivier Philip,
sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,
Irène et Thierry.
91, avenue Baudin, Limoges.
La Préfecture, Rennes.

Mariages

— M. et Mme Serge Houyvet,
M. et Mme Pierre-André Kistner,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Anne et Pierre-Philippe,
qui sera célébré le vendredi 13 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine.
16, avenue de Bretteville, 92200 Neuilly-sur-Seine.
63, boulevard des Batignolles, 75008 Paris.

Décès

— Mme André Bertrand, née Hélène Kipp,
Les familles Bertrand et Meyer,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur André BERTRAND,
chirurgien honoraire,
vice-président de Ceux de Verdun,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
médaille des Engagés volontaires,
diplômé d'honneur
de la Résistance française,
survenu à Nice le 3 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-dixième année.
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 5 septembre, à 16 h. 30, en l'église Saint-Pierre d'Arène, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-André de Nice.
100, rue de France, 06 Nice.

— M. et Mme Gérald Martinez, Arielle et Marianne,
Mlle Anne-Marie Chillou,
Mme Françoise Chillou, Jacques,
M. Yves Chillou,
ses enfants et petits-enfants ;
M. et Mme Georges Mathias, Jean-Manuel et Philippe,
M. et Mme Georges Grenier, Jean-Luc et Marie-Sylvie,
ses frère, sœur, belle-sœur, beau-frère et neveux,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de leur très chère et regrettée
Mme François CHILLOU,
née Gilberte Mathias.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Neuillay-les-Bois (Indre), le 6 septembre 1974.

— Journans. Lyon.
Julia Fournier et ses enfants,
Marie, Jeanne, Joseph, Anne, Sarah, Bernadette, Pierre et Rose Fournier,
font part du décès de
Noël FOURNIER.
La messe sera célébrée à Journans par Ceyzériat (Ain) le jeudi 12 septembre, à 15 heures.
Pas de fleurs. Merci.

— M. Jean Horstmann,
M. et Mme Jean-Claude Horstmann,
M. et Mme Maurice-Emmanuel Horstmann et Delphine,
M. Jean-Philippe Horstmann,
M. François Horstmann,
Les familles Gontier, Lorriaux, Bertrand, Drancourt et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
Mme Jean HORSTMANN,
le 8 septembre.
Les obsèques seront célébrées en l'église réformée de Sanary le 12 septembre, à 15 h. 30.
« Ta foi t'a sauvée ; va en paix. » (Luc, VII, v. 50.)
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
251, montée Sœurs-Vincent, 83110 Sanary.

— Mme Fernand Lesoin,
M. et Mme Michel Lesoin et leur fils,
Mme Raymond Lesoin,
Les familles Lesoin, Laribière, Donger, Boucharel,
ont la douleur de faire part du décès du
lieutenant-colonel LESOIN,
survenu dans sa soixantième année.
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Martial de Thenon le 11 septembre, à 11 heures.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Eugène LORGEOU,
ancien consul général de France,
officier de la Légion d'honneur.
De la part des familles :
Maurice Hennequin et leurs enfants,
Daniel Hennequin et leurs enfants,
Marguerite Hennequin et ses enfants,
Laurent,
Vabois et leurs enfants,
Vallée et leurs enfants,
Alleaume,
Et de Mme Badoux, sa garde.
La levée du corps aura lieu mercredi 11 septembre, à 15 h. 30, à son domicile, 30, boulevard de la République, Saint-Cloud. Cérémonie religieuse à 15 h. 45 en l'église de Saint-Cloud.
Inhumation au cimetière de Chaumes-en-Brie.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris.
M. et Mme Daniel Chartrain et leurs enfants,
Mme veuve Jean Martin-Galland et ses enfants,
Mme veuve André Martin et ses enfants,
Les familles Knittel, Martin et Hausser,
font part du décès de
Mme veuve Jean MARTIN,
née Marianne Knittel,
survenu à l'âge de soixante-dix-huit ans.
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 13 septembre 1974, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, Paris-5ᵉ, suivie de l'inhumation au cimetière de Bagneux. Réunion à l'église.
Cet avis tient lieu de faire-part.
111, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

— On apprend la mort de notre confrère
Pierre PANSANEL,
secrétaire général de la rédaction du « Midi libre »,
décédé subitement dans la nuit de lundi à mardi, à l'âge de cinquante et un ans.
Ses obsèques ont lieu ce mercredi 11 septembre à Gailhan (Gard).

— Cécile RICARD,
née Kergall,
infirmière D.E.,
psychosociologue,
est morte à trente-quatre ans, lundi matin 9 septembre, à la Fondation Curie, après vingt et un mois d'un combat conscient contre un cancer généralisé.
De la part de Bob,
De Sylvain, Colas, Yannou Ricard,
De M. et Mme Hervé Kergall,
De ses frères et sœurs,
De ses neveux et nièces,
De M. et Mme Jean Alévêque et Florence,
De l'abbé Henri Levadoux,
Des familles Kergall, Piot, Varcollier, Lereboullet, Ploix, Hust, La Roncière ;
De la part de :
Antoinette, Babeth, Mme de Beer, Bernard, Brahim et Jacqueline, Bruno et Agnès, Claire, Elisabeth, Esther, François, Gaëlle, Mme Jacquemin, Jean-Paul et Odette, Jeannot, Marianne et Claude, Maurice, Simone, Yves ;
De la part de Anna-Maria et de Maria-Luisa ;
De la part d'« Amitié au monde ».
La mise en terre aura lieu au cimetière du Pecq (78) le samedi 14, à 9 heures.
Cécile aimait beaucoup les fleurs, mais elle préférerait que vous aidiez la Fondation Curie, 25, rue d'Ulm, C.C.P. 1325-40 Paris : pour le bien-être des personnes hospitalisées.
« Je me révolte, oui, je crie ma révolte contre le manque de dépistage et de prévention en France... »
12, rue de l'Eperon, Paris-6ᵉ.

— Mme Gaston Soulie, née Huguette de Rozario,
Mme veuve Edgard de Rozario,
Michèle et Toussaint Grimigni et leurs enfants,
Noëlle et Jean-René Soulie et leurs enfants,
Madeleine et Bernard Soulie et leurs enfants,
Régine Soulie,
Les familles Soulie, Breuil, Chasseyrieux, de Rozario, Roucal, de Sauza, Mounier, Manuel de Pa, Veuillet de Vigie, Grimigni, Jacotin, de Venyns,
ont la douleur de faire part du décès de
Gaston SOULIE,
leur époux, gendre, père, beau-père, grand-père, parent et allié, survenu le 5 septembre 1974 à Ajaccio, dans sa soixantième année.

— On annonce la mort de
Mlle Henriette VALOT,
survenue après une longue maladie.
[Traductrice d'italien, Henriette Valot a beaucoup fait pour diffuser en France la connaissance de la littérature italienne du XIXᵉ siècle, si mal connue dans notre pays. Sa version des « Malavoglia » de Verga est un chef-d'œuvre de parler populaire et proverbial, restitué en français, et les « Mémoires d'un Italien » d'Ippolito Nievo (Klincksieck) ont comblé un vide dans nos bibliothèques. A la veille de sa maladie, Henriette Valot avait traduit « Nouvelles pour une année » de Pirandello (Gallimard), dont Bertrand Poirot-Delpech a parlé dans « le Monde » du 8 février 1973.]

Visites et conférences

JEUDI 12 SEPTEMBRE

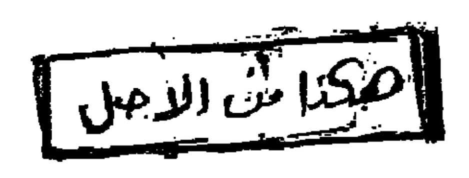
VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h. 45 : gare de Garches, Mme Pennec : « l'Institut Pasteur de Garches ». — 14 h. 30, entrée Musée céramique, Mme Carcy : « la Manufacture de Sèvres et ses ateliers ». — 15 h., entrée du monument, boulevard du Palais, Mme Gatouillat : « les vitraux de la Sainte-Chapelle ». — 15 h., 1, rue du Figuier, Mme Zujovic : « la Bibliothèque Forney à l'hôtel de Sens ». — 15 h., 2, rue de Sévigné : « le Marais, la place des Vosges » (A travers Paris). — 15 h., angle rue Pavée - rue des Francs-Bourgeois : « les plus beaux hôtels du Marais » (Mme Ferrand). — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins : « Gobelins, Beauvais, Savonnerie » (Histoire et Archéologie). — 15 h., 2, avenue Paul-Doumer : « le cimetière de Passy » (Jadis et Naguère). — 15 h : métro Cité : « la Cité » (M. de La Roche). — 15 h. : 40, rue Bichat : « Un béguinage vieux de trois cent cinquante ans dans le dixième arrondissement » (Paris et son histoire). — 15 h., rue de Varenne, 77 : « De Rilke à Gide : de l'hôtel Biron à la rue Vaneau » (Mlle Hager).

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS

Jeudi

S. 12. - Beau mobilier XIXᵉ siècle. Mᵉ Delaporte.
S. 15. - Bons meubles de style. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.



Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

« LE FANTOME DE LA LIBERTÉ », DE LUIS BUNUEL

MIDI EST A QUATORZE HEURES

Par JEAN DE BARONCELLI

« L'IMAGINATION au pouvoir ! » Ce slogan de mai 1968, Bunuel le fait sien et l'applique à la lettre. Seule l'imagination est créatrice. Seule elle permet d'accéder à la connaissance (et à la libération). Elle est l'avant-garde de la pensée, le fer de lance de la vérité. Le reste — logique, raisonnement, psychologie — appartient au train des équipages...

On reconnait là l'enseignement de Breton. Ecriture automatique, « cadavres exquis », jeu des questions et des réponses. Buñuel n'a pas oublié les expériences de ses amis surréalistes. Mais il les a depuis longtemps intégrées aux nécessités de l'expression cinématographique et à son univers personnel. Plus qu'une méthode, le surréalisme (il l'a souvent répété) est pour lui un état d'esprit. Tout est jaillissement dans *le Fantôme de la liberté*, associations d'idées et d'images, suc et sève de l'inspiration. Mais rien n'est gratuit. Tout est lié au réel. Buñuel n'éprouve même plus le besoin, comme dans *le Charme discret de la bourgeoisie*, de travestir ses phantasmes en rêves. Nous sommes dans la réalité la plus concrète. Une réalité que simplement *dérange*, métamorphose ou dissout (comme une plaque d'acier plongée dans l'acide sulfurique) le regard de l'auteur.

Il n'y a aucune « histoire » dans *le Fantôme de la liberté*, aucune intrigue structurée selon les normes de la narration classique, aucune progression dramatique au sens strict du terme. Le récit fuse, pétarade, se morcelle, éclate dans toutes les directions. Plus encore que dans *la Voie lactée*, où la présence des deux pèlerins assurait un minimum d'unité interne, Buñuel rompt ici avec la continuité du discours. Son film est composé d'une suite de sketches (mot horrible), disons plutôt d'un assemblage, d'un « collage » d'incidents saugrenus, d'événements bizarres, d'une succession d'épisodes autonomes que rien ne lie les uns aux autres, sinon la présence à l'intérieur de chacun d'eux d'un personnage chargé d'assurer la transition avec l'épisode suivant. « Ronde » hétéroclite qu'organisent (ou désorganisent), au gré de la fantaisie de l'auteur, les malices et les ingénieux mécanismes du hasard.

Explosions en chaîne

Comme à son habitude, Buñuel proclame son « innocence » : « *Je n'ai rien à prouver, je ne veux rien démontrer.* » Pourtant, devant ces explosions en chaîne, comment ne pas se poser des questions ? Et le titre, d'abord. Pourquoi *le Fantôme de la liberté* ? Parce que la liberté, tel le furet de la chanson, est un bien insaisissable, fantomatique, qui « a passé par ici et repassera par là » ? Parce qu'elle n'est jamais, cette liberté, qu'un choix entre deux esclavages ? (Dans la scène d'ouverture, qui est une reproduction du tableau de Goya *la Fusillade du 3 mai*, les patriotes espagnols tombent sous les balles françaises en criant : « A bas la liberté ! », manière de dire qu'au « libéralisme » napoléonien ils préfèrent encore le despotisme de leur monarque.) Parce que, suggère Jean-Claude Carrière (qui a collaboré à ce film comme aux précédents), pour Buñuel il n'y a de liberté véritable que dans la création artistique ? Trois explications vraisemblables. Les exégètes en trouveront sûrement d'autres.

Passons au film. Pur « objet » poétique ? Oui, sans doute. Mais Buñuel a beau brouiller les pistes et couper en quatre le fil d'Ariane, nous savons bien que chez lui le poète tend toujours la main au moraliste et qu'il ne mystifie que pour démystifier.

Farces et attrapes

Dans *le Charme discret de la bourgeoisie*, la vérité des personnages éclatait dans leurs rêves. C'est la vérité du monde qui éclate dans ce rêve éveillé qu'est *le Fantôme de la liberté*. Farces et attrapes, sortilèges et angoisses sont là pour nous rappeler que nous vivons dans un monde de confusion et d'illusion, que la réalité se dissimule sous de fausses apparences, que l'ordre, la logique, les multiples codes du système moral, social, affectif, qui déterminent nos comportements, ne sont que conventions et fantasmagories, qu'on nous a conditionnés comme les chiens de Pavlov, que nous sommes « programmés » comme des ordinateurs.

Avec délectation, Buñuel s'amuse à détraquer l'ordinateur, à bouleverser ses programmes, à décoder les codes, à démontrer l'absurdité par l'absurde, à inverser le signe des sentiments, des tabous, des censures et des rites. La chasse aux faux-semblants devient ainsi une formidable battue au terme de laquelle sonne l'hallali de nos certitudes.

Premier exemple. Dans un square, un monsieur aux allures louches glisse dans la poche d'une petite fille un paquet de photos en lui recommandant de ne pas les montrer à ses parents. La maman découvre les photos et pousse un cri d'horreur. Le papa les regarde à son tour et paraît tout émoustillé. La caméra enfin révèle les documents. Ce sont des vues de certains monuments de Paris : la tour Eiffel, l'Arc de triomphe, le Sacré-Cœur. Obscènes effectivement, mais dans une logique différente de la nôtre : moins à cause de leurs formes que de leur laideur et de ce qu'ils symbolisent (l'industrie, l'armée, la religion).

Second exemple. Des bourgeois collet monté offrent une réception. Charme discret, minauderie, papotages. « *Si vous voulez bien me suivre* », susurre la maîtresse de maison. Autour d'une vaste table sont disposés des sièges de w.-c. Chacun s'installe et commence à feuilleter les magazines qui sont sur la table. A un moment, l'un des invités se lève, prie qu'on l'excuse, puis demande à la bonne « *où est le petit endroit* ». Il s'enferme à clé et dévore un repas servi par une trappe... Moralité : les bonnes et les mauvaises manières ne sont que ce que nous voulons qu'elles soient. Dans l'univers parallèle où nous entraîne Buñuel, c'est la mastication et la déglutition qui sont proscrites, leurs conséquences logiques étant, au contraire, de bonne compagnie.

Troisième exemple. Du haut de la tour Montparnasse, un jeune homme a tiré sur la foule et abattu une quinzaine de personnes. Il est arrêté. Procès. Lecture du verdict. « L'assassin est condamné à la peine capitale. » Le voilà aussitôt remis en liberté. « Monde à l'envers », dira-t-on. A moins que vivre au milieu des autres ne soit le châtiment suprême.

Le Fantôme de la liberté grouille d'inventions de ce genre. Impossible de tout répertorier. Buñuel exerce sa verve dans les registres les plus divers. Empruntant au théâtre et au cinéma traditionnels certains de leurs procédés, il change de « genre », comme un automobiliste change de vitesse, et passe allégrement du vaudeville caustique à la pochade burlesque, du drame bourgeois à l'enquête policière, du tract-pamphlet au conte fantastique.

Quelques exemples encore. Dans une auberge à la Feydeau, une voyageuse et quatre moines organisent un saint poker (« *l'ouvre d'une vierge.* — *Un scapulaire de mieux* »), puis se retrouvent autour du lit d'un chapelier, amateur de flagellation. Ils ont pour voisins un adolescent et une femme frisant la soixantaine, entre lesquels se déroule une étrange scène d'amour. Des flics sont à l'école. On leur enseigne les subtilités de la loi et du droit. Ils chahutent comme des garnements. Pendant ce temps, la police nationale recherche une petite fille disparue et qui, pourtant, continue d'habiter chez ses parents. Un préfet entreprend de découvrir auprès de sa sœur décédée les « vrais secrets de la mort ». Il est accusé de nécrophilie et se trouve nez à nez avec un autre préfet qui lui ressemble comme un double. Tous deux assistent à une « manif » que contemple, vaguement dédaigneuse, une autruche. (Buñuel affirme que l'autruche c'est lui.)

Visionnaire tranquille

Prodigieuse fresque gigogne, tumultueux pot-pourri, inépuisable sac à malice, ce récit incohérent est un modèle de cohérence. Cohérence du style, cohérence de l'interprétation, cohérence surtout de l'inspiration. C'est parce que chaque image prend racine dans le terreau bunuélien que cette mosaïque éclatée forme un tout homogène. Une fois de plus Buñuel nous impose ses songes. Des songes qui ne sont qu'une autre version de la réalité. Lucidité, intransigeance, drôlerie, acuité du regard, pouvoir créateur (ici à sa plénitude) : ce visionnaire tranquille n'a pas besoin de s'imiter pour être fidèle à lui-même.

Terminons par un conseil : il faut voir ce film sans chercher midi à quatorze heures. Midi *est* à quatorze heures. Voilà ce qui importe. Le mieux est donc de s'abandonner aux méandres et aux cascades du récit. Ce serait une erreur que de flairer partout des symboles. Buñuel déteste les symboles. Ce qu'il veut dire, il le dit. Ce qu'il tient à montrer, il le montre. Au fond, c'est lui qui a raison. *Le Fantôme de la liberté* est un film qui se passe très bien de poteaux indicateurs et de mode d'emploi. L'éblouissement suffit.

★ Quintette, U.G.C. Odéon, Concorde, Ermitage, Caméo, Montparnasse Pathé, Gaumont Convention, Mayfair, Clichy-Pathé.

LE « REVIVAL » DES BOUFFES-DU-NORD

Dans le théâtre à claire-voie, à travers la verrière ouverte, la pluie tombe doucement. A la place de la scène, un trou béant. Les fauteuils d'orchestre ont disparu. Reste un plancher bétonné sous les pâtisseries des balcons, décolorées, verdies. Décor fabuleux pour un Dracula, pour un Fantôme de l'Opéra, Peter Brook y répète *Timon d'Athènes*. Il fait revivre les Bouffes-du-Nord, fermés depuis plus de vingt ans, rachetés par un entrepreneur en maçonnerie, qui, venu faire des travaux dans l'immeuble voisin, est tombé amoureux du théâtre endormi.

La salle ouvre le 15 octobre. Elle sera terminée par un vrai tour de force : trois mois de travaux, 1 million de francs pour tout remettre en état. Peter Brook ne veut pas de scène. En tout cas, pas pour *Timon d'Athènes*. Le trou béant fait partie de la scénographie. Les spectateurs de l'orchestre (qui paieront 10 F) seront assis sur des coussins. Aux premier et deuxième balcons sont installés des fauteuils de bois (à 20 F) surélevés pour que tout le monde puisse voir. Le troisième balcon devient un étage technique. Le théâtre revit déjà, entre un magasin de farces et attrapes, qui, depuis la nuit des temps, vend des gadgets hilarants, des monologues désopilants par douze, pour fin de mariages, et un café décoré d'une peinture naïve, où l'on voit une danseuse à plumes et un pompier rêveur. Depuis seize ans, le patron du café attend que le théâtre ouvre. Aujourd'hui, il est content, attendri par les comédiens qui viennent se réchauffer. Il attend les spectateurs. La location par correspondance est ouverte au Théâtre des Bouffes-du-Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle.

« COMME LA NEIGE EN ÉTÉ »

Un « musical » franco-israélo-tzigane de Jacques Lanzmann

LES comédies musicales, les « musicals », sont aux Etats-Unis ce que Racine et Molière sont à la France : des produits culturels nationaux. A ceci près que les show-businessmen n'hésiteraient pas à faire adapter leurs *Phèdre* ou leurs *Tartuffe* en comédie musicale. Pourquoi pas ? Les classiques, on l'a vu, à travers les passions tourmentées de leurs héros antiques et grandioses, racontaient la vie de leur temps. Derrière leurs intrigues simplistes, les comédies musicales peuvent exprimer — voir *West Side Story*, *Hair* — les révoltes contre l'injustice, les désarrois du présent. D'une manière linéaire, sans doute, mais avec d'autant plus de force.

« *Ce qu'il y a de formidable dans les comédies musicales,* dit Jacques Lanzmann, *ce sont les chansons. En trois minutes, elles concentrent toute une histoire grâce à l'atmosphère créée par la musique. Elles sont comme des loupes qui isolent et grossissent les problèmes.* »

Jacques Lanzmann est l'auteur de *Comme la neige en été*, que répètent actuellement Régine, Mouloudji, et une quinzaine de danseurs-chanteurs-comédiens. Il en a écrit les « lyrics » et le texte. « *Mais le texte,* dit-il, *j'en coupe tous les jours.* » C'est sa première comédie musicale originale jouée. Il avait eu l'idée d'un « opéra rock et rouge », quelque chose comme « Karl Marx Superstar », sans souci de vérité historique. On y aurait vu, emprisonnés dans la même cellule, Marx et Jésus s'affronter. « *C'est resté à l'état de synopsis. Les producteurs sont effrayés à la seule idée de tels personnages. D'ailleurs, c'est vrai, ils sont dangereux à mettre en scène. Et depuis, il y a eu* Karl Marx Play. »

Jacques Lanzmann, pourtant, n'est pas un débutant, il a adapté *Hair* en français.

« *J'ai sué sang et eau, d'autant plus que je ne connais pas l'anglais. Tout le monde était affolé. Moi, je considère que c'est une chance. On ne fait jamais mieux connaissance d'un pays que lorsqu'on n'en parle pas la langue. On se ramasse sur soi-même, attentif au moindre son, à la moindre odeur. On est complètement réceptif, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.*

» *J'ai travaillé sur une traduction mot à mot de* Hair. *J'ai tout mis à plat, tout épluché. J'en ai appris beaucoup, parce que sous ses dehors « cool », voilà une pièce rudement bien faite — assez raccrocheuse, il faut bien l'avouer, — où tout s'équilibre et se met en valeur. Savoir doser l'humour, la gravité, la détente, le choc, c'est essentiel et compliqué. Les Américains sont de vrais professionnels.* »

Une allégorie sur les minorités

Les Américains sont soutenus par une tradition, et, bien entendu, les Français ont envie de faire aussi bien, sans avoir besoin de rien importer. Importer un succès new-yorkais engage un pari sans garantie. *Un violon sur le toit* a marché, *Sweet Charity*, non. *Hair* a marché, *Jésus-Christ Superstar*, non. *Godspell*, oui. (Et *Comme la neige en été* succèdera à *Godspell* via Robert Wilson aux Variétés, à partir du 17 octobre.) Pourquoi ne pas faire une comédie musicale purement française ? C'est une manière de parler. *Comme la neige en été* est une allégorie sur les minorités : les raciales, les sociales, les sexuelles. L'idée est venue du chorégraphe Jonathan Karmon, un Roumain naturalisé israélien, qui, pendant la guerre, a fait partie du dernier train d'échange entre des enfants juifs et des soldats américains. La musique est de Dov Seltzer, israélo-italo-américain. Elle est d'inspiration tzigane, puisqu'elle montre une troupe nomade conduite, dirigée par « *une sorte de Golda Meir* » : Régine. Mouloudji est un homme qui a vécu, qui sait. Sa morale est : « *On efface tout et on recommence.* » Il n'y a pas d'intrigue construite, mais un enchaînement d'épisodes. Il n'y a pas de personnages définis, ils s'adaptent aux situations. Il n'y a pas de réalisme, la musique est orchestrée sur un mode moderne, les costumes sont outranciers.

« *On parle des minorités,* dit Jacques Lanzmann, *mais il n'y a ni Africains ni Asiatiques. Ce serait trop direct, trop agressif. Dès que la situation devient trop dure, je m'en tire avec une pirouette, c'est dans mon tempérament. Après tout, j'écris des chansons. Les choses sont dites, pourtant. Les spectateurs qui ne voudront pas comprendre pourront se laisser aller au rythme et au spectaculaire. Je l'espère. Après* Hair, *on ne peut pas revenir aux idylles mièvres qui finissent bien.* Comme la neige en été *ne raconte pas d'histoire d'amour. On y voit les pessimistes qui se laissent exploiter, et les optimistes qui savent que les majoritaires ne peuvent pas se passer d'eux.* »

Une équipe de football

On ne voit ni Africains ni Asiatiques dans cette comédie musicale franco-israélo-tzigane, mais trois danseurs américains venus spécialement de New-York. Il est vrai qu'ils doivent mesurer un mètre quatre-vingts, ce qui n'est pas une taille courante pour un danseur : « *Une troupe musicale est aussi internationale qu'une équipe de football* », dit Jacques Lanzmann.

« *J'ai fait passer des centaines d'auditions à New-York,* raconte Jonathan Karmon. *On dit toujours qu'à Paris on ne peut pas réunir de distribution. A New-York, aujourd'hui, ce n'est pas tellement mieux. La situation a changé depuis dix ans. Les théâtres marchent moins bien. Les danseurs sont au chômage et ils émigrent. Mais où ? On m'avait dit qu'ils étaient à Los Angeles. Là-bas, c'est la même chose, tout juste s'il reste à la télévision une ou deux émissions où ils peuvent travailler...* »

Les danseurs américains retrouveront New-York après une série de représentations à Paris. La troupe sera dédoublée et l'une d'elles, Régine en tête, jouera sur Broadway. « *Ce sera la première comédie musicale à passer l'Atlantique dans ce sens* », dit Jacques Lanzmann, manifestement satisfait, mais le regard embrumé d'inquiétude. Il rêve déjà à une autre comédie musicale, adaptée cette fois, qu'il a vue en Israël avec seulement trois personnages : Shakespeare, Roméo et Juliette, qui ont survécu et vieilli. Il soupire, cet auteur gai : « *Vous vous rendez compte de ce qu'on peut faire avec un personnage comme Shakespeare, et avec un amour qui se dégrade ?* »

COLETTE GODARD.

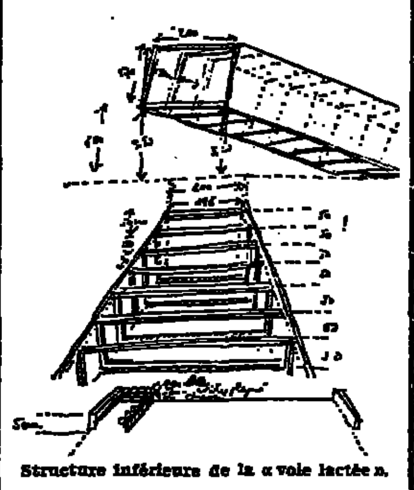
★ Variétés, à partir du 17 octobre.

Un monument pour Houston

La nouvelle « galaxie » de Damian

AVANT d'être sculpteur, Horia Damian était peintre. Le passage d'un genre à l'autre n'a guère changé les données de son art. C'est sans rupture qu'il est passé à l'expression tridimentionnelle. Il y a vingt ans, ce Roumain de Paris peignait des galaxies.

On retrouve ce même symbolisme interstellaire dans sa sculpture, mais moins élémentaire et moins directement figuratif. Langage au second degré qui se résout dans une architecture monumentale, pour les dieux à l'image des constructions de pyramides égyptiennes ou aztèques. Il y a une dizaine d'années, son exposition du Musée d'art moderne de la Ville de Paris nous rappelait cette parenté avec l'architecture du monde antique ramenée à des formes géométriques simples : le triangle, le trapèze, le cube, le cône, la sphère...



Structure inférieure de la « voie lactée ».

A ce degré de simplification et de monumentalité, l'architecture tend fatalement à chevaucher le sacré et le rationnel, comme chez Boullée et Ledoux aux alentours de la Révolution française, ou comme Le Corbusier l'a fait à Ronchamp au milieu d'une architecture industrielle désincarnée : c'est par la monumentalité, la majesté, la simplicité, que tout un secteur de l'art abstrait tente, au milieu d'une société industrielle, de réactualiser l'expression du sacré.

Le caractère « ouvert » de la sculpture de Damian, qui n'enferme pas l'esprit dans une interprétation bien définie, favorise cet envol. De prime abord, elle fait penser à la sculpture « minimaliste » américaine, qui a pris pour modèle les volumes géométriques de l'architecture industrielle d'acier et de verre de Manhattan. Mais Damian élabore ses constructions avec des images antiques dans l'esprit, archaïques et religieuses. Il sculpte moderne, avec une mentalité primitive.

D'où cet homme pacifique et doux sort-il cette architecture pour colosses, conçue pour être gravie par l'imagination ? Rêves de grandeur, mégalomanie rentrée, sens du cérémonial et de la célébration ? Non, un simulacre, un jeu de l'esprit. Ces « monuments » sont des constructions en contreplaqué, peintes soigneusement pour donner l'illusion de la masse et de la densité. Exposés dans un lieu, ils en perturbent le rythme et le plient à leurs lois. Ainsi, cette « galaxie » exposée à la Neue Galerie Ludwig à Aachen (Aix-la-Chapelle). C'est une sorte d'obélisque parallélépipédique penché, presque couché sur le sol, de cet ancien palais baroque. Une rampe qui s'élancerait vers le ciel, tremplin d'une « voie lactée » peinte en bleu de nuit, recouverte de petites billes, sphères irrégulières, qui emprisonnent et renvoient inlassablement la lumière. Il était inévitable que cette sculpture débouche sur le monumental.

La nouvelle « galaxie » de Damian, qui fait penser à une variante de la colonne infinie de Brancusi est un projet pour un monument à Houston, Texas. Il était également inévitable que Damian rencontre Salvador Dali, qui lui a demandé de réaliser le grand « escalier impérial » de son propre musée à Figueras (inauguration probable en octobre). Doubles plans inclinés en guise d'escaliers, portes en forme de soleil polygonal qui imposent le silence avant d'ouvrir sur le temple qu'un grand prestidigitateur de l'art a aménagé pour sa propre gloire. L'art calme de Damian y entre de plain-pied avec le délire dalinien. Après que sa peinture a rejoint la sculpture, celle-ci, à son tour, rejoint l'architecture par la grande porte.

JACQUES MICHEL.

★ Après l'exposition de la Neue Galerie d'Aix-la-Chapelle, Damian inaugurera en octobre prochain sa sculpture monumentale pour le musée Dali, à Figueras. Il prépare pour l'automne une exposition de dessins au Musée d'art moderne de Sao-Paulo.

Disque

LES « SOUSCRIPTIONS » CONTRE LA HAUSSE

Les « souscriptions » de disques de l'automne paraîtront spécialement bienvenues cette année en période de hausse des prix : elles représentent environ 33 % de baisse pour quelque quatre cent soixante disques classiques, dont le prix sera en moyenne de 31 francs (au lieu de 46 francs).

Le menu de cette année satisfera les plus exigeants, sans cependant présenter de nouveautés très exceptionnelles ni trop s'écarter du répertoire traditionnel des dix-huitième et dix-neuvième siècles ; aucun compositeur vivant n'y figure. Dans cette liste, établie par les revues *Diapason* et *Harmonie*, on notera surtout le premier enregistrement du *Retour de Tobie* de Haydn et l'achèvement des *Symphonies* du même Haydn par Dorati, les intégrales des *Quatuors* de Mozart et de Beethoven, ainsi que des mélodies de Fauré, les *Concertos* de Rachmaninov interprétés par le compositeur, la musique de chambre de Schoenberg et une curiosité, *El Pessebre*, l'« oratorio de la paix » de Casals, qui n'a jamais été joué à Paris.

Côté opéra, la première gravure d'*Un jour de règne*, de Verdi, *l'Enlèvement au sérail* dirigé par Böhm, et deux somptueuses distributions pour *la Bohème* (M. Caballe, P. Domingo, G. Solti) et *Otello* (Freni, Vickers, Karajan).

JACQUES LONCHAMPT.

★ Lire la liste des souscriptions, en page 20.

EN BREF

Défense et illustration du Super-8 à Bruxelles

Festivals

SUPER-8 A BRUXELLES

Le groupe belge Expression Super-8 organise, du 20 au 22 septembre, son premier festival. Fondé en janvier dernier, ce groupe, ouvert à tous, a pour objectif « la défense et l'illustration du cinéma Super-8 et Single-8 ». Il compte y parvenir par l'organisation de festivals, la coordination avec les autres manifestations de ce type, la création de lieux de rencontre et de documentation, la distribution des films à l'échelle nationale, la création d'un centre technique, l'organisation de stages.

Le festival présentera des films non professionnels belges et étrangers, des réalisations de cinéastes professionnels. Les animations porteront sur les projections (Super-8 et vidéo), sur une exposition de matériel et de photos de plateau.

★ Rens. : rue Paul-Emile-Janson, 12, 1050 Bruxelles. Tél. 649-89-26.

Musique

GEORG SOLTI JUGE L'ORCHESTRE DE PARIS

Dans une interview à Edith Walter, directrice de la revue de disques *Harmonie*, Georg Solti a indiqué les raisons pour lesquelles il n'avait pas renouvelé son contrat avec l'Orchestre de Paris, qui s'achève à la fin de la prochaine saison. Il a notamment déclaré :

« Je n'ai pas à être déçu (de cette expérience parisienne), parce que je suis fautif. Je m'attendais à trop. J'ai accepté cet orchestre après l'avoir entendu en concert. J'ai vu une formation jeune que je pouvais mener aussi loin que Chicago. Le potentiel y était. Mais eux n'ont pas voulu. (...) Quand j'ai signé ce contrat, je ne me rendais pas compte que cet orchestre avait besoin de la présence de son patron d'un bout à l'autre de l'année, ce qu'il n'a jamais eu, pour le tenir en main, musicalement, et pour la discipline de travail. Un orchestre européen a toujours besoin que le « Boss » soit là à le faire travailler, sinon pourquoi travailler ? (...).

» Si j'avais quarante-cinq ans, et si j'étais libre, je resterais, tellement je suis sûr qu'on peut arriver au résultat optimum. Moi j'ai soixante et un ans et deux orchestres, c'est trop pour moi ; l'Orchestre de Paris me fatigue trop. Nous avons encore une saison à travailler ensemble, et j'espère inculquer (aux musiciens), établir dans leur mode de pensée, un certain besoin de qualité qui ne devrait plus les quitter désormais, qui ne sera pas perdu (...).

Polémiques

MUSIQUE ET PHILOSOPHIE A REIMS

La musique atonale n'a pas de sens. C'est aujourd'hui une certitude, une affaire classée : M. Jean-Claude Piguet, professeur d'esthétique à l'université de Lausanne, l'a démontré entre 14 h. 40 et 15 h. 15 le jeudi 5 septembre, salle de l'hôtel de ville de Reims, face aux congressistes des sociétés de philosophie de langue française.

Un sens, direz-vous, quel sens ? De gauche à droite ? De haut en bas ? *« Le sens commun »*, répond M. Piguet, celui de toutes les musiques antérieures à Schoenberg, fondé sur la hiérarchie des degrés par rapport à la fondamentale et à la dominante. Après c'est l' « hérésie », la « coupure », le « bond qualitatif », la réunion du métronome et de la machine à calculer, l' « ordre des signes » substitué à la « nature des choses » : le chaos. Les douze degrés ont « revêtu l'uniforme », sous la plume des « colonels inhumains du sérialisme ». La mode a fait le reste. Mais la tonalité n'a pas capitulé : elle triomphera grâce à Frank Martin et Benjamin Britten.

Anne REY.

Théâtre

POURQUOI LA ROBE D'ANNA NE VEUT PAS REDESCENDRE

Sous sa jupe plissée, Anna se donne des sensations, au-dessus d'une bouche d'air, comme Marilyn dans *Sept ans de malheur*. Elle est caissière dans un cinéma mal famé de la 42e Rue, chaque fin de semaine, elle met son boa, sa perruque frisée, et s'en va à Coney-Island.

Devant trois lames de miroir en éventail, Arizona, minet narcissique, cherche à multiplier ses reflets : « les facettes de sa personnalité ». Anna-la-vieille représente toutes les Anna qu'il a connues, toutes les frustrées, les avides qui l'ont agrippé, « bouffé ». Et pour Anna, le garçon représente tous les garçons qu'elle a pris dans ses bras, en rêve ou en réalité. Car, bien sûr, ils se rejoignent, se racontent leur vie, se la jouent, se l'affabulent, se la caricaturent avec un masochisme sarcastique. Ils sont deux produits de la mythologie américaine, la matrone goulue, et le « Macadam Cow-Boy ». Ensuite, ils se transforment en figures de cire, ce qui est une fin comme une autre, sans surprise. On avait déjà compris que ces pantins resteraient des pantins.

La pièce de Tom Eyen est typique du style café-théâtre. De plus, on y retrouve la manière de Bernard da Costa qui en a fait l'adaptation. On en a beaucoup vu de semblables, où deux personnages (et même un seul) jouent « le jeu du théâtre et de la vie », « du rêve et de la réalité ». Clichés qui s'accommodent du cadre étroit, enfermé, de la promiscuité du public. Sur le plateau du Carré-Thorigny, les deux « ratés » arrivent difficilement à s'emprisonner dans une atmosphère pesante, étouffante, bourbeuse, où les mots d'auteur devraient surgir comme de petits éclats de rire pathétiques. C'est que Silvia Monfort n'est pas parvenue à se vieillir. Elle n'a pas voulu s'enlaidir. Elle prodigue des jambes dignes de celles d'une danseuse. Elle a de la flamme, de l'autorité, une sorte de raideur timide qui la rend vulnérable. Mais, à aucun moment, elle ne paraît monsdéau, sympathique comme un jeune premier de la chanson.

C. G.

★ Carré-Thorigny, 21 heures.

Les réformes théâtrales

Jacques Rosner au Conservatoire

JACQUES ROSNER, qui dirige le Théâtre du Lambrequin, (« Dreyfus », l'année dernière à l'Odéon), prendra la direction du Conservatoire national d'art dramatique, laissée libre par le départ de Pierre-Aimé Touchard, dès que les négociations du secrétariat d'État à la culture avec une jeune troupe pour prendre sa suite au Centre dramatique national du Nord auront abouti.

Jacques Rosner est né à Lyon en 1936. Fils de commerçants, il fait de tranquilles études. Un professeur le « pervertit » en l'emmenant au théâtre. Il sèche des cours, va aux Célestins chaque semaine, obtient quand même la première partie du bac, rencontre Planchon. Il a dix-sept ans, c'en est fini des études.

Rosner travaille pendant quatre ans comme comédien au Théâtre des Marronniers, jusqu'au service militaire. Il en revient au moment où Planchon s'installe à Villeurbanne. « *Alors*, dit-il, *Planchon m'a demandé de devenir son assistant. Déjà aux Marronniers j'étais attiré par la mise en scène. Le travail de comédien me plaît, seulement je ne suis pas bon. Il m'arrive de jouer, mais c'est rare. J'avais remplacé Planchon une fois, parce qu'il était tombé malade au milieu des répétitions de* Casque d'or. *Quand il avait monté* Grand-peur et misère du III[e] Reich, *il m'avait confié un sketch. Il s'était réservé tous les autres.*

» *A Villeurbanne, je l'ai assisté jusqu'au jour où il a décidé d'écrire et de s'isoler pendant trois mois pour travailler à l'adaptation d'*Edouard II. *J'ai repris trois de ses spectacles :* George Dandin, la Seconde Surprise de l'amour *et* les Trois Mousquetaires. *C'était en 1960. J'ai commencé tard. Je ne suis pas très avancé pour mon âge. Après, j'ai eu vraiment envie de faire de la mise en scène. J'ai rencontré Gatti et j'ai monté* Auguste Geai. *J'ai été le premier à qui Planchon ait confié une de ses pièces :* Patte Blanche.

» *J'ai continué, à Villeurbanne, à Toulouse, où l'on m'a demandé* la Cerisaie *et* la Mère. *A Chaillot, j'ai repris* la Mère, *j'ai monté* Opérette, *qui a été un succès et* Tom Paine, *qui a été un désastre. Enfin, je me suis consacré au* Lambrequin (le théâtre qu'il a fondé à Tourcoing, pour succéder au C.D.N. d'André Reybaz). »

Jacques Rosner ne nie pas l'influence de Planchon. Il ne la rejette pas, ne la renie pas, bien au contraire. Il croit à l'enseignement tel qu'il était pratiqué chez les peintres de la Renaissance. Dans un atelier, où le maître montrait à ses élèves ce qu'il savait faire, et comment il le faisait. Où il leur confiait des travaux, où il leur donnait des occasions de peindre.

« *La seule différence*, dit-il, *c'est qu'aujourd'hui les élèves doivent avoir plusieurs maîtres, parce que les arts se sont diversifiés. Comme Planchon, je pense qu'il n'y a pas d'enseignement possible, sauf celui des techniques.* »

De Planchon, en plus de la technique, Rosner a pris et gardé une éthique : celle de la rigueur. « *C'est le primat absolu de l'exigence artistique*, dit-il. *D'où un très long travail de préparation, de très nombreuses répétitions. Pendant quinze ans, à Lyon et à Villeurbanne, je n'ai pas souvenir d'une répétition annulée. On a beau préparer, prévoir, on reste toujours surpris au contact des acteurs, de la réalité. Je ne conçois pas un théâtre sans comédiens. La plus belle mise en scène du monde demeure indéchiffrable sans une bonne distribution. Je pense toujours à ce que demande Peter Stein à ses acteurs : « A* quoi penses-tu en ce moment ? » *Dans l'idéal, on devrait pouvoir les diriger à partir de leurs réponses à cette question.* »

» *Je suis pour un théâtre qui décrit les rapports à la fois immédiats et souterrains entre des individus. Le théâtre est politique, bien sûr; il manie des idéologies, des idées. Il ne peut que montrer des conflits à divers échelons. Et par là peut éclairer la conscience, mais c'est tout. Quand j'ai monté* Nicomède, *en 1968, certains y ont vu une actualité à propos de la Tchécoslovaquie, d'autres, à propos du Vietnam. Moi, je n'ai jamais dit ça. J'ai seulement montré une histoire de famille à l'intérieur d'un conflit de classes situé, lui-même, à l'intérieur d'un rapport de forces entre une grande et une petite puissance...* »

Comme Planchon, toujours, Rosner pense qu'il est indispensable d'interroger les classiques : « *On ne peut pas faire table rase du passé, et non plus faire un travail archéologique Il est impossible de ne pas l'actualiser. On doit chercher ce qu'une œuvre a représenté au moment où elle a été écrite, mais on ne peut pas le reproduire. A la limite, un texte classique est incompréhensible, si la mise en scène ne le traduit pas dans un langage contemporain.* »

Jacques Rosner souhaite que le Conservatoire forme des « élèves comédiens » et non pas seulement des « élèves du Conservatoire ». Il aimerait une coordination entre toutes les écoles — il en faudrait davantage — pour que les élèves puissent bénéficier des divers types d'enseignement et choisir en connaissance de cause dans quel sens ils vont diriger leur vie professionnelle. — C. G.

LA BANDE A VASSILIU

DISCRET et tendre, aimant la vie, l'amour et la Provence, où il s'attarde le plus souvent au mépris des bons usages du show-business, Pierre Vassiliu réapparaît de temps à autre avec ses chansons, dont certaines à l'humour tonique, corrosif, tombent alors sous les ciseaux de la censure.

Cette année, le voici avec sa bande ou plutôt une réunion de copains qui ont un même goût de la musique, qui ont su garder une certaine fraîcheur, qui savent donner et recevoir, des musiciens et des chanteurs qui, pour une fois, ne se prennent pas au sérieux, ne se donnent pas l'air de la joie et sont simplement généreux.

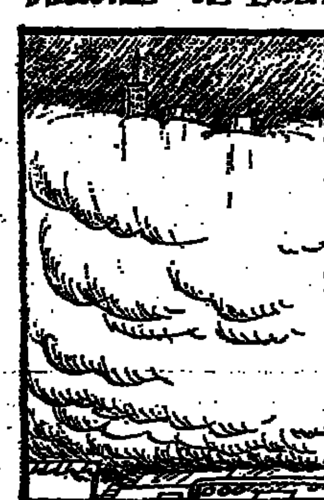
Le spectacle se développe naturellement, libre à l'égard de tout le monde, détaché de toute entrave, chacun s'exprimant à sa manière, soutenant les autres, partageant entre soi ce qui prend un peu l'allure d'une fête. Il y a Bernard Lubat et le Percussion expériences, il y a Claude Engel, il y a Dick Annegarn et Montagné. Ce n'est pas la révolution dans la musique et la chansonnette. C'est quelque chose de plus rare : un spectacle qui ne repose pas sur du bluff, sur du toc, mais sur des gens vrais, « nature », liés par l'amitié et jouant, chantant ce qu'ils aiment. — C. F.

★ Olympia, 21 h. 15.

Bonnaffé à New-York

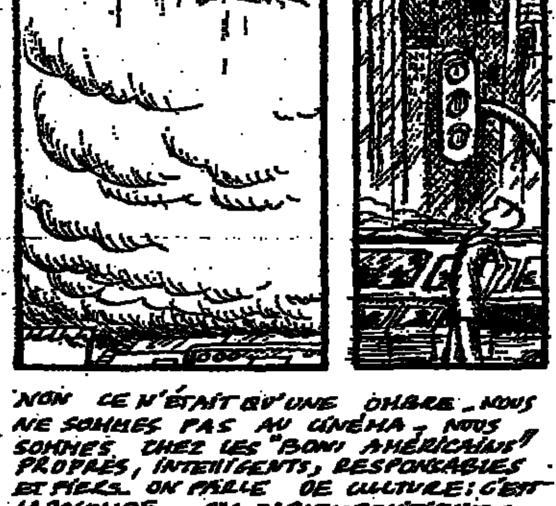
ENTRE HITCHCOCK ET ANDY WARHOL

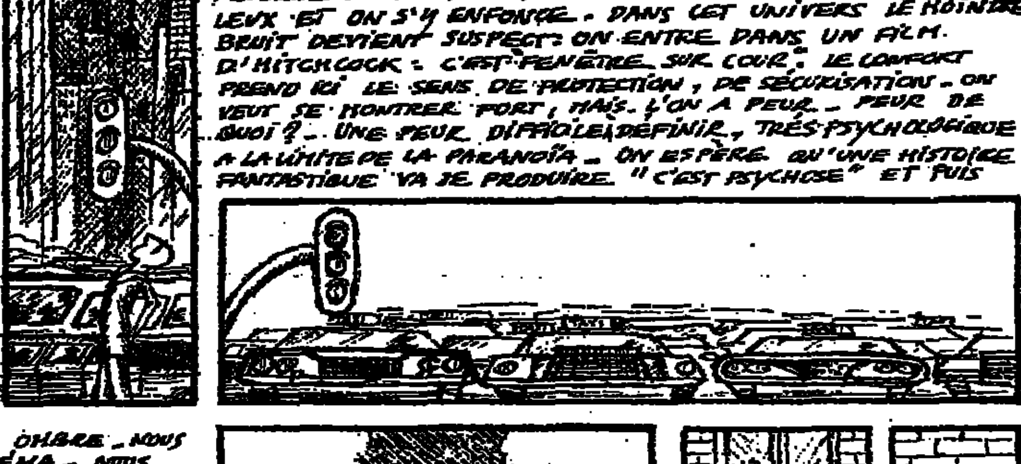
ON NE VOIT PAS NEW-YORK DE LOIN, ON NE VOIT PAS NEW-YORK DE PRÈS. VOUS ÊTES TOUJOURS AU RAS DE CETTE CITÉ. PAS UN FILM NE PEUT VOUS DONNER L'IMPRESSION DE CETTE AMBIANCE, OUATÉE, SILENCIEUSE ET BICOLORE - JAUNE ET GRISE - "LA HAUTE VERTICALITÉ" OU "LA BASSE HORIZONTALITÉ" VOUS IMPRESSIONNE IMMÉDIATEMENT. DANS LA BANLIEUE NORD-EST APRÈS AVOIR TRAVERSÉ HARLEM, ON DÉCOUVRE DES ENSEMBLES DE MAISONS DANS UN ÎLOT DE VERDURE. ENTOURÉES DE PELOUSES BIEN TONDUES, LA PLUPART RESSEMBLENT À DES COTTAGES ANGLAIS - ICI "ON EST RICHE" OU DU MOINS ON LE DIT. ON AIME LE CALME ET LA SÉCURITÉ. DES MOQUETTES ÉPAISSES ABSORBENT LE BRUIT DES PAS. LES FAUTEUILS SONT MOELLEUX ET ON S'Y ENFONCE. DANS CET UNIVERS LE MOINDRE BRUIT DEVIENT SUSPECT : ON ENTRE DANS UN FILM D'HITCHCOCK : C'EST "FENÊTRE SUR COUR". LE CONFORT PREND ICI LE SENS DE PROTECTION, DE SÉCURISATION. ON VEUT SE MONTRER FORT, MAIS L'ON A PEUR - PEUR DE QUOI ? - UNE PEUR DIFFICILE À DÉFINIR, TRÈS PSYCHOLOGIQUE À LA LIMITE DE LA PARANOÏA. ON ESPÈRE QU'UNE HISTOIRE FANTASTIQUE VA SE PRODUIRE. "C'EST PSYCHOSE" ET PUIS









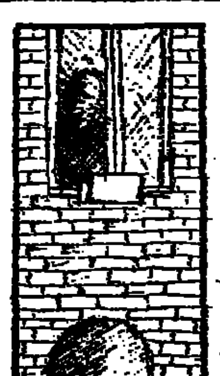


NON CE N'ÉTAIT QU'UNE OMBRE - NOUS NE SOMMES PAS AU CINÉMA - NOUS SOMMES CHEZ LES "BONS AMÉRICAINS" PROPRES, INTELLIGENTS, RESPONSABLES ET FIERS. ON PARLE DE CULTURE : C'EST LA JOCONDE - ON PARLE POLITIQUE : "IL FAUT TUER TOUS LES ARABES. SINON NOUS ALLONS AU KRACH ÉCONOMIQUE : UNE GUERRE DE 3 JOURS ET NOUS REPRENONS LE PÉTROLE" - "C'EST LA SEULE CHANCE DE SAUVER L'AMÉRIQUE" - ET TOUT LE MONDE D'APPROUVER. CE SONT DES ÉCONOMISTES QUI PARLENT - "NOUS SOMMES JUIFS, MAIS NOUS NE SOMMES PAS RACISTES" !....

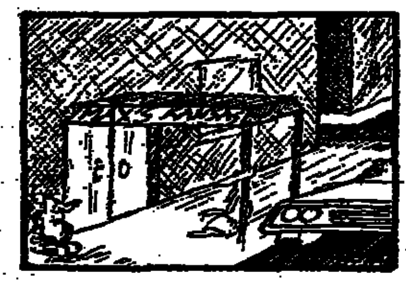
IL ÉTAIT TEMPS DE REDESCENDRE VERS NEW-YORK.













DOWNTOWN PLONGÉ DANS LE NOIR EST CALME. POURTANT DU CÔTÉ DE LA 18ème IL Y A UN BAR ENCORE ALLUMÉ. DANS LE FOND DE LA SALLE LES ARTISTES DU MONDE "UNDERGROUND" SE PRESSENT. C'EST LÀ QU'ON PEUT RENCONTRER ANDY WARHOL ET SES AMIS : DE JEUNES RÉALISATEURS, CAMERAMEN, PHOTOGRAPHES, PEINTRES DISCUTENT DE LEURS PROJETS. ICI ON EST CURIEUX ET TOUT LE MONDE SE PARLE. ON FAIT TRÈS VITE DES RENCONTRES. ANTON PERICH UN JEUNE PHOTOGRAPHE M'A FAIT DÉCOUVRIR "CHANNEL D" : CHAÎNE DE TV PAR CABLE SUR LAQUELLE NE PASSE AUCUNE PUBLICITÉ ET QUI TOUCHE ENVIRON 200 000 FAMILLES NEW-YORKAISES. C'EST PAR CE MOYEN QUE LE MILIEU UNDERGROUND FRANCHIT LA FRONTIÈRE.

CHAQUE SEMAINE ANTON PERICH FAIT UNE ÉMISSION AVEC LES AMIS D'ANDY WARHOL ET BIEN D'AUTRES CURIOSITÉS. CE SONT DES INTERVIEWS FANTAISISTES OÙ L'ON PARLE D'ANTI ART, DE POLITIQUE, DE DÉCADENCE ET SURTOUT DE SEXE. ON S'AGITE BEAUCOUP DEVANT LA CAMÉRA VIDÉO AVEC UN GRAND SENS DE L'HUMOUR - VIVA, JACKIE CURTIS, HOLLYWOOD LAWN, CANDY DARLING, TAYLOR MEAD, ANDREA WHIPS, DONNA JORDAN, BIANCA JAGGER, CYRINDA FOX









......, DES VÉLOS, DES SPAGHETTIS, DES FAUTEUILS, DES SALLES DE BAINS.... ONT DÉJÀ PARTICIPÉ À CES SHOW VIDÉO. ANTON PERICH RECRUTE SES VEDETTES DANS LES DIFFÉRENTS BAR CITÉS PLUS HAUT. EN GÉNÉRAL CELA SE PASSE ENTRE MINUIT ET QUATRE OU CINQ HEURES DU MATIN.

LE MOUVEMENT DÉCADENCE SE PORTE BIEN, ET TOUT CE MONDE-LÀ S'INTÉRESSE PLUS MAINTENANT AUX ATELIERS DE SOHO (LE MARAIS NEW YORKAIS) QU'ILS RÉNOVENT, QU'À SES POUBELLES GLORIFIÉES PAR ANDY WARHOL ET PAUL MORISSEY DANS "TRASH", UN ESPOIR POUR CETTE VILLE OÙ LE CITADIN EST EN FUITE.

Les rendez-vous

Théâtres publics

Paris

● COMÉDIE-FRANÇAISE : au Théâtre Marigny, les Comédiens-français créent *Hernani* dans une mise en scène de Robert Hossein, *l'Idiot*, de Dostoïevski, adaptation de Gabriel Arout, et *l'Impromptu de Marigny*, de Jean Poiret.

● *ODEON* : *la Nostalgie camarade*, de François Billetdoux ; *En rev'nant de l'expo*, de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Jean-Pierre Vincent ; *Othon*, de Corneille, mise en scène de Jean-Pierre Miquel ; *le Barbier de Séville*, de Rossini, par le Théâtre musical d'Angers, mise en scène de Luca Ronconi ; *la Maison de Bernarda*, de Garcia Lorca, mise en scène de Robert Hossein ; *Une lune pour les déshérités*, d'Eugène O'Neill, mise en scène de Jacques Rosner.

— *AU PETIT-ODEON* : Corneille, Valéry, Calaferte, Pavese, Ganzl, Madral.

● *TEP* : reprise de *l'Opéra de quat'sous*, de Brecht ; *Androclès et le lion*, de Bernard Shaw, mise en scène de Guy Rétoré.

● *THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT* : parmi les nombreux spectacles programmés par Jack Lang, sont retenus : *l'Atlandide*, mise en scène de Petrika Ionesco ; *Tabarin*, mise en scène de David Esrig ; *Faust*, de Goethe, mise en scène de Klaus Michel Gruber. André-Louis Perinetti donnera ultérieurement son programme.

● *THEATRE DE LA VILLE* : *la Création du monde et autres business*, mise en scène de Jean Mercure ; *Turcaret*, mise en scène de Serge Peyrat ; *la Mouette*, de Tchekhov, mise en scène de Lucian Pintilié ; *la Noce chez les petits bourgeois*, de Brecht, mise en scène de Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdheuil.

● *NOUVEAU CARRE (Gaîté-Lyrique)* : *Merchant Ship*, de Jacques Guimet. Sous réserves : *Penthésilée*, de Kleist, et le *Tableau*, d'Ionesco.

Banlieue

● AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune : *les Vampires*, de Serge Ganzl, en coproduction avec le Grenier de Toulouse ; *Si ta gueule est de travers*, d'Oswald Dragun et Jean-Claude Grumberg, spectacle de tréteaux.

● GENNEVILLIERS : trois mises en scène de Bernard Sobel : *le Précepteur*, de Lenz ; *le Pavillon au bord de la rivière*, opéra chinois du Berliner ; *Marie*, d'Isaac Babel.

● IVRY : *le Pique-nique de Claretta*, de René Kalisky, mise en scène d'Antoine Vitez.

● MALAKOFF : *Hamlet*, mise en scène d'André Kayat.

● NANTERRE, Théâtre des Amandiers : *les Bottes de l'ogre* et *la Résistance*, de Philippe Adrien ; *Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?* d'après Neruda, un spectacle de Pierre Debauche ; *Othello*, mise en scène de Chistian Dente.

● SAINT-DENIS, Théâtre Gérard-Philipe : *Figaro-ci, Figaro-là*, spectacle musical de José Valverde et Jacques Luccioni.

● SARTROUVILLE : *Théâtre pour jouer*, de Françoise Pillet, mise en scène de François Szpiro, spectacle pour enfants ; *Refusez de croire que la vie ce n'est rien...*, d'après Brecht, mise en scène de Dominique Serreau, spectacle pour adolescents.

● VINCENNES, Théâtre Daniel-Sorano : *la Mandore*, de Romain Weingarten ; *Skandalon*, de René Kalisky, par la Compagnie Daniel Benoin.

Les souscriptions de disques

● R. DE LASSUS : *les Larmes de saint Pierre*. Ensemble Passaquet ; 2 HM, 66 F (N).

● LA RENAISSANCE EN FRANCE : A. Isoir, J. Herbillon, G. Robert. Quatuor Caillat ; 3 Cal, 112,50 F (R).

● MONTEVERDI : *Orfeo*. Dir. J. Jürgens ; 3 Arch, 100 F (N).

● SCHUTZ : *Anthologie*. Dir. G. Smith ; 3 Vox, 79,50 F (N).

● BUXTEHUDE : *Intégrale de l'œuvre d'orgue*, M. Chapuis ; 7 Val, 249 F (NR).

● COUPERIN : *L'œuvre de clavecin*, vol. 2, L. Boulay, 3 Era, 85,50 F (N).

— *L'œuvre de clavecin*, vol. 4, K. Gilbert. 4 HM, 132 F (N).

● VIVALDI : les opus VI et VII, Solisti Veneti, 3 Era, 112,50 F (N).

— *Concertos pour basson*. Orchestre F. Liszt ; 2 Hun, 70 F (N).

● RAMEAU : *les Indes galantes*. Dir. Malgoire ; 3 CBS, 120 F (R).

— *Les Indes galantes*. Dir. Paillard ; 4 Era, 184 F (R).

● BACH : *Messe en si mineur*. Dir. Karajan ; 3 DG, 100 F (N).

— *L'art de la fugue*. M.-C. Alain ; 2 Era, 75 F (N).

— *Concertos pour clavecin*. Z. Ruzickowa, dir. Neumann ; 3 Sup, 99 F (N).

— *L'œuvre pour flûte*. J.-P. Rampal ; 3 Era, 112,50 F (N).

— *Sonates et partitas pour violon seul*. V. Pikaisen ; 3 CDM, 79 F (N).

— *Sonates et partitas pour violon seul*. B. Novotny ; 3 Sup, 99 F (N).

— *L'œuvre pour orchestre*. R. Leppard et I Musici ; 9 Phi, 199 F (NR).

— *Intégrale de l'œuvre d'orgue*, M. Chapuis, 20 Val, 599 F (R).

— Bach édition : *les Concertos*. 11 Arch, 322 F (R).

— Bach édition : *Musique de chambre I*, 7 Arch, 220 F (R).

— Bach édition : *les Passions*, dir. K. Richter ; 7 Arch, 220 F (R).

● HAENDEL : *le Messie* (version Mozart), dir. C. Mackerras, 3 Arch, 100 F (N).

— *Sonates pour instruments à vent*, 3 Phi, 85 F (N).

● SCARLATTI : *Dix-huit sonates*. L. Sgrizzi, Era, 26,50 F (N).

● TARTINI : *Concertos et sonates*, Solisti Veneti, 3 Era, 91,50 F (R).

● HAYDN : *le Retour de Tobie*. Ensemble de Budapest ; 4 Hun, 132 F (N).

— *Quatuors*, vol. 1. Aeolian Quartet ; 5 Argo, 132,50 F (N).

— *Quators*, vol. 10. Aeolian Quartet ; 4 Argo, 106 F (N).

— *Quatuors op. 54, 55, 64*. Amadeus Quartet ; 6 DG, 192 F (NR).

— *Quatuors op. 76, 77*. Amadeus Quartet ; 4 DG, 110 F (R).

— *Huit sonates pour violon*. J. Manzone, B. Ringeissen ; 3 Dec, 103,50 F (N).

— *Symphonies 93 à 104*. Dir. A. Dorati ; 6 Dec, 159 F (N).

— *Symphonies, suppléments à l'intégrale*. A Dorati ; 2 Dec, 53 F (N).

● MOZART : *l'Enlèvement au sérail* et *le Directeur de théâtre*. Dir. K. Böhm ; 3 DG, 100 F (N).

— Concertos n°s 21 et 23. A. Brendel ; Phi, 13,70 F (N).

— *Les six quatuors à Haydn*. Via Nova ; 3 Era, 112,50 F (N).

— *Trente et une symphonies de jeunesse*. Dir N. Marriner ; 8 Phi, 179 F (N).

— *Les quarante-six symphonies*. Dir. K. Böhm ; 15 DG, 470 F (R).

— *Concertos pour instruments à vent*. 4 Vox, 70 F (NR).

— Concertos pour violon. P. Zukerman ; 3 CBS, 99 F (NR).

— *La Flûte enchantée*, *Don Giovanni*, *les Noces de Figaro*. Dir. K. Böhm ; 11 DG, 322 F (R).

— *Intégrale des quatuors*, Quartetto italiano ; 9 Phi, 199 F (NR).

● BEETHOVEN : *Les concertos pour piano*. J. Panenka ; 4 Sup, 130 F (N).

— *Les quatuors à cordes*. Quatuor Bartok ; 10 Hun (en 3 coffrets), 326 F (N).

— *Les quatuors*. Quatuor Vegh ; 10 Val, 349 F (NR).

— *Les quatuors op. 18*. Amadeus Quartet ; 3 DG, 90 F (R).

— *Cinq concertos, Sonates n°s 24, 26, Fantaisies avec chœurs*, A. Brendel ; 5 Vox, 80 F (R).

— *Sonates de violon*. Y. Menuhin, W. Kempff ; 5 DG, 125 F (R).

— Sonates de violon. J. Suk, J. Panenka ; 6 Sup, 150 F (NR).

— *Les neuf symphonies*. Dir. B. Walter ; 5 CBS, 87,50 F (R).

● SCHUBERT : *Musique de chambre I*. 3 DG, 90 F (R).

— *Les neuf symphonies*. Dir. I. Kertesz ; 5 Dec, 200 F (NR).

● BERLIOZ : *Symphonie fantastique*, *Harold*, *ouvertures*. Dir. Ch. Münch ; 3 RCA, 85,50 F (R).

● MENDELSSOHN : *Romances sans paroles*. D. Barenboïm ; 3 DG, 100 F (N).

● CHOPIN : *Œuvres pour piano*. A. Rubinstein ; 12 RCA, 366 F (R).

● SCHUMANN : *L'œuvre intégrale pour piano*. R. Gianoli ; 18 Adès (en trois coffrets), 510 F (R).

— *L'œuvre pour piano*, vol. 3 K. Engel ; 4 Val, 129 F (N).

— *L'œuvre pour piano*, vol. 1 et 2. A. Krust ; 8 RCA, 244 F (R).

● LISZT : *L'œuvre pour piano*, vol. 6. F. Cildat ; 4 Vega, 138 F (N)

— *Etudes, Consolations, Rêves d'amour*. J. Bolet, 2 Ens. Ayo, 70 F (N).

— *Rhapsodies*. L. Kentner ; 3 Vox, 79,50 F. (R).

— *L'œuvre pour orgue*. J. Costa ; 4 Dec. 138 F (N).

● VERDI : *Aïda*. Dir. C. Sabajno ; 3 Sup, 99 F (N).

— *Un jour de règne*. Dir. L. Gardelli ; 3 Phi, 85 F (N).

— *Othello*. Dir. Karajan ; 3 VSM, 138 F (N).

— *Requiem*. Dir. I. Marinov ; 2 HM, 66 F (N).

— *Les Ballets de Paris*. Dir. A. de Almeida ; 2 Phi, 59,50 F (N).

— *Récital*. L. Price ; 2 RCA, 75 F. (N).

● BRUCKNER : Quatre *symphonies*. Par O. Klemperer, K. Böhm, J. Horenstein et W. Furtwaengler ; 5 Vox, 80 F (R).

● BRAHMS : Concertos. R. Serkin, I. Stern, L. Rose, dir. E. Ormandy ; 3 CBS, 99 F (R).

— *Symphonies*. Dir. Karajan ; 4 DG, 135 F (R).

● TCHAIKOVSKI : *les Trois Concertos*. E. Guilels, dir. L. Maazel ; 2 CDM, 69 F (N).

— *Trois Ballets*. Dir. E. Ormandy ; 3 CBS, 75 F (R).

● CHABRIER : *L'œuvre pour piano*. A. d'Arco ; 2 Cal, 60 F (N).

● DVORAK : *les Symphonies*. Dir. V. Neumann ; 8 Sup, 185 F (NR).

● PUCCINI : *la Bohème*. Dir. G. Solti ; 2 RCA, 80 F (N).

● MAHLER : *Deuxième Symphonie*. Dir. L. Bernstein ; 2 CBS, 66 F (N).

● WOLF : *Mörike-lieder*. D. Fischer-Dieskau, D. Barenboïm ; 3 DG, 100 F (N).

● FAURÉ : *les Mélodies I*. J. Herbillon ; 3 Cal, 129 F (N).

— *Les Mélodies (intégrales)*. E. Ameling, G. Souzay ; 5 VSM, 152,50 F (N).

● DEBUSSY : *L'œuvre orchestrale*. Dir. J. Martinon ; 6 VSM, 183 F (N).

● STRAUSS : *les Poèmes symphoniques*. Dir. Karajan ; 5 DG, 160 F (NR).

● RACHMANINOV : *Aleko*. Dir. R. Raytchev ; 2 HM, 66 F (N).

— *Symphonies n°s 2 et 3*. Dir. A. Prévin ; 2 RCA, 75 F (N).

— *Les quatre concertos*, par le compositeur ; 3 RCA, 85,50 F (N).

● SCHOENBERG : *L'œuvre pour orchestre de chambre*. Dir. D. Atherton ; 5 Dec, 200 F (N).

● IVES : *Les cinq Symphonies*. Dir. Ormandy, Bernstein et Stokowsky ; 4 CBS, 132 F (R).

● RAVEL : *L'œuvre pour piano*. P. Entremont, 3 CBS, 99 F (N).

— *L'œuvre pour piano*. J. Rouvier ; 3 Cal, 112,50 F (N).

— *La musique de chambre*. 3 Cal, 112,50 F (R).

● CASALS : *El Pessebre*, oratorio ; 2 CBS, 66 F (N).

● BARTOK : *L'œuvre intégrale*, vol. 7 ; 4 Hun, 160 F (N).

— *Les Quatuors*, Quatuor hongrois ; 3 DG, 90 F (R).

● KODALY : *L'œuvre pour orchestre*. Dir. A. Dorati ; 3 Dec, 120 F (N).

● STRAVINSKI : *L'Oiseau de feu*, *Petrouchka*, *le Sacre du printemps*. Dir. B. Haitink ; 3 Phi, 85 F (NR).

● PROKOFIEV : *Les Concertos pour piano*, M. Béroff. Dir. K. Masur ; 3 VSM, 120 F (N).

— *Les concertos pour violon*, P. Amoyal. Dir. A. Lombard ; Era, 34,50 F (N).

● GERSHWIN : *L'œuvre pour orchestre* ; 3 Vox, 79,50 F (N).

● DIVERS :

— *Dictionnaire des instruments anciens*. H. Jardé ; 3 HM, 99 F (N).

— *Folklore français*. S. Kerval ; 2 SFP, 53 F (N).

— *Steve Reich et ses musiciens* ; 3 DG, 100 F (N).

— *Improvisations du New Phonic Art* ; 3 DG, 100 F (N).

— *Limonaires et orgues mécaniques* ; 4 Era, 122 F (N).

— *Musique folklorique hongroise* ; vol. 1, 4 Hun, 126 F (N).

— *Noëls anciens*. J.-J. Grünenwald ; SFP, 34,50 F (N).

— *L'orgue français autour de la Révolution*. A. Isoir ; 3 Cal, 112,50 F (NR).

— *Portrait d'un organiste*. M. Chapuis ; Val, 18,50 F (R).

— *Concertos pour trompette*. M. André ; 3 Era, 91,50 F (R).

ABREVIATIONS. — Arch : Archiv Produktion ; CDM : Chant du monde ; Cal : Calliope ; Dec : Decca ; Era : Erato ; HM : Harmonia Mundi ; Hun : Hungaroton ; Phi : Philips ; Val : Valois.

N signifie que la souscription concerne des enregistrements tout a fait nouveaux (au moins en France) ; NR, qu'elle contient des disques nouveaux et des reprises ; R, qu'elle ne réunit que des reprises d'enregistrements déjà publiés.

de la rentrée

Festival d'automne

Théâtre

● AUTO-SACRAMENTALES, de Calderon, mise en scène de Victor Garcia, avec la compagnie Ruth Escobar, à la Porte-Saint-Variétés, du 2 au 12 octobre.

● LETTRE POUR LA REINE VICTORIA, de Robert Wilson, musique d'Alan Lloyd, aux Variétés, du 1er au 12 octobre.

● TIMON D'ATHENES, de Shakespeare, mise en scène de Peter Brook, aux Bouffes-du-Nord, du 23 octobre au 17 novembre, avec la collaboration de Jean-Pierre Vincent pour la mise en scène, de Michel Launay pour les décors. Adaptation de Jean-Claude Carrière.

● L'EVEIL DU PRINTEMPS, de Wedekind, adaptation de François Regnault, mise en scène de Brigitte Jacques, au Théâtre Récamier, à partir du 28 octobre.

● GOOD BYE MISTER FREUD, opéra-tango de Jérôme Savary et Copi, à la Porte-Saint-Martin, à partir du 29 octobre.

● POL, d'Alain Didier-Weil, mise en scène de Jacques Seiler, à la Gaîté-Montparnasse, à partir du 14 novembre.

● LES IKS, d'après Colin Turnbull, adaptation de Colin Higgins et Denis Canaan, spectacle de Peter Brook, aux Bouffes-du-Nord, à partir du 22 novembre.

Musique

● CONCERTS : Milford Graves (2 au 5 octobre), Sonic Arts Union (9-14 octobre), Jean-Claude Eloy (6-7-8 novembre), Groupe de recherche musicale (9 novembre), Eliane Radigue (10 novembre), au musée Galliera.

● JOURNEES DE MUSIQUE CONTEMPORAINE (SMIP), au Théâtre de la Ville du 14 au 18 octobre, au Théâtre d'Orsay du 18 au 23 octobre.

● STOCKHAUSEN, au Palais des congrès, le 25 octobre.

● « MUSIC + », salle Wagram, le 31 octobre.

Arts plastiques

● L'ART AU PRESENT, du 2 octobre au 10 novembre, musée Galliera.

● TAKIS, sculptures musicales, Espace Pierre-Cardin, du 10 octobre au 30 novembre.

● BOLTANSKY-MONORY, CNAC, 15 octobre au 30 novembre.

Vidéo

● CONFRONTATION VIDEO 1974 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 8 novembre au 8 décembre.

Danse

● XIIe FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA DANSE : Alwin Nikolais au Théâtre de la Ville, du 1er au 13 octobre ; Andy de Groat, les 6 et 7 octobre ; Meredith Monk, du 16 au 20 octobre ; Strider, du 23 au 28 octobre. Les danses et chants traditionnels de l'Orissa (Inde), du 30 octobre au 4 novembre, au musée Galliera ; Les Ballets de Marseille - Roland Petit, au Théâtre des Champs-Elysées, du 14 au 24 novembre.

Expositions

● CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME. Grand Palais, 21 septembre-24 novembre. — Ce n'est pas une rétrospective qui commémore la première exposition de groupe, chez Nadar, en 1874 : il s'agit d'un rassemblement exceptionnel de quarante-deux tableaux datés de 1863 à 1883. Douze ont été prêtés par le Metropolitan, notamment *la Femme au perroquet*, de Manet, *la Terrasse à Sainte-Adresse*, de Monet, *la Famille Charpentier*, de Renoir, une toile qui n'a pas été vue en France depuis 1901... Douze viennent du Jeu de paume (*le Moulin de la Galette*, de Renoir, *la Maison du pendu*, de Cézanne...). Parmi les tableaux provenant d'autres musées et collections des Etats-Unis, on pourra voir *Aux courses*, de Degas (Boston), *le Boulevard des Capucines*, de Monet (Kansas City). Le musée de Tournai a prêté *Chez le père Lathuille*, de Manet, le musée Pouchkine de Moscou l'esquisse du *Déjeuner sur l'herbe*, de Monet. Ajoutons à cela *le Bureau de coton*, de Degas (musée de Pau), *la Danse à la ville* et *la Danse à la campagne*, de Renoir, *la Pendule noire*, de Cézanne (collection particulière), et *l'Impression*, du musée Marmottan.

★ Cette exposition sera présentée au Metropolitan du 13 décembre au 10 février.

● DE DAVID A DELACROIX, LA PEINTURE FRANÇAISE, 1774-1830. Grand Palais, 16 novembre-3 février. — De la mort de Louis XV à la chute de Charles X, la production artistique ne fut pas aussi monolithique qu'on le croit généralement : l'exposition le montrera, avec plus de cent vingt tableaux. Aux côtés des personnalités confirmées, comme Fragonard, David, Ingres, Géricault, Delacroix, des peintres mal connus, tels que Regnault, Vincent, Peyron, Taunay ou Guérin, seront présentés.

● LE NEO-CLASSICISME FRANÇAIS : DESSINS DES MUSEES DE PROVINCE. Grand Palais, 6 décembre-3 février. — L'exposition réunira cent cinquante dessins de 1770 à 1815, prêtés par une quarantaine de musées de province. Outre l'accent mis sur David (onze dessins), on trouvera des séries complètes de dessins d'architecture (de Desprez, Combes et Percier, de sculpture (de Rude, de David d'Angers), et de dessins d'illustration pour les œuvres de Racine et de Virgile dus à Moitte, Gérard et Girodet.

● DESSINS DU MUSEE ATGER, DE MONTPELLIER. Cabinet des dessins du Louvre, 26 octobre-20 janvier. — Soixante-dix dessins choisis parmi les trois cents et quelques pièces de la collection d'un amateur de province, Xavier Atger (1758-1833). Commencée à Montpellier, enrichie à Paris, cette collection de dessins, l'une des plus intéressantes des musées de province, comporte des œuvres d'artistes méridionaux comme Bourdon, La Fage, Jean de Troy, Puget, Natoire, Fragonard, mais aussi de Vouet, de Le Sueur, d'Oudry, et de maîtres étrangers comme Parmesan, Annibale Carrache, Rubens et Tiepolo.

● RENAISSANCE DU MUSEE DE BREST, DIX ANS D'ACQUISITIONS, musée du Louvre, département des peintures, 26 octobre-27 janvier. — Comment un musée complètement détruit pendant la guerre a pu se reconstituer grâce à une judicieuse politique d'achat. Parmi la soixantaine de numéros figurant au catalogue de l'exposition (qui servira ensuite de guide du musée), citons des œuvres de l'école italienne, notamment un *Saint Luc peignant la Vierge*, par Lucas Giordano, de l'école flamande du XVIIIe, *Sainte Clotilde en prière*, de Carl Van Loo. Une section importante est consacrée à l'école française du XIXe siècle, en particulier à des peintres ayant gravité autour de Pont-Aven : Emile Bernard, Charles Cottet, Lemordant.

● AUTOUR DU XXe SIECLE, FONDATION PEGGY GUGGENHEIM, VENISE. Orangerie des Tuileries, 30 novembre-3 mars. — Aujourd'hui somptueusement installée dans un palais vénitien, la collection Peggy Guggenheim offre un panorama des grands mouvements picturaux du siècle, du cubisme à l'expressionnisme abstrait. Les points forts de la collection : Dada, le surréalisme, surtout Max Ernst, dont Peggy Guggenheim a été l'épouse, et Pollock, qu'elle a su découvrir.

● BOLTANSKI ET MONORY. Centre national d'art contemporain, 15 octobre-2 décembre. — Œuvres récentes autour d'une recherche sur le passé. Archéologie personnelle et bleu nostalgique, pour deux artistes représentatifs d'un courant d'art développé d'autre part (voir exposition « Pour mémoires » à l'ARC). Cette exposition du CNAC est inscrite au programme du Festival d'automne.

● OSCAR KOKOSCHKA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 27 septembre-17 novembre. — Grandes gouaches, aquarelles et œuvres graphiques du peintre expressionniste viennois, un des derniers témoins de l'aventure de l'art moderne du début du siècle.

● L'HOMME ET SON EMPREINTE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 20 septembre-17 novembre. — L'exposition organisée cet été au Centre d'art de Sainte-Suzanne, en Mayenne, réunit des œuvres d'artistes contemporains réalisées à partir d'empreintes. Des frottages de Max Ernst aux moulages corporels d'Alina Szapocznikow, du plat au creux... Une centaine de sculptures, peintures et œuvres graphiques arrachées au réel, pour mieux plonger dans l'imaginaire.

● PEINTURES SLOVAQUES. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 5 octobre-3 novembre. — Les fondateurs de l'art slovaque moderne.

● POUR MEMOIRES. ARC 2, 19 septembre-27 octobre. — Bertholin, Bertrand, Boltanski, Gasiorowski, Le Gac, Lestié, Monory, Theimer, Thibeau : neuf artistes « intimistes », illustrant un courant d'art axé sur le temps vécu, l'archéologie personnelle et collective. Des œuvres souvent insolites, accumulant des souvenirs personnels : objets, vieilles photos jaunies, documents divers... Organisée en mai à Bordeaux, l'exposition a aussi été présentée au Festival de La Rochelle.

● L'ART AU PRESENT, musée Galliera, 2 octobre-10 novembre. — Cette exposition du Festival d'Automne est organisée par la galerie Daniel-Templon qui, comme l'avait fait la galerie Sonnabend l'année dernière, présentera ses artistes et les tendances d'avant-garde qu'elle défend : art conceptuel, art language, art minimal... On verra des œuvres de Ben, Louis Cane, Don Judd, Kelly, Kosuth, Le Gac, Meurice, Noland, Olitski, Stella, Titus-Carmel...

● TAKIS, Espace Cardin, 10 octobre-30 novembre. — Sculptures musicales présentées dans le cadre du Festival d'Automne.

● ART VIDEO, CONFRONTATION 1974, ARC-2, 8 novembre-8 décembre. — Une partie de l'exposition comportera un atelier de recherches visuelles et de création ; une autre sera consacrée à des environnements associant caméras, récepteurs de télévision et public. Des œuvres et des documents seront diffusés sur les thèmes : la vidéo et les artistes, l'art vidéo en tant que technique de recherches formelles...

L'exposition est réalisée en collaboration avec le Centre national pour l'animation audiovisuelle (C.N.A.A.V.). Elle est inscrite au programme du Festival d'Automne.

● HEARTFIELD, ARC 2, 8 novembre-8 décembre. — Première rétrospective en France d'un dadaïste berlinois, mort en 1968.

● ART DE L'ETHIOPIE. — Petit Palais, 22 novembre-février. — De la préhistoire à l'art religieux du Moyen Age. L'exposition qui a circulé en Europe cet été (Allemagne, Autriche, Suisse, Suède) sera augmentée à Paris d'une importante section consacrée à l'archéologie française en Ethiopie.

● L'ALBANIE, Petit Palais, 4 décembre-février. — Archéologie, ethnographie, art contemporain. L'exposition comprendra plusieurs centaines d'objets du néolithique à la période hellénistique, une section d'art du Moyen Age, une d'art populaire, une d'art moderne.

● LE CIRQUE, Musée des arts décoratifs, 11 octobre-9 décembre. — Une sélection de deux cents affiches de cirque : françaises, anglaises, allemandes, américaines, datant de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et du début du vingtième. Ces affiches, provenant de la bibliothèque du Musée des arts décoratifs, seront classées par numéros : la galerie des monstres, les acrobates, les hommes forts, les numéros bizarres, les clowns, la cavalerie.

● LES AFFICHES SOVIETIQUES 1970-1974, Musée des arts décoratifs, galeries du C.C.I., 11 octobre-5 janvier. — Provenant de diverses républiques de l'U.R.S.S., de Russie, du Caucase, des républiques baltes et d'Asie centrale, deux cents affiches politiques, culturelles, commémoratives, illustrant des grandes causes. L'exposition est organisée par le Centre de création industrielle et l'Union des artistes plasticiens de l'Union soviétique, avec le concours de l'association France-U.R.S.S.

● DAVID HOCKNEY. — Musée des arts décoratifs, 11 octobre-9 décembre. — Trente-cinq peintures et quatre-vingts dessins pour la première rétrospective en France du pop' artiste anglais.

● ERNEST RENAN, Bibliothèque nationale, inauguration entre le 20 et le 24 septembre (dates non précisées). — La vie, l'œuvre de l'ancien séminariste, auteur de *la Vie de Jésus* et de *l'Avenir de la science*. L'exposition présentera les manuscrits de Renan, sa correspondance, ses publications, une partie des volumes de sa bibliothèque. Une importante section évoquera Renan archéologue, avec des prêts du musée du Louvre, des photos et des dessins de fouilles entreprises par l'écrivain au Moyen-Orient. L'exposition sera littéraire, archéologique, mais aussi artistique, et montrera Renan en rapport avec les artistes de son temps, le peintre portraitiste Ary Scheffer, dont il avait épousé la nièce, Bida et autres « pompiers », notamment Bonnat et Jérôme.

● QUELQUES PREVISIONS. — Fuseli au Petit Palais (printemps). Huit cents ans de céramique en Saintonge au Musée des arts et traditions populaires (printemps). Cobra à Galliéra, en juin. Roy Lichtenstein, rétrospective des dessins, au C.N.A.C., en janvier. Les Impressionnistes, œuvres graphiques, à la Bibliothèque nationale, en octobre.

Expositions

CEZANNE DANS LES MUSEES NATIONAUX. — Musée de l'Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h., le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 6 F ; le samedi : 4 F (gratuite le 9 octobre). Jusqu'au 14 octobre.

LES PRIMITIFS DE L'ECOLE DE COLOGNE. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf le mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 3 F ; gratuite le dimanche (le ticket d'entrée au musée donne accès à l'exposition). Jusqu'au 14 octobre.

LES INCUNABLES DE LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 octobre.

TABLEAUX DE FRAGONARD et MEUBLES DE CRESSENT. — Musée du Louvre, entrée porte Denon (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 septembre.

LE MUSEE DU LUXEMBOURG EN 1874 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (231-81-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 6 F ; le samedi : 4 F (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 18 novembre.

JOAN MIRO, Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 13 octobre. Œuvre gravé, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

ROBERT WILSON, dessins et sculptures. — Musée Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 26 septembre.

LES PEINTRES GRAVEURS FRANÇAIS. — Bibliothèque nationale, galerie Mansard, 58, rue de Richelieu (742-02-51). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée : 5 F. A partir du 14 septembre.

BENN, orangerie du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard. Tous les jours, de 9 h. à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

ESPACE DE CELEBRATION, CELEBRATION DE L'ESPACE, exposition réalisée par les étudiants de l'Unité pédagogique d'architecture n° 8. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (277-59-20). Jusqu'au 15 septembre.

LE SAHARA AVANT LE DESERT. — Jardin des plantes, salle des expositions de la galerie de zoologie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 4 F. Jusqu'au 13 novembre.

ART MAYA DU MEXIQUE. — Musée de l'homme, place du Trocadéro (727-18-17). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 septembre.

LA BANDE A SCHNEGG. — Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 1er octobre.

LOUIS LEYGUE. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (551-01-34). De 10 h. à 12 h. 15 et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F ; le dimanche : 2 F. Jusqu'au 30 septembre.

DELACROIX ET PAUL HUET, PRECURSEURS DE L'IMPRESSIONNISME. — Musée Delacroix, 6, place Furstenberg (033-04-87). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 septembre.

MATERIAU, TECHNOLOGIE ET FORME. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 30 septembre.

1974, A LA DECOUVERTE DE LA TERRE. — Palais de la découverte, aven. Franklin-Roosevelt (359-16-65). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 6 octobre.

Galeries

MONIQUE ABECASSIS. — Chant de terre. Galerie Camille Renault, 133, boulevard Haussmann (225-98-26). Du 13 septembre au 5 octobre.

HANS HARTUNG (peintures 1973-1974). — Galerie de France, 3, faubourg Saint-Honoré (265-69-37). Jusqu'au 12 octobre.

Banlieue

BIEVRES. — Portraits de Nadar. Musée de la photographie, mairie (567-11-72). Sauf mardi, de 14 h. 30 à 17 h. 30. Jusqu'au 30 novembre.

Province

ANNECY. — Tapisseries contemporaines, prêts du Mobilier national (Musées-Châteaux. Jusqu'au 1er octobre).

CALAIS. — Sculpteurs du XXe siècle (Musée des beaux-arts et de la dentelle. Jusqu'au 1er octobre).

GRENOBLE. — S'asseoir. Le siège à travers les âges (Musée des beaux-arts. Jusqu'au 21 octobre.)

LA ROCHELLE. — Le dessin français de Clouet à Daumier (musée. Jusqu'en octobre).

LE HAVRE. — Les métiers et leurs saints protecteurs en Haute-Normandie (prieuré de Graville. Jusqu'au 22 septembre).

LOURDES. — Les Pyrénées françaises, vues par les artistes (Musée pyrénéen. Jusqu'au 15 octobre).

NOYON. — Sépultures mérovingiennes picardes (musée du Noyonnais. Jusqu'au 1er novembre).

PEZENAS (Hérault). — Métiers et corporation à Pézenas du XVIIe au XIXe siècle (musée Vulliod-Saint-Germain. Jusqu'au 30 septembre).

REIMS. — Caricature, humour et satire au XIXe siècle (maison de la culture André-Malraux. Jusqu'au 13 octobre).

LES SABLES-D'OLONNE (Vendée). — Michèle Blondel, peintures, dessins (abbaye Sainte-Croix. Jusqu'au 29 septembre).

SAINT-MAXIMIN (Var). — Mario Prassinos, travaux en noir et blanc (Couvent. Jusqu'au 30 septembre.)

STRASBOURG. — Johnny Friedlaender, gravures (château des Rohan, cabinet des estampes).

Une sélection

Cinéma

LE FANTOME DE LA LIBERTÉ
de Luis Bunuel

La vraie rentrée cinématographique.. En attendant Bresson, Rivette et l'Exorciste, *la semaine prochaine.* (Lire notre article page 17.)

LES DERNIÈRES FIANÇAILLES
de Jean-Pierre Lefebvre

Un couple de vieillards retirés à la campagne attend l'heure de la mort dans un décor idyllique. Le Québécois Jean-Pierre Lefebvre, l'auteur de Il ne faut pas mourir pour ça *et de* la Chambre blanche, *imagine poétiquement sa propre mort, point d'orgue d'une vie harmonieusement construite et sanctifiée par l'amour conjugal. Un final délibérément sulpicien et angélique accroît l'irréalité d'un film hors du temps, confession à deux voix sur la tendresse et la solitude.*

LE MILIEU DU MONDE
d'Alain Tanner

Dans un canton du pays de Vaud, où se fait le partage des eaux, un jeune ingénieur délaisse la campagne électorale qu'il mène (pour le compte d'un groupe « apolitique ») et découvre l'amour au café de la gare. Mais, même au « milieu du monde », chaque rivière doit suivre son cours, et la belle serveuse italienne partira un jour. Chronique désenchantée de la naissance sourde d'une conscience politique.

DITES-LE AVEC DES FLEURS
de Pierre Grimblat

Les chemins entrelacés de l'intrigue policière et du conte fantastique. Au bord de la mer, au soleil du Midi, dans une villa baroque envahie par les fleurs, une étrange famille est victime d'une malédiction lancée, vingt-cinq ans plus tôt, d'un château en Bavière. La voix de Régine Crespin chante les apparitions de la mort, et Pierre Grimblat semble avoir été touché par le romantisme allemand.

— LES GUICHETS DU LOUVRE : *A travers un récit du temps de l'occupation, Mitrani met en lumière la tragédie permanente du racisme, la honte du crime contre l'homme privé d'identité, déshumanisé. Cette « recréation » historique remet en question les étranges nostalgies du cinéma actuel.*

— LA PALOMA : *Rétro flamboyant :* la Dame aux camélias, *revue et corrigée par un cinéaste helvétique, qui a vu tous les films de Greta Garbo, de Fred Astaire, de Lilian Harvey, de James Whale, de Stroheim et de Sternberg.*

— CONTES IMMORAUX, de Walerian Borowczyk : *Dans ces quatre contes, délibérément « immoraux », Borowczyk s'efforce de dépasser l'illustration licencieuse pour atteindre à la gravité de l'érotisme véritable.*

— EXCLUSIVITÉS : Grandeur nature *(Piccoli et sa poupée), et* les Mille et Une Nuits *(Pasolini et l'Islam). Erotisme au second degré.*

Théâtre

TROIS NOUVEAUTÉS

— COLOMBE, de Jean Anouilh à la Comédie des Champs-Elysées : *Le monde du théâtre et la fausse innocence. Danièle Lebrun succède à Danièle Delorme.*

— MARCO MILLIONS, d'Eugène O'Neill à la Gaîté-Montparnasse, par la Comédie de La Rochelle.

— LA NUIT DES DAUPHINS, de Rémo Forlani à l'Alliance Française : *Un vaudeville politique dédié à l'ex-vedette de la télé Richard Nixon, annonce l'auteur.*

— MADAME MARGUERITE, de Roberto Athayde, mise en scène de Lavelli, avec Annie Girardot : *Seule en scène pendant une heure et demie, mais ce n'est pas un « one woman show ».*

DEUX SUCCÈS D'ÉTÉ

— LE SAUVAGE (au Tertre) : *Première version d'Oncle Vania, écrite alors que Tchékhov gardait encore des illusions sur son métier de médecin de famille. La mise en scène est attentive, l'interprétation émouvante.*

— MOLLY BLOOM (au Lucernaire) : *De très belles pages de l'Ulysse, de Joyce, vécues plutôt que dites par Garance, avec tact et caractère.*

Musique

Concerts

DARDANUS
au Festival estival

Sur le thème galant éprouvé de l'amour triomphant de la guerre, Rameau a mêlé dans l'une des plus célèbres de ses tragédies lyriques, Dardanus, *la passion, la fantasmagorie et l'évocation des batailles. Dirigés par Jean-Sébastien Béreau, l'orchestre lyrique, les chœurs de l'O.R.T.F., le ténor britannique Philip Langridge et quelques-uns de nos meilleurs solistes (Andréa Guiot, Christiane Eda-Pierre, Nadine Denize, Jacques Villisech, Michel Trempont et Ernest Blanc) exécuteront en concert la seconde version de cet opéra mythologique en cinq actes et un prologue (le 16 au Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30).*

DES JEUNES AUX BILLETTES

L'orchestre de chambre Jean-Bernard Thomas occupe l'église des Billettes pour un mini-festival de musique de chambre (jusqu'au 24, à 21 heures). L'ensemble au complet se fera entendre le 13 et le 19 dans des programmes variés. Jean-Jacques Kantorow, Gabriel Fumet et de jeunes interprètes donneront (le 12) l'intégrale des quatuors pour flûte et cordes de Mozart. La soirée du dimanche sera consacrée à un concert en plein air, dans le cloître (à 17 heures).

TRENTE FILMS A BESANÇON

Le second festival international du film musical et chorégraphique débutera le 14, à 16 heures, au casino municipal de Besançon. Trente longs et courts métrages, présentés par treize pays d'Europe, seront projetés en huit jours devant un jury de spécialistes, notamment le Mahler, *de Ken Russel, et* Je t'aime, tu danses, *un film de François Weyergans sur Maurice Béjart.*

Disques

FAUST A L'ITALIENNE

Pas une ombre de métaphysique dans cet opéra (rarement représenté) du librettiste favori de Verdi. Mais un étonnant rituel des passions, poussant le lyrisme aux limites du supportable. Envoûtement, vaticinations, folie : les héros ne cessent d'être ballottés du paradis en enfer. La distribution a été composée en conséquence. (*Mefistofele*, d'Arrigo Boïto, avec Norman Treigle, Placido Domingo, Montserrat Caballe, l'Ambrosian Opera Chorus et le London Symphony Orchestra, sous la direction de Julius Rudel. (EMI : 195 02 464/66.)

— CARMINA BURANA (version originale et intégrale) par le Clemencic Consort et une formation d'instruments anciens, sous la direction de René Clemencic. Harmonia mundi : HMU 335. *Un recueil de chansons amoureuses, parodiques et grivoises, chantées en bas-latin et réalisées à partir d'études précises sur l'instrumentation et les pratiques d'interprétation médiévales. Sur des mots souvent provocateurs, des formes très élaborées, souvent héritées du Moyen-Orient.*

— ŒUVRES DE JEUNESSE (arabesques, ballades, nocturnes, etc.) et L'ISLE JOYEUSE de Debussy, par Walter Gieseking. EMI : C 061 01546 : *Debussy « modern style », distillé par le contemporain de Ricardo Viñès, avec une élégance de grand seigneur. Un enregistrement historique, mais une technique qui n'a pas vieilli.*

— LES DEUX SONATES DE BRAHMS POUR VIOLONCELLE ET PIANO, par Janos Starker et György Sebök. Philips : 6580 909 : *Brahms réanimé par l'archet d'un virtuose américain. Une version de référence et une apologie du violoncelle.*

— CONCERTOS ITALIENS POUR HAUTBOIS (A. Scarlatti, Marcello, Albinoni, Vivaldi), par Jean-Claude Malgoire et le Florilegium Musicum de Paris. C.B.S. : 76 303 : *Après ses incursions dans la musique ancienne et dans l'opéra, le hautbois solo de l'Orchestre de Paris revient, en grande forme, à son instrument favori. Ses acolytes ont parfois beaucoup de mal à le suivre.*

Arts

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS DU MUSÉE GUIMET

Deux mille mètres carrés supplémentaires pour un des plus riches éventails de patrimoine culturel du continent asiatique. On se consolera de l'absence momentanée du fonds chinois, en contemplant les œuvres de l'art lamaïque, en traversant les confins du bouddhisme et de l'hindouisme, en remontant l'Asie du Sud-Est jusqu'aux splendeurs d'Angkor, pour rencontrer au dernier étage les collections japonaises et coréennes, et, quand même, d'intéressants meubles chinois. Un musée transfiguré pour acquérir une meilleure « connaissance de l'Est ».

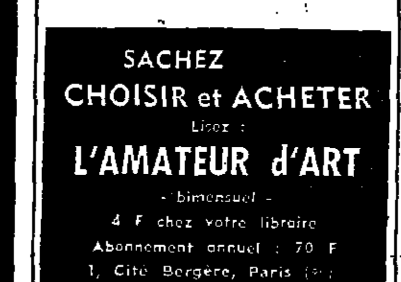
EN ATTENDANT LA RENTRÉE

— CEZANNE à l'Orangerie : *Tous les Cézanne des musées nationaux rassemblés pour la première fois à l'Orangerie, Quatre-vingts pièces recouvrent l'ensemble de l'œuvre du peintre. Un ensemble particulièrement riche et complet d'un peintre dont l'œuvre a changé le cours de l'art moderne.*

— LES INCUNABLES DE LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD au Louvre : *Gravure sur bois ou xylographie, gravure sur métal ou manière criblée héritée des orfèvres ; cartes à jouer, ancêtres de tous les jeux ; livrets populaires. La technique de la gravure en relief du quinzième siècle. Des pièces admirables données au Louvre en 1935 par le baron Edmond de Rothschild.*

A TRAVERS LA FRANCE

Les dix ans de la fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence ; *La peinture bourguignonne,* à Dijon ; *Peintures de Benrath,* à Cherbourg ; *Poliakoff,* à Montpellier ; *Naissance de l'impressionnisme,* à Bordeaux ; *Les fêtes de la Révolution,* à Clermont-Ferrand ; *Derain,* à Albi ; *Tal Coat,* à Metz ; *Maquettes pour l'œuvre monumentale de Chagall,* à Nice ; *Matisse,* au musée Cantini (Marseille) ; *L'œuvre sculpté de Matisse,* à Nice ; *Manguin,* à Cavaillon ; *Dominique Lagru,* à Perrecy-les-Forges ; *Aspects du surréalisme,* au château de Saint-Cirq-Lapopie ; *Mariano Fortuny,* à Castres ; *Hommage à Mario Cavaglieri,* au musée des Augustins (Toulouse) ; *Graziani,* à Bastia ; *Rétrospective Wols,* à Caen.





Théâtres

Les salles subventionnées

COMEDIE - FRANÇAISE, Théâtre Marigny, Carré Marigny, 8e (256-04-41 ou 742-27-31), le 15 à 14 h. 30, les 15, 16, 17, 18 et 19 à 20 h. 30 : l'Ile des esclaves ; les Fourberies de Scapin ; les 20 et 21 à 20 h. 30, le 22 à 14 h. 30 et 20 h. 30 : On ne saurait penser à tout ; le Malade imaginaire.

Les autres salles

ACT-ALLIANCE FRANÇAISE, 101, bd Raspail, 14e (548-87-93) (D. soir, Mar.) 20 h. 45, mat. Dim., 15 h. et 18 h. 30 : la Nuit des dauphins.
ANTOINE, 14, bd de Strasbourg, 10e (08-77-71) (L.) 20 h. 30, mat. Dim., 15 h. : le Tube (à partir du 13).
ATHENEE, square Louis-Jouvet, 9e (073-82-23) (L.) 21 h., mat. Dim., 15 h. : le Sexe faible.
BIOTHEATRE, 4, rue Marie-Stuart, 2e (508-17-80) (L.) 20 h. 30, mat. Dim., 15 h. : 12 rouge, pair, manque, cheval, carré et plein.
BOUFFES - PARISIENS, 4, rue de Monsigny, 2e (073-87-94) (à partir du 20 septembre : Monsieur Amilcar (loc. ouverte).
CARRE THORIGNY, 8, rue de Thorigny, 3e (277-36-39) (D. soir,L.) 21 h., mat. Sam. et Dim., 16 h. : Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas redescendre.
COMEDIE CAUMARTIN, 25, rue Caumartin, 9e (073-43-41) (J.) 22 h. 20, mat. Dim., 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES, 15, avenue Montaigne, 8e (359-37-03) (L.) 20 h. 30, mat. Dim., 14 h. 45 : Colombe (à partir du 12).
DAUNOU, 7, rue Daunou, 2e (073-64-30) (J., D. soir) 21 h., mat. Dim., 15 h. : les Portes claquent.
DIX-HEURES, 36, bd de Clichy, 18e (606-08-35) (D.) 20 h. 30 : la B.I.D.
ESSAION-THEATRE, 6, rue Pierre-Aulard, 4e (278-46-42), salle I, 20 h. 30 : Comment harponner le requin ; salle II, 20 h. 30 : Phèdre ; 22 h. 30 : Haut-parleurs et cargos lents (Jacques Lulley).
FONTAINE, 10, rue Fontaine, 9e (874-74-40) (J.), 20 h. 45, mat. dim. 15 h. : les Jeux de la nuit.
GAITE-MONTPARNASSE, 26, rue de la Gaîté, 14e (633-16-18) (D.), 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 15 et 18 h. : Marco Millions.
GYMNASE, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9e (770-16-15) (D.), 21 h. : le Cheval évanoui.
HEBERTOT, 78, bd des Batignolles, 17e (387-23-23) (D.), 21 h. : l'Amour fou.
HUCHETTE, 23, rue de la Huchette, 5e (326-38-99) (D.), 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
LUCERNAIRE, 18, rue d'Odessa, 14e (326-57-23) D., L.), 20 h. 30 : Pasiphae; 22 h. : Molly Bloom; 24 h. : Cinéma Brasserie (réalisations en super-huit).
MADELEINE, 19, rue de Surène, 8e (265-07-09) (D. soir et L.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. et 18 h. 30 : le Tournant.
MICHEL, 38, rue des Mathurins, 8e (265-35-02) (mer.), 21 h. 10, mat. dim. 15 h. 10 : Duos sur canapé.
MICHODIERE, 4 bis, rue de la Michodière, 2e (742-95-22) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : l'Arnacoeur.
MONTPARNASSE, 31, rue de la Gaîté, 14e (326-89-90) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. 15 h. et 18 h. : Madame Marguerite (à partir du 12).
MOUFFETARD, 76, rue Mouffetard, 5e (336-02-87) (D., L.) 20 h. 30 : Guerres d'amour.
NOUVEAUTES, 24, bd Poissonnière, 9e (770-52-76) (J.) 20 h. 45, mat. dim. 15 h. : Pauvre France.
PALAIS-ROYAL, 38, rue Montpensier, 1er (742-84-29) (L.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : la Cage aux folles (à partir du 13).
POCHE-MONTPARNASSE, 75, bd du Montparnasse, 14e (548-92-97) (D.) 20 h. 45, le sam. à 20 h. 30 et 22 h. 30 : le Premier.
SAINT-GEORGES, 51, rue Saint-Georges, 9e (878-63-47) (J.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : l'Arc de triomphe.
TERTRE, 18, rue Lepic, 18e (606-11-82) (D. soir) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. 30 : le Sauvage, de Tchekhov.
THEATRE D'ORSAY, 7, quai Anatole-France (548-65-90) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. sam. et dim. 16 h. : Harold et Maude.
THEATRE PRESENT, 211, avenue Jean-Jaurès, 19e (203-02-55) (D., L.) 20 h. 30 : Zut.

Les cafés-théâtres

CAF' CONC, 2, rue de Berri, 8e (359-12-63), à partir de 20 h., un spectacle de variétés suivi de Coluche.
CAFE-THEATRE DE L'ODEON, 3, rue Monsieur-le-Prince, 6e (326-43-98), 20 h. : Hypothenar tombe la veste (one man show) ; 22 h. 30 : En avant les prognathes.
LE FANAL, 85, rue Saint-Honoré, 1er (236-73-88) (D.), 21 h. : Une île pour Five O'Clock ; (D.) 23 h. : Confessions d'une bourgeoise.
PETIT CASINO, 17, rue Chapon, 4e (747-82-75) (D.), 21 h. 45 : la rentrée de Greta Garbo dans Phèdre ; (D) 22 h. 15 : le Beau Rôle (Ada Lonati)
PIZZA DU MARAIS, 15, rue des Blancs-Manteaux, 4e (227-42-51), 20 h. 30 : sainte Jeanne du Larzac ; 22 h. : Avron et Evrard (à partir du 12).
LA VIEILLE GRILLE, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, 5e (707-60-93), 21 h. : Soliloques (de et par Jacques Serizier).

Festivals

Région parisienne

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (633-61-77)

Le 11, à 18 h. 30, amphi Richelieu-Sorbonne : Forum - Musique, par André Gorog. A la découverte de Scriabine ; à 20 h. 30, église Saint-Germain-des-Prés : Orchestre philharmonique des pays de la Loire (dir. P. Devaux) (Faure, Messiaen).
Le 12, à 18 h. 30, amphi Richelieu-Sorbonne : Forum - Musique par André Gorog. Le carnaval de Schumann : à 20 h. 30, salle Pleyel, l'Orchestre philharmonique des pays de la Loire (dir. D. Vogel) (Webern, Prokofiev, Brahms).
Le 13, à 20 h. 30, amphi Richelieu-Sorbonne : Ensemble instrumental de Grenoble (dir. Stéphane Cardon) (Vivaldi, J.-S. Bach, Chostakovitch, Holstein).
Le 14, à 18 h. 30, amphi Richelieu-Sorbonne : Libre parcours récital, Marie Bertola, Catherine Courtois, Catherine Collard (Schumann, Debussy, Schoenberg) ; 20 h. 30, église Saint-Séverin : Musiciens de chambre de Berne (dir. S. Dahler) (Skoerzeny Pergolese, Diethelm, J.-S. Bach).
Le 15, à 20 h. 30, amphi Richelieu-Sorbonne : Octuor de Paris (Mozart, Beethoven, Prokofiev, Xenakis) ; le 16, à 20 h. 30, Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre lyrique et Chœurs de l'O.R.T.F. (dir. J.-S. Bereau) (Dardanus, de Rameau).
Le 17, à 13 h., au FIAP, cycle contemporain : Trio Deslogère (Nv Tuong, Bussoti, Meyer, Messiaen, Louvier) ; à 20 h. 30 : l'Orchestre national de l'O.R.T.F. (dir. S. Celibidache) (Schoenberg, Schubert, Beethoven).

FESTIVAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE DE PARIS (260-21-76)

Le 11, à 21 heures, église des Billettes : Hans Govaert, récital « piano forte » (Mozart, Beethoven) (J.-Ch. Bach, Carl-Ph.-E. Bach).
Le 12, à 21 heures, église des Billettes : J. J. Kantorow, G. Fumet, F. Sailly, E. Peclard (« Intégrale pour flûte et cordes » de Mozart).
Le 13, à 21 heures, église Saint-Médard : Orchestre de chambre Bernard Thomas; J.-L. Gil, orgue; P. Hardy, trompette; G. Prouvost, violon (Haendel, Vitali, Albinoni, Mozart).
Le 15, à 17 heures, cloître des Billettes : Ensemble Pro Musica de Paris ; Odile Pietti, soprano (J.-S. Bach, Monteverdi, Frescobaldi, Marin Marais, Campra).
Le 16, à 21 heures, église des Billettes : J. J. Kantorow (violon), Hans Govaert (« piano forte »).
Le 17, à 21 heures, église des Billettes : Quatuor instrumental de Paris (Vivaldi, Boccherini, Monteverdi, Lotti, Frescobaldi).

SCEAUX (660-49-99)

Le 13, à 20 h. 45 : Quatuor élyséen (Mozart, Brahms).
Les 14 et 15, à 17 h. 30 : le Trio parisien A. et J.-P. Sabouret, R. Lewenguth (le 14 : Mozart, Fauré, Mendelssohn; le 15 : Haydn, Chostakovitch, Brahms).

Province

BESANÇON (25)

Le 11, à 20 h. 30, au théâtre : Récital de piano Alfred Brendel (Liszt, Schumann, Beethoven) ; le 12, à 20 h. 30, au théâtre : Orchestre de Paris (dir. E. Bergel), sol. A. Brendel (Mozart, Beethoven) ; le 13, à 20 h. 30, Maison des arts et loisirs de Sochaux : Orchestre de Paris (dir. J. Krips), sol. A. Brendel (Mozart, Beethoven) ; le 13, à 20 h. 30, au Parlement : récital de chant Gundula Janowitz, au piano Irwin Gage (Schubert) ; le 14, à 16 h., au Casino : Ouverture du Festival international du film musical et chorégraphique ; le 14, à 20 h. 30, au Palais des sports : Orchestre national de l'O.R.T.F., dir. S. Celibidache, soliste C. Herzog (Schubert, Schoenberg, Beethoven) ; le 15, à 11 h., église Sainte-Madeleine : Messe solennelle ; le 15, à 20 h. 30, au Palais des sports : Orchestre de Paris (dir. E. Bergel), sol. H. Laubenthal, H. Harper ; Chœurs Singverein de Vienne (la Création, de Haydn).

Cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 11 SEPTEMBRE. — 15 h., *le Voleur de Bagdad*, de R. Walsh ; 18 h. 30, *H.M. Pulham Esquire*, de K. Vidor ; 21 h., *An American romance*, de K. Vidor ; 0 h. 30, *Nous vaincrons* (Chili).
JEUDI 12. — 15 h., *Pather Panchali*, de S. Ray ; 18 h. 30, *Notre pain quotidien*, de K. Vidor; 20 h. 30, *le Voleur de bicyclette*, de V. de Sica; 22 h. 30, *les Trois Tristes Tigres*, de R. Ruis (Chili) ; 0 h. 30, *le Chacal de Nahueltoro*, de M. Littin (Chili).
VENDREDI 13. — 15 h., *les Mystères de New-York*, de L. Gasnier ; 18 h. 30, *Au cœur de la nuit*, d'A. Cavalcanti ; 20 h. 30, *le Portrait de Dorian Gray*, d'A. Lewin ; 22 h. 30, *Furie du désir*, de K. Vidor ; 0 h. 30, *Show People*, de K. Vidor.
SAMEDI 14. — 15 h., *Chut, chut, chère Charlotte*, de R. Aldrich ; 18 h. 30, *El Cochecito*, de M. Ferreri ; 20 h. 30, *le Souffle au cœur*, de L. Malle ; 22 h. 30, *Zorba le Grec*, de M. Cacoyannis ; 0 h. 30, *Pink Narcissus* (underground).
DIMANCHE 15. — 15 h., *Ivan le Terrible*, de S.-M. Eisenstein ; 18 h. 30, *Scènes de chasse en Bavière* de P. Fleischman ; 20 h. 30, *les Amants*, de L. Malle ; 22 h. 30, *les Amis*, de G. Blain ; 0 h. 30, *Extase*, de G. Machaty.
LUNDI 16. — 15 h., *J'accuse*, d'A. Gance ; 18 h. 30, *le Temps d'aimer, le temps de mourir*, de D. Sirk ; 20 h. 30, *le Monde en marche*, de J. Ford ; 22 h. 30, *Un condamné à mort s'est échappé*, de R. Bresson ; 0 h. 30, *Diabolique Dr Mabuse*, de F. Lang.
MARDI 17. — 15 h., *les Perles de la couronne* de S. Guitry ; 18 h. 30, *les Sœurs de Gion*, de K. Mizoguchi; 20 h. 30, *la Veuve joyeuse*, de E. Lubitsch ; 22 h. 30, *Eve*, de J. Mankiewicz ; 0 h. 30, *les Frères Karamazov*, de F. Ozep.

RUE D'ULM (033-11-17)

MERCREDI 11. — 19 h. 30, *la Nuit porte conseil*, de M. Pagliero ; 21 h., *Sciuscia* de V. de Sica.
JEUDI 12. — 19 h. 30, *Mémoires d'un Mexicain*, de C. Toscano ; 21 h. *Que faire*, de S. Landau.
VENDREDI 13. — 19 h. 30, *Vivre en paix*, de L. Zampa ; 21 h., *Années difficiles*, de L. Zampa.
SAMEDI 14. — 19 h. 30, *Brève rencontre*, de D. Lean ; 21 h., *l'Ange ivre*, d'A. Kurosawa.
DIMANCHE 15. — 19 h. 30, *Tueurs de dames*, d'A. Mackendrick ; 21 h., *Whisky à gogo*, d'A. Malkendrick.
LUNDI 16. — 19 h. 30, *Un jour dans la vie*, d'A. Blasetti ; 21 h., *Sans pitié*, d'A. Lattuada.
MARDI 17. — Relâche.

Les films nouveaux

LE FANTOME DE LA LIBERTE, film français de Luis Buñuel — Quintette 5e (033-35-40), U.G.C.-Odéon 6e (325-71-08), Concorde 8e (359-92-84), Ermitage 8e (225-15-99), Caméo 9e (770-20-89), Montparnasse-Pathé 14e (326-65-13), Gaumont-Convention 15e (828-42-27), Mayfair 16e (525-27-06), Clichy-Pathé 18e (522-37-41).
VERDICT, film français d'André Cayatte, avec Jean Gabin, Sophia Loren. — Berlitz 2e (742-60-33), Cluny-Palace 5e (033-07-76), Gaumont-Bosquet 7e (551-44-11), Gaumont-Ambassade 8e (359-19-08), Gaumont-Sud 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé 14e (326-65-13), Victor-Hugo 16e (727-49-75), Wepler 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta 20e (797-02-74).
LE CRI DU CŒUR, film français de Claude Lallemand, avec Stéphane Audran, Maurice Ronet, Delphine Seyrig. — Quartier-Latin 5e (326-84-65), France-Elysées 8e (225-19-73), Lumière-Gaumont 9e (770-84-64), Fauvette 13e (331-60-74), Montparnasse - Pathé 14e (326-65-13), Cambronne 15e, (734-42-96).
LE MILIEU DU MONDE, film suisse d'Alain Tanner, avec Olimpia Carlisi, Philippe Leotard. — St-Germain-Huchette 5e (633-87-59), St-Lazare-Pasquier 8e (387-56-16), Publicis-Matignon 8e (359-31-97), 14 Juillet 11e (700-51-13), Montparnasse-Pathé 14e (544-14-27), Gaumont-Convention 15e (828-42-27).
GOLD, film anglais de Peter Hunt, avec Roger Moore. — (v.o.) : Danton 6e (326-08-18), Marignan 8e (359-92-82). — (v.f.) : Richelieu-Gaumont 2e (233-56-71), Montparnasse 83 6e (544-14-27), Fauvette 13e (331-60-74), Cambronne 15e (734-42-96), Images 18e (522-47-94).
COMME UN POT DE FRAISES... !, film français de Jean Aurel, avec Jean - Claude Brialy. — ABC 2e (236-55-54), Gramont 2e (742-95-82), Cluny-Palace 5e (033-07-76), Montparnasse 83 6e (544-14-27), Mercury 8e (225-75-90), Gaumont-Madeleine 8e (073-56-03), Gaumont-Sud 14e (331-51-16), Clichy-Pathé 18e (522-37-41).
LA COUSINE ANGELIQUE, film espagnol de Carlos Saura. — (v.o.) . St-André-des-Arts 6e (326-48-18).
LA FOLLE DE TOUJANE, film français de René Vautier et Nicole Le Garrec. — Studio de La Harpe 5e (033-34-83).
LA FETE AUJOURD'HUI, LA FETE DEMAIN, film français de Maria Koleva. — Luxembourg 6e (633-97-77).

Les exclusivités

AMARCORD (It., v.o.) (**) : Hautefeuille (6e) (633-79-38), Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-67-29) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier (8e) (387-56-16), PLM Saint-Jacques (14e) (589-68-42).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : UGC-Odéon (6e) (325-71-08), Elysées-Cinéma (8e) (225-37-90) ; v.f. : Helder (9e) (770-11-24), Bretagne (6e) (222-57-97).
ATTENTION ON VA SE FACHER (It.-Esp., v.o.) : Ermitage (8e) (359-15-71) ; v.f. : Magic-Convention (15e) (828-20-32), Murat (16e) (288-99-75).
LE CANARDEUR (A., v.o.) : Arlequin (6e) (548-62-25), Paramount-Elysées (8e) (359-49-34) ; v.f. : Galaxie (13e) (580-78-86), Capri (2e) (508-11-69), Paramount-Opéra (9e) (073-34-37), Paramount-Gaîeté (14e) (326-99-34), Paramount - Orléans (14e) (580-03-75), Grand-Pavois Tribord (15e) (531-44-58), Paramount-Maillot (17e) (548-24-24).
CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Vendôme (2e) (073-97-52), Studio des Ursulines (5e) (033-39-19), Dragon (6e), (548-54-74), Elysées-Lincoln (8e), (359-36-14) (sous-titres anglais), UGC-Odéon (6e) (325-71-08), UGC-Marbeuf (8e) (225-47-19), Hollywood-Boulevards (9e) (770-10-41), Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02), Cambronne (15e) (734-42-96), Passy (16e) (288-62-34), Clichy-Pathé (18e), (522-37-41).
LES DERNIERES FIANÇAILLES (Can.) : Marais (4e) (278-47-86).
DITES-LE AVEC DES FLEURS (Fr.) : Saint - Germain, 6e (222-72-80), 42-72), Colisée (8e) (359-29-46), Français (9e) (770-33-88) ; Fauvette (13e) (331-56-86), Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13), Gaumont-Convention (15e) (828-42-27), Caravelle (18e) (387-50-72).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Publicis-Saint - Germain, 6e (222 - 72 - 80), Triomphe, 8e (225-45-76), Plaza, 8e (073-74-55), Lux-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount - Orléans, 14e (580-03-75), Grand-Pavois, 15e (531-44-58), Murat, 16e (288-99-75), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
EXECUTIVE ACTION (A., v.o.) : Terminal - Foch, 16e (704-49-53), Gaumont-Opéra, 9e (073-34-37).
LA FEMME DE JEAN (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
GRANDEUR NATURE (Fr.) (**) : Ciné-Halles, 2e (236-71-72), La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (359-42-33), Madeleine-Gaumont, 8e (073-56-03), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-51), Gaumont-Gambetta, 20e (797-95-02).
HOSPITAL (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'INITIATRICE (It.v.f.) (**) : Alpha-Elysées, 8e (225-76-83), Maxéville, 9e (770-72-87), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mery, 17e (522-59-54), Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
JEUX INTIMES (Ang., v.o.) (**) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; v.f. : Gramont, 2e (742-95-82), Alpha-Elysées, 8e (225-76-83), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
LES JOYEUSES AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A., v.o.) : Panthéon (5e) (033-15-04) ; Elysées-Point-Show (8e) (225-67-29), Studio République (3e) (805-51-97).
MAHLER (Angl., v.o.) : Hautefeuille (6e) (633 - 79 - 38), Gaumont Champs-Elysées (8e) (359-67-29) ; Gaumont Rive Gauche (6e) (548-26-36), Gaumont v.f. : Impérial (2e) (742-72-52).
MICKEY, DONALD, DINGO ET PLUTO EN VACANCES (A.) : La Royale (8e) (265 - 82 - 66), Auteuil Bon Ciné (16e) (288-82-83), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41).
MARSEILLE CONTRAT (Angl. - Fr., v.o.) : Jean-Cocteau (5e) (033-47-62), Ermitage (8e) (359-15-71) ; v.f. : Rex (2e) (236-83-93), Rotonde (6e) (633-08-22), Telstar (13e) (331-06-19).
LES MILLE ET UNE NUITS (It., **, v.o.) : Studio Médicis (5e) (633-25-97), Bilboquet (6e) (222-87-23), Biarritz (8e) (359 - 42 - 33), Studio Raspail (14e) (326 - 38 - 98) ; v.f. : Hollywood - Boulevards (2e) (770-10-41), Mistral (14e) (734 - 20 - 70), Napoléon (17e) (380-41-16).
MISTER MAJESTIK (A., v.o.) : Marignan (8e) (359-92-82).
LA PALOMA (Fr.) : Ciné-Halles (2e) (236-71-72), Hautefeuille (6e) (633-79-38), Elysées - Lincoln (8e) (359-36-14).
PECHE VENIEL (It., **, v.o.) : Normandie (8e) (359-41-18) ; v.f. : Bretagne (6e) (222-57-97), Liberté-Studio (12e) (343-01-59).
LES SEINS DE GLACE (Fr.) : Boul'Mich (5e) (033-48-29), Paramount-Odéon (6e) (325-59-83), George - V (8e) (225-41-46), U. G. C. - Marbeuf (8e) (225-47-19), Paramount-Opéra (9e) (073-34-37), Max-Linder (9e) (770-40-04), Paramount - Gobelins (13e) (707-12-28), Paramount-Montparnasse (14e) (326-22-17), Mistral (14e) (734-20-70), Magic-Convention (15e) (828-20-32), Murat (16e) (288-99 - 75), Paramount - Maillot (17e) (758 - 24 - 24), Moulin-Rouge (18e) (606-63-26).
SOLEIL VERT (A., *, v.o.) : Elysée-Lincoln (8e) (359 - 36 - 14) ; v.f. : Maxéville (9e) (770-72-87), Diderot (12e) (343-19-29).
SWEET MOVIE (Fr.-Can., **, v.o.) : Quintette (5e) (033-35-40).
TERRE BRULEE (Angl., **, v.o.) : Studio de l'Etoile (17e) (380-19-93).
WOODY ET LES ROBOTS (A., v.o.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38).

Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), mer. : Sourires d'une nuit d'été ; jeu. : la Honte ; ven. : la Fontaine d'Arethuse ; sam. : les Communiants ; dim. : Jeux d'été ; lun. : Toutes ces femmes ; mar. : le Silence.
LES MEILLEURS POLICIERS : André-Bazin, 13e (337-74-39), jeu., ven., sam. : Pierrot le fou ; dim., lun., mar. : le Ministère de la peur (v.o.).
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action Lafayette II, 9e (878-80-50), mer., jeu. : Oklahoma Kid ; ven., sam. : Key Largo ; dim., lun., mar. : Echec à la Gestapo.
L'ACTION EN QUESTION (v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50), mer., à 18 h. : Marilyn ; à 20 h. : Rivière sans retour ; à 22 h. : Made for each Other. — Jeu., à 18 h. : Qui donc a vu ma belle ; à 20 h. : Duel dans la boue ; à 22 h. : One Million Bc. — Ven., à 18 h. le Tunnel de la peur ; à 20 h. : Délivrance ; à 22 h. : Nos plus belles années. — Sam., de 14 h. à 22 h. : Un jour à New-York ; à 24 h. : The Gang is all Here — Dim., à 14 h., 16 h. 30 et 19 h. : Une étoile est née ; à 22 h. : Un Américain à Paris. — Lun., à 18 h. : Larzac ; à 20 h. : Punishment-Park ; à 22 h. : Jour de vin et Jour de roses. — Mar., à 17 h. : Intolérance ; à 19 h. 30 : Rio Bravo ; à 22 h. Jeremiah Jonhson.
TROIS FOIS FRITZ LANG : New-Yorker, 9e (770-63-40), mer., jeudi : le Ministère de la peur (v.o.) ; ven., sam. : Secret derrière la porte (v.o.) ; dim., mar., mer. : le Maudit (v.o.).
ETE 74, 32 FILMS NEF : La Pagode 7e (551-12-15) ; mer. : Français, si vous saviez (1re époque) ; Vent d'Est ; jeudi : Français, si vous saviez (2e époque) ; la Salamandre ; ven. : Français, si vous saviez (3e époque) ; Rude Journée pour la reine ; sam. : 1789 ; les Serpents de la lune des pirates ; dim. : la Maman et la Putain ; Quelque part, quelqu'un ; lundi : le Chagrin et la Pitié ; la Collectionneuse ; mardi : Family Life ; le Retour d'Afrique.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33) ; mer., jeu. : Une femme disparaît ; ven., sam. : les Trente-Neuf marches ; dim., lun., mar. : Pas de printemps pour Marnie.

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
LE CONFORMISTE (It.-Fr., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 13 h. 45, 15 h. 40, 17 h. 35.
DUEL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
LE GENOU DE CLAIRE (Fr.) : Dominique, 7e (551-04-55), à 20 h.
HOMBRE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (Ang.) : Dominique, 7e (551-04-55), à 22 h.
LEO THE LAST (Ang., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MUSIC LOVER (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-60).
OUT ONE SPECTRE (Fr.) (version de 4 heures) : Seine, 5e (325-92-46), à 20 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
SLEEPING BEAUTY (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
ROMEO ET JULIETTE (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-60), à 19 h. 20 et 21 h. 50.
UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (Ang., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
UN HOMME QUI DORT (Fr.) : Seine, 5e (325-92-46), à 22 h. (sauf dimanche).
WR LES MYSTERES DE L'ORGANISME (Youg., v.o.) : Studio Parnasse, 6e (326-58-00), à 22 h.

Musique

JEUDI 12

PALAIS DES CONGRES, porte Maillot, 17e (747-27-78) 20 h. 45 : Orchestre philharmonique de Budapest (dir. : A. Korodi), Chœur national de l'Arménie soviétique (dir. : O. Tchekidjian) (Rossini, Stabat Mater).
MAISON DE L'O.R.T.F., av. du président-Kennedy (224-22-22) 21 h. : Choir Cantorum de Caracas (Bach, Lassus, folklore sud-américain).

VENDREDI 13

SALLE PLEYEL, 252, rue du faubourg Saint-Honoré, 17e (227-06-30) 20 h. 45 : Chœur national de l'Arménie soviétique (dir. : O. Tchekidjian) (œuvres arméniennes).
EGLISE SAINT-PIERRE DE MONTREUIL : Choir Cantorum de Caracas (voir jeudi).

DIMANCHE 15

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : Récital d'orgue Antoine Bouchard (Cornet, Andreu, Bruno, J.-S. Bach, Marchand, Litaizé).

Les opérettes

BOBINO, 20, rue de la Gaîté, 14e (326-68-70) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 et 18 h. 30 : Il était une fois l'opérette.
CHATELET, place du Châtelet, 1er (231-44-80) (J.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : les Trois Mousquetaires.

Variétés

Le music-hall

ALCAZAR, 62, rue Mazarine, 6e (633-64-94) (D.) 21 h. : Une nuit à l'Alcazar.
CASINO DE PARIS, 16, rue de Clichy, 9e (874-26-22) (L.) 20 h. 45, mat. dim. 14 h. 30 : Zizi, je t'aime.
ELYSEES-MONTMARTRE, 72, bd de Rochechouart, 18e (606-38-79) (D.) 20 h. 45, mat. sam. 17 h. : Oh ! Calcutta !
FOLIES-BERGERE, 32, rue Richer, 9e (770-02-51) (L.) 20 h. 30 : J'aime à la folie.
LIDO, 78, avenue des Champs-Elysées, 8e (359-72-20), 20 h. 30 (spectacle à 22 h. 30 et 0 h. 30) : Grand Jeu.
OLYMPIA, 28, bd des Capucines, 9e (742-25-49) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 : Pierre Vassiliu, avec Dick Annegarn.

Les comédies musicales

L'EUROPEEN, 3, rue Biot, 17e (387-88-14) (L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Gomina (à partir du 14).
VARIETES, 7, bd Montmartre, 9e (231-09-92) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat dim. à 15 h. : Godspell.

Le jazz

PALAIS DES SPORTS, porte de Versailles, 15e, le 13 à 20 h. 30 : The Faces - Rod Stewart.
PARC DES VOLCANS, Clermont-Ferrand, les 13, 14, 15, toute la journée : Amon Düül, Catherine Ribeiro et des groupes pop, rock et folks.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE, 1, bd Saint-Martin, 3e (278-36-39), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : Sept ans mieux... ou sept ans pis ? (jusqu'au 15).
DEUX ANES, 100, bd de Clichy, 18e (606-10-26), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : Satire... dans tous les coins.
DIX HEURES, 36, bd de Clichy, 18e (606-07-48), 22 h. : l'Esprit frondeur.

PRESSE

La mort de « Combat »

UNE LETTRE DE M. HENRI FRENAY

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Henri Frenay :

Dans *le Monde* du 3 septembre, Claude Bourdet, à propos de la disparition de *Combat*, a écrit ce qu'il estime avoir été l'histoire de ce journal. Il a notamment exposé sa version des circonstances et des raisons de son éviction, dont, pour une part, je porte la responsabilité.

Mon amitié avec Claude est trop ancienne, les souvenirs qui nous lient me sont trop chers pour que j'ouvre publiquement avec lui une polémique. Cependant, je ne peux faire moins que de présenter deux observations parmi toutes celles que je pourrais formuler :

1) L'histoire de *Combat*, telle que l'écrit Claude Bourdet, est très incomplète. Elle ne dit pas notamment comment la dernière équipe clandestine du journal avait évincé (Bourdet *dixit*) celui « *sans lequel le journal n'aurait pas existé* », et qui en avait été l' « *animateur* » pendant la plus grande partie de la clandestinité, c'est-à-dire moi-même ;

2) Contrairement à ce qu'écrit Claude, les mobiles qui, en 1950, m'ont interdit de continuer à le soutenir à l'intérieur du journal n'étaient pas d'ordre politique. Entre Bourdet et moi, ce n'était pas le conflit de la droite contre la gauche, du capitalisme contre le socialisme. Moi, qui écrivais un article « Pour une République algérienne », n'étais pas un suppôt du colonialisme, et cela Bourdet le sait. Le différend était ailleurs.

J'ai pensé, et je pense encore, qu'il ne peut y avoir dans un journal de cloisons étanches entre la direction politique et rédactionnelle, d'une part, et la direction administrative et financière de l'autre. Refuser à Henri Smadja d'entendre ses observations sur le contenu du journal, lui refuser même l'accès aux bureaux de la rédaction, en somme limiter son rôle à couvrir chaque mois le déficit croissant d'exploitation, était et reste, à mes yeux, une position à tous égards indéfendable, et que, à l'époque, je n'ai pu ni voulu défendre, d'où le différend qui nous a alors opposés.

« *La seule chance d'une presse libre dans notre pays réside dans les journaux qui appartiennent pour l'essentiel à l'équipe qui les dirige...* », écrit Claude Bourdet, et il n'a pas tort. Mais cette presse libre, aujourd'hui comme hier, ne vivra que si le talent de son équipe, son sens du concret, son respect pour des impératifs économiques élémentaires lui permettent d'équilibrer ses recettes et ses dépenses. Ce ne fut le cas ni en 1945, avec l'équipe de Pascal Pia, ni en 1950, avec celle de Claude Bourdet. De là, et de là seulement, en ce qui me concerne, est venu notre conflit.

INFORMATIONS PRATIQUES

Commerce

Conséquences fiscales de l'opération « baisse des prix »

Les forfaits pourront être réexaminés

Les commerçants qui ont accep-
Les commerçants qui ont accepté de réduire leurs prix de 5 % comme le demande le gouvernement pourront en tenir compte dans leurs impôts sur le chiffre d'affaires (T.V.A.) et sur le revenu. Le ministère de l'économie et des finances a apporté les précisions suivantes :

● T.V.A.

Pour les commerçants qui sont au réel, leur comptabilité retracera la conséquence sur leurs recettes de la baisse de 5 %. Le montant de la T.V.A. qu'ils auront à verser se trouvera ainsi automatiquement ajusté.

Pour les forfaitaires, deux situations doivent être distinguées :

1) LE FORFAIT 1974 A ETE DEFINITIVEMENT CONCLU. — Dans ce cas, si, compte tenu de l'application de la baisse de 5 %, les recettes effectives des commerçants pour l'année 1974 sont inférieures à celles qui avaient été retenues pour la conclusion du forfait, les commerçants pourront demander que celui-ci soit recalculé.

2) LE FORFAIT DE 1974 SERA CONCLU EN 1975 et le commerçant verse des acomptes provisionnels. — Lors de la fixation du forfait, l'année prochaine, l'administration fiscale tiendra compte de la baisse de 5 % pour déterminer les recettes soumises à la T.V.A. D'ici là, les commerçants, s'ils s'atendent à une diminution de leurs recettes par rapport au précédent forfait, pourront, sous leur responsabilité et après en avoir avisé le service des impôts, réduire le montant de leurs acomptes. C'est exactement la même solution qui avait été appliquée lors de la baisse des taux de la T.V.A. au 1er janvier 1973.

● IMPOT SUR LE REVENU (bénéfices industriels et commerciaux).

POUR LES COMMERÇANTS QUI SONT AU REEL, comme pour la T.V.A., leur comptabilité retracera la conséquence de la baisse sur leur bénéfice.

LES COMMERÇANTS, DONT LE FORFAIT 1974 A DEJA ETE FIXE, pourront e ndemander le réexamen en même temps que leur forfait T.V.A. et sous les mêmes conditions. Pour les commerçants dont le forfait sera fixé en 1975, l'administration fiscale tiendra bien entendu compte de l'opération « frein sur les prix ».

La Rue de Rivoli souligne qu'en dehors des cas prévus par la loi toute diminution des versements délmpôts légalement dûs par les commerçants donnerait lieu aux pénalités prévues par la loi.

Santé

Les nouveaux honoraires médicaux

Les nouveaux tarifs d'honoraires que sont tenus d'appliquer les médecins conventionnés sont, depuis le 1er septembre 1974, les suivants :

● POUR LES CONSULTATIONS, par un généraliste dans les grandes villes (zone A) : 25 F au lieu de 23 F ; dans les campagnes et petites villes (zone B) : 24 F au lieu de 22 F ; par un spécialiste, en zone A, 39 F au lieu de 37 F, en zone B, 37 F au lieu de 35 F ; par un neuropsychiatre, en zone A, 56 F au lieu de 54 F, en zone B, 53 F au lieu de 51 F.

● POUR LES VISITES, les tarifs n'ont pas été augmentés : 35 F pour le généraliste en zone A, 33 F en zone B ; 48 F pour un spécialiste en zone A, 45 F en zone B ; 67 F pour un neuropsychiatre en zone A, 62 F en zone B.

A ces tarifs peut s'ajouter une indemnité de dérangement de 6 F, pour Paris, Lyon, Marseille, 4 F, pour les villes de trois cent mille habitants et plus, 3 F, pour les villes de cent mille habitants et plus ; ou une indemnité kilométrique en plaine de 0,90 F (en montagne de 1,20 F), tarifs inchangés depuis fin mars.

● POUR LES ACTES DE CHIRURGIE, la valeur du coefficient passe de 5,85 F à 6,15 F.

● POUR LES ACTES D'ELECTRO-RADIOLOGIE, les tarifs des généralistes et spécialistes passent de 3,80 F à 4 F, ceux des rhumatologues ou pneumophtisiologues de 4,65 F à 4,75 F et ceux des gastro-entérologues ou électroradiologistes de 4,90 F à 5 F.

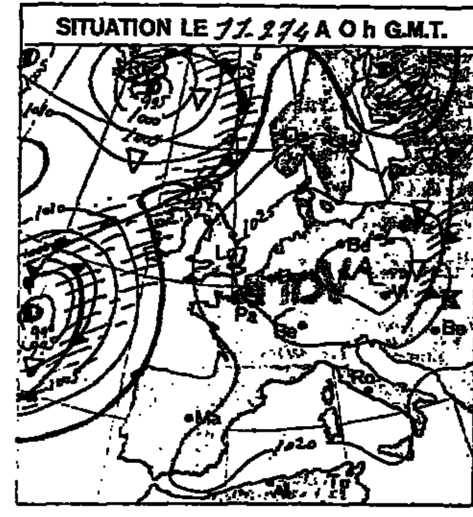
La caisse primaire d'assurance maladie de la région parisienne précise que ces tarifs peuvent être dépassés :

— Lorsque le médecin est reconnu titulaire d'un droit permanent à dépassement par une commission compétente (lettre clé DP) ;

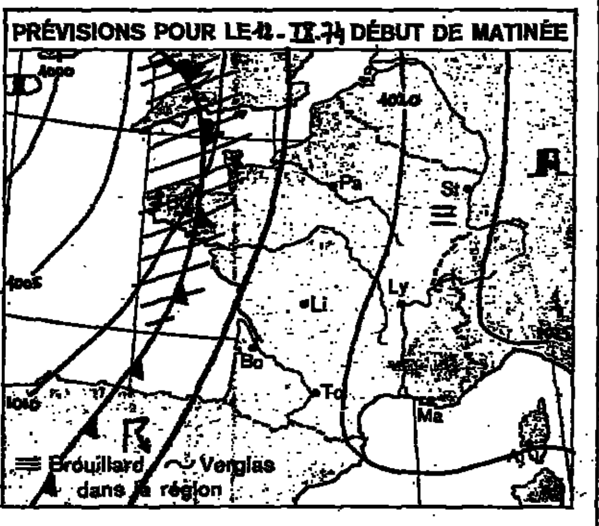
— Lorsque le malade a manifesté des exigences particulières telles qu'elles ont entraîné pour le médecin des circonstances exceptionnelles de temps et de lieu dans l'exercice de sa profession (lettre clé DE). Le médecin est toujours tenu d'indiquer sur la feuille de soins les honoraires effectivement perçus, et, s'il y a dépassement, les lettres clés DE ou DP. La caisse peut refuser le remboursement si le médecin n'indique pas le montant de ses honoraires.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11.9.74 A O h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12.IX.74 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses ⌐ orages → Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 11 septembre à 0 heure et le jeudi 12 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions qui protégeaient notre pays des perturbations atlantiques se décalent lentement vers l'est, tandis qu'une profonde dépression, qui se trouve actuellement au large du Portugal, remonte lentement vers le nord en direction de l'Irlande. A l'avant de cette dépression, un flux d'air chaud et humide maintiendra sur notre pays des températures élevées, tandis qu'une évolution orageuse pourra se produire sur nos régions de l'Ouest.

Jeudi, on observera encore dans l'Est quelques brumes matinales qui se dissiperont rapidement. Le ciel sera généralement peu nuageux le matin, à l'exception de la Vendée, de la Bretagne et des régions côtières de la Manche, où il sera souvent très nuageux, parfois même couvert, et où l'on pourra observer quelques bruines ou faibles pluies. Des nuages orageux pourront se développer dans l'après-midi sur la moitié ouest du pays, des orages isolés pouvant éclater sur ces régions en fin de soirée.

Les vents, modérés de secteur sud, se renforceront près du littoral atlantique.

Les températures, en légère baisse sur les régions côtières de la Manche et de la mer du Nord, seront ailleurs sans grand changement.

Mercredi 11 septembre, à 7 heures, la pression observée à Paris-Le Bourget était de 1 021,7 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11) : Biarritz, 24 et 17 degrés ; Bordeaux, 24 et 14 ; Brest, 18 et 11 ; Caen, 19 et 7 ; Cherbourg, 17 et 11 ; Clermont-Ferrand, 20 et 6 ; Lille, 19 et 6 ; Lyon, 21 et 11 ; Marseille, 27 et 16 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 19 et 7 ; Pau, 24 et 14 ; Perpignan, 24 et 14 ; Rennes, 20 et 10 ; Strasbourg, 20 et 6 ; Tours, 21 et 8 ; Toulouse, 24 et 15 ; Ajaccio, 28 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 18 et 10 degrés ; Athènes, 30 et 23 ; Bonn, 18 et 6 ; Bruxelles, 18 et 8 ; Le Caire, 31 et 26 ; Iles Canaries, 26 et 24 ; Copenhague, 19 et 10 ; Genève, 20 et 8 ; Lisbonne, 25 et 17 ; Londres, 19 et 9 ; Madrid, 29 et 17 ; Moscou, 22 et 13 ; Palma-de-Majorque, 29 et 14 ; Rome, 27 et 17 ; Stockholm, 19 et 13 ; Téhéran, 34 et 20.

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

● **CHAINE I**

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Magazine : La TV des autres, deux films de la télévision hollandaise, réalisateur G. Sluizer.
Le Radeau, chronique d'une famille du Nordeste brésilien habitant près d'un fleuve, à 1 000 kilomètres de la ville la plus proche ; Zecca, la vie d'un vacher dans une grande exploitation agricole du Nordeste brésilien.
21 h. 30 Série : L'homme au contrat, réal. J. Audoir, avec G. Desarthe.

● **CHAINE II (couleur)**

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».
20 h. 35 Au théâtre ce soir : « Les affaires sont les affaires », d'O. Mirbeau. Mise en scène : J. Meyer, avec J. Meyer, F. Blot, M. de Coster, C. Risac.
Isidore Lechat, hommes d'affaires autoritaire et sans scrupules, veut devenir député. Ses manœuvres dressent sa fille contre lui.
22 h. Sport : Match sur la deux.

● **CHAINE III (couleur)**

19 h. 40 Pour les jeunes : Il était une autre fois.
19 h. 55 Musique : Jazz 3, avec A. Blakey, O. Dara, S. James, C. Lawson, C. Jefferson.
20 h. 30 Histoire : 1857 : « Godin ou le Familistère », de P. Riboulet, réal. M. Lepeuve.
Avec A. Osmont, sociologue, B. Pages, psychosociologue, D. Defert, sociologue, A. Kopp, architecte, J.-L. Veiret, architecte, M. Migrenne, M. Rabaud, ancien gérant de la société Godin, M. Schmitt, président de la société Le Creuset, M. Godon.
21 h. 10 Reportage : « Un pays, une musique » : la Hongrie ou l'appel aux sources, de C. Fléouter. Réal. R. Manthoulis.

● **FRANCE-CULTURE**

20 h., Musique de chambre : « Six variations pour piano » (de Peiken), par G. Frémy ; « Thravama pour quatuor à cordes et clarinette » (Ushida), par le quatuor Margand et R. Fontaine. — 21 h., Dits et écrits sur la musique : Louis Malle, la musique et le son. — 21 h. 20, La science en marche : « l'Etonnant culte du cargo », avec G. Lapouge. — 21 h. 50, Musique de notre temps : A Avignon, le Théâtre du Silence. — 23 h., Aux quatre vents. — 23 h. 35, L'écriture par le son.

● **FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « le Freischütz » (Weber), avec B. Weikl, G. Janowitz, S. Vogel, Orchestre national de Dresde, dir. Carlos Kleiber. — 23 h. (S.), Hors gravures. — 24 h., Musique et poésie : Ernst Junger. — 1 h. 30, Nocturnales.

TRIBUNES ET DEBATS

EUROPE 1 : 19 h., M. Michel Durafour, ministre du travail (en direct de Lyon).
RADIO-MONTE-CARLO : 19 h. 28, M. René Haby, ministre de l'éducation, répond aux questions des journalistes.

JEUDI 12 SEPTEMBRE

● **CHAINE I**

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Emission historique : Le procès de Nuremberg, de H. de Turenne, D. Costelle, réal. D. Costelle.
Dès le 30 octobre 1943, les trois grands alliés : U.S.A.-U.R.S.S.-G.-B. avaient signé à Moscou un « acte fondamental » qui prévoyait un jugement, par un tribunal international, des crimes de guerre. Ce tribunal siégera pour la première fois le 20 novembre 1945, à 10 heures du matin, à Nuremberg.
Avec la participation de témoins du procès : M.-C. Vaillant-Couturier, S. Balachowski, S. Floersheim et MM. E. Faure, C. Gerthoffer et le général T. Taylor, qui furent juges et procureurs, R. Servatius, avocat allemand, et des journalistes : J. Lacour (Radiodiffusion nationale), L. Deroche (A.F.P.), D. Kraminoj (Tass).
21 h. 40 Variétés : Bulles de souvenirs, réal. J. Falk.
Une émission de la Télévision norvégienne.

● **CHAINE II (couleur)**

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».
20 h. 35 Jeux sans frontières, de G. Lux.
21 h. 35 Série : L'orchestre rouge : « Les affaires du grand chef », d'après H. Hohnes, réal. F.-P. Wirth, avec W. Kreindl et G. Claisse.
En 1939, Leopold Trepper, colonel de l'Armée rouge, est chargé d'installer un réseau d'espionnage efficace en Europe de l'Ouest.
Le dernier des six épisodes de cette série sera diffusé le 15 octobre par les « Dossiers de l'écran ».

● **CHAINE III (couleur)**

19 h. 40 Pour les jeunes : Il était une autre fois.
19 h. 55 Le roman vrai de la forêt : « La chasse », de J. Perrier, réal. A. Elter, avec A. Bloch.
20 h. 30 Portrait : Yvette Guilbert, d'A. Blanc, réal. D. Derrien.
Avec la participation de Mmes L. Attoff et R. Felix, de Marcel Lherbier. Extraits des films muets : Faust de Murnau (1926), l'Argent de M. Lherbier (1928), illustrations de Toulouse-Lautrec, Cappiello, Steinlein, Cheret Forain, et la voix de Y. Guilbert.
21 h. 20 Magazine : Vivre à loisirs, de C. Dupont : « Pour un insecte des cavernes ».

● **FRANCE-CULTURE**

20 h., Carte blanche : « Communications », de J. Ricardou, avec S. Goffre, M. Creton, C. Sellers. — 21 h. 20, Les cadeaux pour quoi faire ?, avec M. Lobrot, psychologue. — 21 h. 50, Groupe de recherche de l'O.R.T.F. : « l'Apocalypse de Jean » (P. Henry). — 23 h., Disques. — 23 h. 15, Grandes réalisations discographiques.

● **FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris, Trio à cordes de Paris, avec D. Merlet, piano : « Quatuor pour piano, violon, alto et violoncelle » (Mozart), « Troisième trio pour violon, alto et violoncelle » (C. Ballif), « Quatuor pour piano, violon, alto et violoncelle » (Fauré). — 22 h. 45 (S.), Clarté dans la nuit. — 23 h. (S.), Jazz vivant. — 24 h., La musique et ses classiques. — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

TRIBUNES ET DEBATS

EUROPE 1 : 19 h., M. Jacques Chirac, premier ministre, est l'invité des journalistes.

Vie quotidienne

LE LIVRET DE FAMILLE INTERNATIONAL VA ÊTRE CRÉÉ

Une convention instituant un livret de famille international sera signée, jeudi 12 septembre, par les pays membres de la Commission internationale de l'Etat civil, dont l'assemblée générale annuelle a été ouverte mardi à Paris, au palais du Luxembourg, par M. Jean Lecanuet, ministre de la justice français. La commission est composée des cinq pays fondateurs (Convention de Berne du 25 septembre 1950), qui sont la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse ; d'autre part, des autres membres, dont l'admission a été rendue possible par un protocole additionnel du 25 septembre 1952 : Allemagne de l'Ouest, Autriche, Grèce, Italie, Turquie et Portugal.

Expliquant les raisons d'être de ce livret de famille international, M. Lecanuet a observé : « *Est-il juste qu'une incertitude subsiste au sujet de la nationalité d'une personne, qu'un document officiel délivré dans un Etat soit inefficace ou suspect dans un autre, qu'une décision de justice soit méconnue ou dépourvue de force exécutoire au-delà des frontières de l'Etat où elle a été rendue ?* »

[Les « décisions de justice » que vise M. Lecanuet sont uniquement celles qui concernent l'état des personnes, c'est-à-dire, par exemple, la filiation ou le lien conjugal. Toutes les autres restent soumises aux difficiles procédures d'exécution internationales.]

Aviation

● *Lignes aériennes au départ d'Angers.* — A compter du 17 septembre prochain des lignes aériennes régulières seront assurées depuis l'aéroport d'Angers-Avrillé avec le concours de la compagnie Air Champagne-Ardenne. Un aller et retour quotidien sera assuré sur les trajets Angers-Paris et Angers-Lyon.

Journal officiel

Sont publiées au *Journal officiel* du 11 septembre 1974 :

DES CIRCULAIRES

● Relative à l'extension de compétence territoriale des offices publics d'habitation à loyer modéré et des sociétés anonymes à loyer modéré et de crédit immobilier (1).

● Relative à la délivrance de la carte de commerçant étranger.

(1) Ce texte sera ultérieurement édité en fascicule séparé.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 944

HORIZONTALEMENT

I. Bien incapables de dissimuler certains détails. — II. Un métier qui rapporte. — III. Adopté par les Chinois ; Symbole chimique ; Lettres de crédit. — IV. Va et vient dans une cage. — V. Canton de France ; Agrémente un style. — VI. Facile à vérifier ; Article. — VII. Cours d'eau ; Est bien fatigué après être resté longtemps sur un siège. — VIII. Voie d'eau ; Enveloppes brunes. — IX. Compositions à base de colles. — X. Finit par ne plus s'arrêter de pleurer sur son sort. — XI. Jouèrent un rôle dans la première guerre mondiale ; Déplacés.

VERTICALEMENT

1. Argument lumineux de plus en plus décisif. — 2. Empruntaient de mouvants chemins. — 3. A moitié bref ; Parfois chimiquement pures. — 4. Est appelée à s'élever en s'allégeant. — 5. Dans l'Orne ; Vieille redevance. — 6. Division topographique ; Ne craignent pas les notes élevées. — 7. Utile volatile ; Station thermale anglaise. — 8. Ses disciples sont innombrables ; Disparu. — 9. Pronom ; Distinguées en leur genre.

Solution du problème n° 943

HORIZONTALEMENT

I. Opticiens. — II. Rien ; Evoé ! — III. Gant ; Seul. — IV. Anier ; Nés. — V. Norrent. — VI. Dorer. — VII. Sardine. — VIII. Traire ; Ou. — IX. Eacées ; Il. — X. Set ; Ase. — XI. Casernier.

VERTICALEMENT

1. Organiste. — 2. Piano. ; Arasa. 3. Tenir ; Races. — 4. Inter ; Diète. — 5. Redire. — 6. Ies ; Nones. — 7. Eventré ; Aï. — 8. Noué ; Oise. — 9. Seis ; Rouler.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75 427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4 207-23
ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
69 F	123 F	177 F	230 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
107 F	198 F	289 F	380 F
ETRANGER par messageries (moins rapide que par voie norm.)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG			
77 F	138 F	193 F	250 F
II. — PAYS-BAS			
77 F	138 F	199 F	260 F
III. — SUISSE			
94 F	173 F	252 F	330 F
IV. — TUNISIE			
99 F	183 F	267 F	350 F

Par voie aérienne tarif sur demande

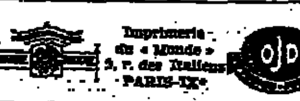
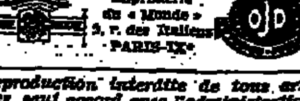
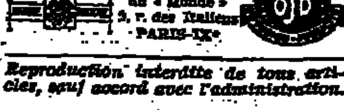
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

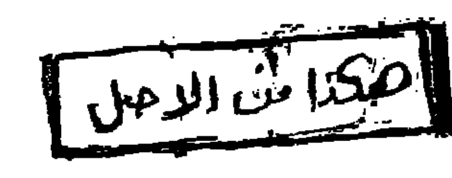
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	-	
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	24,00	24,51

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Pour développer ses activités à l'étranger la filiale Engineering d'un puissant groupe industriel français recherche

CADRE ADMINISTRATIF EXPORT

Pour lui confier la responsabilité des études et des mises en place correspondantes, des chantiers traités par l'entreprise :
- rédaction des marchés,
- installation des agences,
- problème d'assurance et de fiscalité.

Suivi analytique des règlements, des facturations et des contentieux.

Une grande expérience du commerce extérieur et l'habitude des démarches qu'il nécessite ainsi qu'une formation supérieure (E.S.C., E.S.S.E.C., Droit...) sont nécessaires.

Connaissance de l'Anglais et de l'Espagnol requise.

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 141M2

Cabinet Jean-Claude MAURICE
42, rue Legendre
75017 PARIS

LE DIRECTEUR DES RECHERCHES d'un important groupe minier et métallurgique accroît le potentiel de son service de la PROPRIETE INDUSTRIELLE et cherche, pour son siège social à Paris, un

ingénieur en brevets

Il seconde le chef de service pour tout ce qui concerne la protection des acquis scientifiques et techniques du groupe.

Nous souhaitons un ingénieur grande école ou un universitaire (métallurgie, chimie). Il possède des compétences techniques variées et a une expérience de plusieurs années dans un cabinet de conseil en propriété industrielle ou dans le service brevets d'une entreprise. Il a une bonne pratique de l'anglais, la connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Les ingénieurs intéressés adressent leur dossier de candidature (ss réf. 2715 M) à G. BARDOU.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

BATIMENT - PARIS

Entreprise générale de Bâtiment (500 p.) en forte expansion recherche pour compléter son Equipe de Direction.

INGENIEUR METHODES

Afin de lui confier, en position de Chef de Service, la responsabilité des études relatives à la préparation et à la planification des chantiers. (Gestion prévisionnelle, contrôle analytique du matériel et de la main-d'œuvre). Le candidat retenu sera choisi en fonction de son expérience en matière de gestion et d'organisation d'importants chantiers T.C.E., ainsi que par ses aptitudes à l'inovation, son souci d'optimiser les moyens et les profits et ses qualités humaines requises pour ce poste de coordination et d'animation.

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 133M2
Cabinet Jean-Claude MAURICE
42, rue Legendre
75017 PARIS

COMPTEURS
Schlumberger

Poursuivant notre expansion sur le marché mondial des biens d'équipement électroniques, électromécaniques; nous recherchons :

responsables exportation

Vous serez chargé de la promotion et du développement des ventes de nos produits dans un secteur géographique donné.

Votre fonction consistera à étudier et à prospecter de nouveaux marchés, à mener des négociations avec la clientèle, à organiser et à animer les réseaux des ventes.

Vous devrez avoir une compétence à la fois technique et commerciale : INGENIEUR ou de formation équivalente. Une première expérience des contacts internationaux à différents niveaux vous sera nécessaire.

Anglais courant indispensable.

Adresser C.V., photo et prét. à Direction du Personnel - Recrutement Ingénieurs et Cadres
12, place des Etats-Unis 92120 MONTROUGE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Bureau d'études bâtiment - infrastructure appartenant à un groupe important recherche

Pour la région de Montpellier

URBANISTE DIPLOME

Ayant au moins 4 ans d'expérience, de bons contacts commerciaux et des possibilités d'introduction auprès des administrations.

Il aura à créer une équipe à vocation d'études de tourisme et plans d'occupation des sols.

réf. 20.710

Pour son Agence de Toulouse

JEUNE INGENIEUR ETUDES ROUTIERES

(TP - INSA - Géomètre)

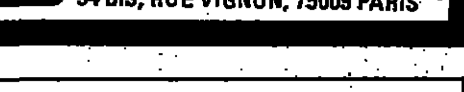
Ayant environ un an de pratique.

Il aura à superviser des études portant sur une région de 300 Km autour de Toulouse.

réf. 20.901

Adresser C.V. sous référence correspondante à :





GEDEV SÉLECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

MOTOROLA

CENTRE ELECTRONIQUE DE TOULOUSE

semiconducteurs

recherche

CHEF DE SERVICE

Administration du Personnel

35 ans minimum, chargé promouvoir : METHODES GESTION ET ADMINISTRATION, ETUDES STATISTIQUES

Ayant connaissance problèmes de paie
Préf. candidat 5-10 ans exp. pratique
Env. « C.V. » à MOTOROLA
B.P. 34.11 – 31023 TOULOUSE Cédex



ENGINEERING
Génie civil, génie industriel, génie urbain
Une importante société recherche

le directeur

de son agence de BORDEAUX

Il prendra dès le départ ses fonctions comme chef de la section GENIE CIVIL et étendra rapidement ses responsabilités à la direction de l'agence (35 personnes)

Le poste conviendrait à un ingénieur civil des Ponts ou d'une autre grande école ayant une solide expérience en Génie civil et pouvant entretenir dans le Sud-Ouest toutes les relations nécessaires avec les Directions Départementales clientes.

Pour obtenir inf. compl. écrire s/réf. 597 A à Henri PHILIPPE

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

IMPORTANTE INDUSTRIE ALIMENTAIRE sit. à 120 km. au nord de Paris

RECRUTE

LE RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN

de ses deux usines

— Si vous êtes âgé de 30 ans minimum ;
— Si vous êtes ingénieur ou avez le niveau équivalent ;
— Si vous avez déjà une expérience pratique de direction d'un service entretien d'une usine fabriquant des produits de grande consommation et travaillant en 2 ou 3 équipes ;
— Si vous avez le tempérament d'un « meneur d'hommes » et que la maîtrise des problèmes techniques vous passionne.

Adressez votre curriculum vitae + photo récente à SOCIETE FLODOR, B. P. 61, Zone industrielle, 80200 PERONNE.

Pour Cabinet INGENIEUR CONSEIL Chauffage Conditionnement Air situé à THONON il est demandé JEUNE INGENIEUR entraîné au travail de bureau d'études. Le poste réserve indépendance et initiatives. — Adresser C. V., photo et prétentions sous nº 743 à CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104, rue Ney, 69006 LYON.

AGENCE DE BASSIN « LOIRE-BRETAGNE »

Etablissement public national recherche pour service prog.-planification :

ÉCONOMISTE

min. licence ès sciences éco. et de préférence D.E.S. seront appréciés :

- Spécialisation en éco-financière, comptabilité publique et insertion fin. publique dans circuit éco global;
- Expérience professionnelle même de courte durée;
- Connaiss. inform., analyse (Fortran ou PL1);
- Technique de la R.C.B.

Age souhaité : 25 ans min., dégagé oblig. militaires. Salaire annuel brut : 30.000 F à 45.000 F.

Adr. demande avec photo, C.V. et prétentions à Agence de bassin « LOIRE-BRETAGNE », B.P. 6015, 45018 ORLEANS CEDEX

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
Filiale d'un important groupe européen

cherche pour LYON

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT PROMOTION

Responsable d'un centre de profit, il aura pour mission :
— Etudes de terrains ;
— Mise au point de produits ;
— Direction de la réalisation ;
— Conseils techniques.

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, expérimenté dans la conduite d'opérations immobilières. Bonnes connaissances en gestion.

Env. C.V. + photo + prétentions sous références FUG 09 à COMPETENCES, 86, rue de la République, 69002 LYON.

Société dominante en France dans la fabrication de matériels pour l'industrie électrotechnique - 5 usines - recherche pour son Etablissement région VICHY (600 personnes)

CHEF DES RELATIONS SOCIALES

Il sera chargé, sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement et du Directeur des Relations Sociales de la Société :
— de gérer le personnel de l'établissement : embauche, salaires, classification, promotion, formation, information, relations humaines, etc. ;
— de conseiller le Directeur de l'Etablissement dans ses relations et ses négociations avec les partenaires sociaux ;
— de participer à la définition et à l'application des politiques de gestion du personnel ;
— d'assurer le rôle d'Ingénieur de Sécurité ;
— d'animer l'équipe d'étude du travail.

Ce poste convient à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure technique, ayant une bonne connaissance de la législation sociale et quelques années d'expérience de la fonction.

Adr. C.V. et prétentions, nº 69.504, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION MECANIQUE fabriquant matériels et installations complètes pour la MINE et MANUTENTION CONTINUE

recherche

DIRECTEURS DES ACHATS ET DE LA SOUS-TRAITANCE

Poste peut convenir à INGENIEUR ou CADRE, âgé de 40 ans minimum, de préférence ayant une solide expérience de l'achat des produits industriels et des contrats de la sous-traitance.
Lieu de travail : SAINT-ETIENNE

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo récente et prétentions à S.S.C.M., Boîte postale 519, 42007 SAINT-ETIENNE (Cedex)

• adjoint D.G.
• adjoint D.A.F.
LYON

GROUPE REGIONAL DISTRIBUTION DE PRODUITS INTERMEDIAIRES INDUSTRIELS, afin de poursuivre son développement, recherche des hommes de haut niveau.

UN ADJOINT A LA DIRECTION GENERALE

30 ans minimum, HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent.

Ce sera un homme de Marketing apportant une expérience commerciale et de gestion dans l'un des domaines : produits de transformation, biens d'équipement...

Rattaché au D.G. il accomplira, dans un premier temps, des missions de contrôle, d'organisation, d'animation et d'étude relatives à la stratégie de l'entreprise et de ses filiales. (Réf. 888/MO)

UN ADJOINT A LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

35 ans minimum - de formation supérieure - il apportera une expérience confirmée en gestion financière et comptable, organisation administrative et devra pouvoir collaborer étroitement avec le service informatique. (Réf. 889/MO)

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. sous référence du poste (réponse et discrétion assurées), au :

Groupe Opéra Sélection
8, RUE DE LA MICHODIÈRE - PARIS 2e

La C.P.I.O. — NANTES

important spécialiste de pièces en caoutchouc technique et en matières plastiques injectées, 1.700 personnes
cherche pour sa branche CAOUTCHOUC (chiffre d'affaires 120 millions), un

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL ou INGENIEUR DE VENTE

28 ans minimum, il devra avoir une formation technique et une expérience de la conception, de la fabrication ou de la commercialisation de pièces en caoutchouc technique. La pratique d'une langue (allemand ou anglais) est souhaitable.

Il sera responsable des contacts commerciaux et du développement des ventes avec un nombre limité de clients.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Adresser C.V. détaillé et photo à

C.P.I.O. B.P. 1226
44023 - NANTES CEDEX

IMPORTANTE SOCIETE RECHERCHE

JEUNES GENS

— Dégagés O. M.
— Titulaires B.E.I. ou bac technique ou B.T. de base mécanique,

Pour postes à l'étranger après formation adéquate.

Ecrire avec C.V. sous réf. 105 à P. LICHAU S.A., 50 allée Jean-Jaurès, 31000 TOULOUSE, qui transmettra.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE PRÉCISION
C.A. 140.000.000 de francs
implantée en MOSELLE
recherche pour entrée immédiate :

● ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Ce poste peut intéresser les candidats ESSEC, ESC (Option finances) ou équivalent, ayant plusieurs années d'expérience, soit comme CHEF D'UN SERVICE COMPTABLE, soit à un poste similaire. La connaissance des principes de la comptabilité anglo-saxonne est un atout supplémentaire. et capables de gérer un service de 15 personnes. Anglais nécessaire.

● CHEF DE SERVICE DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE ET BUDGÉTAIRE

Ce poste peut intéresser les candidats ayant quelques années d'expérience dans un poste similaire Anglais souhaité.

Ces deux postes sont évolutifs dans une Société en pleine expansion.

Ecrire avec photo et C.V., sous nº 1.223, à l'Agence HAVAS 57017 METZ Cedex, qui transmettra.

Filiale d'une importante Société à vocation internationale

(ÉLECTRICITÉ)

en forte expansion (40 % l'an)
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(y compris débutant)

intéressé par les problèmes de fabrication, recherche et développement.

Après formation, l'avenir de ce collaborateur peut évoluer rapidement vers des responsabilités de premier plan.

Stages dans les domaines techniques appréciés.

Nos établissements sont situés à proximité de CHARTRES (domicile nécessaire dans la région).

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à nº 68.346,

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e
membre de l'ANCERP

Pour gérer chantiers très importants à LYON ENTREPRISE GENIE CLIMATIQUE recherche INGENIEUR poss. longue expér. du chantier. Connaissance poussée conditionnement air, apte à commander 50 monteurs. Adr. C.V., photo et prét. ss nº 720 à CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104, rue Ney, 69006 LYON.

Recherchons **TECHNICO-COMMERCIAL** ayt très bne pratiq. de l'allem. Responsab. commercialisation en Allemag. et pays de lang. allem. d'installations de FILTRATION. (Spécialisation secteurs mécanique et métallurgique. Brevets européens et pays de l'Est.) Poste à pourvoir à l'unité de fabrication de CHAMBERY avec déplacements à l'étranger. Ecr. av. C.V. et prét. nº 8.900, « le Monde » P. Réponse assurée.

ORGANISME FORMATION PROVENCE-COTE D'AZUR recherche **RESPONSABLE COMMERCIAL ET ADMINISTRATIF** chargé notamment relations av. entreprises. Libre rapidement. Niveau universitaire apprécié. Envoy. C.V., photo, prétentions HAVAS TOULON, 15.683.

Ecole d'architecture recrute sur contrat, temps plein ou non, enseignant architecte, ingénieur, universitaire, sciences appliqu., sciences humaines, design. Ecr. avec C.V., réf., photo : U.P.A., rue Massenet, 44300 NANTES. Téléph. 76-07-33.

ORGANISME D'ETUDE PRIVE REGION MEDITERRANEE rech. **CHARGE D'ETUDES** (Etudes de marche de programme, montages d'opération d'urbanisme, rénovation urbaine. Centre commerciaux. Zone industrielle ZAC). FORMATION DES, CENTRALE, MINES ou HEC. Trois ans expérience minimum. Résidence MARSEILLE. Larges possibilités d'avenir. Ecrire BET, B.P. 95, MARSEILLE (9e).

Laboratoire Orléanais recherche **INGENIEUR ELECTRONICIEN** pour réalisation équipem. fusées scientifiques. Techniqu. avanc. Adresser C.V. sous nº 98.941 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

offres d'emploi — offres d'emploi

etap membre de l'ANCERP

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
Filiale puissant groupe – PARIS
offre poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un candidat formation supérieure ayant 2 ans minimum d'expérience commerciale dans l'immobilier, capable d'assumer progressivement la pleine responsabilité des fonctions commerciales, depuis la participation à la définition des produits jusqu'à la coordination et la gestion d'un réseau de ventes étoffé.
Ecrire sous référence ZG 114 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE – *une des premières en Europe dans sa branche* (matériels de contrôle et régulation pour fluides)
filiale important groupe international
recherche pour usine (450 personnes)
Ville NORMANDIE

DIRECTEUR D'USINE ADJOINT

Situation intéressante impliquant réelles possibilités de promotion à un poste de DIRECTEUR D'USINE, pour INGENIEUR ayant acquis, dans secteur mécanique, une solide expérience fabrication ou méthodes, capable de s'affirmer comme un gestionnaire et un animateur.
Connaissance anglais nécessaire.
Ecrire sous référence OV 105 CM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Siège près Gare de Lyon
recherche

DIRECTEUR DES VENTES

formation ingénieur MINES, T.P. ou équivalent, disposant d'une solide expérience commerciale (5 à 10 ans environ) vente de produits industriels auprès clientèle T.P., Mines et Carrières, Génie Civil...
Le titulaire du poste :
- participera à l'élaboration de la politique commerciale et des tarifs ;
- traitera des marchés importants ;
- animera, contrôlera et informera le réseau d'agents ;
- organisera et contrôlera les dépôts.

Anglais souhaité.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F.
Ecrire sous référence KD 118 AM.

FIRME FRANÇAISE
renommée *internationale* (fabrication organes mécaniques de transmission)
recherche pour LYON et région

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

POUR ASSURER LIAISONS TECHNIQUES ET COMMERCIALES AVEC CLIENTÈLE

Ce poste peut convenir à candidat A.M. ou équivalent, ayant acquis solide expérience pratique en mécanique, témoignant de solides qualités d'initiative et de contact, capable d'assister, de manière constante, les services d'études, d'essais, de réalisation de la clientèle afin de promouvoir les produits et les techniques de la Société.
SITUATION INTERESSANTE ET AVENIR DANS FIRME EN DEVELOPPEMENT.
Ecrire sous référence TA 109 CM.

LEE COOPER - AMIENS
poursuivant sa forte expansion crée postes de

CHEFS DE PRODUITS

Ces postes peuvent convenir à candidats (es) ayant une réelle expérience en confection (hommes, femmes ou enfants), capables de participer à la création des collections en liaison étroite avec le marketing, le réseau de ventes et les stylistes.
Postes très actifs impliquant de « nombreux contacts sur le terrain » et demandant des qualités d'imagination et de rigueur.
Ecrire sous référence WD 111 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(plus de 3.000 personnes)
rattachée à un groupe national
Ville SUD-OUEST – réalisant matériels de haute technicité – offre poste de

CHEF DE SERVICE

RECHERCHES MÉTALLURGIQUES ET MÉCANIQUES

MINES, E.N.S.E.A., E.N.S.M.A. ou niveau supérieur équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience en métallurgie, capable d'animer et de coordonner des activités de recherche, expertise, contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.
Il dirigera un service d'une trentaine de personnes.
Situation intéressante au sein d'une firme dotée d'équipements importants, pour candidat ayant intérêts marqués pour la technique et qualités de dynamisme et de contact.
Ecrire sous référence HA 115 AM.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
périphériques et ordinateurs de bureau
PARIS – en forte expansion
offre situation intéressante et avenir à

INGÉNIEUR ASSISTANT

A LA DIRECTION DE LA DIVISION INTERNATIONALE

Poste pouvant convenir à INGENIEUR DIPLOME A.M., BREGUET ou équivalent, ayant quelques années expérience commerciale acquise dans domaine similaire et si possible à l'exportation, désireux d'avoir une activité internationale impliquant de nombreux contacts de voyages.
Connaissance de l'anglais indispensable, autre langue étrangère souhaitée.
Ecrire sous référence FY 137 C.

LE P.D.G. D'UNE SOCIÉTÉ de CONSTRUCTION DE MACHINES SPÉCIALES
filiale d'un groupe international en forte expansion – recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

pour assurer la DIRECTION TECHNIQUE DE LA FIRME.
Ce poste important peut convenir à INGENIEUR CONSTRUCTEUR DIPLOME E.C.P., A.M. ou école équivalente, 35 ans minimum, disposant expérience Direction usine, études et conception machines complexes (faisant appel à mécanique hydraulique, pneumatique, électricité).
Langue anglaise ou allemande indispensable.

Traitement à partir de 120.000 F.
Lieu de travail : ville région OUEST.
Ecrire sous référence UN 127 CM.

Une importante Société Française – C.A. plusieurs centaines de millions de francs – filiale d'un puissant groupe industriel
assurant en position de leader sur son marché la distribution pour la France entière de produits métallurgiques, recherche

DIRECTEUR DES ACHATS

Cette situation, qui implique la participation à l'équipe de Direction, peut convenir à H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., Ingénieur ou formation similaire, 35 ans minimum, capable d'assurer la définition d'une politique d'achats et disposant d'une expérience confirmée de négociations à niveau élevé de marchés d'achats importants en France et à l'étranger.
La langue allemande ou la langue anglaise est indispensable. Résidence Paris. Le traitement ne sera pas inférieur à

100.000 F.
Ecrire sous référence CU 134 CM.

GROUPE DE SOCIÉTÉS MÉCANIQUES (500 *personnes*) – C.A. *65 millions* – PARIS
recherche pour être directement rattaché au DIRECTEUR GÉNÉRAL

CONTROLEUR DE GESTION

Ce poste peut convenir à candidat 30 ans minim., FORMATION SUPERIEURE, ayant une solide expérience du contrôle de gestion acquise dans secteur industriel, de préférence mécanique, et connaissances en comptabilité.
Ce cadre assumera des responsabilités variées, en particulier :
- contrôle de gestion ;
- supervision comptabilité générale et industrielle ;
- organisation administrative ;
- trésorerie ;
- études financières...

Il animera une équipe d'une dizaine de personnes dont un chef comptable et deux assistants de gestion.
Situation intéressante au sein Société en expansion pour candidat dynamique, rigoureux et organisateur, désireux s'intégrer à une équipe de direction.
Ecrire sous référence ER 101 CM.

ORGANISME FRANÇAIS PLAN NATIONAL
réalisant importantes constructions industrielles – PARIS – recherche

INGÉNIEUR

ATTACHÉ A LA DIRECTION TECHNIQUE

RESPONSABLE COORDINATION ET SUIVI D'AFFAIRES COMPLEXES A L'EXPORTATION.
Ce poste peut convenir à INGENIEUR DIPLOME Bréguet, Violet, Sudria ou équivalent, ayant acquis plusieurs années d'expérience secrétariat technique, capable assurer relations directes clients et commettants ainsi que nombreuses liaisons interservices Paris et établissements province.
Connaissance de l'allemand indispensable.
Situation permettant à un jeune ingénieur une rapide formation aux relations industrielles à niveau élevé.
Ecrire sous référence UB 110 CM.

GRANDE MARQUE FRANÇAISE SPIRITUEUX
diffusée monde entier – recherche

JEUNE CADRE DÉLÉGUÉ A L'EXPORTATION

Capable voyager monde entier 6 à 8 mois par an pour visiter agents de la marque afin d'assurer informations réciproques, appui aux actions de promotion vente et stimulation.
Ce poste implique une solide formation de base E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.E.A. ou niveau équivalent. Des qualités indéniables de contacts social et de présentation.
Anglais et espagnol courants indispensables. 1 ou 2 ans d'expérience ou même débutant.
Ecrire sous référence PY 123 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Etudes et réalisations grands ensembles secteur nucléaire – PARIS
recherche pour sa DIVISION ACHATS

INGÉNIEUR ou DIPLOMÉ ÉCOLE COMMERCIALE

Capable assurer la réalisation, sur plan international, d'importants marchés de gros matériels industriels : appels d'offres, comparaisons, négociations avec fournisseurs, rédaction de contrats, suivi de marchés.
Ce poste autonome peut convenir à candidat 35 ans minimum, ayant acquis, si possible dans engineering, solide expérience négociations et achats.

Traitement envisagé 90.000 F.
Ecrire sous référence KU 163 CM.

etap 4, rue Massenet, 75016 Paris — discrétion absolue

DIRECTEUR d'AGENCE de PUBLICITE recherche pour le seconder efficacement

CHEF DE PUBLICITÉ CONFIRMÉ

— ayant minimum 4 ans d'exp. et connaissant bien les techniques publicitaires (Etudes - Marketing - Media - Edition).
— Capable de gérer un budget et de mener à bien le suivi commercial d'une affaire.
— Possédant la volonté de réussir, de convaincre, et capable d'animer une équipe.
— Ayant, si possible, des connaissances de l'anglais écrit et parlé.
Libre rapidement de préférence.

Env. C.V. et photo ss réf. 13.179 SNPM Petites Annonces, 100, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-S/Seine.

BANQUE DE SUEZ ET DE L'UNION DES MINES
recherche pour son DEPARTEMENT ETRANGER

COLLABORATEURS

— formation niv. bac nécess.
— expérience bancaire exigée.

Les postes à pourvoir peuvent ouvrir une carrière intéress. à des éléments jeunes, actifs et ambitieux.

Envoyer lettre, C.V. manuscrit + photo sous référ. 4.100 Service du personnel 9, rue Louis-Murat 75384 PARIS Cedex 08

ORGANISME NATIONAL POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT
rech. pour son siège PARIS

DIRECTEUR DES ÉTUDES

- Gestion de documentation juridique, administ. et techniq. Recherch. Négociation. Information. Plans de Formation. Particip. à group. de trav.
- Cadre 35 a. minim., diplômé en Droit avec expér. administrative (immobilier et logement social par exemple).

Env. C.V. détail. à M. J. GENEVAY, LPA-LB, 11, square Jasmin, 75016 PARIS

Impte Société du 16e arrdt rech.

JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Bonne format., bonne présentat., pr représentation produits industriels intéressant la manutention. Salaire fixe. Envoyer C.V. et prétentions, à no 86.447, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 Paris, q.t.

Importante Sté recherche

LICENCIÉ EN DROIT

masculin, en vue : INSPECTION TECHNIQUE Promotion rapid. Stage rém. au siège social. Envoyer candidat. manuscrite avec C.V. et photo à no 8650 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

CIE D'ASSURANCES PROCHE SAINT-LAZARE recherche

Un (e) RÉDACTEUR (TRICE)

RISQUES DIVERS CONFIRMÉ (E) PAR PRATIQUE PROLONGÉE DANS CIE D'ASSURANCES OU CABINET DE COURTAGE.
Ecr. no 0316 PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

Impte Sté Assurances ch. pour 370/135

PUPITREURS CONFIRMÉS

En D.O.S. - V.S. ayant plusieurs années expér. profess. libre rapidem. pratique de la Multiprogrammation souhaitée. T. 280-63-78, p. 650.

COCEI ENGINEERING RUEIL-MALMAISON recherche

INGENIEUR

Formation cimentier.
Expér. engineering appréciée.
Bne connaiss. de l'anglais
Age minimum 32 ans.

Intéressé appelé progressivem. à prendre en charge projets cimenteries.

Poste à pourvoir rapidement.

Env. C.V., photo et prétent. à : COCEI, 44 av. de Chatou 92-Rueil-Malmaison.

Labo de produits paramédicaux bien connus recherche :

DELEGUE (E) MEDICAL (E)

multicartes ou non, pour prospection : Paris rive droite
Ecr. no 69.315 CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris 1er q. fr.

SOCIETE INDUSTRIELLE en pleine expansion
Rech. proche banlieue Sud

CHEF DES SERV. COMPTABLES

30 ans mini., B.P. anc. régime, D.U.T., B.T.S. exigé, ou gde école. Expér. industrielle indispensable. Lib. rapidem. Poss. d'avenir si capacités.

Env. C.V. dét., photo et prétent. s/réf. 8.010, à J.C. MANZIONE, 10, r. de l'Evangile, 75018 PARIS

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRES ORSAY demande

DESSINATEUR d'ETUDES en mécanique
OUVRIER polyvalent Titul. C.A.P.

SPECIALISTE MECANIQUE DEGAGES O.M.
Ecrire avec C.V., M. ROUND, ACCELERATEUR LINEAIRE Bâtiment 200 - 91405 ORSAY.

IMPORTANTE FIRME FRANCAISE MEMBRE D'UN PUISSANT GROUPE MULTINATIONAL,
recherche pour ses usines DU BOURGET :



INGENIEUR

ATTACHE DE PRODUCTION
SUP-ELEC - ECP OPTION ELECTROTECHNIQUE ou ELECTROMECANIQUE ou équivalent

Connaissant déjà les GROS ALTERNATEURS.
MISSIONS PRINCIPALES :
— Etude diagnostic du matériel utilisé.
— Propositions pratiques d'amélioration de celui-ci.
— Conseil auprès des différents services de l'usine électrique.

(Réf. 121.265/A)

JEUNE INGENIEUR

POUR AMENAGEMENT D'INSTALLATIONS
ENSI - IDN ou équivalent.

Ayant si possible une petite expérience dans ce domaine.
SA MISSION SERA :
- d'étudier les possibilités de décentralisation d'un atelier.
- d'aménager les installations de cet atelier, en vue de la mise en oeuvre de moyens nouveaux déjà définis.

Allemand souhaité.

(Réf. 121.265/B)



INGENIEUR COUPE

A & M ou équivalent.

Connaissant les procédés de COUPE DES METAUX.
MISSIONS :
— Etude et organisation des procédés existants.
— Installation d'un système permettant l'incorporation de nouveaux produits.
— Information et formation des services à l'utilisation pratique de ces nouvelles techniques.

Allemand souhaité.

(Réf. 121.265/C)

Adresser C.V. détaillé et prétentions en mentionnant la référence du poste concerné 30, Rue de Mogador — 75009 PARIS.



C&C

Management Consultants

Fondé en 1934, notre groupe fait partie des toutes premières Sociétés de Conseil internationales.
Notre expansion nous amène à rechercher de nouveaux consultants de nationalité française. Ils seront normalement basés en France mais pourront être amenés à opérer dans toute l'Europe.
Nos interventions se situent au niveau le plus élevé dans l'industrie, le commerce et les administrations. La mise en place de nos recommandations constitue une partie importante de nos missions.
Les candidats devront pouvoir faire la démonstration de leur réussite à un poste de responsabilité, et de leur aptitude à promouvoir des mutations d'attitudes ou de pratiques dans des organisations diverses.
La formation grande Ecole d'Ingénieurs ou Commerciale est très désirable. La maîtrise de l'anglais est indispensable. L'âge minimum est de 28 ans.
Le salaire de départ sera fonction de la valeur et de la diversité de l'expérience.
La formation interne est conçue en fonction des besoins individuels.
Adresser un dossier de candidature complet et convaincant à M.I. Charlesworth à l'adresse ci-dessous en mentionnant en particulier votre âge, et la progression de votre salaire. Porter sur l'enveloppe et sur la lettre la référence MC/184/LM.

Urwick France s.a.r.l. *60 rue Laugier, 75017 Paris*

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche

ingénieurs de maintenance

sur GROS SYSTEMES

avec 5 ans minimum d'expérience de maintenance ordinateurs, unité centrale et périphériques.

ILS DOIVENT :
- avoir des affinités software,
- *posséder une solide formation de base électronique*

Postes résidents pour lesquels l'anglais est indispensable.
Une formation complémentaire sera assurée aux Etats-Unis.
Adresser votre CV détaillé avec photo sous réf. IM2 au Responsable du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 RUNGIS Tél. 687.23.33

digital

Licencié (e) en Droit

Important groupe privé d'assurances offre poste d'ADJOINT (E) AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL à Licencié (ée) en Droit.
Il (elle) sera chargé (e) de l'assister notamment dans les domaines suivants : baux commerciaux, droit social, mais surtout procédures et voies d'exécution.
Il serait souhaitable d'avoir exercé des fonctions dans un cabinet d'avoué ou d'agréé.

Envoyer curriculum vitae détaillé et photo en indiquant prétentions à : AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra. Rappeler sur l'enveloppe la référence DM 17.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Telemecanique

Pour faire face à la très forte expansion de sa :

DIVISION INFORMATIQUE

doit renforcer son potentiel humain dans les fonctions

COMMERCIALES | TECHNICO-COMMERCIALES

recherche pour PARIS et PROVINCE (Lyon, Grenoble...)

INGENIEURS COMMERCIAUX de haut niveau

MISSION :
Prospection, promotion, vente de mini-ordinateurs, temps réel sur marchés télécommunication, transmission de données, saisie de données, petite gestion scientifique.

PROFIL :
- Expérience commerciale minimum 2 ans.
- Connaissance approfondie des mini-calculateurs et applications.
- Connaissance du marché informatique
- Habitude des actions de pénétration clientèle et négociation à haut niveau.

Réf. DII 1

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

MISSION :
- Appuyer avant vente l'action des ingénieurs commerciaux.
- Assister après vente la clientèle pour l'utilisation du Hardware et du Software développés sur les mini-ordinateurs.
- Responsabilité du suivi des affaires

PROFIL :
- Connaissance approfondie en informatique.
- Intérêt marqué pour les contacts humains.
- Grande disponibilité.
- Expérience appréciée.

Réf. DII 2

SPECIALISTES SOFTWARE

MISSION :
- Assister le réseau de vente et la clientèle lors de la mise en œuvre des systèmes informatiques.

PROFIL :
Activité de haut niveau technique nécessitant connaissance approfondie, du software de base des machines.

Réf. DII 3

Connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand souhaitée.

La Télémécanique sera présente au SICOB Stand 3112 - Niveau 3 - Zone A

Adresser candidatures avec indication de la référence précise à Direction du Personnel
Groupe V, 33 bis, avenue du Maréchal Joffre - 92000 NANTERRE

C&C3533

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
dans le cadre du développement de son département SYSTEMES SPECIAUX nouvellement créé, recherche

ingénieur technico-commercial

Réf. CSS1

- Cette fonction consiste à :
  - évaluer techniquement les besoins et les demandes en produits spéciaux,
  - calculer leurs prix,
  - rédiger des propositions,
  - en assurer avec succès la promotion.
- Pour réussir pleinement dans ce poste à caractère européen, il faut une parfaite connaissance dans les domaines suivants :
  - Hardware et Software temps réel des mini-ordinateurs,
  - conception logique d'interfaces,
  - périphériques,
  - télécommunications,
  - pratique de la langue anglaise (allemand très apprécié),
  - sens des contacts commerciaux.

ingénieur électronicien

Réf. CSS2

- Il devra procéder à des études et des réalisations de « Hardware Spécial » sur la gamme des ordinateurs DIGITAL,
  - couplage de périphériques,
  - interfaces de télécommunications,
  - intégration de systèmes multiprocesseurs.
- Il aura une expérience de quelques années en
  - conception logique,
  - conception de circuits imprimés,
  - Software des mini-ordinateurs, principalement Assembleur.
- Il parlera et écrira couramment l'Anglais.

Ces deux postes sont basés à RUNGIS.
Envoyez votre C.V. détaillé avec photo en rappelant la référence du poste choisi au Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 - RUNGIS Tél. 687-23-33

digital

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
LEADER DANS SA BRANCHE
(équipements destinés au tertiaire)
recherche

UN MANAGER EFFICACE

auquel sera confié, après une période d'adaptation

UN POSTE DE DIRECTEUR DES VENTES DANS UNE DIVISION DE LA SOCIÉTÉ

Collaborateur direct du Directeur de Division, il devra déployer son énergie et faire preuve d'initiative pour :
- Animer et développer l'action commerciale du réseau en place (environ 300 personnes).
- Assurer une direction harmonieuse des hommes.
- Etre un gestionnaire efficace.

LA SOCIETE OFFRE A UN HOMME
- Ayant fait ses preuves dans la direction d'un réseau commercial.
- Ayant le goût d'une vie professionnelle très dense nécessitant une grande disponibilité et une grande mobilité.

Un poste passionnant
et une rémunération attractive

Adresser lettre manuscrite avec C.V. sous no 2749 à
J. R. P. 39, rue de l'Arcade — 75008 PARIS qui transmettra.

Nous sommes un très important Laboratoire Français de produits pharmaceutiques et afin de mieux faire connaître nos produits au Corps Médical, nous recherchons un

médecin

qui aura la responsabilite de l'INFORMATION MEDICALE pour deux de nos produits originaux et d'une haute portée scientifique.

L'expérience de l'industrie Pharmaceutique n'est pas indispensable, mais le goût de l'écriture et de la communication l'est.

Nos cadres sont informés de cette recherche.

Envoyer C.V. manuscrit et détaillé sous référence 1331 à :
CANOVA - BOITE POSTALE 78
92200 NEUILLY SUR SEINE
qui transmettra
Discrétion totale assurée.

Création de Postes

Société Française, Agent Général pour l'Europe composants mécaniques de haute précision et instruments électroniques cherche pour la France

INGENIEURS COMMERCIAUX expérimentes

Chargés de prospecter les grandes et moyennes entreprises (aéronautique, automobile, M.O., informatique...).

La fonction exige :
- 35ans minimum;
- une qualification d'ingénieur;
- une expérience confirmée dans la vente de composants mécaniques ou d'instruments de mesure;

Formation complémentaire assurée.
Anglais indispensable.
La rémunération est de l'ordre de F. 75.000.

Adresser lettre manus. C.V photo ss/Réf 8064
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE
recherche

1°) CHEFS DE MISSION

pour INSPECTION D'AGENCES et FILIALES en AFRIQUE NOIRE

NIVEAU : classe VII ou VIII
QUALITES RECHERCHEES :
- Expérience confirmée des opérations bancaires et notamment de l'inspection ;
- Disponibilité pour voyages fréquents : 4 mois en Afrique et 2 mois en France ;
- Aptitude aux contacts humains et grande objectivité de jugement.

2°) INSPECTEURS ITINÉRANTS

d'AGENCES et FILIALES en AFRIQUE NOIRE

NIVEAU : classe V ou VI
QUALITES RECHERCHEES :
- Large expérience bancaire dans les domaines comptable opérationnel et commercial (min. 5 a. de service dans la profession) ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Disponibilité pour voyages fréquents : 4 mois en Afrique et 2 mois en France ;
- Aptitude aux contacts humains et grande objectivité de jugement.

3°) JEUNES UNIVERSITAIRES

POUR MISSIONS PONCTUELLES AUPRES D'AGENCES ET FILIALES EN AFRIQUE NOIRE

QUALITES RECHERCHEES :
- 3 ans minimum d'expérience bancaire.

OBJET DES MISSIONS :
- Remplacements et interventions d'ordre comptable en France et en Afrique, possibilité ultérieure d'intégration dans le cadre de l'Inspection.

Ecrire avec curriculum vitae à :
B.I.A.O. Service du Personnel
B.P. 8908, 75360 PARIS CEDEX 08.

OFF SHORE PETROLIER

Societe de T.P. Internationale
En pleine expansion
recherche
POUR SON SERVICE ASSURANCES

un CADRE ADMINISTRATIF

(Homme ou Femme)

Il aura la charge sous le contrôle du CHEF DE SERVICE :
- Dans un premier stade, de la gestion générale des Polices (R.C. T.R.C. maritime etc...) : suivi des prises de garanties, contrôle des contrats, régularisation des primes.
- Puis ultérieurement, de l'analyse des contrats de travaux avec les clients et des négociations des garanties avec les courtiers.

Il est demandé :
- *Une formation de base : Sciences Eco, Sup de CO Province, EDC, E.N. Ass. etc...*
- *Une bonne pratique de la langue anglaise,*
- *Un âge minimum de 25/27 ans,*
- *Quelques années d'expérience similaire acquise de préférence dans une Société de Travaux Publics.*

Env CV détaillé et prétentions n° 13.165

s.n.p.m

GROUPE MULTINATIONAL
recherche
pour renforcer l'équipe comptable et financière de la Société-Mère,

UN TECHNICIEN COMPTABLE FINANCIER (H. ou F.)

diplômé DECS, HECJF ou expérience équivalente

Lieu de travail: champs-Elysées.
Convention collective Banques, Établissements financiers.
Sécurité d'emploi assurée.

Ecrire avec CV détaillé et références à n° 9057
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Data General recrute

Data General est le fabricant mondial de mini-ordinateurs (NOVA) dont la croissance est la plus rapide. C'est aussi une des compagnies les plus solides sur le plan financier.

Durant la dernière année fiscale, nous avons presque doublé notre taille, nos ventes, notre profit et le nombre de nos employés.

Cette année, nous continuons cette croissance. C'est pourquoi nous recherchons pour tous les pays d'Europe, et en particulier pour la France, des spécialistes en informatique.

Ingénieurs commerciaux

Mission

Vous aurez à prospecter et vendre des ordinateurs dans les domaines d'application suivants :
- télé informatique
- gestion
- processus industriel
- recherche scientifique et médicale.

Profil du candidat

Nous souhaitons des candidats ayant plusieurs années d'expérience dans la vente d'ordinateurs et dans les contacts à haut niveau, une connaissance approfondie de la conception de systèmes tant sur le plan hardware que software et une très bonne connaissance de l'anglais.

Ingénieurs d'application

Mission

Votre travail sera très diversifié puisque vous aurez à animer des séminaires software, à faire des démonstrations et présentations, à fournir des conseils techniques au niveau de la conception et de la réalisation de systèmes informatique (hardware et software), à donner un support technique sur nos moniteurs et langages, à travailler en collaboration étroite avec notre force de vente pour répondre aux besoins de notre clientèle.

Profil du candidat

Nous demandons une expérience approfondie des langages Assembleurs, BASIC, FORTRAN, ALGOL, ainsi que des moniteurs, un bon contact avec notre clientèle, le désir de travailler en équipe et une très bonne connaissance de l'anglais.

Agents de maintenance AT3 - Ingénieurs 2

Mission.

Votre rôle consistera à assurer le dépannage d'ordinateurs et de périphériques dans des configurations très variées, à représenter le service de maintenance de notre Société auprès de notre clientèle. Une évolution rapide vers l'encadrement d'une équipe de techniciens est envisageable.

Profil du candidat

Nous recherchons des spécialistes possédant 4 à 7 ans d'expérience dans la maintenance des mini-ordinateurs et périphériques, ayant le goût du travail au niveau des composants et une très bonne connaissance de l'anglais lu et parlé.

Nous assurons une formation approfondie (aux USA et en Europe).

Nous offrons des salaires élevés et des possibilités d'évolution rapide compte tenu de notre croissance.

Nous attendons votre curriculum vitae et prétentions à :
Data General France, Service du Personnel, 77, rue de Sèvres 92100 Boulogne.

Data General
Les ordinateurs faits pour vous comprendre

FORMATION et CONSEIL en management public
le CESMAP
(Centre d'Etudes Supérieures du Management Public)
recherche

Professeur Consultant

département Stratégie
Réf. : STRAT — Grandes Ecoles ou Université (3° Cycle)

connaissances approfondies et expérience dans au moins 2 des domaines suivants : planification, prévision et prospective, théorie des organisations.

Professeur Consultant

département Management et Sciences Humaines
Réf. : MASH - Doctorat de 3° cycle en sociologie ou équivalent

expérience dans l'enseignement et la recherche, doté de connaissances et concerné par les problèmes d'organisation, d'administration, ainsi que par les questions syndicales.
Formation psychosociologique d'appoint serait appréciée.

Ecrire avec C.V. en précisant la référence à :
CESMAP (Direction) - 94112 ARCUEIL.

Dans le cadre du développement de notre activité de CONSEIL nous recherchons

INGÉNIEURS

Grandes Ecoles
2 à 5 ans d'expérience dans Sociétés multinationales.

HB CONSEIL, 11, rue La Boétie, Paris-8e

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

Notre Société Française appartient à un Groupe International, leader européen dans le secteur sportif
EN PLEINE EXPANSION, ELLE RECHERCHE SON

DIRECTEUR des VENTES

QUI SERA CHARGE DE :
- l'animation, la gestion et l'administration d'un service des ventes comprenant deux forces de vente existantes et un service administration des ventes (40 personnes environ) ;
- la participation à l'établissement des objectifs et de leur réalisation ;
- la formation, l'animation et le recrutement des vendeurs (attachés commerciaux, V.R.P.) ;
- du merchandising, des promotions auprès des vendeurs, des distributeurs et des consommateurs (petite et grande distribution).

Si vous avez :
- du dynamisme et une forte personnalité ;
- 28 ans minimum ;
- l'expérience d'une gestion participative par objectifs dans une société internationale utilisant les techniques marketing les plus avancées ;
- la connaissance et la pratique des problèmes que pose la distribution moderne des produits de grande consommation (secteur indifférent) ;
- un esprit ouvert à des contacts internationaux ;
- la possibilité de résider à Paris puis éventuellement en province pour suivre l'expansion de la société ;
- la connaissance de l'anglais serait appréciée.

Nous vous offrons :
- une ambiance de travail marketing où le dialogue et l'esprit d'équipe sont de règle ;
- une formation aux produits et aux problèmes spécifiques de la société (partiellement à l'étranger) ;
- un salaire (qui sera fixé en fonction des compétences et de l'expérience) mais qui se situera de toute façon au-dessus de la moyenne et un système de rémunération ultérieure basé sur la réalisation des objectifs ;
- d'importantes opportunités de développement professionnel offrant des chances d'évolution de carrière jusqu'au niveau le plus élevé du management au sein d'un Groupe International.

Adressez-nous : votre dossier de candidature en indiquant votre rémunération annuelle actuelle, sous réf. 431, à

JOUBLIN
Conseil en Recrutement,
34, rue de Penthièvre, Paris (8e).
Vous serez convoqué très rapidement.

---

ingénieurs débutants

BSN Gervais-Danone propose deux postes à des ingénieurs débutants, de formation ENSAM, ECAM, ICAM, INSA...

Entretien Travaux Neufs Réf. J18

à la Brasserie de Denain de la Société Européenne de Brasseries, il sera chargé de l'organisation et du fonctionnement du Service Entretien, des études et réalisations de travaux neufs, de l'organisation et de la gestion du Service des Fluides. Il dépendra du Directeur d'Etablissement et aura la responsabilité d'environ 15 personnes.

Bureau d'Etudes Travaux Neufs Réf. D03

à la Verrerie de Masnières (59) il sera progressivement chargé, sous la responsabilité du Chef de Service Etudes-Entretien-Travaux Neufs, d'animer une cellule de 3 à 6 dessinateurs, de mener à bien les études d'entretien et travaux neufs, d'assister techniquement à la réalisation des travaux, de contribuer à la gestion des crédits. Ce poste nécessite un bon niveau de connaissances dans les domaines du dessin industriel, de la mécanique et des fluides.

HAVAS CONTACT

Adresser votre candidature avec curriculum vitæ détaillé, en précisant la référence du poste, à Jean Burckel, BSN Gervais-Danone 126/130, rue Jules Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn• gervais danone

B.E.I.G.I.P.
INGENIEURS-CONSEILS
Raffinage Pétrochimie

recherche

1 - INGÉNIEUR DE CHANTIER

Pour assurer le contrôle de la construction de projets pétroliers pour le compte de nos clients en pays de langue anglaise.

Le travail comprendra les fonctions suivantes :

Interprétation du contrat de réalisation,
Contrôle de la qualité des matériaux et méthodes de montage,
Contrôle de la conformité aux plans d'installation,
Contrôle du planning, des avancements, des factures,
Réception mécanique des installations et liste des réserves.

Le poste exige une réelle expérience de l'organisation de chantiers moyens, une très bonne connaissance du soudage et du montage de la tuyauterie et des réservoirs de stockage.
Il est nécessaire d'avoir une pratique convenable de l'anglais.

2 - INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Pour leur confier des travaux d'étude, de conception et de conseil de réalisation dans le domaine des utilités et des installations générales de l'industrie pétrolière.

A partir des schémas de fabrication, le travail comprend les différentes étapes suivantes :

Bilans utilisés, étude des systèmes et de la centrale,
Comparaison technico-économique des solutions et choix,
Conception des installations générales,
Préparation du cahier d'appel d'offres,
Comparaison des offres,
Contrôle de réalisation.

Le poste exige une expérience similaire de 6 ans minimum dans l'industrie du raffinage ou dans l'engineering ainsi qu'une pratique convenable de l'anglais.

Prière adresser candidature avec C.V. et photo à :
B.E.I.G.I.P.
366, avenue Napoléon-Bonaparte,
92500 RUEIL-MALMAISON

JEUNE SOCIETE D'ELECTRONIQUE (120 pers.)
recherche

INGÉNIEUR EN CHEF

pour diriger
un groupe d'ingénieurs d'études hardware
haut niveau technique,
autorité et expérience exigées

Préférence A.M. + E.S.E., E.N.S.T.

Adresser C.V. et prétentions sous le n° 226 CE à C.G.P., 25, rue Cavendish, 75019 PARIS.

UN GROUPE LEADER DE LA CHIMIE ALLEMANDE
recherche
pour sa filiale française

UN DIRECTEUR DES RECHERCHES

Le centre situé dans la région parisienne occupe 25 ingénieurs de recherche diplômés. Domaines d'activités : les intermédiaires de synthèse organique, spécialités destinées aux industries du bois, du bâtiment, du textile, du traitement des eaux, de la détergence et de l'anticorrosion.

Le Directeur sera responsable de la définition des programmes de recherche, en liaison avec la Direction des Recherches en Allemagne, de leur avancement, de la gestion de l'établissement, des brevets, de la documentation. Il dispose également d'un laboratoire d'analyse, d'un atelier pilote et d'un atelier semi-industriel.

Français, docteur en chimie organique, il parle anglais et, si possible, allemand.
Il a dirigé des groupes de recherche de plusieurs dizaines de personnes, a une bonne compréhension du développement, des produits depuis leur conception jusqu'à leur mise sur le marché, est bon gestionnaire.

Ecrire à n° 69.767,
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transm.



informatique

Société de Service et de Conseil en Informatique parmi les plus importantes du marché
recherche
pour la vente d'études, traitement et télétraitement par lots

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

(âgés d'au moins 27 ans)

Ingénieurs ou Cadres de FORMATION SCIENTIFIQUE, vendeurs confirmés dans les secteurs du Service ou de l'Equipement.

Le fixe est élevé. Il est complété par un système de commissionnement particulièrement motivant. Brillantes perspectives du fait de l'effectif réduit de l'équipe commerciale en place actuellement et de la position privilégiée de notre Société sur son marché. Vous vous intégrerez dans une équipe dont l'accroissement du C.A. prévu en 1974 sera de 100 %.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à FRANLAB, 4, av. du Bois-Préau, 92504 RUEIL-MALMAISON.

GRAND SERVICE PUBLIC
recherche

UN JEUNE DIPLOME

HEC - ESSEC - SUP DE CO
(options contrôle de gestion)

débutant ou ayant un peu d'expérience en vue de participer à la mise en place d'un nouveau système budgétaire.

Prière envoyer Curriculum-Vitae et prétentions sous Réf. Nº 9226 à PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris

---

La Redoute (C.A. + 20 % par an)
recherche des

diplômés école commerciale

débutants

pour être acheteurs

et prendre la responsabilité complète d'un secteur (budget - choix des fournisseurs - constitution de collections et contrôle de leur réalisation).

Déplacements France et Etranger, même lointain (une bonne connaissance pratique de l'Anglais est donc requise).

Nous assurons la formation des candidats pour en faire de véritables responsables de produits et leur permettre d'évoluer vers un poste à hautes responsabilités au sein du Groupe REDOUTE.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 4.19.21 M.

La Redoute Division Cadres
57 rue de Blanchemaille - 59100 Roubaix

Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans un Département ou Service :

PRODUCTION
FABRICATION
ENTRETIEN
MÉTHODES
FINANCIER

Vous êtes intéressés (ées) par les questions d'organisation sans que cela soit votre métier.

ALORS, vous pouvez saisir l'opportunité de faire carrière dans un **organisme de Services (conseils en recrutement et carrières)** situé à PARIS, leader dans son activité, qui vous formera à ses méthodes.

Rémunération annuelle 45 000 F

Ecr. avec C.V. détaillé et prétentions à n° 67.296 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Nous examinons la candidature d'un

INGÉNIEUR QUALIFIÉ

- Il sera chargé de diriger l'exploitation des installations de CHAUFFAGE et de CLIMATISATION des magasins;

une expérience dans l'entretien ou l'exploitation serait appréciée.
- Il s'agit d'un poste itinérant basé sur Paris.

Adresser C.V. et prétentions à :
MONOPRIX
SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 191 75081 PARIS CEDEX 08

FILIALE IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE
FABRICANT
MATERIEL MARQUAGE DE PRIX
Grandes Surfaces - Tous commerces détail
recherche

VENDEURS HAUT NIVEAU

1°) GRANDES SURFACES
- Suivi des Centrales.
- Conseiller et motiver Distributeur national existant et son équipe de 7 chefs de Ventes et 60 Merchandisers.

2°) DETAIL
- Mise en place Distributeurs Nationaux par branches.
- Formation et motivation des équipes de vente.

- Candidat de haut niveau désirant faire carrière.
- Expérience et résultats prouvés.
- Vendeur 1er ordre homme du terrain.
- Disponible 100 %, déplacements fréquents France entière.
- Voiture personnelle.
- Position cadre, avantages.
- Revenu départ intéressant + frais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à PRIMARK-France S.A.R.L.
111, 113, boulevard Mortier, 75020 PARIS.

Vous vendez des

MINI ORDINATEURS

ou des matériels informatiques dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- process industriel/temps réel,
- time sharing,
- systèmes d'acquisition complexes,
- téléprocessing.

Vous souhaitez évoluer rapidement au sein d'une société multinationale et pouvoir négocier des contrats importants dans les domaines précédents avec une gamme de matériels de renommée mondiale et dont l'évolution des ventes est sans précédent.

Téléphonez-nous pour discuter confidentiellement de cette opportunité (ou adressez-nous votre C.V. détaillé) en rappelant la réf. CI 494.
Discrétion professionnelle strictement garantie.

CGS
CONSEIL EN RECRUTEMENT
19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS TEL. 073-24-21

INGENIEURS d'APPLICATIONS

Aimeriez-vous participer à l'expansion rapide de notre **division INFORMATIQUE** en commercialisant des produits d'avant-garde ?

TEKTRONIX

peut vous offrir cette chance si vous avez quelques années d'expérience de la vente de matériel informatique ou bien si vous souhaitez vous tourner vers un métier passionnant avec de solides connaissances en INFORMATIQUE ou en ELECTRONIQUE.

Nous assurons la formation technique et commerciale en France et à l'étranger.

Participation au bénéfice de la Société et voiture de fonction.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétent. à TEKTRONIX — Division Informatique B.P. 13 - 91401 ORSAY.

C&C3507

SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN ORGANISATION
renommée excellente établie sur plus de vingt ans d'expérience
recherche

2 CONSULTANTS expérimentés

NIVEAU INGENIEUR EN CHEF OU DIRECTEUR

l'un, spécialiste des problèmes industriels
(Formation type A.M., E.C.P., SUPÉLEC, ...)
- De gestion du matériel (entretien) ;
- D'organisation et de gestion des magasins ;
- D'organisation de la production et du contrôle des coûts.

l'autre, spécialiste de l'organisation de la gestion et de ses implications informatiques
(Formation type H.E.C., E.C.P., ...)
- Administration commerciale ;
- Approvisionnements, ordonnancement, lancement ;
- Comptabilité analytique et budgétaire ;
- Tableau de bord.

Pour REUSSIR ces ingénieurs devront :
- Avoir les solides connaissances requises pour chacun de ces postes ;
- Une formation supérieure ;
- UNE EXPERIENCE CONFIRMEE DU CONSULTING ;
- Une forte personnalité ;
- L'habitude des relations humaines et des contacts commerciaux.

Ces deux postes sont des postes d'état-major dans la société.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo en précisant le poste à n° 8.467, COFAP, 40, rue de Chabrol - 75010 Paris, qui transmettra. - Indiquer nom des Sociétés auxquelles la candidature ne doit pas être transmise.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

La filiale française d'un grand groupe suisse commercialisant des articles de haut standing, cherche pour son Siège à Paris

un chef de produits

à qui le D. G. confie pour l'ensemble de la gamme :
- la préparation des programmes annuels (sélection des collections, fixation des objectifs en quantités, prix et marges, planning des achats) ;
- le développement des produits : le marché français a besoin de produits particuliers ; à lui de les définir et de les lancer ;
- la gestion du fichier stocks et clients, en liaison avec l'informatique.

D'ici deux ans, s'il a réussi, ses responsabilités seront élargies.

C'est un jeune diplômé ayant au moins deux ans d'expérience marketing acquise chez un producteur ou un distributeur d'articles de marque de haut standing.

Il est indispensable qu'il parle anglais.

Les chefs de produits intéressés adressent leur dossier de candidature (ss réf. 2741 M) à J.E. LEYMARIE.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP



FRANCE

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE MONDIAL

recherche

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

CHARGE DE LA PROSPECTION TECHNIQUE ET DE LA VENTE DE MATIERES PREMIERES ET PRODUITS CHIMIQUES SPECIAUX SUR LE MARCHE FRANÇAIS

NOUS DEMANDONS :
- une formation d'Ingénieur Chimiste ;
- une expérience professionnelle technique ainsi qu'une pratique de la négociation commerciale ;
- très bonne connaissance de l'anglais indisp. ;
- nombreux déplacements de courte durée.

NOUS OFFRONS :
- des stages de formation ;
- une voiture fournie par la Société ;
- une évolution de carrière ultérieure ouverte.

Ecrire lettre manuscrite, photo, C.V. et prétent., à I.C.I. FRANCE - Service du Personnel 8, av. Réaumur, 92140 CLAMART, s. réf. C. Ch./PS.

GROUPE SICO SOCOJI

Fabrication de pièces automobiles d'origine - Notoriété nationale et internationale - en pleine expansion recherche pour **SURESNES** :

SICO

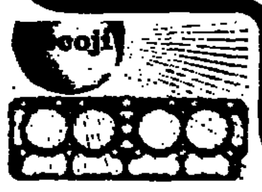
CADRE ADMINISTRATIF
Adjoint à la Direction Générale

35 ans minimum, **Haute potentialité** (HEC. IEP. ESSEC. ESCP ou formation équivalente), ayant :
- expérience de la moyenne industrie, de préférence dans la transformation des métaux,
- connaissances confirmées en personnel, achats, comptabilité et commercial.

INGENIEUR
Adjoint à la Direction Générale

35 ans minimum, **Technicien de grande qualité** (grandes Ecoles Ingénieurs ou formation équivalente), ayant expérience confirmée dans le travail des métaux en feuille à différents niveaux : PROTOTYPES. BE. METHODES. OUTILLAGES. FABRICATION.

Après Informations et Stages dans les services, des Missions leur seront confiées par la Direction Générale en vue de les conduire respectivement à la **Direction Administrative** pour l'un et à la **Direction Technique** pour l'autre.



Adress. lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. détaillé et photo à M.GLADINES - SICO - SOCOJI - 44 bis, rue Carnot 92150 Suresnes.

JEUNES DIPLOMES
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(Commercial, Economique, ou équivalent)

- Vous avez les capacités et l'ambition d'assumer rapidement des responsabilités ;
- Vous avez des aptitudes prononcées à communiquer, à convaincre et à mener des négociations aux niveaux les plus élevés ;
- Vous êtes attirés par une Société en pleine expansion où seuls vos résultats et votre personnalité motiveront vos promotions ;
- Une Société pour laquelle la FORMATION PERMANENTE n'est pas un vain mot (plus de 8 % de sa masse salariale).

Si vous êtes dégagés du Service National, votre candidature nous intéresse, que vous ayez des connaissances en informatique ou non. (Postes d'Ingén. Commerciaux Paris et province.)

Envoyer C.V. à P. Sallou

Burroughs Informatique

230, avenue Laurent-Cély, 92231 GENNEVILLIERS.

GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour sa filiale française spécialisée dans la diffusion de biens d'équipement industriel et TP

marketing and planing manager

35 ans minimum - Formation commerciale expérience industrielle.

En liaison étroite avec la Direction Générale, il sera chargé de :
- étudier et rechercher de nouveaux marchés,
- suivre et contrôler les prix,
- participer à l'élaboration des plans de développement.

Poste d'avenir pour un homme de contacts parlant parfaitement anglais.

Ce poste est à pourvoir dans la banlieue SUD-OUEST de Paris.

Adressez C.V. détaillé, prétentions et photo à No 67.923 CONTESSE Publ. 20, avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 — qui transmettra.
C&C 3543



DOW CHEMICAL FRANCE

is looking for a :

Company Treasurer

Late 20's / early 30's

- The Treasurer will be reporting to France Managing Director with strong links with the European Treasury Department in Zurich.
- He will be responsible for the formulation and implementation of appropriate credit policies for the company's sales in France ; ensuring optimal financing of the French company ; ensuring the coordination and adaptation of all insurance programs.

Applicant must be fluent in both English and French with a professional qualification in Credit allied to financial Management experience gained ideally in Industry.

Please write giving full career details to :
DOW CHEMICAL FRANCE Employee Relations Department
64, rue du Ranelagh, 75016 PARIS, tel. 504.30.94

PA.SVP

BOSTON CREDIT BAIL S.A.

filiale leasing de la Banque de Boston en France recherche :

RESPONSABLE DE GESTION

- 28 ans minimum.
- Maîtrise des mécanismes et de la pratique du leasing.
- Expérience bancaire appréciée.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Esprit dynamique et imaginatif.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des aptitudes.

Adres. candidatures à BOSTON CREDIT BAIL S.A. 104, Champs-Elysées, PARIS (8e).

BASF

INGÉNIEUR AGRONOME

vous souhaitez un poste de responsabilités dans lequel vous confronterez vos connaissances techniques avec celles des plus éminents spécialistes, vous parlez l'allemand couramment, vous êtes diplômé de l'INA-P'G et vous avez une expérience de quelques années dans **l'homologation de produits phytosanitaires**

en conséquence

Adressez votre dossier de candidature au service du Personnel de la Compagnie Française BASF 140 rue Jules Guesde - 92303 Levallois

SINTRA

recherche

AGENT TECHNIQUE 2e Catég. ÉLECTRONICIENNE

Chargée des liaisons Services Commerciaux & Services Techniques.
Connaissant anglais technique.

Se présenter Direction Service du Personnel, 25, rue Malakoff, 92600 ASNIERES.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL MECANIQUE DE POINTE

C.A. supérieur à 2 milliards de Francs
20.000 personnes

recherche

pour une de ses principales unités **REGION PARISIENNE**

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES et ADMINISTRATION du PERSONNEL

Il sera directement rattaché au Directeur du Personnel de cette unité.

Ce poste exige une expérience d'au moins 5 années dans une fonction similaire et notamment la pratique des contacts avec les représentants du personnel. La connaissance du Droit du Travail est indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à CAPIC - 18, rue Volney - PARIS 2ème sous référence No 74094.
C&C 3540

Entreprise de T.P. à vocation internationale spécialisée dans la conception et la réalisation de complexes industriels clefs en main recherche pour diriger l'un de ses gros chantiers situé au

MOYEN-ORIENT

directeur de travaux

Ayant une grande expérience des chantiers d'équipement (raffineries, centrales électriques, traitement des eaux) acquise si possible à l'étranger.

Ce poste de haut niveau présente une composante commerciale et relationnelle très prononcée nécessitant des qualités humaines (diplomatie, contacts, initiatives) ainsi que des compétences financières et gestionnelles indispensables.

La pratique courante de l'Anglais sera également un critère important dans la sélection des candidats.

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 7541 à
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 PARIS

IBM

CORBEIL-ESSONNES

recherche pour ses Centres de fabrication de Composants électroniques

ingénieurs Réf. 218
physico-chimistes
Grandes Ecoles
Expérience en céramique souhaitable.

ingénieurs Réf. 219
arts et métiers
ou équivalent pour fonction méthodes.

Adresser CV s/réf. correspondante à
IBM FRANCE
M. BACHELARD BP 58
91102 Corbeil-Essonnes

Société distribution produits industriels, 60 pers.
Banlieue Nord-Ouest
Filiale Groupe Américain

recherche

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

- Solide formation comptable.
- Quelques années d'expérience.
- Pratique de l'Anglais.

Rémunération de l'ordre de 60.000 F/an.

Envoyer C.V. et prétent. à no 65.898, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

TRES IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE

recherche

LE CHEF DU SERVICE DES RELATIONS SOCIALES

de son **UNITE DE PRODUCTION**
la plus importante proche de Paris

- Le poste ne peut convenir qu'à un homme de formation supérieure, ayant déjà réussi dans la fonction de **Chef de Personnel d'usine,** et recherchant un développement dans une Société plus importante où il pourrait parvenir à des responsabilités au niveau de la Direction Générale.
- *Il doit être intéressé par les problèmes de formation, de motivation et d'organisation du travail, et avoir si possible participé à des expériences d'amélioration des conditions de travail.*
- Il doit posséder une réelle compétence et une très bonne expérience en matière de relations sociales (Syndicats, comités, etc...)

Les candidats répondant à ce profil, dont l'âge n'est pas inférieur à 35 ans et la rémunération actuelle inférieure à 90.000 F sont invités à adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous no 8866 à SPERAR, 75, Champs-Elysées Paris 8e qui transmettra

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL SPÉCIALISÉ DANS LA VENTE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT.

Recherche :

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
Option MÉTALLURGIE

Pour, au sein des usines du Bourget, DIRIGER UN LABORATOIRE chargé du Contrôle des matériaux à la réception, de l'expertise d'avaries et de la recherche appliquée à partir de celles-ci.

Il faut avoir acquis une expérience de laboratoire en métallurgie ou sidérurgie. Le poste offre des responsabilités importantes tant sur le plan de la gestion du laboratoire que dans les contacts avec les Centres d'études en France et à l'étranger.

Allemand indispensable et Anglais souhaité.

Merci d'envoyer C.V. détaillé et prét. sous réf. 121.286 au

30, r. de Mogador, 75009 Paris.



Pour son développement commercial en France

Société Suisse

cherche

COLLABORATEUR

Jeune et de qualité, résidant en France

SON ROLE :
- sera d'abord de développer la clientèle existante ;
- dans 2 ans, de constituer un réseau de représentants ;
- puis, normalement, de succéder au Directeur Export à GENEVE.

LE CANDIDAT DEVRA :
- avoir un niveau culturel élevé (études supérieures) ;
- être commercialement opiniâtre ;
- et travailler avec autonomie.

Envoyer votre candidature au Cabinet JONDEAU, 33, rue Carle-Hébert, 92400 COURBEVOIE chargé du recrutement.

S.E.V. MARCHAL

recherche pour son département
« ÉCLAIRAGE »

PROJETEUR I ou II

Etude d'appareils spéciaux (petite mécanique et électromécanique) pour adaptation sur véhicules automobiles.

NE PAS SE PRESENTER.
Envoyer curriculum vitae, référ. et prétentions à
S.E.V. MARCHAL
Service du Personnel, 14, rue Méhul, 93501 PANTIN.

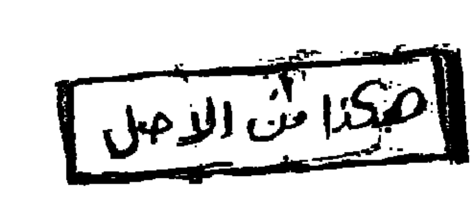
IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION CREIL

RECHERCHE POUR SON CENTRE DE RECHERCHES INDUSTRIELLES

TECHNICIEN EN PHYSIQUE

- Titulaire d'un D.U.T. ou B.T.S. de physique ou niveau de formation scientifique équivalent.
- Connaissances : physique générale
  en particulier : chaleur et optique
  analyse mathématique
  anglais technique
- Expérience de laboratoire durant quelques années indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à no 8.931, SPERAR, 75, Champs-Elysées, PARIS (8e), qui transmettra.



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

Important Groupe Minier et Métallurgique, recherche

jeunes cadres débutants

GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

(HEC - ESSEC - SUP DE CO)

Intégrés dans un premier temps à une équipe de projet dans le service informatique de l'Entreprise, ils auront ensuite à assumer la responsabilité d'un projet (cahier des charges - contrôle de la solution technique - suivi de la réalisation).

Ce poste qui doit permettre des promotions intéressantes dans la structure administrative et financière du Groupe, exige des candidats dynamiques, aimant les responsabilités et le travail en équipe et ayant le goût des questions relatives à l'informatique.

Adresser C.V. sous réf. 20.801 à :

GEDEV SÉLECTION
34 BIS, RUE VIGNON 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE recherche

PUPITREUR

EXPERIMENTE SUR IBM 3/10 BANDES ET DISQUES pour travailler en horaire décalé 12 h. 45 - 20 h. 45.

Lieu de travail : BAGNOLET - Mo GALLIENI.

Avantages sociaux.

Adresser C.V., prétentions à : no 69.679, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Etablissement Financier offre places stables A JEUNES BACHELIERS BAC B.

Libérés des O. M. (un an de licence en droit ou sciences économiques apprécié) pour les préparer à la fonction de :

REDACTEUR

chargé après formation de l'étude de demande de prêts d'investissements aux entreprises.

40 heures par semaine.

Envoyer C.V. détaillé à : no 69.703, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Compagnie Assurances recherche

J.H. ou J.F.

BAC ou Capacité Droit ou niveau pour son département sinistres. Mise au courant assurée. Ecrire no 9.789, PUBLIPRESS, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 Paris - Cédex 02.

Important Etablissement ENSEIGNEM. SECONDAIRE GARÇONS Contrat Association Région Parisienne cherche

PROFESSEUR SCIENCES NATURELLES

TEMPS COMPLET. Sérieuses références exigées.

Ecrire HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous la référence no 68.265.

ORGANISME PUBLIC recherche

PREPARATEUR DE TRAVAUX

de très bon niveau et d'expérience.

Il sera chargé de l'exploitation de chaines de traitement et de l'assistance auprès des programmeurs.

Adresser C.V. et candidature au no 43.736 Havas Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

C.N.R.S. DOCUMENTATION recherche

INGENIEUR-INFORMATICIEN

Pour maintenance système et exploitation terminal lourd. Adresser C.V. et photo à : M. P. BUFFET, 26, rue Boyer, 75971 Paris - Cédex 20.

Nous recherchons

2 REDACTEURS

Sinistres qualifiés

en assurances incendie et risques divers

en assurances automobiles et responsabilités civiles

(MATERIELS - CORPORELS)

Toute demande justifiée par la pratique des sinistres (assurances) recevra une réponse. Discrétion assurée. Candidatures manuscrites comportant références et prétentions à adresser à : no 9.798, PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris - Cédex 02.

Ch. prof. maths termin. c. contrat assoc. mi-tps, 2e cycle ou tps compl. av. autres classes. Tél. (16-23) 83-25-88 et profess. physique 2e cycle, 13 ou 15 h. contrat assoc. 2e cycle, tél. (16-23) 83-25-88, possib. logem.

Rentrée scolaire 1974-1975, postes à plein temps vacants : 1. Surveillante internat. 2. Professeur d'allemand. Engagem. contractuels après essais. Etablissement enseignem. privé près Coulommiers. Tél. : 403-17-05.

LE CENTRE DE PROGRAMMATION DE LA MARINE recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

DEBUTANTS

PROGRAMMEURS

Pour participer à la réalisation de systèmes informatiques temps réels embarqués.

Adr. lettre manuscr. et C.V. à C.P.M., 75732 PARIS, Cédex 15.

SOCIÉTÉ PARIS 13e

recherche pour son Service administratif IMPORT-EXPORT

COLLABORATEUR

Ayant expérience ou formation commerce extérieur.

Salaire début environ 36.000 F par an suivant qualification. Poste évolutif impliquant responsabilités pour élément valable.

Adr. C.V., prétent. et photo à no 68.246, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

SOCIETE FRANÇAISE D'ENTREPRISES DE DRAGAGES ET DE TRAVAUX PUBLICS

(GENIE CIVIL - BATIMENT - travaux routiers, travaux maritimes...)

actuellement présents dans 18 pays recherche pour

GESTION - MATERIEL

JEUNES INGÉNIEURS

débutants ou 2 à 3 ans expérience, futurs responsables de la gestion matériel sur chantiers ou dans les Agences du Groupe en France ou Outre-Mer après une période de formation.

Que vous soyez libres immédiatement ou dans 6 mois (Service milit.)

Ecrivez-nous

S.F.E.D.T.P.

Direction du Personnel, 23, rue de la Boétie, 8e.

Anglais nécessaire.

Constructeur recherche pour sa Division petits ordinateurs

UN CHEF DE PROJETS SYSTÈME

dans le domaine de l'automatisme industriel

Le candidat devra posséder une bonne expérience de la conception de systèmes de commande de processus à l'aide de mini-ordinateurs et des logicielles d'applications.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions ss référ. 7.772 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 Paris q. t.

ENDEVCO-FRANCE

Matériel électronique de mesure de choc et vibration recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

pour prospection et suivi de clientèle. Fréquents déplacements en province. Voiture fournie. Connaiss. de l'anglais et expér. cciale nécess. personnalité dynamique indisp. Appeler 344-07-65 ou env. C.V. à ENDEVCO-FRANCE 76, r. des Grands-Champs, Paris.

COMPTABLE H. qual. Tél. Cineco 225-11-94 - 95.

Recherchons :

ANIMATEURS FORMATION

disposant de programmes parfaitement élaborés pr notre importante clientèle d'entreprises, divers secteurs. Ecrir avec C.V. détaillé à : PROMOTIONS MODERNES 3 et 5, rue Paul-Bert, Boulogne-Billancourt.

Cherche BIBLIOTHECAIRE SCIENTIFIQUE homme. Ecr. B.U.T.C., B.P. 222, 60206 COMPIEGNE.

Cabinet de style et orientation mode ch. styliste expér., centrale d'achat souhait., tél. à 073-02-37 - 073-80-02.

Filiale groupe import. rech. JEUNE TECHNICIEN Niveau Bac BT ou BTS débutant pour pet. études implantations préfér. à candidat dynamique ayant le goût des chiffres. Ecr. SOGEP, 4, voie de Seine, 94290 VILLENEUVE-LE-ROI.

I.T.S. recherche pour : ABIDJAN ET DAKAR AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS pour assurer la maintenance de matériels de transmission de données (Technique Digitale) : MODEMS, ECRANS DE VISUALISATION Programmables, etc. Adr. urg. C.V. et prétent. à Cie Internat. Services Télécommunications, 40 bis, rue P.-V.-Couturier, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

SERVICE D'ETUDES

dans le domaine de la

CIRCULATION ROUTIERE

(proche banlieue) recherche

INGENIEUR

Centrale, Ponts et Chaussées, I.D.N., T.P., Arts et Métiers ou équivalent.

débutant ou quelques années d'expérience.

Cet ingénieur aura à s'intégrer dans une équipe dynamique s'occupant des problèmes de circulation en milieu urbain.

Adresser C.V. et candidature au no 43.735, HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS qui transm.

Pensionnat Paris demande

PROF. MATH.

6e et 5e temps complet. Ecrire avec référ. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS S/réf. 68.264.

SOCIETE EN TRES RAPIDE EXPANSION

SEINE-SAINT-DENIS

RECHERCHE

UN DIRECTEUR COMPTABLE

ayant solide expérience dans les domaines suivants :

- Tableaux de bord.
- Consolidation de bilans.
- Traitement informatique.
- Fiscalité et droit des Sociétés.

Le candidat devra posséder :

- Le sens et la pratique de l'organisation.
- Le goût des contacts à tous échelons (Services, Administration).
- Il sera l'animateur d'un important service.

Carrière sûre pour élément à l'esprit jeune.

Env. C.V. manusc., photo (ret.) et prétent. à no 8.675 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 11e.

La S.A.R.E.F.

Société spécialisée en AMENAGEMENT URBAIN rattachée à un important Groupe Immobilier, recherche

CHARGE D'ETUDES

pour prendre la direction de son service ETUDES. Il sera chargé d'animer ce service dont le rôle est l'étude générale, le montage et la programmation d'opérations complexes d'urbanisme. Le poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'aménagement ou de l'immobilier. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Secrétariat Général, 50, avenue Daumesnil, Paris-12e.

Société d'expertise comptable PARIS recherche :

COMPTABLE

B.S.E.C. ou équivalent, connaissance comptabilité générale et analytique, paies et déclarations.

ASSISTANT

confirmé B.T.S. / D.E.C.S., diplôme études supérieures, apprec. 1 an minimum expérience profess. cabinet. Poste évolutif pour élément dynamique ayant sens travail d'équipe. Adresser C.V. manuscrit et prétentions à SETCO, 15, rue des Fontaines-du-Temple, Paris-3e.

Import. Groupe International Bâtim. T. P. ch. pour son agence Paris Sud (proche banlieue, 300 personnes) COMPTABLE confirmé pr comptab. gle et analytique. (Le groupe poss. un ordinat.) Profil. : minim. 30 a., solide format. comptable, 5 à 10 ans expérience comptab. générale et analyt. (acquises de préfér. ds branche bâtiment T. P.) des qualités d'animateur et de coordonateur, anglais souhaité. Ecr. No 98.818 B. Bleu, 17, r. Lebel, Vincennes-94.

CONSEIL BOURSIER rech. Collaborateurs-Trices STDG ELEVE. Temps partiel ou complet. Env. C.V. et PHOTO no 317 MURATET, 15, rue Taitbout, PARIS-9e, qui transm.

LE BON MARCHE

recherche PERSONNEL AUXILIAIRE pour les lundis et samedis

VENDEURS VENDEUSES

S'adr. au bureau du Personnel, 5, rue de Babylone - Paris (7e), 9 h. 15 à 12 h. et de 15 à 17 h.

MOYENNE ENTREPRISE EN RAPIDE EXPANSION recherche pour son siège social à Asnières

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

FUTUR CADRE COMPTABLE

Ecr. lettre manuscrite, C.V., prétentions, ss no 190758 B à BLEU 17, r. Lebel, 94-Vincennes qui transmettra.

Cabinet d'expertise comptable ST-LAZARE rech.

COLLABORATEUR CADRE

Haut niveau. Ayant diplômes et expérience. Situation d'avenir. Libre rapidement. Env. C.V. et prétentions, à S.E.E.C., 12, rue du Rocher - PARIS-8e.

Ecole Saint-Cloud demande Professeur lettres 1er cycle. 10 h. semaine. Tél. 602-41-93.

Si vous êtes :
- Convaincant.
- Dynamique.
- Sympathique.
- Intelligent.
- Cultivé.

Si vous avez :
- L'expérience sérieuse de la vie d'entreprise.
- La connaissance des problèmes de formation.
- La volonté d'être responsable de vous-même.

Expliquez par écrit à : MEDIUM, 17 ter, rue Labelonye, 78400 CHATOU

Pourquoi vous pouvez être un INGENIEUR COMMERCIAL chargé de vendre des machines à enseigner et des programmes de formation.

Ecole Catholique privée sous contrat simple cherche PROFESSEUR ALLEMAND pour 9 h. de cours 2e langue pour les classes de 2e, 3e, 4e, petit effectif. Tél. 436-23-23. Ecr. Cours Baufin à Juilly, 77230 Dammartin-en-Goële.

Sté de Transports rech pour Aéroport CH.-DE-GAULLE à Roissy-en-France 1 COMPT. 2e éch., 35 a. min., bne expér. conn. fisc. et bilan. 1 COMPT. 1er éch. expériment. Se présenter : SAT. TE, 52, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 à NEUILLY ou tél. 747-56-10.

Administration Versailles recherche PERSONNEL MASCULIN (guichetiers), dégagés des O.M., B.E.P.C. minimum obligatoire. Traitement annuel débutant : 24.000 F. Env. CV s/no 97.321-B à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

REDACTEURS TECHNIQUES

pour centrale nucléaire Remplacement longue durée pour MALAKOFF E.L.P., 110, bd Gabriel-Péri, MALAKOFF (92).

STE GESTION 2000

OFFRE SITUATION PR INGENIEURS B.A. G.C. EXPERIENCE EXIGEE TEL. : 828-73-04

Centre de recherches Baul Sud-Ouest, recherche INGENIEUR GRANDE ECOLE avec format. complément. MS ou P.H. et D. en automatique. Ecrire avec C.V. à : ADERSA GERBIOS 53, AV. DE L'EUROPE 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE ST-OUEN-L'AUMONE 95-Près PONTOISE recherche

AGENTS TECHNIQUES

Pr essais, mise en route machines soudage à faisceaux d'électrons.

Formation appréciée : BTS Electromécanique. Ayant bonnes connaissances électroniques.

Esprit d'équipe et sens contacts humains indispens. Formation complémentaire assurée. Déplacements courte durée à prévoir.

Un poste à pourvoir immédiatement, l'autre fin octobre.

Adr. C.V. manus. et prétent. sous réf. A.T.T.N.B.E., Direction du Personnel de la S.A.F., Boîte Post. 24, 95318 ST-OUEN-L'AUMONE.

MITSUI N. Cie Eur. S.A. STE INTERN. DE NEGOCE rech. pr son service commercial AGENT TECHNICO-CCIAL Bilingue français-anglais. Formation électro-mécanique. Adr. CV, prét., M. Roulin, 37, av. Pierre-Ier-de-Serbie, Paris (8e).

Société de distribution de robinetterie industrielle (chauffage, climatisation et accessoires) cherche pour son agence de PARIS : TECHNICO-COMMERCIAL confirmé, connaissant clientèle industrielle, fixe + commission + véhicule fourni, situation d'avenir pour élément ambit., sérieux et dynam., poss. d'accéder à un poste de direction. Adresser C.V. + photo à : Marcel 49788-62 Richelieu Paris.

proposit. com. capitaux

SOCIETE DE TRAVAIL TEMPORAIRE recherche ASSOCIES ou REGROUPEMENT. Ecr. à Lévi-Tournay ss no 4.682, 5, cité Pigalle-9e, q. tr.

représent. offre

LABORATOIRES **GLAXO-LEMIEL** recherchent

7 représentants (tes) exclusifs (ves) **en pharmacie**

1° - 2 POSTES sur la RÉGION PARISIENNE

2° - 1 POSTE sur la RÉGION NORD
Résidence obligatoire sur le département du Pas-de-Calais ou de la Somme.

3° - 1 POSTE sur la RÉGION EST
Résidence obligatoire sur l'un des départements Meurthe et Moselle-Marne-Meuse ou Vosges.

4° - 1 POSTE sur la RÉGION du CENTRE
Résidence obligatoire sur Dijon ou Clermont-Ferrand ou l'un des départements Saône et Loire-Nièvre ou Allier.

5° - 1 POSTE sur la RÉGION RHONE-ALPES
Résidence obligatoire sur le département du Rhône ou de l'Isère.

6° - 1 POSTE sur la RÉGION SUD-EST
Résidence obligatoire sur le département Bouches-du-Rhône ou du Var.

Fixe + intéressement sur C.A. 13ème mois - Voiture fournie. Frais de déplacements remboursés

Envoyer C.V. et photo (retournée) aux Laboratoires GLAXO (V.R.P. 991) 43, rue Vineuse - 75016 Paris

---

Constructeur MAISONS INDIVIDUELLES créant nouveau POINT de VTE ch. pour départ. 91

VENDEURS

TOIT EUROPEEN 185, bd Kennedy Corbeil-Essonne. — 496-09-57.

autos-vente

Vends Citroën SM juillet 1973, 40.000 km. Tél. : 331-26-82.

PORSCHE 911 T. 1973 ttes opt. TÉL 788-50-30, poste 240.

cours et leçons

Mathis Leç. part., rattrap. rap. LOU. 84-97, midi à 14 h.

autos-achat

PAIE COMPTANT toutes voit. en bon état. 738-31-76 - 738-10-67

occasions

Vends Tapisserie Vogensky 1,98 m s/3 m. Tapisserie Marc Saint-Saëns, 1,66 m s/2,62 m. 49 gravures Anglaises encadrées. S'adr. M. Roger Grass, Rest. Tour Eiffel, Champ-de-Mars, Paris. Tél. : 551-19-59.

Meubles anciens et bibelots intéressants à vendre suite décès. 772-46-03.

MAISON GORVITZ-FAVRE recherche beaux objets qualité, mobil. de salon, lustres, bronz., vitrines, sièges, porcel., argent. 203, av. de Gaulle Neuilly-sur-Seine. SAB. 87-76

emplois féminins

documentaliste

L'unité Marketing et Modèles de Décision de la SEMA (Metra International) recherche

UNE JEUNE DOCUMENTALISTE

- de formation INTD ou équivalente,
- ayant 1 à 2 années d'expérience, de préférence dans les secteurs chimie ou parachimie,
- pour s'intégrer dans une équipe réalisant des études de marché pour l'industrie chimique,
- Anglais lu, notions Allemand appréciées.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 3098/M à :

sema selection 16-18 rue Barbès 92128 Montrouge (Membre de l'ANCERP)

Société **COURBEVOIE** cherche pour son PRESIDENT

SECRÉTAIRE DIRECTION

premier ordre

parfaitement bilingue ALLEMAND/FRANÇAIS - ANGLAIS courant

Excellente dactylo — baccalauréat de préférence 25 ans minimum.

Travail varié — rémunération intéressante Position CADRE — Cinq semaines congés

Adr. curric. vitae manuscrit, no 68.984, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

COMPTABLES

Très importante entreprise métallurgique IVRY, recherche :

- 1 COMPTABLE FEMME
Niveau B.P. ; 30 ans minimum pour établir bilan et compte d'exploitation (Réf. 2312)
- 1 COMPTABLE FEMME
BSEC ou BTS pour comptabilité générale Minimum 3 ans d'expérience. (Réf. 2313)
- 1 COMPTABLE FEMME
BSEC ou BTS pr comptabilité analytique Minimum 3 ans d'expérience. (Réf. 2314)

Ecrire en précisant la référ. du poste choisi

SEREP 43, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

Impte Société Porte Maillot recherche pour direction SERVICE TECHNIQUE

SECRETAIRE-STENODACTYLO

bilingue ou trilingue français, anglais (langue maternelle souhaitée) + allemand. - 5 X 8. Cantine. Avant. socx. Env. C.V., prétent. et photo (ret.), RENO, 251, boul. Pereire, 75852 PARIS Cedex 17

GROUPE PHARMACEUTIQUE PARIS 14e recherche pour Directeur Général TRES BONNE

SECRETAIRE DE DIRECTION

BILINGUE STENO ANGLAISE Format. générale baccalauréat. 5 à 10 ans d'expérience de secrétariat de direction.

Ecrire avec C.V. et photo, à no 69.479, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

P.-D. G. SOCIETE à vocation internationale ch.

SECRETAIRE DIRECTION

Trilingue (ANGLAIS-ALLEM.) Expérience exportation Position CADRE Avant volonté, compétence, disponibilité pour devenir : CHEF ENTREPRISE Ecrire avec C.V. et photo, à no 69.415, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

DAF-FRANCE

recherche

1. Pour sa Direction Générale

SECRETAIRE

Bilingue Français-Anglais.

2. Pour sa Direction Commerc.

SECRETAIRE

Sténodactylo

Ambiance de travail agréable. Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'Entreprise. Transport assuré de la gare de Survilliers.

Ad. C.V. manusc., prét., photo à DAF-FRANCE Département du Personnel, 95470 SURVILLIERS.

SOCIETE COMMERCIALE EXPORTATION, quartier Champs-Elysées, rech.

SECRETAIRE-STENODACTYLO

Libre rapidem. Bne présentat. Domicile Paris ou proche banlieue. Ayant goût des chiffres (facturation). Possédant notions anglais écrit. 2-3 ans expérience minimum appréciés. Envoyer C.V. avec photo à no 69.602 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

PART-TIME HELP WANTED : PARIS BRANCH OF CANADIAN COMPANY NEEDS PART-TIME STENOGRAPHIC ASSISTANCE. GOOD TYPING AND ENGLISH CAPABILITY REQUIRED HOURS FLEXIBLE PLEASE WRITE : CHEMETICS LA BOURSIDIERE RN 186, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Antiquaire ch. J. F. distinguée pr tenir intérieur mat. 553-42-28.

SECRET. STENO-TYPISTE possédant BTS, même début. Se prés. ORSTOM, 24, r. Bayard, PARIS (8e).

URGENT. Directeur labo. scientifique Orsay rech. secrétaire à mi-temps, bonne dactylo, excell. conn. angl. 907-78-21, Poste 398.

Impte Société Presse Juridique rech. EMPLOYEE, min. 28 a., niv. second., excell. orthographe, pr lect. et correct. épreuves : 8X5X13, chèq. restaur. Se prés., 28, rue Mogador, PARIS (IXe), 7e étage, 9-12 h. et 14-17 h.

Cherche Jeune Fille pour s'occuper enfant de 3 ans. Logée. Tél. 277-91-56 ou 705-38-68.

Couple canadien, un bébé, ch. J. F., temps complet. Téléph. entre 18 et 20 h. à : 527-78-52.

IMPORTANTE SOCIETE rech. pour son président

SECRETAIRE DIRECTION

connaiss. parfaite bilingue français-anglais avec sténos. Très bonnes notions calcul. 3 as expérience, âge min. 26 ans. Adr. C.V. manusc. av. prét. et photo ss réf. 1.656 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cédex 02 qui tr.

Import. Société Industrielle Pantin (proche Mo HOCHE) recherche

SECRETAIRE DIRECTION

réellement qualifiée. Ayant références profession. pouvant assurer la gestion et le suivi de marchés importants et effectuer certains travaux de sténographie. 5 jours par semaine. Adresser candidature avec C. V. ss No 1.725 à Péavit Pté, 100, r. Richelieu, Paris-2e, ou téléphoner : 843-44-45 au secrétariat général.

Importante Société 11e rech. Libre rapidem. pour son départ étranger.

SECRET. TRILINGUE

Confirmée allem., angl., franc.
- 25 ans minimum.
- Bonne sténodactylo.
- Méthode et sens responsab.
- Travail autonome.
- Ambiance jeune.
- Horaires mobiles.
- Restaurant entreprise.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 8.660, Publicité Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

AGENCE PUBLICITE recherche

SECRETAIRE STENODACTYLO

Envoyer C.V. + photo + prét. Ecr. No 6.551 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

demandes d'emploi

J. F. 26 ans, lic. philo., anglais cour., conn. U.S.A., bon milieu, ch. situat. presse, périodiques, édition ou trav. av. écrivain. Peut voyager. - Tél. : 525-43-64.

J.H. cadre 25 a., maîtrise gest., D.E.C.S., expérience comptable industr. standards, budget, prix revient 52.000 min. Ecrire No 1.581, Publi-As, 121, rue Réaumur, Paris (2e).

Ing. Electr. exp. LOG. ANALOG. ch. sit. Ecr. ANKRI, 1, av. Marie-Blanche, 95 Sarcelles, q.t.

INGENIEUR SYSTEME Informatique Electronique 32 ans, 9 ans d'expérience dans un entourage industriel, commercial, scientifique et dans l'enseignement supérieur. J'étudierai toute proposition pour la France et la Suisse avec responsabilités et contacts à hauts niveaux. Bilingue Franco-Anglais. Mon traitement annuel est de 100.000 Francs. Ecr. No 8.968, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 24 a., lic. sociologie, angl., dactylo., 1 an expér. SECRETAIRE-DOCUMENTALISTE ds revue, ch. sit. sembl. ou en rapport capacités. Ecr. no 1.134, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. Femme MAITRISE PHILOSOPHIE, recherche poste enseignante région parisienne. Disp. de ste. Pr C.V., écr. Berrebi, 51, rue Gérard, Paris-13e. Tél. : 580-20-97.

J.F. 23 a., lic. angl., trad. angl., espagn., dipl. E.S.I.T., lib. de ste, ch. sit. Paris, prov. ou étr. Ecr. no 1.155, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCT. 3e CYCLE chimie organique, ch. situation tres régions. Libre de suite. Ecrire : M. AUCLAIR, 18, rue Pierre-le-Vénérable, 63000 Clermont-Ferrand.

Jne femme, 26 a. expérimentée, immédiat. disponib. recherche poste SECRETAIRE DACTYL. bilingue anglais. Paris. Ecr. no 77.072 REGIE-PRESSE, 85 bis rue Réaumur, PARIS-2e q. tr.

Cadre 26 a. diplômé école des cadres 3 a expér. service financier ch. situation. Ecr. no T 059859 Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 2e

Cadre comptable 28 a. B.T.S. comptab. et gestion + C.E.J. du D.E.C.S. 7 ans expér. ds impt groupe immob. traitement s/ordinateur conn. italien ch. emploi s/Lyon ou rég. 72.000 F. Ecr. no T 39.856 Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2, q.t.

INGENIEUR gde expér. fabrication, séparateur isotopes et IMPLANTEUR D'IONS région indifférente. Ecr. no T 059.855 Régie Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

GRANDE-BRETAGNE Chef de produits, import. sté de distrib., diplômé E.S.C. Cher. possib. dép. G.B. après 1 an form. sér. Paris, ts secteurs. Ecr. no T 059.835 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 2e, qui transm.

J.H. 26 a. ing. école sup. du bois + I.A.E. Paris, libéré O.M. rech. situation gestion-marketing France-étranger. Ecr. no 1.176 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.F. 24 a. Ecole att. direction tril. Alld, Anglais 2 ans expér. Rech. situation avec poss. promotion, Paris, proche banlieue. Ecr. no 1.177, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Chef studio dessin, créateur PUBLICITAIRE rech. poste chez annonceur. Ecrire M. ROLLET, 34, r. Balard 75.015 PARIS.

J.H. maîtrise Géo, 2 ans enseignt cherche poste Paris-Banl. Ecr. no 1.175 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.F. 23 a. exc. présentation, école hôtesse, parl. cour. Anglais, not. espagn., ital. sér. référ. mor., ch. empl. stable ACCUEIL-RECEP. STANDARD. Ecr. no 69.390 CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris 1er q. tr.

INGENIER COMMERCIAL MATERIEL SCIENTIFIQUE gde expér. contacts clients à ts nivx. création et développement constant de matériels nouveaux et agences matériel étranger. Format. et animat. représentants 50 ans. Parle couramment Angl. allem. et russe Libre de suite. Etudierait toutes propositions. Paris-province Ecr. no 69.369 CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris 1er q. tr.

Immédiatement disponible pour une D.G.A. — Dion Ciale — Dion Admve UN INGENIEUR CONSEIL (prof. lib.) cherche à se stabiliser dans une entreprise moyenne, région côtière
- 35 ans,
- Formation, Ecole Nle Marine marchande,
- 10 a. d'expér. polyvalentes,
- 120.000 Francs +

Téléphonez-lui pour R.V. au (25) 43-46-63 ou écrivez s/no 566.911 REGIE PRESSE, 85 bis rue Réaumur, Paris-2e q. tr.

J.H. 27 a., I.E.P., lic. Droit Public, D.E.S., Sc. Po. et Droit Public, anglais, rech. tt trav. rédact. secrétariat part., plein temps ou part. Tél. 742-88-70.

H. 25 ans, bil. anglais, rompu procédures affrètement, transit, douanières, bancaires, assurances liées import-export, traitement commandes aimant contact client et rédact. + de 2 ans expér. Chef Sce transport ch. poste sim. libre de suite. Ecr. no 1.173 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Lic. Droit privé 33 a. ch. empl. cadre jurid. chez construct. ou sté crédits-promoteurs etc. Libre Ecr. 1.170 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Sous-officier - Service de l'Intendance - 34 ans, breveté comptable - connaiss. en gestion des personnels - Expér. Afrique, Extrême-Orient. - Sens de l'initiative. Hte moral. Etud. tte prop. poste étranger. Contrat longue dur., lib. rapid. Ecr. A.C. Rigal 6, bd des Invalides, Paris (7e)

Chauffeur particulier 27 ans ch. place France ou Etr. Ecr. FORCIOLI-PUB. 8.235 AGEN

Voir les demandes d'emploi et l'immobilier en page 32

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

demandes d'emploi

REPORTER TRILINGUE
35 ANS
Français, Anglais, Espagnol
recherche
DIRECTION ou CRÉATION
Département photo, cinéma, relations publiques, dans :
— COMPAGNIE AÉRIENNE,
— AGENCE DE VOYAGES ou
— OFFICE DE TOURISME.
Disponible début octobre 1974.
Ecrire n° 1166, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

DIRECTEUR DU PERSONNEL - 37 ans
Docteur en Psychol. - Licence Sciences Eco. (G.B.), 10 ans d'expér. dans les divers aspects de la fonction du personnel, dont 4 ans de Gestion effective. Connaiss. des affaires sociales, juridiques et compt.
- Motivation certaine pour cette fonction.
- Excellente présentation.
- Personnalité dynamique.
- Libre le 15 septembre.

Etudierai ttes propositions Paris, Province, Etranger. Ecrire N° 76.591, REGIE PRESSE, 85, bis rue Réaumur, Paris-2e.

LIC. ARTS PLASTIQUES ch. emp. tps partiel enseign. ou autre. Mlle Claude Pichot, Rouvray-St-Denis, 28310 Janville.

J. F., 29 a., maîtrise et diplôme Psycho industrielle + 2 ans Sc. Po. Lyon, 1 a. expér. en recrutement ch. poste dans fonction personnel (entreprise ou cabinet) Paris, rég. parisienne. Libre immédiatement. Ecr. N° 6.552 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., dég. obl. milit., 2 ans d'expér. ch. place stable aide-comptable mécanog. ds société à Paris. Libre de suite. M. Dauchel Patrick, 107, rue de Buzenval. Bâtiment E, 92380 Garches. Tél. 970-66-97.

Prof. f. capes math. exp. ch. poste établ. c.a. tps complet ou mi-tps, 2d cycle, Paris ou banl. sud. Tél. : 657-31-77.

H.E.C., 30 ans, 5 ans expér. directeur commercial et direc. adjoint soc. fabric. prod. gde consom. cherche poste directeur ou dir. adjoint soc. C.A. sup. à 50 millions F, banlieue sud Paris ou Paris ou gde ville du Sud ou capitale étrangère, langue anglaise ou espagnole. Ecr. N° 7.104 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Doct. 3e cycle physiq. optiq. ch. activ. énerg. SOLAIRE techn. douces. M. Régnier Pierre 16, rue Albert-Legrand. Arcueil.

J. F., 24 a., diplômé ESIT, ital., angl. et terminologie jurid. Licence enseig. ital., ch. poste Traductrice ou utilisant ses compétences. Tél. : 224-85-68.

J.F., 23 a., diplôm. Ecole des Cadres et des Affaires économ., sect. commerce, intern. Anglais courant. Not. All. Libre de suite. Ch. situat. Paris ou proche banl. Ecr. LAHAYE, 6, r. Gl-Leclerc, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Chromiste offset ch. empl. stable Ecr. à N° 8.663, Public. Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Ing. spéc. instrum. contr., 10 a. expér. engineering chantier, ch. situation stable. Ecr. N° 76.964 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

HOMME, 31 a., maîtrise chimie D.E.S. traitement des eaux, expérim. ch. situat. en rapport. Toutes propositions.
Ecr. Havas LYON 5110.

J.H., disquaire av. réf. ch. pl. stable. Ecr. M. Truccano, 1, al. Tristan-Bernard, PANTIN 93500.

CHEF AGENCE. Sté TRAVAIL TEMPORAIRE, bilingue anglais-espagnol solides, notions arabe. 2 ans expérience BATIMENT SUR LYON, cherche poste similaire. Ecr. à N° 312 Pub MURATET, 15, r. Taitbout-9e, q. transm.

42 ans, CADRE HAUT NIVEAU Trilingue français/anglais-arabe, 18 a. expér. ds imp. gpe intern. Parmi fonct. dur. carrière dir. ccial et dir. fin. Réf. 1er ordre. Etud. toutes propositions à part. 80.000/an Paris, région paris. Ecr. n° 1.153 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune Femme, 26 ans, licence allemand, diplômée E.S.I.T. Paris. TRADUCTION ALLEMAND-ANGLAIS. Expér. poste, 1 an en Allemagne recherche poste de traducteur. Ecr. n° 1.154 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Resp. administ. chef comptable, 29 ans, nation. française, 8 ans Afrique francophone ch. situat. équivalente dans sté de bâtiment T.P. ou sté commerc. France ou outre-mer. Lib. ste. Ecr. n° 1.152 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre commercial confirmé. 34 ans, très introduit tous secteurs d'activité grâce à un haut niveau sportif, recherche poste Relations humaines. Ecr. n° 566.907 Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J.F. 25 a., posséd. maîtrise allemand. chbre commerce allemande. Licenciée droit. cherche poste fisc. à Paris libr. ste. Tél. 250-49-44 ts les jours de 17 h. à 19 h. et le matin de 8 h. à 10 h.

JURISTE D'ENTREPRISE
Paris, lic. en Dr. (Dr. des stés, ass. et synd., dr. d'aut., législ. soc.), 12 a. resp. exéc. organ. prof., rel. publ., pt rédac., 2 de l. angl., act. cons., ch. col. excl. Ecr n° 1.148 « le Monde » Publ., 5, r. d. Italiens - 75427, Paris-9e

CADRE TECHNICO COMM. EXPER., 31 ans, dynam. et ambit. Format. radio, TV Hifi, notions anglais. OUVERT A TTES NOUV. ACTIV. INTERN. ch. SITUATION D'AVENIR. Ecr. n° 1.666, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 2e.

Directeur commercial, 41 ans, diplômé Arts et Métiers, marketing, forte exp. biens d'équip. ch. situation Paris, province. Ecr. n° 1.667, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 2e.

FORMATEUR 36 ans Universit. excellent enseignant ancien CESI, grande pratique pédagogie (scol., adultes), 4 ans expérience recrutement, animation de groupes et formation d'animateurs. Désire faire carrière en formation O.S. - maîtrise cadre, recrutement, évaluation. Recherche situation ds entreprise ou cabinet, région paris., offr. perspect. avenir. Ecr. n° 69.807 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

J. F., 30 a., cadre maîtr. ès lett. anglais cour., not. allem., très efficace, grande expér. des réunions internat. ch. poste relat. humaines, France ou étranger. Ecr. n° 1.178 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. Fille, 24 a., sér. instruct. anglais-espagnol, sténodactylo, ch. poste stable, hôtesse ou relations publiques. Libre de ste. Ecr. n° 69.831, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CORRECTRICE cherche relectures, 642-49-04 le matin.

JOURNALISTE PROFESSIONN. respons. 1 a. service enquêtes. Import. revue profess., sér. réf., lic. philo, parlant allemand, connaissant dactylo, libre rapidement, étud. toute proposition. Ecr. n° T. 59.828, Régie-Presse, 85 b., r. Réaumur, Paris-2e q. t.

J. F., 29 a., ingénieur optique, doct. ingén. phys. 5 ans expér. rech. + enseig. ch. poste resp. scientifique ou autres. Ecr. n° T. 59.791, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

SI
— Vous n'êtes pas misogynes,
— Vous conn. la loi de Peter,
— Vous n'appliquez pas cette loi,
— Vous n'êtes pas au bord de la faillite et que vous cherchiez J. F., 30 ans, D.E.S., dynamique, imaginative,
J'ARRIVE
Ecr. n° T. 59.867, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 2e q. tr.

Franc. 32, esp., angl., technicien chauffage. Libre déplacement. Ecr. n° 1.080, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CHIMISTE ORGANICIEN
— Docteur 3e cycle et licencié en Sciences.
— Jeune et dynamique.
— Grande expérience en système organique (laboratoire et pilote).
— Ayant le sens de la respons.
— Parlant et écrivant plusieurs langues.
Recherche poste important dans la région parisienne.
Ecr. N° 1.172 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCUMENTALISTE I.N.T.D.
Format. Sc. Po., angl., ital., 3 a. 1/2 d'expér. ds organisat. profes. et domaines économiques, démographiques, cherche poste dans domaines similaires. Tél. : 950-83-25, après 18 h.

DOCTEUR ES SCIENCES PHYSIQUES 3e CYCLE
(Electroluminesc. - semiconduct. - électronique - électrotechnique) + expér. cert. analyse/program. scientif., ch. empl. stable. Lib. rapid. Havas Poitiers N° 117.125.

INGENIEUR
Dipl. Ecole Nat. Sup. de Chim. Toulouse, 24 ans, dégagé service milit., allem., angl., ch. emploi France ou A.F.N., après stage raffiner. Fos et attest. études approfondies chimie structurale. Ecr. n° 6.549, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE féminin FORMATION JURIDIQUE (D.E.S.) Analyse et gestion financière Bilingue anglais (UN et USA) 12 ans exp. profession, études économique et financière ch. situation dynamique, direction générale financière, secrétariat général, contrôle filiales étrangères, relations internationales. Libre rapidement. Ecr. n° T 059.648, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
au
233.44.31
pour tous renseignements : 233.44.21

L'immobilier

exclusivités

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT
Centre Nation : 346-11-74
Centre Etoile : 525-25-25
pour vous loger ou pour investir
vous propose :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.
Service gratuit de la Compagnie bancaire.

Encore qq. appartements dispon. Le 3 P. 2e étage, 170.000 F, park., cave compris. Le 4 P. 1er étage, 183.000 F, box, cave compris. Ferme et définitif. Crédit 80 %. Mo MAIRIE-de-MONTREUIL C'est votre meilleur placement

RESIDENCE LAURIAU GAILLARD
Grand confort, 14 ter à 20, rue Gaston-Lauriau - 93 Montreuil. Visite après-midi mercredi, dim. et samedi tte la journée, ou S.A. AZED, 25-27 boul. Richard-Lenoir - Paris (11e) 355-35-34 (lignes groupées)

JOUY-EN-JOSAS
(Cottages de Montebello)
Exception. dans parc boisé 9 ha. Maisons grand standing 5-6 p., cuis. équipée, sal. bns, douche, double gar., chauff. électr., à partir 360.000 F. Visite sur place tous les jours de 10 heures à 18 h. 30, sauf mardi, mercredi. Chemin du Cordon, 78350 Jouy-en-Josas/Les Metz (946-21-16).

appartem. achat

URGT rech. APPART. 5-6 P, préfér. 7e ou 16e. M. HENRY, 8, RUE CAMOU, 75007 PARIS.

locations non meublées

Offre

SIMPLON, 4 PIECES sur rue, téléph., ascens., tt conft, soleil. 1.300 F, tout compris. 254-96-17.

locations meublées

Offre

PUTEAUX, 76, boulev. Wallace, gd studio, 42 m², terrasse, dern. étage. Tt cft. 700 + ch. 250-62-39.

échanges

Ech. 40m², 2 pet. p., cuis., bns, 1er ét. s/cour, calme, imm. stdg, quart. Saint-Séverin, pet. loy., loi de 48, catégor. 2 B, contre 80 à 100m² appart. ou duplex quart. 4e, 5e, 6e, 7e, 14e, 15e arr., clair, loyer ancien. Téléph. après 20 h. 325-17-16 ou hres bur. 644-61-30.

bureaux

appartem. vente

appartements vente

Paris

PR. AVENUE HENRI-MARTIN Lux. 3 P., bns, moderne, 95m², 5e ét., gd cft, chbre de service. Etat impeccable. T. : 265-90-05.

XIIe - PRES MARAIS, GIRPA. Restauration de style d'un très bel immeuble dans rue calme 87 PETITS ET GRANDS STUDIOS + DUPLEX. Possible grande surface, grand confort, poutres apparentes, fenêtres à petit bois, décoration en harmonie, ascenseur, vide-ordures. Unités très recherchées pour placement. Location et gestion assurées. GIRPA : 325-25-25 + 56-78.

IIe - BOURSE quartier des affaires GIRPA RESTAURE bel immeuble de caractère : STUDIOS, DUPLEX, 2 PIECES très grand standing. Investissement de qualité. Sécurité pierre au centre de Paris. Tél. : 325-56-78 + 25-25.

XIXe - LAUMIERE propriétaire vend dans immeuble restauré entièrement 35 STUDIOS, TOUT CONFORT, Prix intéressants et location à importante rentabilité. Exceptionnel pour placement car petites surfaces. GIRPA : 325-25-25 + 56-78.

VIe. - Atelier indépendant dans verdure, av. chbre, cuis., S. de B., conft, grenier aménageable. Téléphone : 548-22-05, le matin.

WAGRAM. Immeuble P. de T., beau 6 P., tt cft, ch. de serv., prof. libér., facilit. MARTIN, ...

ISSY-LES-MOULINEAUX
5' PORTE VERSAILLES
3 P. de qualité, sur jardin. Cuis. équip., tt cft, 62 m2, 8e ét. Balcon. Vis. le 12 de 14 à 19 h., 11, rue Ernest-Renan, escalier 8. — 331-89-46.

GRIGNY. Imm. bon standing, appt 82 m², 5 P., cuis., s. de b., wc, chauff. cal, park. Prix : 120.000 F, crédit. — 346-57-82.

ST-MAUR, RER, pet. résidence, tt cft, liv. + 2 ch. : 140.000 F. 580-81-20, préférence le matin.

appartem. achat

PR PLACEMENT rech. studio ou 2 p., cft ou poss., 17e, 18e, 9e. Tél. h. b. HUSSON 255-66-18.

URGENT RECHERCHE 5 à 7 P., tt cft, 16e, 8e, 7e, 6e, Neuilly, Monceau, tél. 265-90-05.

constructions neuves

ETUDE MONTAIGNE 41, av. Montaigne - 359-02-18, propose : Rue de la Pompe, Studios à 5 pièces terminés ; Bd M.-Barrès, Neuilly, 3-5 p., gd stdg, livrable mars 1975 ; Rue de Vaugirard-15e, Studios à 3 pces, livrable juin 1975 ; Nanterre, Studios à 4 p. term.

R.E.R. - OUEST

bureaux bureaux

BUREAUX MEUBLÉS GRAND STANDING
ENTRE
l'ÉTOILE et le TROCADÉRO
SERVICES COMPLETS :
- Hôtesses et Standardistes trilingues,
- Salles de conférences,
- Télex - Photocopies,
- Garage visiteurs.

HERSA - 553-50-11

INFORMATIQUE à louer en tout ou partie 400 m2 de bureaux et local ordinateur climatisé (90 m2) proximité gare Saint-Lazare. Bail à céder. Tél. 744-69-69

NEUILLY Ptaire loue 1 ou plus. bureaux immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

ITALIE, local. 310 m², 17 burx, park., 8 lignes tél., M. POLO, COFREMCA, ...

EUROBUILDING (Paris - Porte de Pantin) à 100 mètres métro et périphér. Reste à louer disponibles immédiatement. Bureaux : 39, 45, 115, 200 m², gd standings, park., téléphones. Tél. : 359-92-00 - 92-79 - 27-04.

MAILLOT. Loue ss. p.-de-pte 1 à 20 BURX. Ts quartiers. 522-19-10 - 387-14-00.

15e Mo VOLONTAIRES. Imm. ...

locaux commerciaux

fonds de commerce

pavillons

villas

hôtels-partic.

terrains

Vente direct. par part. 2 terr. à bât. 2.000 à 2.500 m² région Epernon, 60 km Paris. 878-80-13. 16 à 19 h. sauf sam. et lundi.

viagers

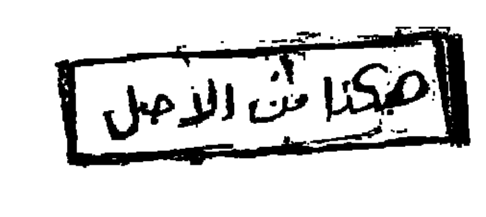
BOISSIERE Occupé 1 tête 71 ans
5 P. Tt conft. Et. élevé. Asc. + ch. serv. 130.000 cpt + rente. - VERNEL, LAM. 01-68.

propriétés

Région SENLIS-CHANTILLY belle Maison 6-7 pièces ligne téléphonique réservée, double garage 279.000 F Prêt P.I.C. : 8,25 % Liaisons faciles : A 1, SNCF, Renseignements au 265-13-86

Part. ch. grde propriété av. Mais. de garde et dépend. Terr. 2 ha min. envir. 100 km. Paris. Tél. heures bureaux 523-35-54

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



SPORTS

VOILE

« Courageous » remporte facilement la première régate de la Coupe de l'America

Newport (*Reuter*). — Le voilier américain *Courageous* a facilement remporté, mardi 10 septembre, la première régate de la Coupe de l'America contre son challenger australien *Southern-Cross*. Il l'a devancé de 4 min. 54 sec.

Le voilier américain à coque d'aluminium était favori, mais la facilité avec laquelle il a gagné a surpris. *Southern-Cross* avait fait forte impression en battant *France* par quatre victoires à zéro, et on pensait qu'il serait un redoutable adversaire pour les onze hommes d'équipage de *Courageous*.

Le barreur, Dennis Conner, a habilement manœuvré sur la ligne de départ, donnant un avantage précieux à *Courageous*. Ted Hood l'a ensuite remplacé à la barre, et, à la fin du premier bord, lorsque le voilier américain a hissé le spinnaker, la course était déjà jouée.

Pour les spectateurs, qui avaient du mal à apercevoir les bateaux dans la brume épaisse, la seule question qui se posait était de savoir quelle serait l'avance, à l'arrivée du détenteur de la coupe.

Un observateur intéressé

Très satisfait de l'avoir emporté à la barre de *France*, sur le 12 m américain *Mariner*, dimanche 8 septembre, à Newport, M. Marcel Bich est aussitôt rentré en France. Il suit naturellement de très près l'affrontement entre *Courageous* et *Southern-Cross*.

La supériorité affichée une fois de plus par les Américains devrait le réjouir : M. Marcel Bich ne cache pas, en effet, qu'il aimerait rencontrer les Etats-Unis en 1977. D'une part, un déplacement aux antipodes ne paraît pas lui sourier ; d'autre part, c'est face à un 12 m des Etats-Unis qu'il espère voir un jour sa ténacité triompher.

On estime généralement que M. Marcel Bich pourrait lancer un nouveau défi au Yacht-Club de New-York peu après la confrontation actuelle.

FOOTBALL

« Paris-Saint-Germain compte obtenir une subvention de la capitale en novembre »

L'état-major de Paris-Saint-Germain a mis à profit, le 10 septembre, la présentation du film *la Montée* pour donner une conférence de presse. A moins que ce ne soit le contraire. *La Montée*, c'est-à-dire la promotion en première division de Paris-Saint-Germain, c'était le passé ; le propos de la conférence — tenue par MM. Hechter, Fontaine et Vicot, respectivement président, directeur technique et entraîneur — était de présenter l'avenir du club.

Le point essentiel touchait au financement de l'équipe et, en conséquence, aux perspectives de recettes. M. Hechter a précisé qu'en 1973-1974 — l'année de l'accession en première division — le déficit avait été de 2,5 millions et qu'il faudrait, en 1974-1975, de 22 000 à 25 000 spectateurs par match pour pouvoir compter sur un budget de 4,5 à 5 millions de francs. M. Hechter a rappelé que son club n'avait pas reçu de subventions de la Ville de Paris au *mois de juin*, « *le dossier ayant été présenté trop tard* », mais qu'il comptait bien obtenir gain de cause au mois de novembre.

L'occasion était bonne, naturellement, de souligner que toutes les équipes professionnelles bénéficient de telles aides municipales et que le Paris-Football-Club, prédécesseur du Paris-Saint-Germain en première division, avait pu compter sur la compréhension du Conseil de Paris. Autres souhaits des dirigeants de Paris-Saint-Germain : une détaxation de la billeterie et un intéressement à la publicité du Parc des Princes. MM. Hechter et Fontaine ont enfin apporté des précisions sur le fonctionnement du « conservatoire du football » de Paris-Saint-Germain et sur les moyens qu'ils entendaient consacrer à la formation des jeunes footballeurs.

« La Montée », d'Adolphe Dhrey

Journaliste-cameraman à l'O.R.T.F., Adolphe Dhrey a conçu, filmé et réalisé un moyen métrage, *la Montée*, qui fait revivre la promotion du Paris-Saint-Germain de deuxième en première division. C'est un petit chef-d'œuvre de bon goût qu'Adolphe Dhrey a présenté le 10 septembre. Pas d'excès, aucune flagornerie, rien qui rappelle les défauts habituels, et surtout la niaiserie, des films consacrés au sport.

Tout est au contraire original, bien observé, remarquablement saisi par la caméra, drôle parfois. C'est une aventure contée au coin du feu, avec la chaleur qui convient. Elle dure quarante minutes et on se surprend un peu à regretter que la petite histoire du Paris-Saint-Germain soit aussi courte. *La Montée*, dont un extrait a été diffusé dans l'émission télévisée « Pourquoi pas l'exploit ? » (3 septembre), pourrait être distribué dans le circuit commercial. — F. J.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

A PROPOS DE...

La sauvegarde des espaces verts de Châtenay-Malabry

Banlieue oubliée

Une municipalité qui souhaite construire des logements, une association de défense vite constituée qui s'y oppose : un scénario désormais bien « classique »... Cette fois encore, c'est la région parisienne, et plus précisément la banlieue, qui sert de théâtre des opérations. A Châtenay-Malabry, où « l'on s'apprête à brader les abords de la Vallée-aux-Loups en y édifiant une ZAC (zone d'aménagement concerté) abusive », comme le déclare l'ASEC (Association pour la sauvegarde des espaces verts et du cadre de vie de Châtenay-Malabry-Sceaux), arguant qu'il serait préférable — et facile — de créer à partir des terrains choisis un « grand ensemble vert ».

Des terrasses du château de Sceaux (Hauts-de-Seine), on aperçoit vers l'ouest une colline boisée, accroc de verdure insolite dans un paysage urbain où se profilent déjà quelques tours agressives. Au nord, le parc départemental de la Vallée-aux-Loups (une soixantaine d'hectares), où se trouve la maison de Chateaubriand. Au sud, enfin, un domaine de 23 hectares, où de petites propriétés plantées d'arbustes et des vergers s'élèvent en gradins depuis le lieudit les Houssières jusqu'au site des Friches, site « inscrit » de 6 hectares.

Cet ensemble fait l'objet d'une vive controverse entre la municipalité et l'association de défense. En effet, la commune souhaite y réaliser 1 450 logements. L'ASEC s'oppose à ce qu'elle juge être « *une atteinte au site et une densification néfaste pour les conditions de vie des Châtenaysiens* ». 14 000 habitants en 1954, 27 500 en 1968, 34 000 en 1974 : ces statistiques égrènent l'histoire de Châtenay, celle de toutes les communes de la proche couronne de Paris, emportées par un intense mouvement d'urbanisation.

Le moment de la trêve n'est-il pas venu pour Châtenay-Malabry ? Le conseil municipal — composé de socialistes et de centristes — et les promoteurs ne le croient pas. Ces derniers, la Caisse des dépôts et consignations, le groupe immobilier Sepino - La Hénin, s'intéressent de longue date au secteur des Friches et des Houssières. Voici quatre ans déjà, les premières transactions s'entamaient, discrètement, les promoteurs ayant eu vent de la réserve imposée par l'éducation nationale sur une partie des terrains. Ceux-ci sont désormais acquis à environ 70 %.

Clandestinité

« *Il y aura des récalcitrants,* dit-on à la mairie, *et nous serons obligés de passer par des mesures d'expropriation.* » Les autorités locales tiennent à la réalisation des projets de constructions : par une délibération du 27 juin 1974, le conseil municipal a demandé au préfet de prendre un arrêté de création de zone d'aménagement concerté (ZAC). « *Nous ne pouvions laisser l'aménagement de cette zone se faire dans l'anarchie.* » Mais loin de limiter la « densification », la mairie a entrepris de la favoriser et de faire faire un bond à la croissance démographique de la commune. Mille quatre cent cinquante logements (dont trois cents H.L.M.) sans compter deux cités de transit sont prévus avec des équipements scolaires, sociaux, etc., soit cinq mille habitants nouveaux auxquels viendront s'ajouter les occupants de 5 000 mètres carrés de bureaux, d'un hôtel et d'une zone artisanale de 10 000 mètres carrés.

L'ASEC souligne les dangers qui pèsent sur le site et sur les conditions de vie des Châtenaysiens : en effet, la nouvelle cité ne disparaîtra pas du paysage malgré les *efforts* d'« intégration » entrepris par le bureau d'études. Avec optimisme, celui-ci compte « dissimuler », au sommet de la colline, des immeubles de cinq étages derrière des frondaisons. L'association craint aussi qu'« *un apport de 5 000 habitants et de 2 000 voitures dans un quartier dépourvu de transports en commun et d'industries proches aura une importante et fâcheuse répercussion sur la vie des Châtenaysiens. 34 000 habitants, à Châtenay, cela suffit, faisons-les mieux vivre* ».

Elle réclame : « *La création d'un grand complexe vert englobant la Vallée-aux-Loups et ses abords, les Friches et les Houssières, qui pourraient recevoir notamment des équipements sociaux, et de loisirs.* »

Les responsables municipaux ne semblent pas avoir réellement engagé le dialogue avec la population. Pourtant, l'élaboration, en cours, du plan d'occupation des sols (POS) aurait pu être l'occasion d'un échange public d'idées sur le type de ville souhaité par les Châtenaysiens. Mais le groupe de travail chargé du POS semble œuvrer dans la clandestinité. Au reste, la municipalité a-t-elle encore le choix, dès lors que le terrain est acquis pour près des deux tiers par les promoteurs ? Une politique active de réserves foncières aurait permis de mieux résister aux pressions des constructeurs. Décidément, la banlieue est trop souvent « oubliée » par les pouvoirs publics.

★ **ASEC, 29, avenue Jean-Jaurès, 92290 Châtenay-Malabry, tél. 702-21-29.**

L'AFFAIRE DES HALLES

L'État accorderait un prêt de 100 millions de F pour dédommager la société d'aménagement

Le conseil d'administration de la Société d'économie mixte d'aménagement des Halles (SEMAH) se réunit, ce mercredi 11 septembre, sous la présidence de M. Christian de La Malène (U.D.R.), conseiller de Paris, rapporteur général du budget de la Ville de Paris. Il examinera les propositions faites par M. Jean Verdier, préfet de Paris, au nom du gouvernement, après la décision de M. Valéry Giscard d'Estaing de créer un vaste espace vert sur l'emplacement des pavillons de Baltard, et d'y interdire la construction déjà commencée du Centre français de commerce international (C.F.C.I.).

Au cours de cette réunion, l'État, par la voix de ses représentants, devrait confirmer à la SEMAH sa volonté de la voir poursuivre cette opération de rénovation déjà largement engagée. Conscient des difficultés de trésorerie posés par la décision de l'Elysée, il accorderait à cette société un prêt de 100 millions de francs, dont 50 millions pour les promoteurs du C.F.C.I., en remboursement de la somme payée à ces derniers à titre du droit de construire. Ultérieurement, on espère parvenir à une transaction sur le montant des indemnités à accorder pour ce qui concerne les travaux déjà faits pour une somme d'environ 30 millions. En attendant, l'État s'engagerait déjà par ce prêt à financer les travaux de consolidation du chantier ouvert près de la Bourse de commerce.

L'autre moitié du prêt devra-t-il être utilisé par la SEMAH comme fonds de roulement pour assurer ses échéances à venir, en attendant qu'un nouveau plan d'aménagement soit défini.

Dans le « trou » déjà creusé pour le C.F.C.I. devrait prendre place un central téléphonique plus important que celui installé sous les jardins des Tuileries (auquel plus de vingt mille lignes seront raccordées). Cette installation voisinera avec un centre sportif à l'usage des habitants du quartier. En revanche, rien ne sera construit, pas même en sous-sol, sur la zone située face à l'église Saint-Eustache, de telle sorte que des arbres de haute tige puissent être plantés en pleine terre.

Un point d'interrogation subsiste quant aux modifications à apporter au projet de forum souterrain de commerces et de loisirs, qui doit prendre place sur la future station R.A.T.P.-S.N.C.F. La création, à la place des superstructures prévues, de 6 000 mètres carrés d'espaces verts risque d'entraîner la suppression du dernier niveau de magasins envisagés sous la surface actuelle du sol.

M. de La Malène et le fait du prince

Les conséquences techniques et financières de ces modifications sont encore mal précisées. Mais on note déjà que l'opération des halles ayant été conçue dès le départ comme un « tout » où les divers éléments du programme sont étroitement imbriqués. Dans ces conditions, modifier l'un de ces éléments provoque une réaction en cascade sur l'ensemble. Ainsi, les divers architectes consultés par M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, pour dessiner le grand jardin allant de la Bourse du commerce au square des Innocents ont-ils, par exemple, à compter avec les grandes cheminées d'aération de l'ensemble souterrain, gare et garages.

Mais la réunion de ce mercredi aura aussi pour objet de rechercher un nouveau directeur pour la SEMAH, après la démission de M. Philippe Baer (*le Monde* du 22 août). Faudra-t-il aussi lui trouver un nouveau président ? Certes, M. de La Malène n'a pas caché ses sentiments après la décision de M. Valéry Giscard d'Estaing, la qualifiant notamment de « *fait du prince* » et relevant que cet acte non fondé juridiquement remettait unilatéralement en cause un accord passé entre deux parties avec la garantie de l'État. Le président de la SEMAH a également déclaré qu'il ne conserverait son poste seulement que si les propositions de l'État « *respectaient et la dignité de la Ville et ses finances* ». Certains pensent toutefois que le rapporteur général du budget, chef de la majorité au Conseil de Paris, considéré comme un gaulliste « dur », ne fera pas ce « cadeau » aux giscardiens, qui serait de leur laisser les mains libres aux halles... et à Paris.

PIERRE BRANCHE.

LES COMMUNISTES : le pouvoir manœuvre.

M. Jean Gager (communiste), conseiller de Paris, administrateur de la SEMAH, déclare dans un communiqué que « *le pouvoir manœuvre pour s'emparer de cet organisme technique (la SEMAH) en tentant d'éliminer les élus qui le gênent, y compris en les acculant à la démission. Il aurait ainsi les mains libres pour dicter ses conditions au Conseil de Paris* ».

De leur côté, les groupes socialiste et radical de gauche à l'Hôtel de Ville s'élèvent aussi, dans un communiqué, *contre l'immixtion du président de la République dans les affaires parisiennes* ». Ils constatent que, « *dans l'affaire des Halles, la décision a été prise sur une opération en cours sans qu'en soient prévenus ni le Conseil de Paris ni la SEMAH* ». Les élus de gauche « *s'inquiètent des conséquences juridiques et financières d'une décision prise hâtivement qui n'engage que la haute autorité qui l'a prise* ».

Malgré la décision des tribunaux

M. Galley demande la poursuite des travaux de Bormes-les-Mimosas

M. Robert Galley vient de donner des instructions pour que la construction de la Marina de Bormes-les-Mimosas dans le Var puisse continuer. Après avoir visité la région (*le Monde* daté 28-29 juillet), le ministre de l'équipement avait déclaré : « *Cette réalisation s'intègre bien dans le paysage et ne présente pas de nuisance. Elle donne satisfaction à bon nombre de Français.* » Le ministre avait ajouté que la Marina lui paraissait « *correspondre à l'intérêt général* ».

Ce n'est pas l'avis du Conseil d'État qui a annulé le 30 mars 1973 la concession d'endigage qui a permis l'aménagement du port de plaisance pour six cent cinquante bateaux. Pas l'avis non plus du tribunal administratif de Nice qui a annulé le 12 juillet dernier le permis de construire concernant les trois cent soixante logements (dont cent cinquante terminés et pour la plupart vendus) du quartier de la Favière où se trouve le port. La décision du ministre de l'équipement est d'autant plus surprenante que le Conseil d'État n'a pas encore examiné ce dernier jugement.

L'affaire du port de Bormes-les-Mimosas avait fait jurisprudence et avait marqué un coup d'arrêt des concessions aux propriétaires privés du domaine public maritime. Dans un rapport rédigé en 1969, mais resté secret jusqu'en 1972, M. Jean Lamouroux, ingénieur général des ponts et chaussées, avait noté que les terre-pleins créés sur le domaine public maritime à Bormes-les-Mimosas avaient pour seule fin la réalisation d'une opération immobilière incompatible avec le plan d'urbanisme, en vigueur à l'époque.

Certes, l'aspect financier de l'affaire n'est pas simple, le groupe Empain-Schneider a engagé 120 millions de francs dans cet ensemble à demi-achevé. La commune de Bormes a obtenu à cette occasion divers équipements : station d'épuration, parc de stationnement... L'arrêt des travaux est effectif depuis 1971 et plus encore, une éventuelle démolition engagerait évidemment la responsabilité financière de l'État vis-à-vis des promoteurs et des acquéreurs.

« *Je recevrai prochainement les personnes qui sont attachés de près à ce problème,* avait indiqué à la fin de juillet M. Galley, *et nous verrons ce qu'il faut faire pour mettre les faits en concordance avec la loi.* » En ordonnant la poursuite du programme, M. Galley choisit au contraire de faire de nouveaux plans en fonction de la réalité. Jusqu'à quand suffira-t-il à l'administration de conformer après coup les plans d'ensemble aux autorisations qu'elle a déjà délivrées. On peut se demander s'il est souhaitable que l'État ne paie jamais pour les fautes qu'il commet et que les décisions des juridictions administratives ne procurent que des satisfactions purement intellectuelles...

M. Ch.

● L'AVENIR DU TUNNEL DE SAINTE-MARIE-AUX-MINES. — Les représentants du comité de soutien pour le maintien de l'axe ferroviaire transvogien Nancy-Colmar dans le tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines ont été reçus le mardi 10 septembre à l'Élysée. Ils ont demandé, « *afin de préserver l'avenir* », que des rails soient posés le plus tôt possible, à l'occasion des travaux routiers en cours, sous le tunnel. Dans la solution retenue (*le Monde* du 4 janvier 1974), la S.N.C.F. avait seulement la possibilité de rouvrir la voie ferrée dans un délai de dix ans.

JUSTICE

LE CHARGÉ DE MISSION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA CONDITION PÉNITENTIAIRE DONNE SA DÉMISSION

M. Philippe Chemithe vient de démissionner de son poste de chargé de mission auprès de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'État à la condition pénitentiaire.

Magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice (M.A.C.J.), âgé de trente-deux ans, M. Chemithe sera installé le 18 septembre comme juge au tribunal d'Evry-Corbeil (Essonne) pour y effectuer, en tant que juge de l'application des peines, la « délégation » de deux ans dans les juridictions que doit faire tout M.A.C.J.

Aucune explication officielle n'a été fournie à ce départ. Cependant l'éventualité d'une incompatibilité quant aux conceptions de travail entre le secrétaire d'État et son chargé de mission n'est pas à écarter, M. Chemithe souhaitant, pour sa part, s'en tenir à l'aspect uniquement technique de ses fonctions.

● *Chargé de l'affaire du rapt de M. Balthazar Suarez,* directeur de l'agence parisienne de la Banque de Bilbao, commis le 3 mai à Neuilly-sur-Seine, M. Alain Bernard, premier juge d'instruction à Paris, a fait droit le 10 septembre à la demande de Mᵉ Jean-Jacques de Félice en accordant la liberté sous contrôle judiciaire à l'un des inculpés, M. Georges Rivière, vingt-cinq ans, ouvrier typographe, demeurant 34, rue des Blanchers, à Toulouse, arrêté alors qu'il apportait, à 3 heures du matin, une partie de la rançon à Peyriac (Aude) au domicile d'amis brocanteurs, M. Pierre Guibert et Mlle Danièle Haas. Restent détenus pour cette affaire : M. Ottavio Alberola-Surinal, ingénieur civil à Mexico ; Mlle Ariane Gransac-Sadori, artiste peintre : M. Lucio Urtubia Jimenez, carreleur, et Mlle Jean-Helen Weir, infirmière, de nationalité britannique.

● *La chambre d'accusation de Paris* a rejeté le 10 septembre la demande de mise en liberté soutenue en faveur de Jean-Claude Gendre par Mᵉ Cohen-Bacri. Gendre, qui nie avoir participé le 30 juin 1972 à une agression commise contre une bijouterie de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), fait la grève de la faim depuis le 13 juillet dernier et la grève de la soif depuis le 30 août (*le Monde* du 4 septembre). Il est actuellement à l'hôpital des prisons de Fresnes.

● *Mme Renée Lebec, dite Angélique, quarante-huit ans, impliquée dans l'affaire Marin-Laflèche* (*le Monde* du 11 septembre), a quitté la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse (Ain) le 10 septembre, sa demande de mise en liberté ayant été acceptée par M. François Renaud, juge d'instruction. Mme Lebec était détenue depuis le 22 août.

RELIGION

AU PROCHAIN SYNODE ÉPISCOPAL

Le nombre des délégués européens sera le plus élevé

Cité du Vatican (A.F.P.). — Le prochain synode des évêques, qui s'ouvrira à Rome le 27 septembre, durera en principe un mois, a précisé Mgr Ladislas Rubin, secrétaire général du synode, lors d'une conférence de presse, le 10 septembre. Deux cent sept évêques y participeront, a-t-il ajouté, dont cent quarante-trois élus par les conférences épiscopales et vingt-deux nommés par Paul VI. Les Européens seront encore les plus nombreux, cette fois, puisqu'ils seront quarante (dont les cardinaux Joseph Suenens, de Bruxelles ; François Marty, de Paris ; Julius Doepfner, de Munich ; Joseph Hoeffner, de Cologne ; Alfred Bengsch, de Berlin ; William Conway, d'Armagh (Irlande) ; Bernard Jan Alfrinks, d'Utrecht ; Stefan Wyszynski, de Varsovie ; Karol Woityla, de Cracovie ; Antonio Ribeiro, de Lisbonne ; Vicente Enrique y Tarancon, de Madrid ; Marcelo Gonzalez, de Tolède, et Narciso Jubany, de Barcelone). Les délégations les plus nombreuses seront celles de France, d'Allemagne de l'Ouest, d'Allemagne de l'Est et d'Italie, qui auront quatre représentants chacune.

L'Amérique latine sera représentée par trente-six évêques ; l'Amérique du Nord, par sept ; l'Afrique, par trente-trois ; l'Asie, par vingt-deux, et l'Australie-Océanie, par cinq.

Quatorze évêques de rite oriental participeront, d'autre part, au synode, aux côtés des prélats élus, de même que vingt-deux représentants désignés par Paul VI, dix délégués de l'union des supérieurs généraux, dix-sept cardinaux chefs de dicastères romains, dont le secrétaire d'État Jean Villot et Mgr Ladislas Rubin (Pologne), secrétaire général permanent du synode.

Quatre femmes siégeront en marge du synode, aux côtés des deux cent sept représentants masculins. Elles feront partie du groupe des « adjoints des secrétaires spécialisés ». Parmi elles, figurent deux laïques, dont Mlle Jacqueline Fabre, qui appartient au Comité français contre la faim et pour le développement.

Pour la première fois, des non-catholiques et des laïcs, hôtes du synode, prendront la parole sur le thème des travaux : « L'évangélisation du monde d'aujourd'hui » : le Pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises ; le professeur Carlos Chagas, professeur de physique biologique à l'université de Rio-de-Janeiro, et le professeur Jérôme Lejeune, professeur de génétique fondamentale à la faculté de médecine de Paris.

Le synode pourra traiter notamment du rôle des jeunes, des « petites communautés » et de l'œcuménisme dans l'évangélisation du monde, ainsi que du dialogue nécessaire avec les non-chrétiens et les athées et du rapport entre l'évangélisation avec la promotion et la libération de l'homme, « *qui pose des problèmes divers et graves pour l'action pastorale évangélisatrice de l'Église* ».

Mgr Rubin a précisé qu'il s'agissait de suggestions contenues dans un document de base, mis au point par son secrétariat après une année de consultations avec les conférences épiscopales. L'ouvrage comprend deux parties : 1) échanges d'expériences dans le domaine de l'évangélisation ; 2) réflexions sur les questions théologiques soulevées par la pratique pastorale.

Après la messe pontificale, à la chapelle Sixtine, qui ouvrira les travaux du synode le 27 septembre, et le « panorama général » rédigé et présenté par Mgr Aloisio Lorscheider (Brésil), cinq rapports seront présentés dans les jours suivants par des évêques des cinq continents : un Africain, Mgr James Sangu (Tanzanie) ; un Latino-Américain, Mgr Eduardo Pironio (Argentine) ; un Américain du Nord, représentant également l'Australie-Océanie, Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati ; un Asiatique, le cardinal Joseph Cordeiro (Pakistan) ; et un Européen, Mgr Roger Etchegaray (France), président du Conseil des conférences épiscopales d'Europe. Les rapporteurs de la seconde partie du « document de base » seront le cardinal polonais Karol Wojtyla et le jésuite italien Domenico Grasso.

FAITS DIVERS

NOUVEL ACCIDENT DU TRAVAIL SUR LES CHANTIERS D'USINOR

Un étudiant en mathématiques, M. Hedi Barkon, vingt et un ans, résidant à la cité scientifique d'Annappes (Nord), a été grièvement brûlé par électrocution mardi 10 septembre, vers 8 heures, alors qu'il nettoyait des isolateurs à haute tension sur les chantiers d'Usinor à Dunkerque. L'étudiant avait été embauché par les établissements Chimacol, une entreprise de travail temporaire. La section syndicale C.G.T. d'Usinor-Dunkerque rejette la responsabilité de ce nouvel accident du travail sur l'officine de travail temporaire, qui « recrute son personnel par-dessus les organismes officiels de l'Agence nationale pour l'emploi », et sur Usinor, qui « contacte des entreprises où les règles de sécurité et les conditions de travail sont bafouées ».

Depuis 1962, année de la mise en route de l'usine de Dunkerque, on a enregistré dix-sept accidents mortels dans l'entreprise même et environ cent soixante-dix accidents mortels sur l'ensemble des chantiers du site, notamment parmi le personnel des entreprises de travail temporaire. La mort d'un jeune « hautfourniste », en juin dernier, avait provoqué une grève d'une quinzaine de jours, suivie de la mise en chômage technique de mille sept cents ouvriers (« le Monde » du 19 juin).

Mardi soir, l'état de M. Hedi Barkon — brûlé au troisième degré — a été jugé très sérieux au C.H.U. de Lille.

Après l'accident du Boeing au large de Corfou

L'HYPOTHÈSE D'UN ATTENTAT TERRORISTE SEMBLE DEVOIR ÊTRE ÉCARTÉE

Selon les rapports d'expertise du médecin-légiste grec, qui a autopsié les cadavres des vingt-quatre victimes repêchées au large de Corfou à la suite de la catastrophe du Boeing de la T.W.A. (*le Monde* du 10 septembre), l'hypothèse d'un attentat semble devoir être exclue.

En effet, les autopsies apportent la preuve que les victimes sont mortes lors de l'impact de l'appareil avec la mer, les corps ne portant aucune trace de brûlures ou de blessures par éclats.

D'autre part, les experts américains de la commission d'enquête ont indiqué que, contrairement à ce qui avait été annoncé au lendemain de l'accident, le pilote du Boeing n'aurait pas signalé à la tour de contrôle de Kerkyra (Corfou) avoir un réacteur en feu, ni manifesté son intention de tenter sur l'aéroport de l'île grecque un atterrissage forcé. — (*A.P., Reuter.*)

La lutte contre la drogue aux États-Unis

OPÉRATIONS DE POLICE DANS ONZE GRANDES VILLES POUR DÉMANTELER UN RÉSEAU DE TRAFIQUANTS D'AMPHÉTAMINES

Washington (A.F.P., U.P.I.). — Après la décision de la Turquie d'autoriser à nouveau la culture du pavot sur son territoire, les États-Unis paraissent désireux d'intensifier la lutte contre le trafic et l'usage de la drogue. Tandis que M. John Bartels, administrateur de la Drug Enforcement Administration — qui a succédé au Bureau des narcotiques et drogues dangereuses, — était à Paris pour signer un avenant à la convention franco-américaine tenant compte de l'élargissement des compétences de la D.E.A., une vaste opération de police vient d'être lancée à travers tous les États-Unis.

Dans onze grandes villes, des ratissages systématiques ont été opérés : San-Diego, Los Angeles, San-Francisco, Seattle, New-York, Milwaukee, Phoenix, Portland, Tucson, Boston et Charleston. Selon les dirigeants de la D.E.A., l'opération devait permettre d'arrêter cent vingt-cinq membres d'un réseau d'introduction d'amphétamines aux États-Unis. Dans le même temps, une opération analogue était menée par la police du Mexique, où seraient installés les laboratoires de fabrication des pilules.

● *Six cents kilos de drogue trouvés sur le* Massalia *depuis le début de l'année.* — Quarante kilos de haschish en plaque et un litre de concentré ont été saisis le 10 septembre à Marseille dans la voiture d'un couple d'Anglais débarquant du car-ferry *Massalia*, en provenance du Maroc. Cette découverte porte à 600 kilos la quantité de stupéfiants trouvés à bord du bateau depuis le début de l'année.

● *La « disparition » de la petite-fille du roi de l'étain : une « affaire de famille ».* — Disparue dans la matinée du 10 septembre du domicile de sa mère, 26, rue d'Eylau, à Paris, dans le seizième arrondissement (*nos dernières éditions*), Christina Schneider, onze ans, petite-fille de M. Antenor Patino, milliardaire bolivien, surnommé le « roi de l'étain », n'avait pas été victime d'un enlèvement ainsi que le laissaient penser les premières déclarations de sa mère. Après, semble-t-il, une intervention de son grand-père, la fillette aurait été recueillie par son père, qui, huit ans après le divorce des époux Schneider, avait obtenu récemment, du tribunal de Genève, la garde de l'enfant.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Le déficit de nos paiements extérieurs ne sera pas finançable en 1975

estime M. Rocard

« L'économie française se porte plutôt mieux que ses voisines. (...) Il n'y a pas de danger tout à fait immédiat. Mais l'avenir est très inquiétant », a déclaré, mardi 10 septembre, au micro de France-Inter, M. Michel Rocard.

« Le déficit de la balance des paiements continue à toute allure (...). Nous serons, à la fin de 1974, à un déficit de l'ensemble des paiements de près de 40 milliards de francs (...). C'est une somme énorme. Rien ne permet de penser que le déficit soit moindre l'année prochaine. Cette année nous avons encore un crédit international disponible (...). Cela soulage, mais cela ne durera pas très longtemps. Le déficit de l'année prochaine n'est pas finançable, et c'est une situation extrêmement grave parce que lorsqu'un pays est étranglé par sa balance des paiements on ne sait guère où il va. »

M. Rocard a ensuite déclaré qu'il ne croyait pas que M. Fourcade gagnerait son pari sur les prix.

« Lorsqu'on est dans une inflation aussi galopante il y a beaucoup de choses à faire. La première, c'est de briser le fait que la totalité des entreprises et beaucoup de particuliers ont intérêt à l'inflation aujourd'hui. Toutes les entreprises. Et, chez les particuliers, tous ceux qui sont logés en accession à la propriété ont intérêt à ce que la part de l'accession diminue en pourcentage dans la valeur de leur salaire. Cela fait beaucoup de monde intéressé à l'inflation... Il faut casser cela sinon nous ne vaincrons pas l'inflation. Cela veut dire qu'il faut indexer les épargnes. Ce que la France a volé à l'ensemble de ses épargnants l'an dernier (tous les gens qui déposent leur argent aux chèques postaux, aux Caisses d'épargne) représente plus que tout le budget de l'éducation nationale. C'est énorme. C'est cet argent qui finance dans des conditions inflationnistes l'équipement du pays. C'est un tort. »

M. Rocard a ajouté : *« Le seul outil que M. Giscard d'Estaing ait dans les mains de manière très solide, ce n'est pas la Banque de France, ce n'est pas l'administration de contrôle des prix, c'est sa majorité politique. Cela tient bon, c'est en béton armé. »*

INDUSTRIE

M. PIERRE FALCON EST NOMMÉ DIRECTEUR FINANCIER DE RHONE-POULENC

M. Pierre Falcon vient d'être nommé directeur financier de Rhône-Poulenc. Il prendra ses fonctions le 1er octobre. Il remplace à ce poste M. Gilles Brac de la Perrière, qui a quitté le groupe avant les vacances et occupe aujourd'hui les fonctions de directeur général de la Société lyonnaise de dépôt et de crédit industriel.

[M. Pierre Falcon, né en 1925, est un ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Inspecteur des finances, il fut en 1962 sous-directeur des affaires économiques au ministère des rapatriés, puis de 1964 à 1971 directeur financier adjoint au commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.). Depuis 1972, il était directeur financier du groupe Roussel-Uclaf.]

AGRICULTURE

L'action du Centre des jeunes portera sur l'Europe et l'organisation des producteurs

Après quelques hésitations, semble-t-il, les Jeunes Agriculteurs ont décidé de « participer massivement » à la journée d'action paysanne du 16 septembre. De nombreux présidents départementaux, réunis le 10 septembre à Paris par le C.N.J.A., se seraient en effet montrés réticents à l'idée de se « mettre à la remorque » de la F.N.S.E.A., dont le président, M. Debatisse, a incontestablement pris la direction des « manœuvres paysannes ».

Aussi, après le 16 septembre, le C.N.J.A. a décidé de mettre les revendications sur le revenu au second rang de ces préoccupations : *« Une année on gagne, l'autre on perd, »* a remarqué M. Lauga, qui *« ne veut pas sacrifier l'avenir aux difficultés conjoncturelles »*. Pour le président du C.N.J.A., il s'agit de faire sortir le Marché commun agricole de l'impasse où l'ont poussé les perturbations monétaires et les rigidités du fonctionnement des instances communautaires. Le C.N.J.A. portera, en outre, ses efforts sur trois problèmes :

● Le vote du projet de réforme du statut du fermage au cours de la prochaine session parlementaire. Il semblerait que diverses manœuvres avaient été entreprises pour retarder l'adoption de ce texte.

● L'organisation économique des producteurs qui sera abordée lors de la conférence annuelle, le 26 septembre prochain.

● Le financement des exploitations : les Jeunes Agriculteurs souhaitent que le Crédit agricole puisse déroger aux actuelles règles de l'encadrement du crédit pour permettre aux exploitations de « reprendre souffle ».

De son côté, la C.F.C.A. (Confédération française de la coopération agricole) s'associe également à la journée d'action du 16, car elle constate que *« les mesures conjoncturelles appliquées ou envisagées par le gouvernement ne correspondent pas à l'effort d'organisation des producteurs »*.

Les quelque deux mille cultivateurs de l'Ile-de-France ont manifesté sur les Champs-Elysées, mardi 10 septembre. Dans le calme : distribution de tracts aux passants, dépôt d'une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu et embouteillages. Manifestations également dans divers pays de la C.E.E. : en Basse-Saxe, trois cents tracteurs ont barré la circulation aux environs de Hanovre ; en Ecosse, plus de deux mille agriculteurs ont défilé dans les rues d'Edimbourg au son de la cornemuse.

● LES INGENIEURS DU GENIE RURAL DES EAUX ET FORETS (IGREF) ont décidé d'une journée d'action pour le jeudi 12 septembre afin de protester contre les mauvais traitements infligés à un des leurs, le directeur départemental de l'agriculture de la Corse, « déculotté » par des manifestants le 27 août à Ajaccio. Le Syndicat national des IGREF indique qu'il portera *« la plus grande attention aux suites que donnera le gouvernement à cette affaire afin que réparation soit obtenue »*.

CORRESPONDANCE

Pourquoi chercher querelle aux betteraviers ?

A la suite de l'éditorial du Monde, *daté du 5 septembre, intitulé* « Manœuvre sur le sucre », *M. F. Schweisguth, planteur de betteraves à Gournay-en-Bray (Seine-Maritime), nous écrit :*

Je n'approuve pas les déclarations de M. Cayre, directeur de la C.G.B., en ce qui concerne une éventuelle pénurie de sucre en France. La position prise par la C.G.B. n'est pas acceptable. Elle est dangereuse et malhonnête (je suis syndiqué et je donnerai mon opinion à la C.G.B.).

Cela dit, si je ne me trompe, voilà plusieurs mois ou années que les syndicats betteraviers européens, rejoignant en cela des experts du marché du sucre, prédisent une crise mondiale du sucre vers 1975. L'affirmation selon laquelle « les planteurs de betteraves ont naturellement fait tout ce qu'il fallait depuis dix ans pour limiter la production de sucre de canne » semble parfaitement gratuite. Quels planteurs de betteraves ? Les Européens ? Les Russes, premiers producteurs de sucre de betterave ? Quels moyens ont-ils employés ?

La faible progression de la culture de la canne n'a-t-elle pas d'autres causes ? Ne serait-elle pas due plutôt au faible prix mondial du sucre dans les années 60 ? Aux difficultés de mécanisation d'une récolte qui nécessite, comme je l'ai vu, une main-d'œuvre importante faisant un travail pénible ? Et puis, n'oublions pas les causes politiques.

Le sucre est, comme vous le dites, un aliment énergétique intéressant et facilement stockable et transportable. Ne faut-il pas chercher par tous les moyens à en développer la production dans les années qui viennent ? Pourquoi chercher querelle aux betteraviers, qui peuvent produire davantage ? (...).

Vous faites reproche aux planteurs français d'avoir bénéficié de prix de protection. (Entre nous, ils ne sont pas les seuls : S.N.C.F., R.A.T.P. et... papier de presse). Ces prix ne s'appliquaient qu'à une partie de la production (quota A), le reste (quota B) étant sensiblement au prix mondial.

Dernière remarque : vous vous en prenez au « lobby » puissant et organisé des betteraviers. Comment faut-il définir un « lobby » ? Comment peut-on appeler le Syndicat du livre C.G.T. ? Il vous est évidemment difficile d'en parler dans vos colonnes, dans l'impossibilité où vous seriez de l'imprimer !

La bonne organisation de la C.G.B. découle du fait que la betterave, pour être utilisée, doit être transformée et que cette transformation ne peut se faire que dans des usines (coopératives ou capitalistes) qui sont en nombre relativement petit en France. Il y a autant de syndicats que d'usines et tous les planteurs ou presque sont syndiqués (mais on peut être planteur et non syndiqué). Le petit nombre de syndicats ayant le même but fait la cohésion et la force de la C.G.B., malgré le nombre important de planteurs.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Trois ministres visitent le centre de Créteil

M. Michel Durafour, ministre du travail, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, et M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, ont visité, le 10 septembre, le centre de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) de Créteil (Val-de-Marne), l'un des plus modernes de cet organisme.

Visite sans protocole et sans discours. *« Nous sommes là*, a dit M. Durafour, *pour connaître et voir de près comment fonctionnent nos services. Connaître par dossier est insuffisant. »*

A la question d'un journaliste, il a jouté : *« Nous ne sommes pas là non plus parce que nous avons des craintes pour l'emploi. Je n'ai pas d'inquiétude à ce sujet. Mais la formation professionnelle nous intéresse et nous voulons la connaître par les faits. »*

Les ministres ont entendu un bref exposé de Mme Lydie Pechardre, directrice du centre, puis ont conversé avec les enseignants et les élèves. Mme Giroud s'est naturellement préoccupée de l'emploi des femmes et s'est étonnée de la jeunesse des stagiaires, faisant remarquer que l'éducation nationale n'apportait peut-être pas l'effort nécessaire pour donner aux jeunes les moyens d'apprendre un métier.

Le centre, qui a été inauguré le 18 juin 1973 par M. Georges Gorse, alors ministre du travail, accueille mille stagiaires par an. La plupart sont domiciliés dans la région parisienne et se répartissent dans cinq spécialités : emplois de bureau (le plus gros secteur), commerce, informatique, vêtements, radio-électronique.

Jusqu'à présent, les femmes ont été plus nombreuses (79 %) que les hommes (21 %). Elles peuvent être hébergées par le centre (deux cents lits en chambres individuelles) alors que les hommes disposent de locaux appartenant à des organismes spécialisés (foyers), à proximité plus ou moins immédiate.





(Publicité)

L'ece au service de la nécessaire polyvalence des dirigeants et des cadres

Les cadres dirigeants sont très vite — s'ils n'y prennent garde — « dépassés ». Dépassés dans leur propre technique. Mais également dépassés par les problèmes de gestion, dont ils n'ont souvent qu'une connaissance acquise sur le tas. On ne fait plus de la gestion comme M. Jourdain faisait de la prose.

Le directeur technique, par exemple, ne peut se désintéresser de la politique générale de l'entreprise. Souvent, il y est insuffisamment préparé. Pour développer son efficacité personnelle, il doit mieux connaître l'ensemble des techniques de gestion, qui sont de plus en plus complexes. Il ne peut éviter de se « décloisonner », de se « déspécialiser ». Plus sa carrière s'affirme, plus il doit se familiariser avec la gestion générale de l'entreprise. Ce qui est vrai du directeur technique, l'est aussi du directeur commercial, du directeur comptable, du directeur du personnel...

A cette meilleure connaissance générale des « rouages » de l'entreprise et de la mise en œuvre de sa politique, s'ajoute, pour un cadre dirigeant, un autre impératif : celui de savoir animer un groupe d'hommes. Les problèmes humains dans l'entreprise ont une importance considérable. Ce n'est pas tout de savoir. Il faut savoir animer, savoir suggérer, savoir faire passer. Sans bon climat social, pas de véritable efficacité dans l'entreprise.

Apprendre à bien gérer, certes, mais avec le souci des personnes, tel est le but fondamental de l'Ecole du chef d'entreprise, E.C.E., créée en 1945 par une organisation patronale, le C.F.P.C.

Un programme général

LA PRATIQUE DU MANAGEMENT

TRENTE ans dans le domaine du perfectionnement, cela compte. Bien avant toute législation sur la formation continue, l'E.C.E. a, en effet, mis sur pied un programme de synthèse permettant aux cadres et aux dirigeants de s'adapter aux méthodes modernes de gestion, de s'entraîner à aborder les problèmes dans une large perspective de synthèse, d'améliorer leur expérience et de dépasser leur spécialité : ce programme — toujours en évolution — s'intitule « La pratique du management ». Plus de 7 000 cadres-dirigeants l'ont suivi : pourquoi ce succès ?

Programme

(Octobre 1974 à juin 1975.)

L'E.C.E. propose aux auditeurs un enseignement qui donne une vision globale de l'entreprise dans un esprit généraliste. Elle atteint cet objectif par le décloisonnement et l'intégration des fonctions de l'entreprise.

Tout d'abord un rappel de connaissances fondamentales permet aux auditeurs de remettre à jour leurs connaissances de base indispensables pour suivre avec profit l'ensemble de l'enseignement. C'est pourquoi il est traité sous forme d'un séminaire au début de la session.

Ensuite est abordée la pratique du management, qui se déroule autour des trois axes suivants :

I. LES GRANDES FONCTIONS DE L'ENTREPRISE

● **Le marketing** : l'étude de la fonction marketing se divise en trois parties centrées sur : le marché, la mise en marché, la communication avec le marché.

Un quatrième point est consacré aux échanges internationaux.

● **La finance** : cette partie a pour but de présenter la gestion financière dans son ensemble. Après avoir étudié les flux financiers et les mécanismes de financement à court et à long terme, elle traite de l'avenir financier de l'entreprise.

● **La production** : il ne s'agit pas dans cette partie de l'étude détaillée des systèmes de production, mais de présenter les problèmes issus de la fonction production et des relations de celle-ci avec les autres fonctions de l'entreprise.

● **Les hommes dans l'entreprise** : quatre points évoqués ; ils concernent les sciences du comportement (éléments psychologiques et sociologiques), les rapports des hommes et de l'organisation, la gestion du personnel, la gestion participative.

II. L'ENTREPRISE ET SON CONTEXTE

● **L'environnement** : l'entreprise est un élément s'intégrant dans des ensembles interdépendants : économique, social, politique, régional, national, international. Elle fait partie d'un contexte dont elle est à la fois moteur et sujet.

● **Management et méthodologie** : l'état d'esprit et les méthodes du management sont communs à toutes les fonctions et à tous les niveaux de l'entreprise. Il convient donc de les aborder de façon préliminaire.

● **Les outils du management** : cette partie étudie les méthodes quantitatives, les techniques informatiques et la créativité, conditions d'un management efficace.

● **Le droit et l'entreprise** : cette partie développe la « règle du jeu » que tout dirigeant doit connaître.

III. LA POLITIQUE GENERALE BUTS ET MOYENS

Les éléments étudiés ci-dessus sont intégrés dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie. C'est pourquoi sont traités dans cette partie les sujets suivants : les systèmes d'information, le contrôle de gestion, la politique générale de l'entreprise, stratégie et structure, l'éthique.

L'ensemble forme 50 « cours ».

Méthode pédagogique

La méthode pédagogique de l'E.C.E. répond à une double préoccupation :

— Etre accessible aux Parisiens, aux provinciaux et aux étrangers (voir article ci-contre) ;

— Permettre une acquisition de connaissances et une confrontation d'expériences. Elle fait en effet appel pour chaque « cours » :

● Au travail personnel sur documents écrits,

● Au travail en équipe sur études de cas (réunions hebdomadaires),

● Au dialogue avec les différents chargés de cours sous forme de conférences-discussions.

Ces conférences-discussions ont lieu sous deux formes différentes, entre lesquelles les auditeurs doivent choisir lors de leur admission :

HORS HEURES DE TRAVAIL	PENDANT LES HEURES DE TRAVAIL
Le lundi, de 17 h. 30 à 20 h. 30, ainsi qu'un samedi matin par mois.	Au cours de quatre sessions organisées à Paris en octobre, décembre, mars et juin (chacune cinq jours consécutifs ouvrables).

Les auditeurs de province suivent, en principe, les quatre sessions organisées à Paris. Toutefois, lorsque l'E.C.E. peut grouper un nombre suffisant d'auditeurs dans une même région (minimum vingt inscrits), elle peut organiser une décentralisation partielle de son enseignement avec des modalités propres. C'est ainsi qu'une telle décentralisation a pu être organisée en 1973-1974 en Alsace, en Lorraine, dans le Midi-Pyrénées et en Poitou-Charente.

Animateurs

Une des originalités de l'E.C.E. dans le domaine du perfectionnement est d'être animée par des responsables d'entreprise. Le corps professoral est composé d'hommes engagés dans la vie économique ou de conseils d'entreprise qui font part de leur expérience et dont tout l'« enseignement » est simple, concret, pratique. L'appel à des théoriciens du management est inconnu à l'E.C.E.

A qui s'adresse « la pratique du management » ?

La « Pratique du management » s'adresse :

— Aux dirigeants d'entreprise — essentiellement moyennes et petites entreprises — qui veulent constamment s'adapter aux méthodes modernes de gestion ;

— Aux cadres ayant depuis plusieurs années déjà l'expérience de la vie de l'entreprise mais qui veulent dépasser leur spécialité pour mieux se situer dans l'ensemble complexe de ses activités.

Un esprit, une « école »

Ce programme de la « Pratique du management » a donc fait ses preuves. Et c'est sans doute à travers lui que se justifie le plus — et s'explique — le nom choisi : Ecole du chef d'entreprise.

Il s'agit d'aider les cadres-dirigeants à être plus polyvalents face à une interdépendance croissante des techniques de gestion. Mais il s'agit aussi de le devenir dans une optique de dépassement de soi — accroître l'efficience personnelle — et dans la volonté de servir l'entreprise et les hommes qui y collaborent. Ceci est la marque de l'« esprit E.C.E. », qui réellement a fait école et auquel ses anciens auditeurs sont particulièrement attachés. « Ecole », oui..., car tout l'enseignement est donné en référence à une certaine éthique des affaires : l'économie au service de l'homme.

La rentrée du cycle « Pratique du management » est fixée le lundi 7 octobre. Tous les candidats doivent remplir un dossier de candidature et avoir deux entretiens : avec un membre de la direction et avec un ancien auditeur. Il faut donc se renseigner de toute urgence auprès de l'E.C.E. pour avoir communication du programme complet « Pratique du management » et recevoir un dossier de candidature.

L'E.C.E., un des quatre partenaires du GERME (1)

CREE il y a deux ans sous la présidence de M. Chenevier, président-directeur général de la Société française des pétroles BP, le groupe d'enseignement et de recherche pour le management européen (GERME) a un double but :

— Il entend, d'une part, en coordonnant des programmes jusqu'ici distincts, faciliter et simplifier l'information des responsables de formation et des cadres en matière de perfectionnent.

— Il entend, d'autre part, et surtout, accroître les échanges et la recherche pédagogique entre les établissements fondateurs :

● Le C.R.C. (Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprises) ;

● Le C.N.O.F. (qui comprend deux divisions : l'Association française de management et le Centre d'enseignement du management) ;

● L'ECE (Ecole du chef d'entreprise) ;

● Et enfin l'ISSEC (Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales).

Cette initiative permet un enrichissement mutuel des corps professoraux par de nombreux échanges d'expériences. Elle facilite une collaboration de plus en plus étroite entre des institutions d'enseignement qui, depuis plus de vingt-cinq ans, se consacrent à la formation continue.

(1) Voir *le Monde* des 5 et 10 septembre 1974.

GERME, 16, rue du Plâtre, 75004, Paris ; téléphone : 887-31-39.

E.C.E. et A.E.C.E.

L'E.C.E. et l'A.E.C.E. — Association des anciens élèves de l'E.C.E. — sont très liées.

L'Association des anciens élèves de l'E.C.E. constitue le fer de lance de l'E.C.E. L'E.C.E. souhaite recevoir, de ses anciens, informations et remarques sur ses programmes et sur ses initiatives. Le tiers du conseil d'administration de l'ASFO-E.C.E. est composé d'anciens, parmi lesquels l'un des vice-présidents de l'E.C.E. est désigné.

Inversement, l'A.E.C.E. compte sur l'E.C.E. et sur le C.F.P.C. pour l'aider dans son service entraide. L'A.E.C.E. est aussi au service de l'E.C.E. pour le bon démarrage des promotions : réception des candidats, parrainage des équipes de travail.

Le dynamisme de l'A.E.C.E. — qui organise, d'autre part, des voyages d'études, des conférences, des dîners-débats, et publie un bulletin d'informations et un annuaire — est à l'image de celui de l'E.C.E.

Au-delà de la région parisienne : LA PROVINCE ET L'ÉTRANGER

UNE éthique, c'est un état d'esprit, mais pour l'E.C.E. c'est aussi un esprit de service. Dès sa création, l'E.C.E. s'est préoccupée de diffuser son enseignement, non seulement en région parisienne, mais également en province. Elle y a réussi puisque chaque année la moitié des auditeurs du cycle la « Pratique du management » résident en province. Et ceci... depuis trente ans !

L'E.C.E. en province

Cette constance, le souci de rendre le meilleur service possible, ont amené l'E.C.E., depuis quelques années, à décentraliser tout ou partie de son enseignement, soit pour répondre à des besoins plus précis qu'elle a constatés elle-même, soit pour répondre à des demandes d'anciens auditeurs, d'organisations professionnelles ou d'organismes de formation. L'organisation particulièrement souple de l'E.C.E. lui permet d'intervenir rapidement, sans vaine préoccupation de concurrence, dans le respect de la politique régionale de formation.

C'est ainsi que — avec le programme la « Pratique du management » — trois centres E.C.E. voient leur développement s'amplifier en 1974-1975 :

— Haute-Alsace, autour des trois villes de Belfort, Mulhouse, Colmar ;

— Lorraine, autour de Nancy et Metz ;

— Midi-Pyrénées, autour de Toulouse, Albi, Castres, Mazamet et Carcassonne.

Par ailleurs, des programmes spécifiques — dérivés de la « Pratique du management » — seront mis en place en 1974-1975 dans d'autres régions : Charentes, Languedoc-Roussillon.

Les mutations économiques sont inévitables, en région parisienne comme en province. A travers l'actualité la plus immédiate, nous savons qu'elles s'effectuent parfois douloureusement. En préparant les hommes à réduire les tensions dans l'entreprise et à « épouser » une conjoncture nouvelle en s'y étant préparés, l'E.C.E. répond à sa vocation de service.

L'E.C.E. sans frontières

En Europe et au-delà, l'E.C.E. a toujours cherché à être présente. Chaque année, elle compte parmi ses auditeurs une dizaine de cadres-dirigeants appartenant à toutes les régions du monde.

Mais elle a fait plus. A la demande d'organisations patronales étrangères, elle a prêté son concours pour le lancement de centres de perfectionnement qui se sont fortement inspirés de son esprit, de ses programmes et de ses méthodes. Dans un passé très proche, ce fut le cas au Brésil, au Chili, en Uruguay, au Portugal.

Par ailleurs, ses anciens auditeurs étant particulièrement nombreux en Côte-d'Ivoire (comme dans la plupart des anciennes colonies françaises), elle a participé avec l'INADES à la création récente du Centre ivoirien du Management à Abidjan, et en reste le principal conseiller pédagogique.

EN COLLABORATION AVEC LE C.R.C. UN AUTRE CYCLE GÉNÉRALISTE

Depuis 1974, ECE. et C.R.C. ont mis au point un cycle s'adressant aux dirigeants de « haut niveau », dont les responsabilités impliquent une « vue prospective de l'entreprise ». Ce cycle s'intitule « La direction moderne de l'entreprise moyenne ». Il s'agit d'entraîner les participants à diagnostiquer les problèmes généraux des entreprises, à identifier les facteurs de décision et à élaborer des solutions pratiques et réalistes. Cette session d'une durée de quinze jours (cinq fois trois jours) a lieu soit au siège de l'E.C.E., 24, rue Hamelin, Paris-16e, soit sous forme de séminaire résidentiel au C.R.C. Grand-Château, à Jouy-en-Josas. Les animateurs sont ceux de l'E.C.E. et du C.R.C.

OPÉRATION PORTES OUVERTES

La direction de l'ECE et ses principaux animateurs, ainsi que les responsables de l'Association des anciens élèves, seront à la disposition des visiteurs pour donner toute information sur l'ECE, ses programmes, ses méthodes, le

LUNDI 23 SEPTEMBRE, DE 17 H. à 20 HEURES
AU SIEGE DE L'ECE, 24, RUE HAMELIN
75116 PARIS.

M. Yvon Chotard, président de l'ECE, vice-président du GERME, vice-président du C.N.P.F., animera à cette occasion une discussion sur la place de l'ECE dans la formation continue.

LES SESSIONS DE COURTE DURÉE

A la demande de nombreux dirigeants de moyenne entreprise, et également à la demande de ses anciens auditeurs, l'E.C.E. a mis sur pied au cours des dernières années plusieurs sessions de courte durée qui s'adressent plus spécialement aux chefs d'entreprise et aux cadres-dirigeants de P.M.E. Voici les sessions prévues en 1974-1975. Le programme détaillé de chacune d'entre elles peut être envoyé sur simple demande. La durée de ces sessions varie d'une à quatre journées.

Management général

Série 01 : La succession dans les sociétés de famille et dans les petites et moyennes entreprises.

Série 02 : La société anonyme à directoire et conseil de surveillance : élément de solution aux problèmes des petites et moyennes entreprises.

Série 03 : Entreprise individuelle ou société ?

Série 04 : Le statut fiscal du chef d'entreprise.

Série 05 : Innover pour s'adapter : problème de la petite et moyenne entreprise.

Série 06 : La petite et moyenne entreprise face au défi de l'inflation.

Série 07 : Comment l'entreprise sous-traitante peut-elle surmonter ses contraintes propres.

Organisation et gestion

Série 08 : La politique commerciale dans les petites et moyennes entreprises.

Série 09 : Les conditions d'une action efficace de la force de vente d'une petite et moyenne entreprise.

Série 10 : Les crédits de modernisation et d'équipement pour les petites et moyennes entreprises.

Série 11 : Le contrôle de gestion dans les petites et moyennes entreprises :
— Industrielles ;
— Commerciales ou prestataires de services.

Série 12 : Opportunité et préparation de l'accession à l'informatique dans la petite et moyenne entreprise.

Sciences humaines

Série 13 : Les rapports humains dans la petite et moyenne entreprise : une politique spécifique de personnel.

---

ece Centre de perfectionnement des chefs d'entreprise et des cadres supérieurs
24-26, rue Hamelin, 75116 PARIS – Tél. : 553-31-59

NOM : .... Prénom : ....

Adresse personnelle : ....

.... Tél. ....

ou

Adresse professionnelle : Société ....

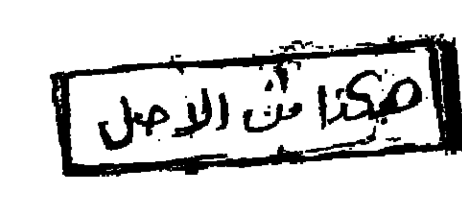
.... Tél. ....

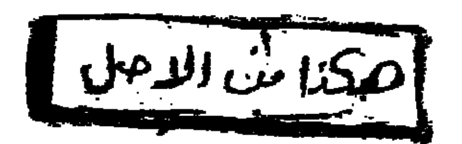
Je souhaite recevoir une documentation sur les actions de perfectionnement de l'E.C.E. en 1974-1975.

Je suis spécialement intéressé par ....

Date : ....

Signature : ....





LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

La régie Renault renoncerait à la reprise de Titan-Coder

Les chances d'une reprise de Titan-Coder par la régie Renault sont désormais très fragiles après le point de la situation qui a été fait mardi 10 septembre au siège de la Régie avec les représentants de l'industrie de la semi-remorque. La firme nationale a en effet annoncé, selon les termes d'un message adressé mardi après-midi par l'administrateur provisoire de Titan-Coder, Mᵉ Chassagnon, à M. Emile Uras, secrétaire du comité central d'entreprise, qu' « en l'état actuel du marché de la semi-remorque, gravement atteint par la dépression, elle ne voit pas comment elle pourrait poursuivre l'exploitation de l'entreprise au travers d'une société de gérance ». *Renault a toutefois offert de participer à la recherche d'une solution économique viable. En fait, il paraît très improbable que les juges du tribunal de commerce de Paris, qui doivent se prononcer le 16 septembre à propos du dépôt de bilan effectué le 31 juillet par Titan-Coder, accordent un nouveau sursis à l'entreprise.*

« La date du 16 septembre, *avaient-ils souligné à leur audience du 29 août*, est une date limite qui ne saurait être dépassée. » *Seule, alors, l'intervention de Renault avait sauvé Titan-Coder. La Régie donnant l'impression de se récuser, le sort de l'entreprise est donc scellé. Le gouvernement laissera-t-il s'accomplir l'irréversible ? Il prendrait alors le risque de voir se déclencher un grave conflit social. L'intersyndicale de Titan-Coder se tient d'ailleurs prête à organiser une* « marche sur Paris ». *D'autre part, M. Edmond Garcin, député et maire communiste d'Aubagne, a demandé au nom des parlementaires communistes des Bouches-du-Rhône et en celui des députés* « dont la circonscription est touchée par la crise de Titan-Coder », *à être reçu en audience* « avant le 16 septembre » *par le ministre de l'industrie et de la recherche scientifique, M. Michel d'Ornano.*

De notre correspondant régional

Marseille. — Titan-Coder, est-ce fini ? « *Les conversations continuent* », a indiqué Mᵉ Chassagnon dans son message aux salariés de l'entreprise. La régie Renault n'a peut-être pas définitivement renoncé. Elle exclut sûrement en revanche toute solution définitive à la reprise de Titant-Coder avant le 16 septembre. Reste alors l'espoir qu'elle accepte de signer un contrat de gérance provisoire qui pourrait par exemple ne pas la lier plus de deux mois mais lui permettrait d'autopsier sérieusement l'entreprise. En toute hypothèse, il ne saurait toutefois être question pour elle de mettre de l'argent dans l'affaire ni maintenant ni plus tard. Or la trésorerie fait totalement défaut et les pertes prévisibles d'exploitation sont de 5 millions de francs par mois.

La Régie ne cache pas en fait qu'une absorption du premier constructeur français de semi-remorques ne correspond nullement à l'objectif de diversification économique qu'elle s'est fixé. Les investigations auxquelles elle s'est livrée la semaine dernière et les contacts pris avec la profession n'ont fait qu'accentuer sa réserve. Le secteur de la construction du matériel roulant est en France durement touché par les effets de l'inflation, et rien n'indique que *les ventes, inférieures de 60 % à celles de l'année précédente*, se redresseront dans un proche avenir.

La Régie a pu ainsi constater que Trailor et Fruehauf, les deux leaders de la profession, ne s'intéressaient qu'à la marque commerciale et à la part de marché (16 %) de Titan-Coder. Pas à une reprise de l'appareil industriel.

La mission d'enquête de la Régie, placée sous la responsabilité de M. Meesmacker, secrétaire général du groupe Renault, a découvert un appareil industriel *dont les structures demeurent très traditionnelles*. Les trois usines de Titan-Coder à Marseille, à Maubeuge et à Villefranche-sur-Saône appartiennent à la même génération d'établissements du début du siècle et, de la construction ferroviaire à celle du matériel roulant routier, ont une filiation commune.

Mais leur localisation, leur configuration, leurs effectifs, leurs capacités de production et leurs productions elles-mêmes font de chacune un cas particulier. L'usine de Marseille, dépouille des anciens établissements Coder, dont les installations dans la vallée de l'Huveaune s'étendent sur 37 hectares, emploie mille cent vingt salariés. Un problème : son hypertrophie.

A la différence de celles de Maubeuge, les activités de l'usine marseillaise sont cependant complémentaires : moitié route, mécanique et armements, moitié fer (1). Elle tire également avantage de sa position géographique, au seuil des marchés méditerranéen et du Proche-Orient, que la réouverture prochaine du canal de Suez et les pétrodollars rendent très prometteurs.

L'usine de Maubeuge, elle, avec ses 850 salariés, a subi d'autant plus durement la crise du marché intérieur de la remorque qu'elle ne fabrique essentiellement que du matériel roulant routier. En juillet, sa production mensuelle était tombée de 280 à 100 véhicules et les horaires avaient été réduits de quarante-trois heures à quarante heures. Seul travail de secours : la fabrication de containers, à la faveur d'un important contrat passé en mai avec une société suisse (la commande porte sur 1 550 containers, dont 1 100 restent à livrer d'ici au 20 janvier, au rythme de 250 par mois, correspondant à environ dix-huit mille heures productives).

L'établissement de Villefranche-sur-Saône, enfin, occupe une place tout à fait singulière au sein de Titan-Coder. Il a la dimension d'une P.M.E. (350 salariés) et, comme les « indépendants » de la profession, est très spécialisé dans certaines productions, notamment les citernes sur camion, dont il est le premier fabricant en France.

« *Nous avons touché du doigt les immenses difficultés que suppose le redémarrage d'un tel ensemble industriel dans le contexte économique actuel* », confie-t-on au secrétariat de la Régie. Des solutions pourraient cependant être envisagées, usine par usine. A Marseille, les conditions sont favorables à un développement des activités de la réparation ferroviaire. La S.N.C.F. allouerait cent mille heures par mois au lieu de soixante-quinze mille actuellement, ce qui rendrait possible la reconversion de plusieurs dizaines de salariés du département route. L'ancienne usine Coder peut également renforcer ses productions d'armements si l'État, détenteur des marchés, veut bien participer au sauvetage. A Maubeuge, enfin, une reconversion partielle dans la fabrication des containers paraît tout indiquée. Deux cents salariés de la construction routière en bénéficieraient, tandis que deux cents à deux cent cinquante autres pourraient être repris par le groupe des A.N.F. Ce sont là des solutions provisoires qui ne sauraient résoudre le problème industriel qui est posé. L'affaire Titan-Coder n'en est peut-être qu'à son début.

GUY PORTE.

(1) Les hypothèses de production faites en mai 1974 donnaient la répartition suivante : 55 750 heures pour la réparation ferroviaire et *52 250 heures*, correspondant à un programme de 140 véhicules par mois, pour la route, la mécanique et l'armement.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LA PRODUCTION MONDIALE DE FARINE DE POISSON devrait nettement progresser cette année, passant à plus de 4,5 millions de tonnes, soit une hausse d'environ 25 % par rapport à 1973, estime le département de l'agriculture des Etats-Unis. Selon ces prévisions, les exportations mondiales de farine de poisson devraient se chiffrer cette année à 2,1 millions de tonnes (plus 29 % sur 1973), les exportations péruviennes passant à 1,1 million de tonnes (contre 350 000 en 1970) cette année.

Automobile

● LA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT SE POURSUIT A L'USINE PEUGEOT DE MULHOUSE, où cinq cents postes nouveaux sont créés pour faire face à de nouvelles commandes, notamment étrangères, portant sur la 104 (*le Monde* du 6 septembre). Deux cents ouvriers ont déjà été embauchés sur place, en provenance de Strasbourg, d'Epinal et du Haut-Rhin, par l'intermédiaire de l'Agence nationale pour l'emploi. Des opérations de recrutement ont eu lieu les 5 et 6 septembre à Reims, d'autres sont prévues les 20 et 21 à Nancy, du 23 au 27 à Strasbourg et les 27 et 28 septembre à Metz.

● CHOMAGE PARTIEL DANS L'AUTOMOBILE. — La direction de Volkswagen a annoncé que 49 000 de ses 118 000 ouvriers seraient à nouveau mis en chômage partiel du 23 au 27 septembre. Depuis le mois d'avril, au total vingt-cinq journées de chômage partiel ont touché plusieurs usines du groupe.

De son côté, la direction de Ford-Allemagne a annoncé l'introduction de périodes de chômage partiel dans certaines de ses usines. A Sarrelouis, 3 500 ouvriers sont en chômage partiel depuis le 2 septembre et le resteront jusqu'au 27 septembre. La même mesure sera prise pour 8 000 salariés des usines de montage de Cologne-Niehl, du 24 au 30 septembre, et pour 1 600 autres de l'usine de Dueren, du 23 au 27 septembre. — (*A.F.P.*)

Économies étrangères

● LA TENDANCE A LA BAISSE DES TAUX D'INTERETS se confirme en R.F.A. : après la Deutschebank, qui avait annoncé, fin août, la réduction de 14 à 13,5 % des intérêts payés sur les découverts des comptes courants, la Dresdnerbank, deuxième banque de R.F.A., vient de prendre une mesure similaire en ramenant ces taux de 14,5 à 14 %. La troisième banque allemande, la Commerzbank, compte également réduire dans un proche avenir ses taux, qui sont de 14,5 %. Enfin, la quatrième banque, la Bankfuer Gemeinwirtschaft, avait déjà ramené les siens en juillet à 13,5 %. — (*A.F.P.*)

Le gouvernement devrait se prononcer rapidement sur le sort des Tanneries françaises réunies

M. Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a inauguré le lundi 9 septembre la Semaine du cuir. Le ministre, après avoir affirmé qu'il avait conscience des difficultés de la tannerie, a indiqué que les solutions devaient être recherchées dans une concertation loyale au sein de l'interprofession. Une délégation d'une cinquantaine de salariés des Tanneries françaises réunies d'Annonay venus à Paris pour la circonstance occupaient les abords du stand T.F.R. Ils ont entretenu le ministre de leurs inquiétudes sur les quatre cent quatre-vingts emplois de leur firme. L'affaire des T.F.R., premier groupe français de tannerie, a en effet dominé ce salon du cuir. Depuis leur mise en règlement judiciaire le 8 juillet, les pouvoirs publics s'efforcent de trouver une solution. Plusieurs propositions ont été étudiées et la décision devrait être prise incessamment.

Plus que les Tanneries françaises réunies, un homme défraie la petite chronique des gens du cuir. Un homme d'une cinquantaine d'années, au teint bistre, à l'œil noir brûlant. Un homme ambitieux, sûr de lui, qui se surnommait lui-même « *le Napoléon du cuir* », Maurice-Pierre Sidem, ancien président des T.F.R. Haï, certes, il exerce sur ses détracteurs une sorte de fascination. « *Le diable des visiteurs du soir* », affirment certains. « *Il a réussi*, avoue Mᵉ Chevrier, le syndic du groupe, *à se faire craindre et détester de presque toute la profession* ». Depuis sa démission, en mai, les langues sont allées bon train, et les rumeurs sentent le soufre...

Couronnées de succès, les méthodes de l'ancien président des T.F.R. n'auraient sans doute jamais été mises en cause. Mais l'histoire des T.F.R., commencée comme un conte industriel, finit en dossier brûlant sur le bureau du premier ministre. Lorsqu'en 1970 M. Sidem « sauve » trois entreprises en déroute et crée les T.F.R., qui deviennent la première tannerie française, employant plus de deux mille personnes et assurant près de 25 % de la production nationale de cuirs et peaux tannées, il affirme vouloir restructurer le secteur. Mais, dans la profession, on murmure déjà que le fondateur des T.F.R. ne vise qu'à renforcer sa puissance.

L'entreprise est risquée : les trois tanneries sont dans une situation précaire, le marché peu sûr et l'activité soumise à des crises cycliques importantes. De plus, l'opération coûte cher. Ce sont sans doute les raisons qui incitent l'IDI à refuser un prêt de 15 millions de francs, prêt qui sera finalement consenti par le F.D.E.S. Très vite les craintes se révèlent fondées. Les charges financières pèsent trop lourd, la productivité se situe parmi les plus basses du secteur. La forte hausse des peaux et cuirs bruts en 1971 et 1972 n'arrange rien.

Depuis 1970, affirme-t-on à la Fédération de la tannerie, les T.F.R. n'ont enregistré qu'un seul résultat bénéficiaire. Enfin, en 1973, le coup de grâce : une opération avec l'Inde qui se révèle catastrophique. Les peaux enlevées à bas prix présentent des défauts tels qu'aucun acheteur ne les accepte, les Français pas plus que les Russes qui demandent le refaçonnage d'une part du lot et refusent le reste. Près de 5 millions de pieds (1) inutilisables encombrent encore la réserve de l'usine du Puy-Ardoise : une perte d'exploitation de 22 millions de francs.

En mars 1974, M. Sidem demande et obtient la suspension provisoire des poursuites, puis, devant l'aggravation de la situation financière, est contraint par l'administrateur provisoire de démissionner du conseil d'administration, le 7 mai. Le 8 juillet, le tribunal de commerce prononce la mise en règlement judiciaire du groupe et ordonne la fermeture des deux usines d'Annonay.

La fin des T.F.R. ?

La fin des T.F.R. ? Depuis deux mois, les pouvoirs publics s'efforcent de mettre sur pied une solution industrielle. Le problème se pose cependant en termes différents pour l'unité d'Annonay et pour l'ensemble constitué par les deux usines du Puy et de Bort-les-Orgues.

En ce qui concerne la première, seule la détermination des ouvriers a permis d'éviter la fermeture définitive des usines. Une poignée d'hommes et de femmes courageux (quatre cent quatre-vingts au total), pour la plupart *âgés et très attachés à leur métier*, occupent les usines depuis le 12 juillet. A leur actif, de nombreuses actions, dont la journée « portes ouvertes » du 25 août qui a attiré sur leur cas l'attention de l'opinion publique. Leurs efforts, soutenus par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., ainsi que l'élection prochaine du député de l'Ardèche, ont activé les négociations. Mais, mis à part l'initiative avortée de quelques mégissiers de Mazamet, peu de candidats se sont présentés pour reprendre les tanneries. La proposition d'un industriel étranger au secteur serait actuellement étudiée. Le reclassement progressif d'une large partie du personnel semble inévitable. Le préfet de l'Ardèche a ainsi annoncé, le 28 août, que la Saviem, implantée à Annonay, reprendrait dans un premier temps une centaine de salariés. L'installation dans la commune d'une usine du groupe Trigano a été également envisagée.

L'ombre britannique

En ce qui concerne les usines du Puy et de Bort-les-Orgues, par contre « *les appétits se déchaînent* », affirme Mᵉ Chevrier, syndic du groupe. Il explique que l'entreprise connaît, depuis le mois de juillet, une activité satisfaisante. Les carnets de commande sont, à la surprise générale, bien garnis. Il espère faire, en septembre, un chiffre d'affaires de 20 à 21 millions. Aussi les propositions se sont-elles multipliées. Au premier plan de redressement proposé, dès le mois de juin, par M. Viollet, ancien président des tanneries B.C.S., avec les tanneries du Bugey (contrôlées par le groupe britannique Barrow Hepburn) et la société Costil-Tanneries de France, s'est ajoutée l'offre d'une firme hollandaise. On parle également d'une proposition qui aurait été présentée par un groupe de fabricants de chaussures à laquelle participerait indirectement M. Sidem. Ce ne sont que des rumeurs, mais la présence de l'ancien président au stand T.F.R., lors de l'ouverture du Salon du cuir, les a ravivées.

Mᵉ Chevrier reste néanmoins persuadé qu'une initiative de cette sorte n'aurait « aucune chance » de succès auprès des pouvoirs publics.

Le plan qui semble devoir l'emporter est celui présenté à titre personnel par M. Viollet, bien qu'il ait déjà été refusé en juin. Le ministère de l'industrie et de la recherche a en effet repris les négociations avec les trois industriels alliés (M. Viollet, Barrow Hepburn et Costil). Les discussions butent cependant sur deux points.

Le financement, d'abord. S'ils acceptent le plan, les pouvoirs publics devraient verser, outre le montant des indemnités de licenciements et les sommes déjà accordées pour maintenir l'exploitation des T.F.R. jusqu'à présent, une nouvelle subvention (d'une vingtaine de millions de francs) destinée à couvrir les pertes de la société pendant la période de réorganisation. Les trois industriels sollicitent, de plus, l'octroi d'un prêt à court terme de 50 millions environ pour assurer les besoins en fonds propres de la société d'exploitation qui naîtrait. Les autorités françaises sont d'autant plus réticentes que l'apport de chacun des participants ne dépasserait pas 1,5 million de francs, soit 4,5 millions au total.

Le deuxième point de litige naît de l'influence prépondérante qu'exercerait Barrow Hepburn au sein du nouveau groupe. On n'ignore pas, rue de Grenelle, les « liens étroits » qui unissent M. Viollet au groupe anglais. Le président de Barrow Hepburn, M. Odey, un Anglais débordant de bonhomie et d'humour, avec de petits favoris au gras de la joue et des yeux vifs, malicieux, nie vouloir « manger » la tannerie française. Un « leadership », sans doute, des accords de vente en Grande-Bretagne également, mais pas d'absorption. « *Nous ne désirons pas posséder plus de tanneries que nous ne le devons*, dit-il, *mais nous croyons que si nous ne prenons pas l'initiative de regroupements intelligents en Europe, fondés sur des bases rationnelles, il n'y a aucun avenir pour un tanneur en France ou dans n'importe quel pays de la Communauté.* »

En ce qui concerne la France, le « *regroupement intelligent* » qu'il propose se ferait autour des T.F.R., remises sur pied par des prises de participation minoritaires croisées entre les T.F.R., les tanneries du Bugey et Costil dans le but d'harmoniser leurs politiques d'achat et de vente des peaux ainsi que le volume de leur production. Les trois sociétés réunies sous l'égide de Barrow Hepburn traiteraient plus de 80 % des peaux de veaux en France.

Le dossier est d'autant plus épineux qu'une seule proposition semble viable sur le plan industriel : celle de M. Viollet, considéré gestionnaires du secteur. Mais elle coûte cher et revient à placer sous le contrôle indirect d'une firme étrangère une très large part de la tannerie. La repousser et *attendre l'offre éventuelle* d'un tanneur français ? Le temps presse, ne serait-ce que pour les mille quatre cents salariés qui attendent depuis quatre mois de connaître leur sort. La décision est entre les mains des pouvoirs publics.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 mètre carré équivaut à 10 pieds carrés environ.

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OPEP S'ATTEND A UNE HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE

Les ministres du pétrole des Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) envisageraient, au cours de leur réunion du 12 septembre, à Vienne, de prendre des mesures qui aboutiraient à une augmentation du prix moyen du baril de pétrole d'environ 1,50 dollar par baril, a indiqué, le 10 septembre, dans la capitale autrichienne, le secrétaire général de l'Organisation, M. Abderrahmane Khene. Celui-ci, s'exprimant à titre personnel, estime que l'OPEP augmenterait les prix afin de protéger les bénéfices pétroliers des pays exportateurs de l'inflation mondiale.

De son côté, M. Gustavo Jarrín, ministre équatorien des ressources naturelles, a indiqué que son pays était favorable à un relèvement des prix du pétrole brut.

● LE GOUVERNEMENT BELGE a décidé d'augmenter le prix du gas-oil et du fuel domestique. Le premier passe — à compter du 10 septembre — à 8,65 francs belges le litre (1,05 franc français environ). A compter du 1er octobre, le mazout augmentera de 50 à 60 centimes belges environ. L'augmentation définitive sera fixée après la réunion que doivent tenir à Vienne les pays producteurs exportateurs de pétrole, mais il semble que les autorités belges, déjà persuadées du résultat de ces négociations, aient préférer anticiper. — *(A.F.P.)*

A L'ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LA HAUSSE DES PRIX DE GROS S'EST RALENTIE EN AOUT

En Grande-Bretagne, les prix de gros ont augmenté de 1,25 % en août, ce qui constitue la plus faible hausse mensuelle enregistrée depuis décembre 1973. Ces prix avaient progressé de 1,5 % en juin et juillet et d'environ 3 % en moyenne par mois au début de 1974, avec un « record » de 3,25 % en février. Durant les trois derniers mois (juin à août), le rythme annuel de la hausse s'établit à 18 % contre 30 % de mars à mai.

Cependant le prix des matières premières et combustibles utilisés dans l'industrie de transformation britannique ont augmenté de 1.5 % en août, presque autant que pendant les sept mois précédents. Cette accélération provient d'un renchérissement du prix du pétrole, de certaines denrées et, dans une moindre mesure, de l'aluminium, du nickel et de la pâte à papier, et se répartira au cours des prochains mois dans les prix de gros.

● EN ALLEMAGNE FEDERALE, le coût de la vie n'a pas augmenté en août. En un an, par rapport à août 1973, la hausse s'est établie à 6,9 %. Les prix des produits alimentaires ont baissé de 1 %.

● EN SUISSE, les prix de détail ont augmenté de 1 % en août. En un an, la hausse s'est élevée à 10,5 %.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	10 1/2	11 1/2	8 1/4	9 1/4	9 1/2	10 1/2
1 mois	10 3/4	11 1/4	8 1/4	8 3/4	10 1/8	10 5/8
3 mois	12 1/4	12 3/4	8 7/8	9 3/8	10 3/4	11 1/4
6 mois	12 7/8	13 3/8	9 3/4	10 1/4	11 3/8	11 7/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE L'EST DE LA FRANCE

Émission
d'un emprunt groupé
de **300 000 000 de francs**

11,50 %
garanti par l'État
représenté par 300.000 obligations de 1.000 F nominal émises au pair et amortissables en 14 ans.

Le service de l'emprunt sera assuré conjointement par les quatre S.D.R. de l'est de la France pour les montants respectifs suivants :

CENTREST, société de développement régional de Bourgogne et de Franche-Comté .. 100.500.000 F

LORDEX, société de développement régional de la Lorraine .... 83.100.000 F

SADE, société de développement régional d'Alsace .... 60.500.000 F

CHAMPEX, société de développement régional de Champagne-Ardenne .... 55.900.000 F

L'inscription à la Cote officielle de la Bourse de Nancy sera demandée.

Souscriptions reçues dans les banques et chez les agents de change.

BALO 9-9-74 - Visa COB n° 74.110.

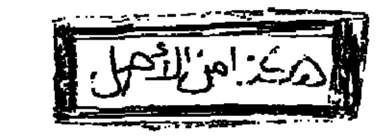
SEFIMEG

Les recettes de la société au cours du premier semestre 1974 se sont élevées à 31,9 millions de francs contre 30 pour la période correspondante de 1973.

Compte tenu de l'indexation des loyers du deuxième semestre et des sommes à recevoir de l'Etat au titre de la garantie accordée pour compenser les effets du blocage des loyers du premier semestre, les recettes de l'année 1974 seront de l'ordre de 66 millions de francs contre 61 l'année précédente.

Cet accroissement des revenus devrait nous permettre comme il était prévu de distribuer au titre de l'exercice en cours un dividende en espèces supérieur à 8 F par action.

Cette progression se poursuivra en 1975, grâce notamment aux recettes nouvelles provenant des constructions achevées en 1974, soit 188 logements et 9 000 mètres carrés de locaux commerciaux situés à Lyon-Villeurbanne et à Paris, boulevard Brune, qui porteront le patrimoine en exploitation de la société à 6 280 appartements et 47 000 mètres carrés de bureaux et commerces.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

10 SEPTEMBRE

Forte baisse

Il fallait s'y attendre après la rechute de Wall Street lundi soir : la Bourse de Paris s'est à nouveau orientée à la baisse et les replis ont été très sévères. Plusieurs valeurs, telles Machines Bull, Printemps, Générale de Fonderie, n'ont pu être cotées à l'ouverture, tandis que les reculs de 5 % n'étaient pas rares.

L'atmosphère autour de la corbeille était plus lourde que jamais, chacun se demandant combien de temps cette dépression boursière était susceptible de durer.

Au nouveau glissement du marché de New-York se sont en effet ajoutées les déclarations saoudiennes sur le pétrole, peu favorables aux Occidentaux, et la menace de plus en plus précise d'une augmentation du brut, sans parler de la hausse des prix agricoles qui sortira des négociations de Bruxelles.

Tous les secteurs ont été touchés, que ce soit l'alimentation, la banque, la construction électrique ou les pétroles.

Même les mines d'or ont payé un lourd tribut à la baisse, se conformant aux indications de Londres et de New-York.

Le métal lui-même s'inscrit en repli, tout au moins le lingot et le kilo en barre (24 560 et 24 620 F contre 24 770 et 24 750 F), tandis que le napoléon, au contraire, était recherché à 266,90 F (+ 0,90 franc).

Bien que les transactions ne se soient guère gonflées (15,8 millions de francs contre 15,1 millions), ce regain d'intérêt pour les pièces traduit une inquiétude renaissante.

Aux valeurs étrangères, baisse générale, à de très rares exceptions près.

LONDRES

Mieux orienté

Les valeurs industrielles sont mieux orientées à l'ouverture mercredi, de même que les pétroles et les fonds d'État.

A l'inverse, les mines d'or sud-africaines sont de nouveau en recul.

OR (ouverture) (dollars) : 152 75 contre 154 60

VALEURS	CLOTURE 10/9	COURS 11/9
War Loan, 3 1/2 % ..	23 7/8	23 7/8
Beecham	150 1/2	154 1/2
British Petroleum ..	295 1/2	300 1/2
Shell	175	178
Vickers	87 3/4	87 3/4
Imperial Chemical ..	174 ...	175 ...
Courtaulds	84 3/4	85 3/4
De Beers	174 ...	174 ...
* Western Holdings ..	31 3/8	31 ...
Rio Tinto Zinc Corp. ..	91 ...	91 ...
* West Driefontein ..	35 1/2	34 3/4

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	9 sept.	10 sept.
Valeurs françaises ..	74,6	73,2
Valeurs étrangères ..	78,5	75,8

C[ie] DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	63,1	61,8

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalité	Derniers cours
Crédit ind. Norm., c. 32.	2 p. 5	14 30
D. E. A., c. 34	1 p. 2	.. ..
Lahaz, c. 30	1 p. 10	..
Lille Industrie, c. 24 ..	1 p. 5	3 40
S. E. V. Marchal, c. 48 ..	3 p. 2	0 90

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics...	....	....
Effets privés....	....	13 3/8 %
Moyen terme....	....	12 1/2 %

NOUVELLES DES SOCIETES

COPAREX. — La filiale à 33 % Corexal est intéressée à une découverte de pétrole à Sumatra, sur un forage dans lequel sa participation s'élève à 7,5 %.

NEW YORK

La baisse continue

Wall Street a continué à se replier mardi dans un marché étroit, la baisse ayant toutefois été moins importante que la veille puisque l'indice Dow Jones n'a perdu que 4,77 points à 658,17, contre 14,93 points lundi. Pour la seconde séance consécutive, les mines d'or et d'argent ont été lourdement touchées, ce qui a influencé les autres compartiments de la cote. Les opérateurs ont été défavorablement impressionnés par une déclaration de M. Schaefer, président de l'Union des banques suisses, selon laquelle, en l'absence de mesures énergiques, un effondrement financier et monétaire menace à l'échelle mondiale.

Plusieurs grandes valeurs ont continué à perdre du terrain, notamment Du Pont de Nemours, I.B.M. et I.T.T. (au plus bas de l'année). Pour autant qu'ils puissent émettre un pronostic sur le court terme, les milieux boursiers pensent que l'indice Dow Jones pourrait revenir à 600, immédiatement ou dans quelques semaines, ce nouveau repli étant suivi d'une sensible reprise.

Le volume des transactions est resté faible : 11,98 millions de titres échangés contre 11,16 millions.

Indice Dow Jones : transports, 138,78 (— 0,13) ; services publics, 80,07 (— 0,13).

VALEURS	COURS 9/9	COURS 10/9
Alcoa	42 1/2	42 1/8
A.T.T.	42 ...	42 ...
Boeing	17 7/8	17 5/8
Chase Manhattan Bank ..	31 1/2	30 1/2
Du Pont de Nemours	118 ...	112 ...
Eastman Kodak	74 3/4	78 ...
Exxon	63 3/8	64 1/8
Ford	39 1/2	39 5/8
General Electric	34 1/2	34 1/4
General Foods	17 3/8	16 3/4
General Motors	38 ...	37 7/8
Goodyear	14 1/4	14 ...
I.B.M.	173 ...	171 1/2
I.T.T.	17 1/8	16 1/4
Kennecott	28 ...	27 3/8
Mobil Oil	38 1/8	38 5/8
Pfizer	23 7/8	24 1/2
Schlumberger	85 ...	85 1/2
Texaco	22 7/8	22 5/8
U.A.L. Inc.	16 3/8	15 1/8
Union Carbide	37 3/8	37 1/8
U.S. Steel	43 1/4	45 1/8
Westinghouse	8 3/4	8 1/4
Woolworth	11 1/8	11 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10/9	11/9
1 dollar (en yens) ..	302 55	302 30

BOURSE DE PARIS — 10 SEPTEMBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %.........	38 10	2 398	France (Vie)...	406	406 ..	Séquanaise Banq.	241	240 ..	Acier Investiss...	92	92 ..
5 %.........	68	3 041	Préservatrice S.A.	345 ..	339 ..	SLIMINCO	127 20	126 ..	Gestion Sélect...	194	186 ..
5 % 1920-1960	d122 50	3 041	Prévoyance.....	1024 .	1021 ..	Sté Cent. Banque	73 40	73	Invest. et Gest...	102 60	100 90
3 % amort. 45-54	80 80	0 397	Protectrice A.I.R.	248	245 ..	SOFICOMI	114 60	114 50	Parisienne Plac.	152	152 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1960	332 ..	332 ..	Financière Sofal.	129 50	126			
— parts 1958	332 ..	332 ..	Finextel........	106 20	105	Cogifi	101 ..	101 ..
Ch. France 3 % .	93 80	93 50	Foncia-Crédit...	155	154 50	Foncina	100 ..	99 50
Abeille-I.G.A.R.D.	550	548 .	Fr. Cr. et B. (Cie)	75 20	75 30	Gr. Fin. Constr.	108	107 ..
Abeille (Vie)....	3/8	322 ..	France-Bail.....	200 .	198	Immindo	93 ..	d 93 ..
A.G.P...........	399 50	400 ..	Hydro-Energie...	49 70	47 70	Immobilvest	79 .	79 ..
Concorde	294 ..	294 .	Immobanque....	118 ..	118 ..	Cie Lyon Imm. .	94	94 ..
Epargne France.	..	285 .	Immoffice......	109	109 ..	Sagimo	100 ..	100 ..
Fonc. T.I.A.R.D..	80 50	80 ..	Interbail.......	119 80	118 50	UFIMEG	84 ..	88 ..
Foncière (Vie)..	214 ..	214 .	Locafinancière..	121	121 ..	U.G.I.M.O......	95 .	94 ..
France (I.A.R.D.).	378 ..	375 ..	Lyon-Alemand...	113 .	110 ..	Union Habit ...	119 ..	116 80
			Soc. Mars. Crédit	255 50	255 50	Un. Imm. France	105 ..	104 ..

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
480	4,50 % 1973	479	467	463	467 .	540	Cie Gle Eaux.	497	487	487	487
980	C.N.E. 3 %..	978	972 ..	972	975 ..	91	Electro-Méc.	87 10	86	88	84 [illegible]
						265	Ent. Matra..	284 20	255	255	249 [illegible]
						160	E. I. Lefebvre	150 50	150	150	150
230	Afrique Occ.	224 60	223 .	220 10	220 .	71	Esso S.A.F...	68 50	65 30	66	65 [illegible]
265	Air Liquide..	251	247	248 .	245 .	165	Eurafrance..	156	158	158	147 [illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	325	Europe n° 1.	303	295	295	289 [illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
405	C.F. Fr.-Can.	377 ..	374	374	370 10	29	Sony.......	28 ..	28 20	28 ..	28 20
18	De Beers (S)	13 75	13 .	13 25	13	13	Tanganyika..	12 ..	11 60	11 60	11 60
290	Dome Mines.	223	227 ..	234 ..	229 ..	152	Unilever....	144 20	140 10	140	140 ..
636	Du Pont Nem	570	552	552	552 ..	32	Union Corp.	27 40	25 70	25 30	25 ..
375	East Kodak..	375	380 50	368 .	384 ..	162	U. Min. 1/10	132 50	130	130 50	130 10
127	East Rand...	110 50	105 ..	107 50	105 .	290	West Drief..	277 ..	258 ..	264 ..	254 .
230	Ericsson....	217	219 .	209 .	205 10	145	West Deep..	135 .	127 30	131 ..	125 10
330	Exxon Corp..	320 20	305 ..	304 40	c300 05	265	West Hold...	235 90	226 ..	232 ..	222 .
191	Ford Motor..	190 ..	185 60	183 .	183 .	5 10	Zambia Cop	4 70	4 60	4 60	4 70
175	Free State..	180 ..	161 40	155 ..	148 90						

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc	COURS 10/9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1).........	4 835	4 823	4 80
Canada ($ can. 1).......	4 895	4 888	4 86
Allemagne (100 DM)	181 175	181 125	180 25
Belgique (100 fr.).......	*12 215*	*12 250*	*11 95*
Danemark (100 krd.)....	77 920	77 670	77 25
Espagne (100 pes.).......	8 395	8 385	8 27
Grande-Bretagne (£ 1) ..	11 170	11 180	11 10
Italie (100 lires)	0 729	0 731	0 63
Norvège (100 krn.).......	86 800	86 810	86 25
Pays-Bas (100 fl.)	177 725	177 950	177 ..
Portugal (100 esc.)	18 680	18 730	17 35
Suède (100 krs.)	108 020	107 870	107 ..
Suisse (100 fr.).........	160 350	160 600	159 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES et DEVISES	COURS préc.	COURS 10/9
Or fin (kilo en barre)	24750 ..	24450 ..
Or fin (kilo en lingot) ..	24770 ..	24560 ..
Pièce française (20 fr.).	266 ..	266 90
Pièce française (10 fr.).	201 50	204 ..
Pièce suisse (20 fr.)....	262 80	262 ..
Union latine (20 fr.)....	246 20	247 50
Souverain	258 80	260 30
Pièce de 20 dollars....	1399 60	1396 ..
Pièce de 10 dollars....	769 ..	771 ..
Pièce de 5 dollars....	469 ..	460 ..
Pièce de 50 pesos	1042 ..	1038 ..
Pièce de 10 florins	231 20	232 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 11 septembre 1974 a été tiré à 539 951 exemplaires.

A B C D E F G

Les banques centrales décideront cas par cas de l'assistance à apporter aux établissements financiers en difficulté

Alors que des deux côtés de l'Atlantique les bourses de valeurs accusent de nouvelles baisses (particulièrement sévère à Paris), les milieux financiers et bancaires s'interrogent sur le sens du communiqué que les gouverneurs des banques centrales des onze pays (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon, ainsi que la Suisse), qui se réunissent chaque mois à Bâle, ont, contre leur habitude, publié mardi à la fin de leur réunion tenue à Bâle.

Le communiqué reprend, en fait, les recommandations faites dimanche par les ministres des finances des six pays (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon et Italie) réunis au château de Champs-sur-Marne. Les Six, on s'en souvient, avaient consacré une partie de leurs entretiens aux problèmes soulevés par l'instabilité croissante du système bancaire international. A Bâle, les gouverneurs se sont mis d'accord pour « *intensifier l'échange d'informations entre banques centrales sur les activités des banques opérant sur les marchés internationaux et pour resserrer davantage, en cas de besoin, la réglementation applicable aux positions de change* ».

Le point qui paraît le plus notable dans ce texte, c'est la référence expresse faite aux opérations de change. Les banques centrales espèrent qu'en désignant ainsi nommément la spéculation sur des devises, qui a déjà occasionné des pertes considérables à certains établissements financiers (mais aussi évidemment des gains important, jamais mentionnés, à d'autres...), elles inclineront à plus de modération les services de change des banques commerciales. Selon certains observateurs, les marchés des changes se montrent depuis quelques jours plus circonspects. Il ne s'agit du reste pas seulement d'agir par la persuasion. Comme l'indique dans son premier paragraphe le communiqué, les gouverneurs ont également « *fait l'inventaire des dispositifs existants pour la suppression et la réglementation bancaires et noté les améliorations récemment introduites dans ces domaines par un certain nombre de pays importants* ». C'était là faire notamment allusion aux dispositions récemment prises par la Bundesbank pour limiter le montant des opérations sur les changes à terme que les banques allemandes sont autorisées à faire.

Les banques centrales iront-elles jusqu'à prêter assistance, comme les six ministres réunis à Champs-sur-Marne les invitaient à le faire, aux banques qui seraient en butte à des « *difficultés temporaires* » ? Sur ce point, le communiqué paraît relativement imprécis : « *Les gouverneurs ont aussi procédé à un échange de vues sur la question du prêteur de dernier ressort en ce qui concerne les euro-marchés. Ils ont reconnu qu'il ne serait pas pratique de fixer à l'avance de manière détaillée, les règles et procédures permettant de fournir temporairement des liquidités, mais ils ont constaté que les moyens pour ce faire étaient disponibles et seraient utilisés le cas échéant.* »

Cette formulation peut paraître embarrassée et à la limite en retrait sur les propos tenus dimanche par M. Jean-Pierre Fourcade devant les journalistes auxquels il rendait compte des grandes lignes de la conférence de Champs-sur-Marne. Ce serait aller trop loin dans l'interprétation, car les gouverneurs, dès qu'ils ont abordé ce sujet, ont buté sur une évidence : fixer des règles précises dans ce domaine serait encourager la spéculation. Une autre difficulté consiste à distinguer entre les causes des accidents qui, au cours des derniers mois, se sont multipliés dans la profession bancaire. Il n'est pas question qu'une banque centrale, affirme-t-on avec force, répare les erreurs de gestion d'une banque, erreurs auxquelles on assimile les spéculations abusives sur les marchés des changes (telles, par exemple, les opérations malheureusement menées par la filiale de la Lloyds à Lugano, laquelle a perdu 33 millions de dollars en jouant à la hausse de la devise américaine). Au contraire, un institut d'émission pourrait intervenir en faveur d'une banque dont le défaut de liquidité serait dû à l'impossibilité pour elle de « refinancer » ses opérations par suite, comme c'est d'ailleurs le cas, de la détérioration des conditions du marché pour les petits et moyens établissements (mais ceux-ci n'ont-ils pas eu tort de se lancer à corps perdu dans des opérations de prêts sur l'eurodollar ?). C'est pourquoi, les banques centrales ont décidé d'examiner séparément chaque cas qui pourrait se présenter. Autre question : la banque centrale compétente est-elle celle du pays où l'établissement en question est situé ou bien la banque centrale du pays de la maison mère ? C'est la deuxième solution qui a été en principe retenue.

Le léger affaiblissement des taux d'intérêt à court terme constaté depuis deux ou trois jours aux Etats-Unis et en Europe n'a pas convaincu les opérateurs boursiers puisque aussi bien à Wall Street et sur les principales autres places du monde la baisse continue de plus belle. Il ne semble pas que les autorités monétaires veuillent pour l'instant relâcher sensiblement leur pression.

P. F.

LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

● A AMIENS, le collège d'enseignement technique Lamartine a été fermé mardi 10 septembre, pour des raisons de sécurité, par M. René Lamps, maire de la ville, député communiste de la Somme. Soixante-quinze prescriptions avaient été retenues lors d'une première inspection, le 7 mai 1973, pour le bâtiment qui abrite plus de cinq cents élèves. Le 9 septembre dernier, une nouvelle inspection faisait état de nombreuses anomalies, parmi lesquelles l'absence d'escalier de secours. Depuis plusieurs années, la municipalité, qui loue actuellement les locaux d'une société privée pour abriter ce C.E.T., réclame la création d'un lycée technique dans la zone nord-est de la ville.

● A REIMS, des parents d'élèves du groupe scolaire de l'avenue de Laon ont menacé de ne pas envoyer leurs enfants en classe à la rentrée. A la suite de la fermeture en juin de cette école, sur avis de la commission locale de sécurité, par M. Jean Taittinger, maire de la ville (U.D.R.), ancien garde des sceaux, l'administration a, en effet, décidé de répartir les trois cent vingt élèves qui composent ce groupe (quatorze classes) dans d'autres établissements. Les parents réclament la construction rapide d'une nouvelle école.

LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES ONT CONTINUÉ A BAISSER EN AOUT

La baisse des matières premières importées en France s'est poursuivie en août. Selon l'indice calculé par l'I.N.S.E.E., la baisse globale a atteint 1,9 % en un mois et 0,8 % en un an.

● *Les matières premières alimentaires* ont augmenté de 0,2 % en août et de 4,8 % en un an (août 1974 comparé à août 1973). Parmi elles, les denrées alimentaires ont baissé de 6,8 % en un mois, mais ont augmenté de 17 % en un an. Les oléagineux ont augmenté de 3,9 % en un mois, mais baissé de 2,5 % en un an.

● *Le prix des matières premières industrielles* a, dans l'ensemble, baissé de 3,5 % en août par rapport à juillet, et plus fortement encore (— 4,7 %) en un an. Les non-ferreux ont vu leurs prix baisser de 1,4 % en un mois, mais ces prix sont tout de même en hausse de 16,2 % par rapport à août 1973. Les prix des matières premières textiles ont diminué de 6 % en août et de 28 % en un an. Quant au caoutchouc, il enregistre, lui aussi, une baisse importante : 0,3 % en un mois et 21,3 % en un an.

Au Brésil

L'ÉPIDÉMIE DE MÉNINGITE CONTINUE DE S'AGGRAVER

Sao-Paulo (A.F.P.). — Les services de santé brésiliens ont signalé le mardi 10 septembre que l'épidémie de méningite cérébro-spinale qui sévit dans ce pays avait fait chaque jour quinze victimes depuis le début de septembre, contre dix pendant le mois d'août. Sept cents malades ont été hospitalisés en trois jours à Sao-Paulo.

Il semble que l'épidémie soit pour l'instant en aggravation constante. Quatre cent mille personnes (sur dix millions d'habitants) ont été vaccinées à Sao-Paulo, à l'aide du vaccin mis au point par des Américains et que fabrique l'Institut Mérieux à Lyon. Le docteur Mérieux est actuellement au Brésil pour étudier la possibilité de fabriquer ce vaccin sur place.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'EMPLOI

La mise au point du Fonds de garantie des chômeurs se poursuit lentement

Les représentants des syndicats, du patronat et du gouvernement ont repris ce mercredi matin 11 septembre la mise au point du Fonds de garantie des ressources, destiné à assurer une meilleure indemnisation des chômeurs et à faciliter leur reclassement.

Ce fonds regroupera les aides de l'Etat et celles du régime de chômage complémentaire de l'UNEDIC. Le gouvernement a posé en principe, on le sait, que tout chômeur devrait recevoir une indemnité compensatrice lui donnant, pendant un an, l'équivalent de son salaire antérieur. Pour préparer cette réunion, le ministre du travail a envoyé aux syndicats et aux employeurs une note qui doit servir de canevas à une discussion « très ouverte ».

Mais les partenaires sociaux, comme cela avait déjà été le cas lors des deux séances tenues en juillet, se montrent très circonspects. Ils tiennent, en effet, à maintenir l'entière autonomie de l'UNEDIC. En outre, qui financera l'indemnité compensatrice ? Syndicats et employeurs s'accordent à penser que ce doit être le budget de l'Etat. De plus, les représentants des travailleurs reprennent des revendications dont ils n'ont pu obtenir la satisfaction dans les discussions qu'ils poursuivent, d'autre part, avec le C.N.P.F. pour améliorer l'accord paritaire de 1969 sur les garanties de l'emploi.

Ils réclament notamment l'application du régime des aides à tous les chômeurs, licenciés individuellement comme collectivement. Enfin, les syndicats refusent d'assumer le contrôle des abus éventuels car « *ils ne peuvent pas être les flics des chômeurs* ».

De toute façon, faute d'accord avant le 30 octobre, les pouvoirs publics ont annoncé qu'ils agiraient par voie législative.

Pour protester contre le jeu violent

CENT SOIXANTE ARBITRES ITALIENS DE FOOTBALL DONNENT LEUR DÉMISSION

Milan (A.P.). — Environ cent soixante arbitres italiens de football pour les matches d'amateurs ont décidé de démissionner à la suite de la violence sur les stades.

Dans une lettre à leur association, ils précisent qu'un grand nombre d'entre eux ont été pris à partie lors des derniers championnats, notamment en Toscane.

LE VISAGE VIVANT DE LA CHANCE

Que la Loterie nationale — tranche du Zodiaque — et l'astrologie s'unissent, cela suffit-il pour faire un gagnant du gros lot : 1 million et demi de francs ? M. Christian Erard, artisan peintre âgé de quarante-quatre ans, demeurant à Saint-Germain-lès-Arpajon (Essonne), marié, un fils, est l'heureux bénéficiaire de cette conjonction de hasards.

Parce que, contrairement à un usage fréquent, il avait accepté de se faire connaître, un vin d'honneur avait été organisé pour lui mardi 10 septembre à Arpajon par la Loterie nationale. Petit discours : on se félicite que la « chance » aille à un travailleur (méritant) et qu'il veuille bien dévoiler son identité (sur sept ou huit gagnants annuels du gros lot, trois seulement l'ont accepté cette année, les fortunes nées de la chance suscitant beaucoup d'administrateurs bénévoles).

« Au mois d'août, *explique M. Erard,* j'ai lu *(dans l'horoscope)* que les « Poissons » avaient de la chance en argent. » *Il a d'abord joué et gagné sept tiercés, puis acheté un billet entier de la Loterie nationale. Le numéro gagnant : 00952. Pourtant les chiffres qu'il dit lui porter chance d'ordinaire sont le 3 et le 7. En apprenant la nouvelle, il n'a* « pas dormi pendant trois jours ». *Il se levait* « en tremblant » *pendant la nuit pour manger un kilo de tripes.*

Sa femme, à qui il n'avait pas osé avouer qu'il avait acheté un billet entier, a perdu, le résultat connu, « 1 kilo en une nuit ».

Ce qu'il va faire de son argent ? « J'aurais pas voulu partager tout seul le gros lot » *(sic). Le million et demi de francs (non imposable) est déjà placé (en appartements) ou donné :* « Je ne suis pas un crasseux. » *Cela lui a fait plaisir de partager avec sa famille : 10 000 F à chacun des onze parents proches, plus des télévisions et sept bagues aux femmes de sa famille.*

Et maintenant ? « Ça continue comme avant, je travaille. » *Ce gros lot lui a même coûté deux journées en interviews. Il garde cet argent* « pour quand on sera vieux ».

NOUVELLES BRÈVES

● *Le général Duplay,* commandant la 2e brigade blindée, a assisté mardi après-midi à Paris à la remise de fourragères aux jeunes soldats du régiment de marche du Tchad, unité perpétuant les traditions de la division Leclerc. Ce sont d'anciens combattants de la 2e division blindée qui ont remis les fourragères aux recrues. La cérémonie s'est déroulée en présence de Mme Leclerc de Hauteclocque, dans les jardins des Tuileries, face à l'hôtel Meurice, sur les lieux mêmes où fut capturé le général von Choltitz, qui commandait les troupes allemandes du « Gross Paris » en août 1944.

● *Le Comité de défense des appelés (C.D.A.)* commente dans un communiqué la manifestation à Draguignan de deux cents soldats du contingent. « *Si Soufflet croyait par sa réformette en dix points museler le mouvement revendicatif qui se développe dans le contingent, le voilà détrompé* », écrit le Comité, qui ajoute : « *Entièrement solidaire de l'action des appelés du 19e R.A., le C.D.A. appelle tous les antimilitaristes à se mobiliser pour populariser plus que jamais les luttes contre l'armée d'embrigadement et de guerre civile et à se tenir prêts à riposter à toute tentative de répression de la part du pouvoir.* »

● *Le quotidien « Libération »* a décidé de reporter au 30 septembre (au lieu du 16) sa date de reparution. L'équipe rédactionnelle, que dirige M. Serge July depuis la démission, pour raison de santé, de M. Jean-Paul Sartre, a été remaniée et élargie. Le nouveau *Libération* s'enrichirait de quatre pages et de nouvelles rubriques.

● *Le fils de John Steinbeck emprisonné en Thaïlande pour détention de drogue.* — M. John Steinbeck IV, journaliste indépendant, fils de l'écrivain américain, purge actuellement une peine d'un mois de prison en Thaïlande pour possession de marijuana. Appréhendé le 21 août dernier à la frontière de la Malaisie, il avait été trouvé porteur d'un kilo de drogue. Son épouse, qui se trouvait avec lui, au moment de son arrestation, a été laissée en liberté. — *(A.F.P., A.P.)*

